

UNIVERSITY OF BEOGRAD
INTERNATIONAL UNIVERSITY CENTER
FOR SOCIAL SCIENCES

UNIVERSITE DE BELGRADE
CENTRE UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL
DES SCIENCES SOCIALES

**SOCIALISM
IN YUGOSLAV THEORY AND
PRACTICE**

**LE SOCIALISME
DANS LA THEORIE ET LA PRATIQUE
YUGOSLAVES**

— COLLECTION OF CONFERENCES —

— RECUEIL DES CONFERENCES —

7

BEOGRAD
1975

BELGRADE
1975

UNIVERSITY OF BEOGRAD
INTERNATIONAL UNIVERSITY CENTER
FOR SOCIAL SCIENCES

UNIVERSITE DE BELGRADE
CENTRE UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL
DES SCIENCES SOCIALES

**SOCIALISM
IN YUGOSLAV THEORY AND
PRACTICE**

**LE SOCIALISME
DANS LA THEORIE ET LA PRATIQUE
YUGOSLAVES**

— COLLECTION OF CONFERENCES —

— RECUEIL DES CONFERENCES —

EMAR - EASDALE
EMEK ARASTIRMALARI
VAKFI KITALIGI
2 0 1 5



BEOGRAD
1975

BELGRADE
1975

UNIVERSITY OF CALIFORNIA
COMITE INTERNATIONAL D'ETUDES
DES SCIENCES POLITIQUES

UNIVERSITY OF CALIFORNIA
INSTITUTIONAL CENTER
FOR SOCIAL SCIENCES

LE SOCIALISME
DANS LA THEORIE ET LA PRATIQUE
YUGOSLAVES

SOCIALISM
IN YUGOSLAV THEORY AND
PRACTICE

— SECTION DES COMMISSAIRES —

— SECTION OF COMMISSARIES —

1955 - 1956
THE UNIVERSITY
OF CALIFORNIA
LIBRARY

Štampa: Servis Saveza udruženja pravnika Jugoslavije,
Beograd, Proleterskih brigada 74.

STAMPED
ON

STAMPED
ON

Naslov na srpskohrvatskom jeziku:
SOCIJALIZAM U JUGOSLOVENSKOJ TEORIJI I PRAKSI

Za izdavača: DRAGIŠA STIJOVIĆ
Redakcija: Dr Đurica Krstić
Korektura: Nadežda Verešan-Krstić

IZDANJE UNIVERZITETA U BEOGRADU
MEĐUNARODNI UNIVERZITETSKI CENTAR ZA DRUSTVENE NAUKE
Beograd, Studentski trg 1

Prema mišljenju Republičkog sekretarijata za kulturu broj 413-694/73-02
od 10. X 1973. godine, ne plaća se osnovni porez na promet.

INTRODUCTION

C'est le septième livre que le Centre universitaire international des sciences sociales de l'Université de Belgrade fait paraître à l'intention de l'opinion scientifique et autre de l'étranger. Tout comme le précédent, ce livre constitue un recueil des conférences tenues au cours de la session d'automne 1974, la seizième depuis l'existence du Centre. Aussi a-t-on donné ainsi une suite à la pratique qui veut que chaque session soit suivie d'un livre comprenant toutes les conférences présentées à cette session, livre qui n'est pas destiné seulement aux participants du séminaire, mais aussi à un cercle plus large de personnes intéressées. Cette pratique a été introduite il y a quelques ans.

Le Centre universitaire international s'efforcera de faire paraître ce recueil aussitôt après chaque session. Ceci est justifié notamment par ce que les thèmes concrets et les conférenciers se succèdent dans le cadre du thème général du Séminaire — LE SOCIALISME DANS LA THEORIE ET LA PRATIQUE YOUGOSLAVES. De cette façon, les sessions traitent toujours des questions et problèmes les plus actuels dans le système yougoslave et dans la théorie et la pratique de l'édification de la société socialiste en Yougoslavie. Cette procédure permet aussi de prendre connaissance des diverses façons d'approcher ces thèmes d'actualité. Il ne fait pas de doute, ayant en vue tout ce qui précède, que le présent ouvrage servira utilement à tous ceux qui souhaitent connaître de plus près et de façon compétente les problèmes de la théorie et de la pratique yougoslaves dans l'édification du socialisme.

Ce septième livre contient onze conférences, tenues au cours de la XVI^e session du Centre, en septembre 1974 ainsi que quatre rapports introductifs aux panel discussions.

Ce Séminaire, comme on le savait peut-être, est organisé au mois de septembre à Belgrade de durée de onze jours par le Centre universitaire internationale des sciences sociales de l'Université de Belgrade à l'intention de jeunes chercheurs et autres travailleurs scientifiques, ainsi qu'à l'intention de tous ceux qui s'intéressent aux problèmes du socialisme dans le contexte de la théorie et de la pratique yougoslaves. Le programme présenté dans le cadre de ce thème général a pour but d'informer les auditeurs du système socio-économique et politique de la Yougoslavie, de la pensée scientifique yougoslave dans le domaine des sciences sociales, ainsi que de permettre aux auditeurs de s'informer sur place de la pra-

tique du développement de la société socialiste yougoslave. Outre les conférences et les discussions, données et animées par d'éminents professeurs d'université et de représentants de la vie scientifique et publique, le Centre organise également des panel-discussions, consacrées aux problèmes de l'heure, ainsi que des visites dans les organisations économiques et autres institutions (organs d'Etat, facultés, instituts scientifiques, etc.), qui donnent lieu à des réunions et des conversations avec les représentants des organes de l'autogestion et d'autres travailleurs et experts.

Belgrade, décembre 1974

Le Président du Conseil du Centre
Prof. Dr BRANISLAV ŠOŠKIĆ

Le Directeur du Centre
Prof. Dr PAVLE NIKOLIĆ

CONFERENCES

ST. JOHN'S COLLEGE

Dr. Jovan DJORDJEVIĆ

Professeur à la Faculté de droit de l'Université de
Belgrade et Académicien

LE CONCEPT DU SYSTEME POLITIQUE AUTOGESTIONNAIRE

— Contribution à la théorie de l'autogestion —

INTRODUCTION

1. L'autogestion ouvrière est l'une des plus grandes idées, sinon la plus grande idée socio-politique de ce siècle.

Comme toutes les idées nouvelles, elle n'est pas suffisamment étudiée ni réalisée. Elle est l'objet de conceptions et d'interprétations très diverses. Dans les différentes régions du monde, surtout dans les divers courants d'idées et de théories socialistes, l'autogestion est définie comme une nouvelle qualité du socialisme, justement une telle qualité qui change l'image du socialisme créée sous l'influence de l'étatisme, la bureaucratie et le stalinisme, et qui a séparé le socialisme de ces sources idéologiques authentiques et de ses courants politiques, et surtout de la pensée et des tendances de Marx. De nouvelles notions ou termes se forment, tels que: socialisme des conseils, *council socialism*, démocratie d'autogestion, socialisme autogéré. Ces termes acquièrent déjà le droit de cité dans beaucoup de pays langues du monde.

2. L'autogestion peut être expliquée et justifiée de plusieurs manières; d'autre part on lui attribue aussi un sens différent. Dans la plupart des cas on soutient le point de vue que l'autogestion est la seule condition de la limitation et du dépassement de la structure bureaucratique de la société socialiste. Cependant, les uns accentuent l'autogestion en tant qu'expression et confirmation du principe de la «spontanéité», contrairement au principe de l'autoritarisme. D'autres cherchent dans l'autogestion le pluralisme humain et de groupe en opposition au totalitarisme. Il y a aussi des auteurs, beaucoup plus que de mouvements, qui dans l'autogestion trouvent presque «la clé universelle» pour la solution non seulement des rapports socio-politiques, mais aussi des rapports moraux et en général des rapports «interhumains».

D'autre part, l'autogestion est contestée et même niée non seulement par les idéologues atardés du capitalisme mais aussi par les sceptiques et tous les panégyristes de «l'Etat puissant» et du monopolisme du pouvoir. A la «gauche», l'autogestion est mise en doute tant de la part de l'ancien «socialisme fabien» que de la part du nouveau «néomarxisme» qui trouvent la politique seulement dans le pouvoir, et la gestion seulement dans le mécanisme, dans l'Etat.

3. Plusieurs marxistes considèrent que dans les micro-organismes se trouve non seulement le commencement mais aussi l'essence du socialisme, que c'est uniquement là que peut se réaliser progressivement le processus de «désaliénation» et de «déréification» des rapports humains. Un certain nombre parmi eux ont forgé même un nouveau terme qui est toute une théorie nouvelle du socialisme: «le microsocialisme» ou même «le micromarxisme». Ces idées ne sont pas loin de la théorie proudhasienne.

Inversement la majorité parmi les penseurs socialistes, et non seulement les marxistes «traditionnels», soulignent que le socialisme peut être institué et se développer seulement, on en premier lieu, dans la *société globale*, dans l'Etat et par l'Etat; c'est pourquoi les uns trouvent dans cette affirmation la justification de l'étatisme et du rôle tout-puissant de l'Etat. Les autres soulignent que le processus même de l'aliénation et de la réification a pris naissance dans la société globale, dans le régime de la division du travail et de la propriété privée, et que, par conséquent, la désaliénation et la déréification peuvent se réaliser seulement au niveau politique et grâce à la réorganisation des rapports socio-économiques et de l'économie en tant qu'un tout. Une telle opinion est soutenue non seulement par les traditionalistes mais aussi par G. Lucacz, qui considère, comme il a exposé dans son oeuvre *L'histoire et la conscience de classe*, que la lutte des classes et les transformations de classe dans la société globale sont les processus dans lesquels on peut uniquement assurer et réaliser le retour de toutes les sortes d'aliénation, à partir de l'aliénation économique jusqu'à l'aliénation idéologique, et de ce fait de l'aliénation de l'homme de soi-même.

La pratique sociale et politique contemporaine dans les pays socialistes, et dans les pays qui luttent pour le socialisme, proposent de nouveaux éléments pour résoudre cette contradiction, qui est plutôt une expression de l'opinion bipolaire accoutumée que l'analyse critique de la pratique et du développement du socialisme.

Le problème et la réalisation de l'autogestion se pose d'une autre façon et avec une signification différente dans le processus de la lutte de la classe ouvrière pour le socialisme, et dans la société socialisme; mais non point de la même manière et avec les mêmes possibilités dans chaque pays socialiste. Cela ne diminue pas la signification de principe de l'autogestion. Les rapports socialistes se créent aussi dans les entreprises et dans les autres rapports de travail presque dans le monde entier, ainsi que dans les organisations politiques et sociales qui se préparent, en tant

que facteurs actifs, à participer dans les futurs changements révolutionnaires, sans égards par quelle voie ces changements seront effectués. L'essence du socialisme est qu'il se prépare et se crée même avant qu'il ne devienne la forme du système social.

4. Théoriquement, dans la société socialiste l'autogestion est le principe général et unique, qui se pose simultanément au niveau politique et au niveau socio-économique, ainsi qu'au niveau culturel et moral; dans la société globale et dans les entreprises; dans les institutions et dans «la vie quotidienne»; et dans les autres cellules de travail et de la vie collective que dans la vie politique dans l'ensemble. Comme il est historiquement injustifié «d'ajourner» le développement des rapports socialistes dans l'attente des conditions «uniquement possibles», de même il est irréal d'espérer que l'autogestion se réalise seulement dans les entreprises et dans les plus petites unités, dans les groupes «face à face», et de nier absolument la société globale et les «macro-organismes» d'Etat, partie et tant que «le reste de l'ancienne sociabilité, qui disparaîtra automatiquement par ce qu'elle est estimée théoriquement comme «reste de l'ancien état de choses», comme «segment non-socialiste», étatismes non-démocratique et centralisme bureaucratique. Cela se rapporte également tant à l'aspect institutionnel qu'à l'aspect non-institutionnel de la politique; aux institutions et à la vie politique globale.

L'essence du système socio-politique de la Yougoslavie consiste dans la conception et la confirmation de l'autogestion en tant que processus unique. Elle est le principe fondamental du système socio-politique tout entier et de l'organisation constitutionnelle du pays; depuis le «micro-organisme» jusqu'à la «société globale». Ce concept autogestionnaire global est le contenu de la Constitution nouvelle marquant tout le système institué par elle.

5. L'autogestion est bien plus large que certaines de ses formes et manifestations concrètes et beaucoup plus profonde que les rapports fonctionnels, sociologiques, politiques et interpersonnels dans les organisations fondamentales du travail associé et dans les autres communautés et organisations autogestionnaires. L'autogestion est historiquement un nouveau système des rapports dans la production et la répartition et, en même temps, sur cette base, un *nouveau type* de rapports socio-politiques dans le «système» même de la société. L'autogestion est le nom général pour les rapports sociaux qui s'établissent dans le processus de la socialisation des moyens de production et de la démocratisation directe des rapports socio-politiques. Dans ce sens l'autogestion est historiquement une nouvelle base de tout le système socio-politique qui s'établit en tant que nouvelle forme de la démocratie: démocratie qu'on peut appeler *démocratie socialiste*. Ce terme se justifie par le fait qu'une telle démocratie est, dans la société contemporaine, nécessaire et possible seulement dans le socialisme et par l'application de la procédure intellectuelle générale, historiquement et politiquement justifiée; que les notions et les institutions de la nouvelle

société, toujours en affirmation, soient formulées par rapport aux notions qui sont connues dans la forme de la société qui existe toujours et exerce son influence. La démocratie «bourgeoise» et la «démocratie socialiste» — termes qui correspondent à cette exigence accentuent en même temps la distinction sociologique et politique entre ces deux systèmes politiques.

6. Pour la démocratie socialiste yougoslave il paraît que l'expression: *démocratie autogestionnaire* est meilleure et plus précise. La démocratie bourgeoise est quant à la forme très différente, mais sa caractéristique fondamentale en tant que forme générale, ou plutôt — type de la démocratie, est qu'elle est *représentative* et de ce fait une démocratie exclusivement politique. D'où il résulterait que l'expression qui est aujourd'hui souvent employée dans certains cercles marxistes et syndicalistes — socialisme autogestionnaire — est plutôt une notion de différenciation qu'un terme scientifiquement correct. Le socialisme en tant que système social ne doit pas être défini et caractérisé par les éléments politiques.

L'autogestion ne peut pas être comprise si on la définit seulement «en principe» comme expression politique de la propriété sociale, comme forme de gestion dans les organisations de travail, comme nouvelle technique des décisions ou nouveau type de rapports psychosociaux dans les petits groupes. L'autogestion est tout ceci et encore quelque chose de plus et théoriquement plus prononcée par le principe fondamental de la démocratie socialiste, qui exprime le nouveau dans son être socio-politique, dans son existence. C'est la prémisse fondamentale de la Constitution de Yougoslavie.

En représentant la base de l'organisation socio-politique, l'autogestion se réalise dans le système socio-politique contemporain concret et historiquement déterminé et dans la vie de la Yougoslavie. L'autogestion, tant comme principe que comme type des nouveaux rapports socio-politiques, influe et doit influencer sur toutes les institutions et les autres forces et facteurs du système socio-politique, de même qu'entre eux et l'autogestion existe un rapport réciproque de dépendance, d'influence, de limitation et même d'opposition correspondante.

Par conséquent, l'autogestion ne peut pas être estimée et comprise dans l'ensemble, et surtout sa pratique — parce que d'un principe elle devient une pratique historique de la participation directe des hommes dans les processus socio-politiques — si on n'examine pas les rapports internes et la forme du système socio-politique comme tel en Yougoslavie. Le système politique autogestionnaire est un *nouveau phénomène* dans l'histoire et il est nécessaire de constater ce qui est nécessaire de constater ce qui est *nouveau* dans ce système, et ce qui s'oppose à celui-ci dans les conditions historiques concrètes.

I.

1. L'autogestion ne peut pas être identifiée ni avec la structure fondamentale de la gestion, et encore moins avec le mécanisme de l'organisation de représentation de la gestion. Ainsi l'opinion est sans fondement selon laquelle l'autogestion correspond à la vieille idée de conseil ou de soviets ou qu'elle est l'œuvre de Fourier, de Proudhon, ou qu'elle apparaît même avant eux comme expression de l'idéologie des groupes sociaux harmoniques, des agglomérations et des «communautés» organiquement patriarcales. Mais, cela ne signifie point que parmi ces phénomènes et ces notions n'existent pas l'influence et la similarité, ce qui est inévitable et prouvé. Ce sont des «types» d'une même espèce sociale révolutionnaire.

2. Du point de vue de l'histoire d'idées, l'autogestion est dans le fond proche à la théorie politique de Rousseau, surtout de sa prémisse sur la nécessité et que «la volonté générale» (non seulement la loi mais aussi les autres actes de décisions) soit l'expression de «la volonté de tous». Avant et après lui elle est l'élément de la doctrine du socialisme, et il y a plus qu'un siècle, elle est idée force du marxisme et du mouvement ouvrier.

Mais la signification contemporaine de l'autogestion est nouvelle, car les idées acquièrent la vraie signification d'après le contexte socio-économique, culturel et idéologique dans lequel elles apparaissent et sur lequel elles influent. Selon l'inspiration l'idée de l'autogestion, socialiste, ouvrière et en premier lieu marxiste, acquiert son vrai sens et contenu, quoique encore insuffisamment complet et achevé dans la société socialiste contemporaine. Elle est dans cette signification née dans les transformations sociales et culturelles profondes contemporaines et surtout dans le processus de la mutation de la réalité socialiste (quand celle-ci se produit). Elle est en même temps un signe indicateur historique et l'une des formes de la transformation radicale d'une telle réalité.

Marx a exposé dans ses écrits la nécessité de l'établissement de la coopérative des producteurs libres où les ouvriers gèrent et élisent le directeur; dans les différentes phases de la lutte politique contre le capital les ouvriers réussissaient à s'organiser de soi-même et de gérer, sans intermédiaire, au poste de travail (la fabrique). Depuis *L'Etat et la révolution* jusqu'aux derniers travaux, la pensée de Lénine est autogestionnaire, et c'est dans la même mesure la pensée de Gramsci et de R. Luxembourg. L'autogestion a été au centre des divergences de vues idéologiques et politiques et de la lutte des idées; après la révolution d'octobre, outre le livre de Pakratove (*Le comité des fabriques en Russie pendant la Révolution*) il y a encore d'autres témoignages importants sur cette question (Aleksandra Kolontaj, *L'opposition ouvrière*, étude publiée en français dans la revue «Le socialisme et la Barbarie», No. 4, et sous forme de brochure). Certains marxistes connus et influents ont plus tard (dans la période d'entre-deux guerres) consacré leurs travaux à l'autogestion, comme, par

exemple: Pannekoek (voir *Pannekoek et les conseils ouvriers*, EDL, Paris, 1969), H. Gorter (*Réponse à Lénine*, Librairie ouvrière, Paris, 1968), M. Adler (*Démocratie et conseils ouvriers*, Maspero, 1967; voir aussi *L'autogestion, théorie et pratique*, édition Presse ouvrière, Belgrade, 1972.).

Pendant les vingt dernières années non seulement en Yougoslavie, mais aussi dans les autres pays (France, Angleterre, Etats-Unis d'Amérique, Suisse, Belgique) les marxistes s'occupent en premier lieu de la théorie et des problèmes de l'autogestion.

Dans tous les cas, l'autogestion n'est pas et n'a pas un héritage proudhonien indéterminé, mais continue et vivifie l'analyse de Marx du processus du travail et de la structure politique «communale» qui nie l'ancienne structure bureaucratique et étatique. De cette manière on ne peut pas contester la contribution déterminée de l'anarchisme et des doctrines «libertaires» du passé et des temps présents; si et pour autant qu'elles sont aussi dans la sphère de la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière et pour la formation de la société avec des institutions non-aliénées.

L'autogestion n'est ni une «utopie socialiste» ni un moyen de l'action révolutionnaire: elle est une nouvelle création historique et l'institution de la société qui abolit l'exploitation et la domination.

Schématiquement, l'autogestion est: le processus du retour des moyens de production et de la gestion aux titulaires sociaux du travail associé, la détatification et la socialisation des monopoles politico-idéologiques, plus la responsabilité et la solidarité collectives et personnelles; plus l'égalité fondamentale dans la position sociale des hommes, plus le principe de la qualité (le changement de «la vie humaine»).

3. L'autogestion n'est pas synonyme de la démocratie directe, de même que la participation directe des hommes travailleurs n'est pas le seul mode et la seule forme de sa réalisation. L'obsession de la participation directe tire plus les courants des sources du romantisme, du rousseauisme primitif et du syndicalisme révolutionnaire que du marxisme. L'assimilation de l'autogestion et de la démocratie directe représente dans la plupart des cas une formule figurative et une expression d'inclination, et parfois des besoins de la pensée humaine de la définir par rapport à ce qui est connu, ce qui en même temps représente le défaut d'une telle théorie et opinion.

Le terme même de l'autogestion n'est pas adéquat, il ne correspond pas entièrement aux rapports qu'il comprend. Il a été pris dans le dictionnaire traditionnellement démocratique, économico-juridique, de droit administratif et de droit civil. Dans le mot «gestion» il y a aussi des éléments de l'autonomie et de l'auto-organisation, mais aussi de la conduite, des décisions et de l'administration. Théoriquement, l'autogestion est tout ceci, mais aussi quelques chose de plus que cela. Dans certaines autres langues, surtout en anglais (*management*) et en français (gestion), l'aspect économique et des affaires ainsi que juridico-administratif

est plus accentuée; et dans les langues yougoslaves, dans la plupart des cas, la signification socio-politique de la notion et aussi accentuée. Le terme est pris du mot par lequel on spécifie l'autonomie de la commune, «l'autonomie locale».

Tout cela a influencé qu'en Yougoslavie le terme autogestion est souvent presque exclusivement conçu sous l'aspect d'organisation, instrumental, et insuffisant quant au contenu, fonctionnellement et juridiquement. La théorie de l'autogestion est une «discipline multidisciplinaire» et elle est appelée à découvrir toutes les dimensions de ce complexe compliqué des rapports, des droits et des obligations, de l'autonomie et de la responsabilité — ce qui est l'autogestion.

En outre, tous ces termes sont l'expression de la conception fonctionnelle et du dictionnaire insuffisamment développé correspondant. L'autogestion est le principe qui exprime non seulement l'autodécision et l'autoinstitutionnalisation de la classe ouvrière, mais aussi son autodétermination, et, par là, la supposition des changements radicaux de la société et de la politique. Cela signifie, l'autogestion suppose des changements sociaux et des changements humains constants et la création d'une nouvelle humanité.

L'histoire des nouvelles théories et des connaissances nouvelles révèle une contradiction spécifique et une faiblesse même de la pensée scientifique historiquement radicale et audacieuse, et par là du marxisme et de la théorie de l'autogestion. Aux nouveaux rapports socio-économiques et aux nouvelles formes on applique les notions de la théorie politique traditionnelle et de cette manière les termes politiques dépassés de même, les nouveaux rapports socio-politiques et les nouvelles institutions correspondantes sont désignés par les notions et les termes créés dans l'organisation socio-économique de l'ancienne société. L'influence réciproque et «les prêts» entre ces deux plans de la création réelle et de la pensée suit l'histoire et confirme le fait que dans celle-ci il n'y a pas de produits entièrement nouveaux et purs et signale la nécessité pressante de la modestie qui doit être la vertu des vrais créateurs.

Sur un tel état de choses influe l'imperfection de notre appareil de conception, mais aussi le fait que «l'économique et la politique» sont entrelacées dans la société, et surtout dans le processus des changements de la réalité; les aspects entrelacés d'une totalité historique et réelle. Cela se rapporte aussi à l'autogestion et c'est pourquoi la pratique autogestionnaire même et la pensée possèdent et créent leurs propres contradictions, et parfois aussi des «confusions» (qui ne sont pas seulement terminologiques).

II.

1. L'identification de l'autogestion et de la démocratie directe contient deux représentations théoriquement «fausses». Premièrement, par ce moyen on suggère que l'autogestion est un rapport politique et qu'en elle le pouvoir socialiste, qui reste par là sphère politique. L'autogestion est un rapport social, en premier

lieu dans le domaine du travail associé. Elle est le rapport direct interhumain et le rapport social général. En second lieu, la démocratie directe suppose la scission de l'organisation économique en plusieurs petits organismes et la conception de l'autogestion en tant que procédure de réunions permanentes, de « discussions » de vote, de formation de la majorité et de ségrégation de la minorité et de cette façon l'attribution du caractère politique aux cellules du travail et aux autres sphères de l'autogestion.

L'autogestion dans le fond suppose un nouveau rapport à l'égard du travail; un nouveau rapport de l'homme à l'égard de l'homme; le commencement de la disparition du gouvernement et de la hiérarchie. Sur cette base les décisions deviennent un acte de connaissances, de l'estimation rationnelle et du respect mutuel profond, mais aussi la garantie de l'objectivité et du respect de la vérité. Il n'y a pas d'autogestion sans culture et science, car dans le fond, elle est le rapport de la création culturelle, des connaissances et de l'application des connaissances.

Théoriquement, l'autogestion ne demande pas la démocratie directe dans le sens atomisé. Elle ne contient pas l'exigence à ce que l'organisation rationnelle et scientifique de l'économie et de la société se rompe en petites unités et parties — pour que chacun puisse décider de tout. Une telle théorie serait dénuée de sens, et dans le monde contemporain impossible. Dans l'économie développée, dans le processus de l'intégration généralisée des fonctions économiques, sociales et culturelles, les organisations « à plusieurs étages » complexes sont inévitables. Marx est parti d'une telle hypothèse en se prononçant en faveur de « l'intégration nationale des coopérations fondamentales, c'est-à-dire des structures de gestion des producteurs associés ». C'était aussi la base de la conception de Lénine sur l'organisation pyramidale qui comprend « les conseils de fabrique » d'où découle le congrès local, régional et panrusse des conseils ouvriers.

Tout ce qui précède démontre la nécessité de la réalisation de l'autogestion dans tout « le système » de la société. Elle s'édifie et fonctionne non seulement en vertu des décisions et de la conscience des producteurs dans les organisations (unités) fondamentales du travail associé, mais aussi sur des niveaux plus élevés. Le système d'autogestion s'édifie « d'en bas », mais les décisions aux niveaux supérieurs doivent être autogestionnaires, c'est-à-dire conditionnées et autonomes, capables de formuler « les intérêts communs », et en conséquence de contribuer à la création de nouvelles valeurs. En outre, pour que « les niveaux supérieurs » puissent être autogestionnaires, on ne peut pas appliquer le centralisme démocratique, ni un autre principe de l'arsenal du système de fonctionnement de parti ou hiérarchique. La théorie autogestionnaire créatrice a déjà « découvert » un tel principe, d'autant plus qu'il existe déjà non seulement dans la pratique politique, mais aussi dans la pratique sociale en général. C'est le principe du *fédéralisme autogestionnaire*.

2. Le socialisme doit se former de la nouvelle position socio-économique « intangible » de l'homme « qui travaille » dont les pré-

misses ne peuvent pas être seulement matérielles mais aussi sociales, politiques et morales. Conformément à cela, la base de la position et du rôle de l'homme constituent aujourd'hui:

- a) La propriété sociale des moyens de production;
- b) La libération du travail, non seulement comme acte de libération socio-politique de la classe ouvrière, mais comme long processus du dépassement des inégalités socio-économiques, historiquement conditionnées, positives et possibles et de la dépendance des hommes dans le travail;
- c) le droit de l'homme de jouir des fruits de son travail et du développement matériel de la communauté sociale conformément au principe du socialisme: «A chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses oeuvres»;
- d) L'autogestion des hommes travailleurs dans l'organisation du travail associé, dans les associations et dans les communautés socio-politique, égalité des droits réels non seulement politiques des nations et des nationalités;
- e) Les rapports politiques démocratiques, qui se rapportent non seulement aux droits humains et aux libertés, à la démocratisation des processus politiques et des procédures, les voies juridiques et les garanties, mais aussi à toutes les autres conditions, possibilités et garanties pour la manifestation et la réalisation de la personnalité de l'homme en tant que dirigeant, citoyen et la libre personnalité humaine;
- f) L'égalité des droits et des devoirs des hommes, qui signifie l'absence et la négation de toute discrimination dans les droits, de toute inégalité dans les devoirs et tout affranchissement de la responsabilité quelle que soit la position sociale et politique dans laquelle se trouve l'individu;
- g) la solidarité et la collaboration des hommes travailleurs, ainsi que leur intéressement et la liberté de l'initiative, réalisés dans l'intérêt personnel, particulier et dans l'intérêt social général;
- h) la sécurité économique et social de l'homme qui ne signifie pas seulement la libération de la pauvreté et de la peur mais aussi de la crainte et de l'anonymat qu'engendre la société industrielle et «la civilisation technique».

3. Une telle position de l'homme résout aussi la question des rapports de l'homme et du «système». L'homme n'est pas en dehors du système, en s'y opposant dans le but de la réalisation de sa liberté économique et personnelle, comme le recommandait la théorie économique manchesterienne et la philosophie politique libérale.

L'homme n'est pas sous le système, de même il n'est pas la création du système c'est-à-dire de l'Etat, comme il est présumé ou réalisé (dans l'intérêt des classes dirigeantes) ouvertement ou indirectement par toutes les formes du positivisme politique, de l'étatisme, de la bureaucratie et de la technocratie dans l'histoire et dans les temps présents. L'homme est dans le système, car le système est son «expression générale», sa création dans laquelle l'homme se crée et se reproduit simultanément.

Une telle forme (degré) du socialisme, qui s'identifie réellement non seulement comme socialisme en formation mais comme socialisme en existence, n'est nulle part aujourd'hui assurée, sans «dangers» et «déviations» possibles.

Il est évident, qu'à la position intangible de l'homme est opposée et contraire — et de ce fait au système socio-économique et politique qui sert à l'homme: a) toute forme de gestion de la production et de la répartition, basée sur l'arbitraire bureaucratique et les privilèges qui résultent de la situation monopolistique de certains groupes de dirigeants; b) toute forme de production et de répartition de l'égoïsme et du particularisme de groupe. Elles sont non seulement théoriquement et politiquement contraires à l'organisation qui est édiflée par le socialisme, mais aussi en Yougoslavie elles sont en même temps anticonstitutionnelles, ce qui ne signifie pas qu'elles ont disparu dans la réalité.

III.

1. Dans la science mondiale, de même qu'en Yougoslavie, les bases d'une théorie développée de l'autogestion¹ ne sont pas encore définies. Cependant, sur la base des oeuvres de K. Marx, des travaux théoriques marxistes et sur la base des idées exprimées dans la nouvelle Constitution de la République socialiste fédérative de Yougoslavie découlent les éléments d'un concept théorique plus pur et mieux étudié du système politique autogestionnaire. Parmi eux les éléments fondamentaux sont les suivants:

a) Le système politique autogestionnaire est une forme de la société socialiste; elle est inséparable d'une telle structure sociale qui est basée sur la propriété sociale (non seulement dans la propriété privée mais aussi dans la propriété non-étatique et non-collective) des moyens de production, dans laquelle sont écartées toutes les conditions de la division de classe et de rénovation d'exploitation économique, avec l'institution en même temps de la position gouvernante (dans la production et la répartition) de la classe ouvrière et d'assurer le processus de la libération du travail.

b) Dans le système politique autogestionnaire se transforme, ou, dans tous les cas, se limite la domination, c'est-à-dire le gouvernement des uns sur les autres. La domination n'est plus le rapport socio-politique fondamental, comme c'était le cas dans toute l'histoire qui s'est développée jusqu'à présent et c'est pourquoi nous pouvons parler de l'organisation politique autogestionnaire de la société en tant que d'un système particulier.

2. La base de tout système de domination constitue la position inégale des hommes dans les rapports de production, leur rapport

¹ La première tentative dans ce sens a été effectuée par le philosophe-sociologue français A. Lefevre dans son article: «Contribution à la théorie de l'autogestion» (qui est publié dans la revue *Socialisme et autogestion*, No. 1, édition Anthropos, Paris). Mais cette tentative n'a pas abouti à la théorie de l'autogestion.

non seulement hiérarchique mais aussi d'aliénation. En des termes plus précis, la base de la domination représente l'aliénation du pouvoir de l'homme sur soi-même, surtout par l'exploitation des produits de son travail. D'où il s'ensuit que l'autogestion dans le sens du nouveau rapport de production est le premier acte dans le dépassement de la domination, son essence est le passage de la domination, c'est-à-dire des rapports hiérarchiques et inégaux dans le système du travail associé, de l'égalité des hommes dans le processus de gestion des conditions, des moyens et des produits du travail.

Ce sont, sur le plan théorique, les hypothèses du système politique autogestionnaire; ses *éléments-conditions*. Sans une structure sociale potentielle et de plus en plus véritablement socialiste (de plus en plus égalitaire et humaine) il n'y a pas de conditions pour l'élimination de la domination, et sans ce processus la structure sociale socialiste se déforme et les rapports de classe se renouvellent dans lesquels le statut de la main d'oeuvre salariée ne change pas.

Entre la structure sociale potentiellement socialiste et le système politique n'existe pas un déterminisme exclusif; le rapport de production «autogestionnaire» ne produit pas de soi-même automatiquement des rapports politiques égaux en droits. Le rapport de production autogestionnaire est en même temps un rapport socio-économique et un rapport politique. Entre ces deux niveaux — économique et politique de ce complexe compliqué, le rapport est dialectique, ce qui signifie *complémentaire*, qui complète et exerce une influence réciproque et conditionnelle. La dialectique n'est pas exclusivement la «lutte des antagonismes».

Dans la «période intermédiaire» la structure politique autogestionnaire est autonome et déterminée mais aussi une force déterminante dans l'institution de la société socialiste. D'où découle la grande importance du système politique autogestionnaire pour la théorie et la pratique de l'autogestion.

IV.

Le concept théorique du système politique autogestionnaire comprend aussi ses dispositions suivantes:

a) En se libérant de l'Etat dans le sens de l'étatisme, ou en se libérant suivant les paroles de Marx de «l'enveloppe étatique», le système politique autogestionnaire dépasse en principe le dualisme entre l'Etat et la société, le pouvoir et l'homme, en créant en même temps le rapport dialectique entre les fonctions d'Etat et sociales et les instruments dont l'antagonisme peut devenir de nature complémentaire pour autant que la propriété sociale prédominante devient en réalité un rapport nouveau, c'est-à-dire de moins en moins un rapport ayant un caractère de monopole et d'appropriation des divers groupes et si le sujet réel et l'arbitre de ces processus devient la classe ouvrière développée, unifiée et consciente de son rôle en tant que substrat idéologico-politique de la société et en

particulier de la communauté tout entière des hommes actifs et travailleurs.

b) Dans le système politique d'autogestion s'établit la synthèse de la démocratie politique et de la démocratie économique; entre l'homme en tant que producteur et l'homme en tant que personnalité politique. Par conséquent, l'autogestion n'est pas seulement une catégorie économique-administrative mais en même temps socio-politique. Par la voie de cette fonction sont dépassées les divisions dans la société et dans la personnalité de l'homme. L'hypocrisie et la duplicité sont un comportement anti-autogestionnaire.

c) Le système politique autogestionnaire exige l'élimination radicale des intermédiaires et des représentants, surtout sous le rapport de la répartition du produit social et des décisions politiques. En dépassant la représentation et l'entremise, l'autogestion exige des formes de l'expression directe et de décisions directes. Cela, non seulement en tant que «démocratie directe», mais en tant que décisions directes dans le cadre des formes et des fonctions démocratiques à tous les niveaux de l'organisation de la société. Dans ce sens le système politique autogestionnaire est théoriquement le plus conséquent et jusqu'à aujourd'hui le plus réussi de toutes les formes connues de la démocratie plus réelle. Il est la démocratie réelle dans la formation et dans la disparition en tant que forme politique. La démocratie socialiste se réalise en se dépassant.

d) Le système politique autogestionnaire est contraire à l'élitisme et à la hiérarchie dans l'organisation de la société et dans les décisions politiques. L'antiétatisme est l'expression de l'antibureaucratie, et de l'antitechnocratie et ne suppose pas, mais exclut la démagogie, l'anarchie et le caractère niveleur. Et quand on parvient à une communauté égalitaire plus réelle (ce qui en est possible sinon aujourd'hui du moins demain) ce système politique exige constamment de nouvelles significations et valeurs, ce qui veut dire qu'il ne peut pas être privé de la création et de l'utilisation des autorités personnelles et des personnalités exceptionnelles qui se forment dans le développement du socialisme et pour lui.

V.

Tous les systèmes politiques jusqu'à aujourd'hui, même les plus démocratiques étaient fondés sur un abîme de plus en plus grand entre l'idée et l'institution, entre l'essence et la forme, entre la théorie et la pratique. Le système politique autogestionnaire devient le propre système politique s'il contient les conditions et les moyens pour la réalisation de l'unité de l'idée et de l'institution, du contenu et de la forme, de la théorie et de la pratique. Il devient un système dans la mesure que sa réalité, son contenu ainsi institutionnalisés représente la forme qui exprime et détermine la réalité, l'essence.

La pratique et la théorie d'autogestion exigent la pensée créatrice totale; pensée qui n'est ni unique ni pluraliste, mais totale, autogestionnaire. C'est la pensée qui est libérée de l'instrumenta-

lisme politique, du totalitarisme et du volontarisme. La critique de la pensée autogestionnaire a exprimé Marx qui dit: «Si tant est qu'une opinion politique est plus exclusive, et par conséquent considérée comme étant plus parfaite, on y croit d'autant plus à la toute puissance de la volonté, d'autant plus se manifeste-t-elle comme aveugle pour les limites naturelles et spirituelles de la volonté et d'autant plus elle découvre d'une manière plus directe les sources des calamités sociales».

La pensée et la pratique autogestionnaires unifient en même temps le but et les moyens, le concept et le mouvement. Dans ce système tout volontarisme et toute lutte pour le pouvoir sont étrangers, ainsi que les autres vestiges des manœuvres politiques. C'est en cela que consiste la rationalité et la sagesse de la partie autogestionnaire.

VI.

Le système politique d'autogestion ne s'édifie pas sur ses propres fondements mais sur ceux qui ont été hérités, d'où il s'ensuit qu'il est hétérogène et parsemé d'une série de contradictions, tant non-antagonistes qu'antagonistes, mais aussi de contradictions mixtes. Tant qu'il ne se transforme en état particulier de la sociabilité et de la culture et de l'état spirituel, ce système politique comprend — le pouvoir politique, l'État, et il s'exprime plus ou moins dans l'État et par son intermédiaire. L'État est sa contradiction immanente et mixte.

Pour le concept théorique du système politique d'autogestion, il est particulièrement intéressant de définir la notion et le rôle de l'État dans le cadre du système politique autogestionnaire, et en conséquence les rapports entre le pouvoir politique et l'autogestion dans le système politique de la Yougoslavie.

Nous soulignerons certains aspects essentiels de ce problème insuffisamment éclairci.

1) L'État est une catégorie complexe et polyvalente. Il est la question centrale de la théorie et de la pratique politique et en conséquence de la constitution de la société socialiste. Après Marx, Engels et Lénine il y a peu d'idées créatrices sur l'État. Mais dans le cadre de la constitution qui constitue le système politique autogestionnaire, certains problèmes de concept de l'État doivent être résolus, car sans cela la théorie et la pratique autogestionnaires deviennent déclaratives, c'est-à-dire à double sens.

2) Dans les constitutions et dans le dictionnaire politique l'expression l'État a plusieurs significations, ce qui est la faiblesse initiale théorique et politique. Sans différenciation de la signification on ne peut pas résoudre le problème de l'importance et du rôle de l'État dans le système politique (et de la Yougoslavie).

3) L'État signifie tout d'abord l'expression pour la subjectivité internationale d'un pays. C'est la signification institutionnelle qui s'applique aussi à certains rapports dans la plupart des cas formels

dans l'organisation interne. Elle n'est pas contestée, mais elle doit être identifiée.

4) Pour la théorie politique et constitutionnelle du socialisme autogestionnaire et du marxisme contemporain deux autres significations fondamentales de la notion et du terme Etat présentent un intérêt particulier, à savoir: la signification fonctionnelle et la fonction organique. Chaque système politique est multidimensionnel, ce qui est d'une manière particulière et nouvelle le système politique autogestionnaire qui est au commencement — et aujourd'hui en Yougoslavie — dans la plupart des cas politique, et conditionnellement et fonctionnellement autogestionnaire. D'où il s'ensuit que ces deux significations de l'Etat acquièrent une importance spéciale.

D'après la première signification l'Etat est conçu en tant qu'un ensemble de fonctions qui sont dans la plupart des cas autoritaires. D'après la deuxième signification sous ce terme on comprend le rapport sociologico-politique — le rapport de domination. L'Etat est dans ce cas une forme particulière ou l'expression du pouvoir politique, qui est en principe l'antithèse de l'autogestion. Dans ce sens l'Etat est la base pour la distinction entre les fonctions d'Etat et les fonctions d'autogestion, mais les décisions d'Etat c'est-à-dire autoritaires peuvent se maintenir même lorsque le rôle du pouvoir politique s'amointrit. Cette dialectique relative au processus du déperissement de l'Etat est un nouveau phénomène qui est révélé par la pensée autogestionnaire marxiste.

VII.

1. Dans son concept, qui correspond à son caractère historique déterminé, le système politique autogestionnaire n'est pas et ne peut être un système autogestionnaire pur, car «l'utopisme» qu'il contient se transformerait en incertitude et peut-être en chaos. Dans les conditions contemporaines de l'existence et du développement du système constitutionnel, c'est-à-dire social et politique de la Yougoslavie, les fonctions de l'Etat découlent de nombreuses circonstances et situations d'une importance interne et internationale. En ce qui concerne les situations internes nous mentionnerons les suivantes: le mélange des éléments homogènes et hétérogènes dans la structure sociale; la contradiction entre la politique et le gouvernement, entre le *consensus* et la manipulation; le développement insuffisant et l'homogénéité de la classe ouvrière et l'existence d'une série de contradictions et de conflits qu'engendre la société en voie de formation qui, comme telle, se heurte contre l'état existant et dans sa recherche du nouveau inévitablement s'égaré et procède à des expériences.

Le système autogestionnaire contemporain est un système imparfait et inachevé; il rentre dans la même catégorie de création que le parti politique que Gramsci a désigné comme une oeuvre historiquement non-définitive.

Les conditions internes sont les suivantes: la société qui est restée toujours insuffisamment développée au point de vue matériel et spirituel; l'influence des anciennes institutions, des rapports et des notions sur le nouveau; le fait que la politique intérieure est conditionnée par les rapports internationaux; l'époque, l'espace historique et géographique dans lesquels s'édifie la nouvelle société, etc.

Les circonstances externes sont évidentes: le monde divisé dans lequel se poursuit la lutte fondamentale entre les forces du progrès et du conservatisme; entre les pays développés et les pays sous-développés; entre les forces de la paix, la démocratie et la liberté et l'impérialisme et l'hégémonie.

Dans de telles circonstances générales, qui s'aggravent souvent sous l'influence du caractère labile de la situation et de la politique mondiale, ainsi que des faiblesses internes et des fautes commises par chaque régime politique, le système politique autogestionnaire qui, par conséquent, ne se réalise pas dans un espace vide ou dans une situation nette, doit être capable de déceler et de résoudre les difficultés, les contradictions et les conflits et d'assurer son existence, son fonctionnement et sa marche en avant, car chaque pas en arrière signifie de nouvelles difficultés et l'aggravation de ses contradictions et faiblesses immanentes.

De toutes ces circonstances prennent naissance les différentes et variables fonctions d'Etat qui sont confiées à des organes spéciaux. Du point de vue du droit constitutionnel l'existence des fonctions d'Etat suppose l'existence des organes d'Etat qui diffèrent des autres institutions par ce qu'elles doivent avoir des fonctions nettement déterminées et délimitées et des instruments pour leur réalisation. Les institutions d'Etat sont fermées, et les institutions autogestionnaires — ouvertes.

Tandis que les fonctions d'Etat sont basées sur la force déterminée par avance, la puissance y comprise, sur le rapport d'autorité et sur la liberté du choix des moyens pour l'exécution de la politique, les fonctions autogestionnaires sont caractérisées par la socialisation de la force; la participation des sujets sociaux dans les décisions, l'accord et l'unité des buts et des moyens; l'unité du sujet et de l'objet politiques.

Par conséquent, la fonction d'Etat se réalise en conformité avec la volonté et l'autorité et non point par la participation des acteurs sociaux. C'est à ce point que commence la vraie différence entre les rapports ou les actes politico-étatiques et autogestionnaires. La réalisation de la fonction d'Etat suppose un certain monopole dans les moyens et l'arbitraire dans le choix des solutions; au lieu de se conduire en partenaire extrajuridique et d'être d'accord, ce qui caractérise la sphère autogestionnaire des décisions et du comportement.

2. L'expression juridico-constitutionnelle de l'Etat, dans sa signification organique et fonctionnelle, est inséparable de la notion de la contrainte. La contrainte n'est pas égale à la violence, quoiqu'elle peut se transformer en celle-ci. La contrainte signifie

l'obligation externe et interne de la société et des individus d'observer les légalités correspondantes qui découlent de «la nature des choses», c'est-à-dire de la nécessité et du besoin de la société de la situation sociale correspondante. Dans ce sens il n'y a pas de différences essentielles entre l'Etat et l'autogestion, car dans l'autogestion sont inévitables, de même, non seulement les éléments mais aussi les instruments de contrainte, c'est-à-dire les comportements et les activités en conformité avec les règles mentionnées qui ne doivent pas être entièrement en concordance avec tous les intérêts particuliers et la liberté abstraitement conçue des individus ou des groupes.

3. Du point de vue théorique et dans le sens politique la sphère du pouvoir politique maintient et soutient les segments sociaux de la domination. Le système politique du socialisme sur les bases de l'autogestion n'abolit pas automatiquement la domination et, en conséquence, ni toutes les formes de manifestation de l'Etat, c'est-à-dire du caractère d'Etat, du fait qu'il est socialiste ni par ce qu'il est autogestionnaire. Toute «abolition» déclarative et la non-reconnaissance de l'existence de ce segment du caractère d'Etat dans le système politique autogestionnaire mènent au «libéralisme» spécifique, c'est-à-dire à «la fausse conscience» et à l'incapacité des processus libérateurs et démocratiques réels sous la conduite de la classe ouvrière et de son avant garde. C'est en cela que se trouve le sens du caractère de classe du système politique autogestionnaire.

La sphère du pouvoir politique ou de l'Etat est la suite d'un long processus historique et politique qu'on adopte et qui se maintient plus facilement aussi dans les sociétés qui tendent vers la liquidation de la domination, car dans «l'Etat» les hommes cherchent, souvent naïvement et inconsciemment, les conditions et les moyens pour la résolution de leurs difficultés et des dilemmes dans lesquels ils se trouvent. Engels considérait que le culte de l'Etat est l'expression de la mentalité du petit bourgeois allemand, ce qui est exact pour tous les petits bourgeois, ainsi que pour la moyenne des hommes, vivant dans l'insécurité et la peur partout et sous toutes les conditions.

Cette base subjective et psychologique de la reproduction du pouvoir politique explique et justifie la nécessité du caractère de classe du système politique autogestionnaire, car c'est la classe ouvrière qui puisse par son membre et par rôle et ses intérêts sociaux empêcher que la sphère (même décisive) de l'Etat ne se transforme en «Etat libre» et que le système politique autogestionnaire ne se métamorphose en Etat politique, Etat mécanique, c'est-à-dire en domination bureaucratique et technocratique.

4. Théoriquement, la structure étatique c'est-à-dire le pouvoir politique n'est pas exclu du système politique autogestionnaire. Mais sous son aspect institutionnel, organique et fonctionnel, il doit s'exprimer, nettement et de façon limitative et mis en oeuvre dans la pratique et dans la constitution. L'opposition du pouvoir

politique et de l'autogestion suivant la ligne «noir — blanc», «oui ou non» n'est pas justifiée.

Seule la compréhension et la détermination du processus contradictoire de la mutation peut justifier l'introduction de l'Etat dans le concept du système politique autogestionnaire. Cela ne se justifie pas à l'aide des déclarations idéologiques, telles que: «l'Etat est entre les mains de la classe ouvrière» ou «l'Etat est nécessaire à cette classe». Le pouvoir politique et l'autogestion sont, aujourd'hui et demain, dans un rapport dialectique, ce qui signifie dans un rapport d'opposition et parfois de conflits; en même temps dans un rapport complémentaire et de dépassement de l'un de ces pôles qui en principe ne coïncident pas — ce qui veut dire, dans la plupart des cas, de l'Etat.

Théoriquement, la conception est sans fondement, selon laquelle l'Etat est une catégorie «supérieure» et qu'il exprime «l'intérêt général». Il est une nécessité dans la structure politique du socialisme et dans le système politique qui articule inévitablement tant une telle structure que la situation historique dans laquelle il a pris naissance et qu'il maintient.

Conformément à ce qui précède, les dispositions sont sans fondement qui suggèrent que l'Etat est «le protecteur et le défenseur» de l'autogestion, ainsi que les attitudes selon lesquelles la loi est l'expression de la volonté générale et de ce fait *a priori*, c'est-à-dire dans toutes les situations, l'acte supérieur et plus décisif par rapport à tous les actes autogestionnaires.

Sur cette base il est nécessaire de soumettre à un examen critique les conceptions relatives à la différenciation générale entre les affaires et les institutions politiques et autogestionnaires, et surtout sur l'attribution de la priorité aux premières.

5. Le dépassement du pouvoir et de la politique consiste dans l'abolition de la domination et dans la pénétration du caractère d'autogestion dans toutes les pores de la société et de la politique et non point en sous-estimant ou en dissimulant la politique et le pouvoir. La politique est capable de se déguiser, de changer d'aspect, de mettre la masque. Tous les grands penseurs ont remarqué ce fait depuis Platon jusqu'à Marx et Lénine. La politique et le pouvoir doivent se définir et s'identifier.

Le système politique autogestionnaire doit être inévitablement ouvert, transparent et apte à être soumis constamment à des examens et à des critiques. Ce n'est qu'alors qu'il devient une institution de la classe ouvrière et de l'homme libre; et le concept de la science marxiste; la force dépassant graduellement *la politique*.

Il est aujourd'hui le concept central du socialisme et de son avenir car il contient les réponses aux questions de la liberté, de l'égalité, et de la démocratie et à de telles exigences comme le sont le changement de la qualité et du sens de la vie de l'homme.

Aux forces du travail et de la pensée pour leur effort libérateur la démocratie nouvelle ou «plus large» ne fait pas le cadre neces-

saire; il leurs faut un système socio-politique autogestionnaire. Pour être capable d'une réalisation consciente il faut le connaître, le définir; c'est la tâche de la science sociale marxiste.

Dr JOVAN DJORDJEVIĆ

Dr Jovan Djordjević, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Belgrade et juge à la Cour Constitutionnelle de Yougoslavie, et né le 10 mars 1908 à Belgrade. Promu au grade de docteur ès sciences à Paris en 1933, il fut nommé chargé de cours à la Faculté de Droit de l'Université de Beograd en 1936. Pendant la guerre, il quitta son service pour prendre part à la lutte de libération. Depuis 1945, il est professeur titulaire à la chaire des sciences politiques et du droit constitutionnel à la même Faculté.

Il est membre de plusieurs académies internationales et sociétés scientifiques, vice-président de l'Association internationale pour les sciences politiques et membre de toutes les académies de sciences yougoslaves. Il a fait des conférences à de nombreuses Facultés étrangères. Membre actif de l'Institut international pour la philosophie politique et de l'Académie internationale pour les sciences politiques et droit constitutionnel, professeur adjoint à la Faculté de Droit de Paris, docteur honoris causa de l'Université de Paris et de l'Université de Strasbourg. De 1961 à 1964, le professeur Djordjević fut vice-président de l'Association internationale pour les sciences politiques.

Dans le domaine des sciences politiques, une haute estime est accordé par les milieux scientifiques et par la critique aux oeuvres capitales suivantes du professeur Djordjević: La Yougoslavie démocratie socialiste (1957), Le droit constitutionnel et le système politique (1961 et 1962), Le socialisme et la démocratie (1961), Le système politique (1967), Le droit constitutionnel (1967).

En soulevant des questions de base relatives à l'édification du socialisme et à ses perspectives en Yougoslavie et dans le monde, le professeur Djordjević a développé et appliqué systématiquement le concept marxiste de la politique dans la conception et l'analyse de la démocratie socialiste dans les conditions actuelles.

L'activité publique actuelle du professeur Djordjević comprend aussi d'autres obligations, parmi lesquelles il y a lieu de mentionner particulièrement sa fonction de rédacteur en chef de la revue «Archives pour la jurisprudence et les sciences sociales» et celle de président de l'Association yougoslave pour les sciences politiques. Le professeur Djordjević s'est distingué également comme participant et organisateur de maintes réunions scientifiques dans le pays et à l'étranger. En 1967 il fut élu juge à la Cour constitutionnelle de Yougoslavie.

Dr. Branislav ŠOŠKIC

*Professor at the Faculty of Economics of the University
of Beograd*

CURRENT PROBLEMS OF YUGOSLAV ECONOMIC POLICY

In the Yugoslav socio-economic system, the main goals of economic policy are established by the Federal Assembly as the supreme legislative body in the country (according to the new Constitution, promulgated at the beginning of 1974 it is called the Assembly of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia). It does so in the form of a Resolution on Economic Policy, now known as the Resolution on the Foundations of Yugoslavia's Socio-Economic Development Policy which it adopts at the end of each year for the following year. This Resolution is the most important document in the economic sphere adopted by the Federal Assembly.

The drafting and adoption of the Resolution on Economic Policy is a process consisting of several stages. In the first stage, the Federal Executive Council (i.e. the federal government) through its organs and in the first place through the Federal Social Planning Institute, and together with appropriate scientific-research institutions, drafts the Theses for the Resolution on Economic Policy. These are then submitted to a comprehensive debate within the framework of the Federal Assembly and outside it. The purpose of this debate is to improve as much as possible on the Draft which then becomes the subject of even broader consideration by the Association of Economists of Yugoslavia and its Scientific Section and the Federal Economic Council composed of outstanding scientists-economists (University professors) and leading businessmen. After such a public discussion which takes several weeks, the Federal Executive Council finally draws up the Draft Resolution on Economic Policy which it submits to the Federal Assembly for consideration and ultimate approval after the amendment procedure.

The Federal Assembly establishes the foundations of economic policy in accord with the socialist republics and autonomous provinces starting from the situation and problems of economic and social development of the previous year and the tasks specified in the Social Plan of Yugoslavia.

I.

The main goals and tasks of economic development as stipulated by the Resolution on Economic Policy for last year (1973) were as follows: the accelerated development and reinforcement of self-management as the principal socio-economic relationship and particularly of its material basis; more resolute orientation towards stabilization policy by the achievement of a global equilibrium and more harmonious relations within the structure of supply and demand, the determined reduction of demand to realistic proportions, the increase of labour productivity, more effective economic activities and general economizing in all social settings; a structure of investments in line with the concept of medium-term development and a corresponding structure of production; the accelerated development of under-developed socialist republics and the Socialist Autonomous Province of Kosovo as provided for by the Social Plan of Yugoslavia for the 1971—1975. In line with the stabilization policy, the increase of the social product of the economy as a whole was expected to be achieved by intensifying investments in capital assets, increasing labour productivity and foreign trade; the standard of living was to grow at a somewhat slower pace than the social product and the average real personal income per employed at a slower pace than labour productivity; the plan was also to slow down the increase of prices and living expenses and to increase reserves and fill in stocks.

The policy of socio-economic development last year was pursued in an exceptional political climate. The Constitutional Amendments and the Letter which the President and Executive Bureau of the LCY Presidency addressed to communists laid emphasis on the following tasks — the constitution of basic organizations of associated labour and their self-management association to form composite organizations of associated labour and higher levels of integration; more direct self-management integration of production, sales and other spheres of associated labour and of economic and other social activities; the disalienation of social means of reproduction from the producers and the reinforcement of the material basis of self-management; the liquidation of state capital and other funds over which the direct producers do not have enough influence and the setting up of funds as provided for by the constitutional changes; the furthering of the system of self-management negotiation and social compacts; the setting up of self-managing communities of interest in the social activities, etc.

Some results were achieved last year in reducing the socially unjustified social differences, in stepping up the growth of the personal incomes of workers with the lowest personal earnings, and in the social drives to build flats for workers and to intensify saving. The rate of exchange of the local currency — the dinar was changed, imports were liberalized further and a foreign currency market was established with floating rates of exchange. A social compact was reached on price policy in 1973.

Specific measures were taken to intensify investment in the priority areas of development and a social compact was reached on the foundations of long-term agricultural development policy and, for the period after 1975, on systematic solutions and measures to implement that policy, on the common foundations for expanded reproduction and on the policy of promoting production on private agricultural holdings. The main principles were adopted of further activities to ascertain the long-term development policy in the most important areas. Social compacts and self-management agreements have still not been reached, however, on the development of the power, iron and steel, cement, basic chemical industries, railway transport, tourism and other branches of the economy, which, according to the Social Plan of Yugoslavia for the 1971—1975 period have priority in development. There is some delay in determining a system of expanded reproduction, taxation and the credit and monetary system whereas the foreign trade and price systems are also not fully developed.

Economic trends last year were accompanied by contradictions and difficulties carried over from the previous period, namely: the insufficient participation of the economy in the distribution of the social product, an inadequate economic structure and a high rate of inflation. They were also under the influence of the well-known trends in the world economy in view of the open nature of the Yugoslav economy, i.e. its inclusion in the international division of labour.

The past year saw a considerable reduction of mutual debts, most of the losses inherited from previous years were made up for, the number of organizations of associated labour with blocked accounts was considerably reduced and a conversion of short-term loans was carried out. Favourable results were also recorded in the area of foreign economic relations, external liquidity was improved, foreign currency reserves were considerably increased and the economy was better supplied with rawmaterials and semi-manufactures, particularly through imports.

However, one of the main problems of the past year, was the rapid increase of prices and living costs. According to the Resolution on Economic Policy, this was due to a number of factors and in the first place to high production costs, which, given the current rate of economic growth, productivity and effectiveness of business, affect prices particularly in conditions of insufficient accumulation of the economy and unsolved structural problems of development. Prices were also affected by the correction of prices which had to be made in line with the inter-republican agreement on prices, the increase of prices on the world market of energy fuel (particularly petroleum), higher prices of basic raw-materials and foodstuffs (the prolonged effects of three devaluations), a more rapid increase of the monetary mass than was planned under the influence of general economic trends and the policy of greater liquidity and crediting of socio-political communities. The increase of prices above the level planned by social compact was affected also as a result of a certain measure of

deviation from the inter-republican agreement on the implementation of price policy.

There was a decline of the rate of growth of overall industrial production particularly in the engineering industry which imports much of its equipment (this trend began earlier) and in some pover and raw-material industries. Agricultural production, however, and particularly crop-growing marked an increase. The volume of employment in the socially-owned sector also rose considerably. This increase of employment however, was not paralleled by an increase of labour productivity. These trends were due to the inadequate utilization of capacities, particularly in some manufacturing branches, certain shortcomings in the organization of business activities, inconsistency in the implementation of the principle of remuneration according to work and the economic conditions for business.

There was a marked increase of gross economic investments particularly in working capital. Non-economic investments grow at an accelerated pace in the first place on account of housing construction (about 14,000 flats were completed in 1973).

Within the structure of production investments in fixed capital, the share of industry and transport was increased. The slower rate of economic investments in capital assets in the socially-owned sector was primarily the result of the insufficient volume of accumulation and the accelerated investment in the economy's working assets as envisaged by the adopted policy, the comparatively restricted use of foreign loans for priorities, the slow change of relations in expanded reproduction while at the same time, sufficient efforts were not made to build up an adequate self-management mechanism for the concentration of social means with a view to investing them in priority activities and the organizations of associated labour were not cautious enough when initiating new investments.

The standard of living grew at a slower rate as a result of the slower rate of personal consumption growth. On the other hand, the standard of public services was raised primarily in the sphere of housing and communal facilities.

In the sphere of so-called social activities (education, science, culture and health) there were no marked changes in the development of self-management relations and the implementation of the Constitutional amendments, as a result of which the users of the services extended by those activities did not have a decisive and direct influence over the determination of the volume of their rights and of the means for implementing those rights. This had negative repercussions for the quality of their work and the rationality of their business operations.

There was a marked increase of the export of goods and services and an even more marked increase of imports. Such highly dynamic export was achieved by the change of the rate of exchange of the dinar, the slowing down of consumption increase at home, the favourable marketing conditions on world markets

and the encouragement of exports by the credit-monetary and taxation policies. In spite of the deficit in the current trade balance, a considerable surplus has been recorded in the country's foreign currency balance. The increase in currency reserves has improved external liquidity, provided conditions for the further liberalization of goods and services imports and for the improved supply of the industry and the market.

The former downward trend in the economic growth of the under-developed regions was halted so that all the under-developed regions of the country recorded a higher production growth than the country's average.

II.

In view of such an inherited state of affairs and problems and the main goals of the Social Plan of Yugoslavia for the 1971—1975 period, the Resolution on the Foundations of Yugoslavia's Socio-Economic Development in 1974 stipulates the following:

(a) the reinforcement of self-management as the principal socio-economic relationship by the resolute implementation of Constitutional provisions with particular emphasis on the material basis and reproductive capacities of the economy.

The accelerated constitution of basic organizations of associated labour and their self-management association; the building up of socio-economic relations on new foundations in the associated basic organizations of associated labour; the advancement of relations between organizations of associated labour dealing in sales and those engaged in production so as to establish cooperation between them which will result in the pooling of labour and resources; a revision of socio-economic relations in commercial, financial and housing and public utilities organizations in line with the provisions of the Constitution; a substantial change of relations between productive and social activities so as to ensure their self-management association and the establishment of new relations between them in communities of interest; the liquidation of remnants of state capital and all forms of concentration of alienated resources and a radical revision of the management of the resources of expanded reproduction; the adjustment of regulations and all other guide-lines to the substantial changes in production relations stipulated by the Constitution;

(b) a more resolute orientation towards the struggle against inflation and the achievement of marked results in the stabilization of the market and prices. Halting the further acceleration of the increase of prices and living costs and ensuring conditions for slowing down that process. This will be achieved by supporting the optimum growth rate, by a corresponding credit and monetary policy, an appropriate policy covering all forms of consumption, export and imports and an adequate policy of taxation;

(c) an increase of the effectiveness of economic activities, an improvement of the structure and effectiveness of investments,

better utilization of capacities, an accelerated increase of labour productivity and of the social product and income.

An increase of the standard of living as a result of higher income and labour productivity and an improvement of the method of distribution of income and personal incomes in line with development policy and more closely reflecting the results of work;

(d) the accelerated development of under-developed socialist republics, and particularly the Socialist Autonomous Province of Kosovo as provided for by the Social Plan of Yugoslavia for the 1971—1975 period;

(e) the strengthening of the country's defense ability and security as an essential precondition of unhindered development and stability of the self-managing socialist society. To that end, the system of social self-protection and nation-wide defense will be furthered and the modernization of the armed forces and security services accelerated.

In view of the above-mentioned goals and tasks of socio-economic development, the rate of growth will have to be accelerated in 1974. Judging by economic trends last year, such an acceleration should be possible. However, everything naturally depends to a considerable extent also on world economic trends, the situation on the raw-material and energy fuel markets, inflationary tendencies and changes in the world monetary system. Yugoslav economic policy too will have to adjust to those changes. The acceleration of the rate of growth should be based on more dynamic growth of industry as a whole and building construction in particular, transport, trade and catering and on a further increase of agricultural production.

One of the essential preconditions of accelerated economic growth and the subsequent proportionate intensification of consumption and foreign trade, is higher labour productivity and more effective economic activities. Industrial production can be increased by a more rational use of available capacities of the manufacturing industries, the fuller utilization of capacities for the production of electrical energy and its rational use, as well as that of raw materials and semi-manufactures and by improving their supply through imports.

For production to grow at a faster rate, social compacts and self-management agreements will have to be reached on time on investment in priority areas, the sources of funds secured for those investments and domestic equipment marketed in the country. It is indispensable for measures to be taken to ensure a sufficient supply of electricity, coal and petroleum, as well as other manufacturing components for improving the energy situation.

A savings policy could contribute to more successful economic activities, a reduction of production costs and the prevention of the irrational spending of social resources. To this end a higher degree of responsibility must be ensured at all levels

and stricter measures taken against all who spend socially-owned funds irrationally while at the same time reducing expenditures in the non-productive sphere.

Accelerated economic growth in the whole country would provide more favourable conditions for implementing the policy of speedier economic growth of the under-developed regions, which is insisted upon by both the Resolution and the Social Plan of Yugoslavia for 1971—1975 period.

The Resolution on economic policy stipulates that the public expenditures and social services and welfare funds should, as a rule, have a rate of growth that would be one per cent below the rate of growth of the social product. Individual parts of those funds could however, be formed at a higher or lower level than the growth of the social product depending upon the specific needs and possibilities of individual socialist republics and autonomous provinces. By social compacts and self-management agreements of socio-political communities, self-managing communities of interest and organizations of associated labour in the socialist republics and autonomous provinces, a selective approach will be adopted towards the setting of priorities and volume of needs in individual areas and regions. Investment expenditures and personal consumption should follow the growth of the social product, the income and the volume of available resources, while the average personal incomes should reflect the growth of labour productivity.

It is imperative that consistency and effectiveness is ensured in implementing the inter-republican agreements on the foundations of long-term agricultural development, in providing incentives for the increase of production on private holdings, in establishing links between the production, manufacture and sale of agricultural products, in changing the structure of agricultural production by increasing the share of livestock breeding though, some foodstuffs, (sugar and oil) will still be in short supply on the market.

An increase of the rate of employment by some 3 per cent would permit the current population increase to be provided with jobs, the full employment of young graduates of various profiles and the employment of a certain number of now unemployed persons and of workers returning home after temporarily working abroad.

The economic policy measures taken to promote economic growth would provide conditions for a higher rate of employment which is particularly important in view of the fact that fewer people are going abroad to work and that an increasing number is returning to this country.

The necessary material preconditions for preserving and furthering the already positive tendencies in the development of foreign economic relations have been provided. Namely, production capacities are available, the stocks of imported rawmaterials and manufacturing components are at a normal level, foreign currency reserves are adequate and there is every reason to expect a

furthering of economic activities with countries with which we maintain intensified economic relations. For these favourable tendencies to continue, a sufficient quantity of goods has to be provided not only for increasing exports but to meet the growing demands of the tourist industry and the purchase of foreign currency. Accordingly a moderate and selective policy would have to be pursued in incurring debts abroad which would have to be more evenly distributed among the main currency areas. The policy on the inter-bank currency market would have to reflect the fluctuation of foreign currency rates and their real relations, i.e. a policy that would insist on a realistic rate for the dinar. A further intensification of economic cooperation is planned with all countries and particularly the developing ones.

One of the most important tasks of socio-economic policy this year is the raising of the standard of living, with personal consumption growing at a somewhat lower rate than the standard of social services. The growth of average real personal incomes of the employed in the socialist sector will keep step with the growth of labour productivity. Personal remuneration should reflect the results of individual and overall work of the society. At the same time, the self-management system of channelling income distribution should concentrate on strengthening the ability of basic organizations of associated labour to form accumulation. As regards disability and retirement pensions, they should preserve their realistic level and should follow the real fluctuation of personal incomes in society. At the same time the policy of protecting the standard of living of workers and pensioners with low earnings will continue to be pursued in the future.

The resolution on economic policy urges an increase of capital investments and the improvement of the structure of those investments. It envisages the accelerated growth of investments in capital assets of the socialist sector (7 to 7.5. percent) and particularly in the electric power industry, petroleum and gas transport systems, capacities for the manufacture of basic metals, agriculture and some sectors of transport. Accordingly, the organizations of associated labour and socio-political communities involved would adopt social compacts and self-management agreements on the development of the electric power industry, iron and steel and non-ferrous metal industries, basic chemical industry, certain areas of transport, meat production and forestry.

In this sense, the Resolution stipulates that the budget of the Federation should grow at a somewhat lower rate than the national income with the exception of the funds for the Army and the Federal Fund for Under-Developed Regions which would grow at the same pace as the national income. It should be borne in mind that the funds for education and social insurance are formed independently, outside the budget.¹ These funds are formed as a percentage of

¹ Education is free of charge for all, medical services for all employed and their families and, after a certain number of years of service, all employed, their spouses or children until they complete their education, are entitled to a pension.

the total personal incomes fund which is paid in by all work organizations.

Efforts would continue to be exerted to implement the policy of establishing direct links between the economy and social and welfare services (i.e. education, science, culture, health) by setting up and developing so-called communities of interest on the basis of the principles laid down by the new Constitution. The organizations of associated labour in the sector of social and welfare services, as an essential factor of socio-economic development, would make an income by their work and on the basis of self-management agreements on the exchange of labour between the users of their services and those employed in those organizations. In view of the increased obligations of work organizations in the spheres of social security, health and education (due to the increase of the population and of the number of employed and to other specific requirements), the socio-political community will, as far as its possibilities allow, contribute to the expanded reproduction of these activities.

III.

The struggle against inflation remains one of the principal tasks of current Yugoslav economic policy. In this area the greatest queries and dilemmas arise which are not peculiar to Yugoslavia alone. Contemporary world science does not provide homogenous or generally acceptable solutions. The dilemma between the achievement and maintenance of a high rate of economic growth and full employment, on the one hand, and stability of prices on the other, the so-called "Philips Curve" dilemma, remains without an answer. It is one of the main elements of the crisis of contemporary economics and economic policy. This is naturally also reflected in the Resolution on Yugoslav economic policy. Primarily for this reason it lacks the necessary degree of precision and harmony between individual proposed economic policy measures which should be conducive to the fulfilment of set goals and tasks of socio-economic development.

We shall therefore dwell on some aspects of the problems of inflation and anti-inflationary or stabilizing economic policy,² presenting some additional views on this highly complex and controversial issue.

The principal current and, with alternating intensity, long-term, mutually highly inter-dependent problems of the Yugoslav economy are: the slow and uneven growth of production, inadequate employment and inflation. The immediate tasks of the economy therefore are to step up the rate and ensure the more

² Stabilizing Economic Policy in a Self-managing Society is the title of a report by the same author submitted at the International Seminar on Social Sciences, held in September 1972, and published in the book *Socialism in Yugoslav Theory and Practice*, V, 1973. The following remarks should be treated as complementary to those included in that report.

adequate structure of economic growth, increase employment and halt inflation. In doing so the long-term goals must be borne in mind, i.e. as intensive and harmonious economic activities as possible, full employment and monetary and market stability (without inflation). These must necessarily also be the main immediate and long-term goals of Yugoslav economic policy. These goals cannot be left to the market mechanism to achieve but must be pursued by an active economic policy.

In order to step up the rate of economic activities and employment in our system of self-managed economy, identical or one-direction forms of economic policy are required, in the first place, an expansive monetary-crediting policy, a mild policy of taxation (and contributions) and an expansive policy of public expenditures, primarily, in social services and welfare. These may vary in volume and may be combined in different ways.

When trying to eliminate structural disproportions in the Yugoslav economy, within the framework of agreed long-term plans of economic development, the same forms of economic policy should be applied and in the same direction, but placing stronger emphasis on incentives for deficient areas of economic activities. They should also be provided with certain facilities in their dealings with foreign countries (in the areas of trade, investments, loans and foreign currency) which would promote their development.

If inflation, in the form of a general increase of prices, were to occur in this country, after a high, maximum level of economic activity and full employment of the labour force and other factors of production when the maximum level of economic activity is achieved, i.e. if that were inflation primarily due to excessive demand which is not matched with corresponding stock of goods, then the same, above-mentioned forms of economic policy would have to be resorted to only in the opposite direction: restrictive monetary and credit policy, severe taxation policy (and income policy) and a restrictive policy of public expenditures. These methods should be used in combination, with caution and moderation on account of possible negative, recessive effects.

In our case however, we are not faced with that kind of inflation, or at least not predominantly, but with inflation that ensues before the economy has achieved a high level of activity and employment. The causes of that inflation are multifold. They lie primarily in the autonomous increase of personal incomes and prices of certain products in the first place in monopoly and deficient areas of economic activity which, in their own area, permit the increase of personal incomes while appearing in other areas in the form of higher production costs or encouraging the increase of personal incomes in those areas as well.

To be more specific, that, let us call it "cost" inflation, is generated by personal incomes which grow at a faster rate than labour productivity and "other" production costs which enter production as the "input", that is, which affect the price of capital and consumer goods and other personal incomes. This inflation is the result of monopoly or oligopoly conditions in

individual economic areas due either to structural discrepancies and upheavals or to the short supply of individual products, to higher contributions and taxes imposed by the administrative organs, to excessive dependence on or the unfavourable structure of imports from countries with inflation or to a sudden leap of the prices of certain imported goods due to the natural or artificial restriction of their production (in the latter case, inflation can be described as "imported").

This "cost" inflation becomes particularly severe if the mentioned situations (monopoly, structural, administrative, imported) — as is the case in this country — apply to energy, raw-materials, manufacturing components and essential products (primarily food).

The most adequate stabilizing economic policy to counter inflation generated by personal incomes is an all-embracing, concerted policy of income and personal incomes.

Economic measures against a general price increase caused by other production costs, should, in my opinion, be selective and differentiated and should include all the mentioned and other additional economic policy measures.

To remove and mitigate monopoly situations it is imperative to have a price policy or rather anti-monopoly policy, a selective policy of taxation and a policy of income and personal incomes.

An essential prerequisite for the removal and mitigation of structural disproportions, disturbances and deficiencies is a selective or specially-adjusted development policy for those deficient branches and primarily stimulating credit (expansive) and fiscal (mild) policy and facilities in foreign economic policy (foreign trade, investments, credits, foreign currency).

To mitigate administrative effects which take the form of increased production costs (because of higher contributions which have to be deducted from the income) and prices (due to higher turnover tax and the like) a very careful and selective approach is required which would place deficient branches in the most favourable possible position and particularly those producing essential consumer goods (foodstuffs in the first place) as well as capital goods required for the production of those essentials.

To mitigate the dependence on imports, to ensure an adequate volume and structure of our foreign exchange, a selective or rather, stimulating development policy (particularly credit and taxation policy) is required for the deficient branches and for those with relative advantages as well as facilities in foreign economic policy (foreign trade, investments, credits, foreign currency).

Since inflation in this country is not, nor can it be, inflation predominantly caused by excessive demand, restrictive measure in the three traditional sections of economic policy (monetary-credit, taxation and public expenditures and social services) would not only prove incapable of halting that inflation but would even put a brake on the already inadequate rate of economic growth. This would have multifold negative economic and political repercussions.

As therefore, inflation in this country is not (or not predominantly) caused by (excessive) demand but by production costs in the broader sense of the term, either on account of the monopoly, administrative, structural or (related) import component (for it is also involved in this form of inflation) or the component of personal incomes, it is impossible to neglect the need for:

Firstly, a variety of different forms and measures of economic policy even in terms of their direction and systematic macro-economic measures in relation to deficient branches, that is, those which cause a bottle-neck in our economy and in terms of the component of imports (because of the imported part of inflation, cost inflation), and

Secondly, anti-inflationary policy of income and prices, in the sense of contemporary macro-economic analysis, the more so as our, essentially, highly progressive system of self-management makes it possible comparatively easily (more easily than in capitalist or centralistic socialist systems) autonomously to raise personal incomes and increase their share in the income of the organization of associated labour. Thanks to our highly progressive system of self-management, the producers in their capacity of self-managers, make very important decisions on income distribution between personal consumption expenditures and accumulation. Those decisions on income distribution may unjustifiably favour personal consumption expenditures at the expense of accumulation particularly where there is a monopoly and oligopoly situation (a) and where a typically "consumer" psychology and short-term approach (b) is adopted. This is the case in the organizations of associated labour in which the workers are strongly linked by their property to agriculture and have still not become vitally interested in the fate of their work organizations. This is mostly the case in farming and under-developed regions of the country.

In designing the policy of income and personal incomes, which can be established mainly by social compacts and self-management agreements, and which is a very important mechanism of our self-managing society, it should be borne in mind that a well conceived income policy:

(a) by restricting personal incomes within the bounds of labour productivity increase;

(b) by eliminating the possibility of extra profits and rent being spent exclusively or predominantly on personal incomes; and

(c) by establishing a normal relationship between personal consumption expenditures and accumulation can have three major effects:

firstly, an anti-inflationary effect;

secondly, a development effect in the direction of extending possibilities for expanded reproduction; and

thirdly, an effect on personal incomes by ensuring their distribution in accordance with the socialist principle of remuneration according to the quantity and quality and results of work, thereby contributing to the resolution of a problem which has

been highly topical in this country lately, namely the problem of mitigating unjustified social differences.

Finally, it should be noted that for a long time in this country — not so much among teaching economists but among economic policy-makers — a concept of economic liberalism was predominant which has long since been transcended in theory and practice, in the Smith-Ricardi, marginalist and old Marshall version and which has been more or less rejected by bourgeois economic thought and analysis for the past forty years.

Such extreme economic liberalism advocates that economic trends should be completely left up to the market, exposed to the free play of the market mechanism, thereby liberating society and its bodies of all responsibility for stimulating or putting a brake, so to speak, on certain economic and monetary trends.

At meetings of the Economists' Scientific Section we have opposed such an extreme and scientifically unjustifiable viewpoint to the effect that all that needs to be done to put things in order is to liberalize the market. Theory and the economic practice of other countries, as well as our own, has long since shown that the market can, to a considerable extent, ensure the allocation of the factors of production even, to some extent, (this naturally depends on the level of development and the time factor) in the sphere of the raw-material base and not only the manufacturing industries, since the demand for consumer goods leads to induced demand for capital goods. However, that same theory and practice also indicate that the market cannot alone ensure economic equilibrium given full employment, i.e. a high level of economic activity and a high rate of economic growth without inflation.

Another point that must be made is that it would be wrong to look upon the plan as the only alternative to the exclusive effect of the market. The first alternative to the exclusive effect of the market is above all an active economic policy that does not restrict the freedom of the market; including monetary, credit and taxation policies, a policy of public and personal expenditures, a policy of income and personal incomes and foreign economic relations policy. Therefore, the alternative to the free play of the market is not the restriction or substitution of that market. Plans and social compacts are indispensable but not as means of restricting the freedom of the market. They are necessary particularly in cases when the market cannot effectively or speedily enough resolve the key problems of economic development and its structure. We must point out that our structural difficulties are in fact mostly due to the restriction of the effects of the market (in the sphere of the prices of raw-materials and semi-manufactures). Social compacts should, among other things, envisage — on the basis of thorough scientific economic analysis — appropriate economic policy measures conducive to the achievement of goals set by the plan in the sphere of economic development, employment structure and stabilization. Adopting the economic policy measures which should channel economic trends as conceived by plan as the point of

departure, a broader system of financing expanded reproduction should be built up which would bridge the gap between the system of planning and development policy.

Dr BRANISLAV ŠOŠKIĆ

Dr Branislav Šoškić, professor of Economics at the Faculty of Economics of the University of Beograd and director of the Institute of Economic Research. Dean of the Faculty of Economics from 1964 to 1967. Now deputy and chairman of the Board of Education at the Federal Assembly of Yugoslavia (at the Educational and Cultural Chamber). Member of Federal Economic Council, of Scientific Section of Yugoslav Economic Association, of Learned Society of Montenegro, of international scientific bodies and of some editorial boards of periodicals.

Chairman of the Council of International University Center for Social Sciences of the University of Beograd.

Awarded Doctoral Degree in 1954 at the Faculty of Economics, University of Beograd. In 1955—56 and 1956—57 academic years post-doctoral studies (British Council Fellowship) at the universities of St. Andrews and Cambridge in the United Kingdom; 1962—63 Harvard and Berkeley, in the United States of America (Ford Foundation Fellowship). In 1971—72 two times visiting professor at the South Florida University, U.S.A.

More important books published:

The Development of Economic Thought (1965, 1968, 1970 and 1972), awarded University of Beograd Prize;

Production, Employment and Stabilization — Contemporary Macroeconomic Analysis, (1970, 1971 and 1972);

Distribution of Incomes in the Market Economy — Contemporary Micro-economic Analysis (1971 and 1972), awarded October Prize;

Theory of Value — a Classical Economic Analysis;

Economics of Education, 1973 — (all published by Institute for Economic Research and "Contemporary Administration", Beograd).

Co-author of numerous books, collections of works, and encyclopaedia. Author of many articles and reports for domestic and international scientific symposia in the fields of theory of economics and economic policy, as well as that of economics of education and research published in Yugoslav and foreign periodicals (in English, Russian, French, Italian etc.).

Dr. Miladin KORAC

Professor at the Faculty of Economics of the University of Beograd

CONCEPT AND STRUCTURE OF THE YUGOSLAV ECONOMIC SYSTEM

(THEORETICAL ANALYSIS)

As distinct from the constitutions of many other countries in the world of today, the new Constitution of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia (promulgated in 1974) contains among other things a fairly detailed description of all essential institutions and elements of the economic system of the country to which it applies, i.e. Yugoslavia. Therefore, reading this constitution (which has already been translated into several foreign languages) might result in a certain knowledge of the concept and structure of the Yugoslav economic system, which we in Yugoslavia call the self-management economic system.

It would therefore have been possible in this paper for me to retell the new constitution of the SFRY while at the same time giving elementary explanations of the concept and structure of the self-management economic system. However, I considered it would be much more useful if I should try, in this paper, on the basis of a given theoretical analysis of the socioeconomic foundations of self-management to point up the most salient characteristics in the functioning of the Yugoslav economic system and in this way explain its true essence.

The socio-economic basis of the economic system in Yugoslavia is the socialist system of commodity production.

Neither this short definition nor the essence of the Yugoslav economic system can be properly understood unless the basic features of the socialist system of commodity production are explained in more detail. Historically a new feature, the socialist system of commodity production has been for some years subject to scientific research in Yugoslavia. Certain positive conclusions have been reached. Although some of these results have been published, they are not generally known to the public. Insufficient knowledge of these results leads to lack of understanding of the Yugoslav economic system, and inadequate or even wrong inter-

pretations of its inherent socio-economic character. The aim of this paper is — by drawing on the conclusions of the research in question¹ — to explain fundamental socio-economic character of the Yugoslav economic system, by means of a detailed analysis of the basic features of socialist commodity production.

Socialist commodity production is a relatively new form of commodity production, differing considerably from previous forms of commodity production, i.e. from simple commodity production and from capitalist commodity production. For a better understanding of this definition one must go into some of the details and features of socialist commodity production.

1. SOCIAL OWNERSHIP OF THE MEANS OF PRODUCTION AND SELF-MANAGEMENT OF DIRECT PRODUCERS: FUNDAMENTALS OF THE SOCIALIST COMMODITY PRODUCTION

As distinct from other, traditional forms of commodity production, socialist commodity production is based on: (i) social ownership of the means of production, and (ii) self-management of direct producers. For better understanding, one must never forget that both factors, social ownership of the means of production and self management of direct producers, constitute an entity. In other words, social ownership of the means of production would not be possible without self-management, and *vice versa*: there can be no self-management without social ownership of the means of production, these being fundamental social prerequisites of socialist commodity production.

One must bear in mind that social ownership — for the first time in human history — does away with the “privately owned” character of the means of production and makes them what they really are, a material precondition for work and the existence of the producers and all society. Social ownership means that the means of production are not owned by anybody, this “anybody” here meaning individuals, groups, communes, republics, or even the state. Thus nobody can — on the property right legal basis — manage the means of production nor has the right to claim

¹ For some of the results of these research see the following books: “Problemi teorije i prakse socijalističke robne proizvodnje u Jugoslaviji” (Some Theoretical and Practical Problems of Socialist Commodity Production), published by Informator, Zagreb, 1965; “Osnovi teorije dohotka i socijalističke robne proizvodnje” (Fundamentals of the Theory of Income and of Socialist Commodity Production), published by Rad — Beograd, 1970; “Problemi i pravci razvoja samoupravnog privrednog sistema” (Problems and Trends in the Development of the Self-management Economic System), published by the Institute of Investment Research, Beograd, 1970; “Politika dohotka u samoupravnoj robnoj proizvodnji” (Income Policy within Self-management Commodity Economy), published by Rad — Beograd, 1972. Also: Mijalko Todorović: “Oslobođenje rada” (The Emancipation of Work), Kultura, Beograd, 1965, as well as numerous articles on the problems of the Yugoslav economic system published in recent years by Edvard Kardelj, Vladimir Bakarić, Milentije Popović, Mito Hadži Vasilev, Roman Albreht and others.

results of work, as was the case when private or state ownership of the means of production existed.²

As socialist commodity production is based on social ownership of the means of production, it eliminated property as basis for management and appropriation, and thus differs considerably from previous forms of commodity production where ownership of the means of production gave the owners the right to manage them and to claim the results from their (in simple commodity production) or from other people's work (in the capitalist commodity production).

Ownership of the means of production being eliminated — in socialist commodity production — as a basis for management and appropriation, only work performed by direct producers can be a basis for managing the means of production and for claiming the results of work. It also means that means of production, which are socially owned, can be managed only by those directly concerned in the production, that is, only by direct producers.³ In other words, direct producers manage the means of production not because they own them but rather because they work with them and, consequently, make use of them in the course of their work: this is the only basis not only of management of the means of production but also of claiming the results of work.

Just as human work is the only basis for management and appropriation, in socialist commodity production direct producers are also the basic decision-makers; their self-management is the basic difference between the socialist commodity production and its other forms.

Consequently, social ownership of the means of production and self-management of direct producers, being an entity, constitute the socio-economic basis of socialist commodity production and determine it as a new form of commodity production.

2. WORKING COLLECTIVE AS SOCIALIST COMMODITY PRODUCER

It has already been pointed out that in socialist commodity production human work is the only basis of management and appropriation. However, if we analyse in detail what kind of human

² This has been emphasized in the basic principles of the Constitution of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia where it says: "Since no one has the right of ownership over social means of production, nobody — neither socio-political communities, nor organizations of associated labour, nor groups of citizens, nor individuals — may appropriate on any legal-property grounds the product of social labour or manage and dispose of social means of production and labour...". The constitution of the SFRY, published by *Dopisna delavska univerza*, Ljubljana 1974, p. 59.

³ This has also been proclaimed in the new Yugoslav Constitution in the following way: "Man's labour shall be the *only basis* for the appropriation of the product of social labour and for the management of social resources" (page 59). "Socially owned means of production... shall be *managed directly by associated workers working with these means*, in their own interests and in the interests of the working class and socialist society", p. 58 (underlined by M. K.).

work is involved we shall also get an answer to the question: who is the commodity producer in socialist commodity production?

It is common knowledge that socialist commodity production follows the lines of the capitalist production, and thus reaches a certain level of development of the productive forces. This level of development is characterised by machine production: it follows that the technological basis for socialist commodity production is machine work rather than manual work. It has been proved by Marx that machine technology demands cooperative, collective work of direct producers as only in this way is it possible for the means of work, based on machine technology, to be used successfully for their original purpose, i.e. for the production of material goods. It follows that human work in material production, at such a level of development of the productive forces, must take the form of collective, associated labour of the direct producers. In socialist commodity production the direct producers — not as isolated individuals but only in cooperation with others, i.e. as members of a working collective — are given an opportunity to be creative in production; only on the basis of such associated work can they manage the means of production (socially owned) and can jointly claim the results of such associated labour.

It is thus easy to understand that in socialist commodity production only the working collective can take decisions on production, distribution, trade and consumption, i.e. to act as a socialist commodity producer.

The fact that the working collective (of direct producers) is the commodity producer in the socialist commodity production is one of its basic features.⁴

It is generally known that within the traditional systems of commodity production, the commodity producers (e.g. craftsmen or capitalists) were at the same time also the owners of the means of production and that on this basis (ownership) they decided on production, distribution, exchange and consumption, i.e. acted as commodity producers. Contrary to this, working collectives as socialist commodity producers are not the owners of the means of production, and only because they are working, do they acquire the possibility jointly to manage socially owned means of production, to decide on production, distribution, exchange and consumption, i.e. they act as commodity producers. Therefore work collectives, in comparison with all earlier commodity producers must be considered as a historically new type of commodity producers.

As only a detailed theoretical analysis of the working collective as a socialist commodity producer can reveal all its historically specific features, and thus most essential features of the socialist commodity production, we shall have to specify some of the results

⁴ More than twenty years of existence and development of self-management in the Yugoslav economy (from 1950 to the present day), lead us to conclude that all possible measures towards the better affirmation of working collectives as socialist commodity producers have led towards developing a self-management system and also helped towards making the Yugoslav economy a system of socialist commodity production.

of the analysis. In this analysis working collectives were treated as independent commodity producers and with all the features of them. Working collectives are independent in decision-making on the kind, size and organization of their production, on the choice of technology and on extended reproduction, on purchasing new means of production, on the marketing the commodities produced, on the distribution of sales receipts and on other essential questions.⁵ With this as the starting point, the research was directed towards the determination of the decisive factors used in establishing the motives, stimuli and criteria which are applied by the working collectives in making economic decisions.⁶

We shall mention some of the results of the research.

It follows that working people are, in a system of socialist commodity production, induced to associate into working collectives. However, they are subjectively interested in these associations, this being the only way to ensure the necessary material means indispensable for the satisfaction of their current and increased requirements. The subjective impulse of each individual (and of the working collective thus created) for associations of this kind is their wish to secure — by their mutual work — material conditions for a better life. In a society where there are no obstacles (as property was previously) for direct producers to directly appropriate the results of their work and where they can increase the volume of their personal consumption parallelly with increasing their production (thus ensuring a higher living standard), subjective impulses and efforts towards forming associations constitute an impetus towards increased production as never existed in any previous system of social production.

However, direct producers, associated in the collectives, do not produce material goods for direct consumption, but as commodities. For that reason, the mutual relationships of the working collective are those of independent producers of commodities. Thus the subjective stimuli of members of the collective to satisfy their ever increasing requirements on the basis of collective work can be realized (under such conditions) only if those working collectives gain recognition (on the market) as successful commodity producers. This depends on how much they, as producers and

⁵ It must be borne in mind that in the Yugoslav economy the working collectives as commodity producers are the one who make decisions independently on almost all these problems. The current economic reform is of special importance as it increases this independence by establishing conditions for the working collectives to become the basic agents of extended reproduction in Yugoslavia. Consequently, independence of the working collectives as commodity producers which used to be the starting point in theoretical analyses has since been realized in practice.

⁶ As socialist commodity production is based on relations of production different from any in previous market economies, our present knowledge (based on Marx's analysis of these historical forms of commodity production) of the motives and criteria that governed capitalist commodity producers is not sufficient to explain the motives and criteria governing the decisions of this new type of commodity producers (i.e. working collectives). It was thus necessary to do some research when applying Marx's method of analysis, in order to answer these questions.

managers, are capable of participation in the process of social reproduction in a way that will make it possible for them to appropriate the required amount of sales receipts from selling their products, as will offer them the greatest possibilities of improving their personal consumption and for their continued existence as producers of commodities. This will condition them in its turn to appropriate a greater part of the social product in the future.

We can thus easily conclude that working people, being producers as well as consumers, are directly connected to their collectives being producers of commodities. For that reason: (i) each member of the collective must be interested in success and the affirmation of his/her collective as a commodity producer, and (ii) each working collective is objectively induced to act as a rational producer of commodities, i.e. to economize rationally with the material and human factors of production at its disposal (to take care of them, to make rational use of them and to keep them in repair,⁷ to harmonize its decisions with demand of the market and to create as large as possible income, that is net product, on the basis of its own work as a commodity producer.⁸

The working collective, being by nature of its social status as a commodity producer objectively induced to compensate for the material costs of production (depreciation and expense of the materials — otherwise it could not be established as a commodity producer on the market) by selling its commodities, it is of vital importance for the working collective to realize as large a volume of the production as possible and thus as large an amount of the income as possible (i.e. net product), by using the available means of production.

The direct target of the working collective is its orientation towards higher income, i.e. its constant efforts to increase (maximize) them; this elemental economic interest governs the enterprise — as a commodity producer⁹ — for the following reasons:

(1) The satisfaction of personal requirements, i.e. the level of the personal income of each individual member of the working

⁷ What we have already said leads us to conclude that as soon as working collectives become aware of their role as commodity producers, they are interested in taking good care and in the permanent reproduction of the socially-owned material goods, i.e. the means of production, in order to preserve their means of existence. Under such conditions the preservation of social property is based on the material interests of the working people rather than on legal compulsion.

⁸ This income or net-product can also be defined as the value left after deducting the material costs of production, i.e. depreciation and cost of materials, from the price of commodities. In other words the net product or income of the work collective as the commodity producer is equivalent to the quantity obtained when, in a capitalist enterprise, one adds up the workers' wages and the capitalist's profit.

⁹ That is, as distinct from the capitalist (as an agent of basic economic decisions in the capitalist commodity production who tended towards maximization of profit, i.e. only a part of the net product (m) appropriated on property right grounds, the working collective as a socialist commodity producer is interested in maximization of income (i.e. the whole net-product, v+m) it disposes of on the grounds of associated work.

collective, depends on the size of the income of their enterprise (this is acknowledged by means of the market).

This direct dependence of the amount of individual personal income on the total amount of earned income (that is on the amount of net product) not only points out the essential difference in the economic status of the direct producer in the socialist, as compared with the capitalist commodity production,¹⁰ but also reveals how much the producer is materially interested in increased production. It is therefore evident that the socialist commodity production creates outstanding social conditions for the creative initiative of the working people (as the basic moving force in socialism) thus making it possible for the material interests of each individual to be interwoven with the interests of the working collective through mutual interest in increased personal incomes; this is due to the fact that individual personal incomes depend directly on the amount of income earned by the working collective as a commodity producer.¹¹

(2) Every working collective is interested in earning as high an income as possible, not only for the reasons already mentioned, but also because it enables capital formation (accumulation) to take place, i.e. permanent use can be made of part of the earned income for the purpose of extending production.

It might at first appear that the working collective, if it has its total earned income at its disposal and can independently

¹⁰ The level of personal incomes and, consequently, consumption of workers in the capitalist system was predetermined by the amount of wages (and this is in turn determined by the value of manpower and its demand and supply) and it was not possible for wages to rise parallelly with increased production or productivity of labour. The opposite often happened, i.e. that the value of manpower decreased parallelly with the increased productivity of labour. It followed that an increase in total production was accompanied by a decreased participation of workers in the product they produced (known as the process of creating relative surplus value). In a socialist enterprise managed by the workers themselves there is no social obstacle to increasing their personal incomes; i.e. consumption of the members of the collective, parallelly with increased production and the income (net-product), earned in this way.

¹¹ I do not consider that there is any basic conflict between the interests of working collectives as commodity producers and those of the social community as a whole. Working collectives, as well as the social community, are interested in increasing their personal incomes, i.e. personal consumption of the working people, by increasing material production. The uniformity of interests points to the fact that, while deciding on the regulations by which the social community determines certain conditions of distribution, it must not be allowed to permit that some of these instruments destimulate working collectives in increasing their production or to prevent them from establishing direct dependency between the total volume of earned income and personal incomes of the individuals. Intervention by the social community which neglects this fact can only prevent further initiative of the working people. During the past period there were some disputes (differences of opinion) in Yugoslavia over these questions. However, ultimately the conviction prevailed that the interdependence of the trend of the working collectives income and the workers' personal earnings is a highly essential characteristic of the Yugoslav economic system and that it must be also officially recognised. This subject will be dealt with further on in this paper.

decide on its distribution¹² will tend to distribute the whole income (net product) as personal incomes, i.e. to use the whole of it for consumption.¹³

One cannot deny that this has happened in a few of the working collectives.¹⁴ However, a closer analysis reveals that there are real stimuli for capital formation; the above examples can therefore be taken as exceptions to the general rule.

The incentives for capital formation (accumulation) are as follows:

Working collectives aim towards a permanent rise in the standard of living. As this is the real stimulus for the working people to associate into collectives of commodity producers — and as this aim cannot be realized without extending production — it will be obvious that it is in the subjective interest of the working collectives to ensure conditions for a permanent rise in the standard of living, i.e. a permanent increase in consumption, by allocating a part of the earned income for capital formation (in order to extend the production).

If the total current income is used for personal consumption, the collectives would not be able to extend production, which in turn is the only way of ensuring a permanent (long-term) increase in personal income. This leads us to conclude that it is in the interest of the working collectives to allocate a part of the earned income for capital formation and thus enlarge their own production and to use only the remaining part of the income for their current personal consumption.¹⁵

¹² Let us assume that the working collective has the total realized income at its disposal, i.e. that people not belonging to the collective do not participate in its distribution. In other words we shall assume that there are no regulations by which the community can take away part of the income from the working collective in order to satisfy certain social requirements. Such an assumption is absolutely necessary. However, such regulations do exist and they create the material conditions for decision-making under selfmanagement in all walks of life (i.e. in education, health services etc.) and at all levels (economic activities, production and territorial associations of the working people) of the selfmanagement structure of Yugoslav society.

¹³ Such statements were often heard during the initial stages of development of the Yugoslav self-management system, i.e. in the period when working collectives were not making decisions on extended reproduction (and had not the part of income earmarked for capital formation at their disposal). Not only were these statements disproved by everyday practice but the present theoretical analysis cannot accept them either.

¹⁴ In the period of transition from the administrative to the self-management system in economy, this could have happened in those collectives where the mentality of wage labour slowly changed into the mentality of self-managers, but lasted only as long as it took the working collective to realize that they are commodity producers and that their own existence (as producers and consumers) depended precisely on their rational behaviour as commodity producers. Although it might appear strange, the Yugoslav experience shows that the mentality of wage labour is changed as soon as the workers are given the opportunity to make decisions on extended reproduction, i.e. as soon as the working collective has the part of income aimed for extended reproduction at its disposal.

¹⁵ It must be clear that by allocating a part of income for capital formation working collectives do not endanger their means of existence

Besides the above-mentioned reason there is another, seemingly external factor, and that is competition. As each working collective is just one of the commodity producers producing for the market, competition forces them to allocate part of their earned income to capital formation so that the technology of production can be continually improved and increased, as this is the only way to be considered rational producers. Competition is therefore often the external factor that objectively induces the working collectives towards capital formation and improvement of their production. However, as already shown, this objective force is based on the subjective stimuli of the working people (members of the collective), as capital formation — and consequently also extended reproduction — makes a constant rise in the living standard possible, besides having other advantages such as for example a shorter working day and the like.

In socialist commodity production, working collectives are — in the present relations of production — objectively induced and subjectively interested in allocating a part of their income to capital formation, i.e. to constant expansion of production. Under such social conditions nobody but the direct producers is responsible for capital formation, they themselves — as members of the collective acting as a commodity producer — are completely responsible for capital formation, i.e. for expansion of production.¹⁶

With regard to capital formation in real terms, as realized on the basis of decisions made by the working collective in a self-management system we must finally emphasize the following points: after capital formation in nominal terms has been turned into capital formation in real terms, i.e. by investing in the enterprise it manages, the working collective undoubtedly expands the material basis of its selfmanagement by increasing the volume of the means of production it manages. However, the enterprise simultaneously increases the volume of the socially owned means of production, thus ensuring its extended reproduction; it parallelly ensures the material prerequisites for the new generations of selfmanagers that will join in production, thus creating the material conditions for extended reproduction of selfmanagement relationship. In other words, by deciding independently on capital formation and expansion of production, working collectives as commodity producers permanently ensure the material basis for the extended reproduction of the social ownership of the means of

since productional forces are at a relatively high level of development in socialist society (the socialist system following the capitalist one). This enables a level of productivity of labour to be reached which makes it possible for a part of the social net product to be permanently allocated for capital formation without endangering either the current consumption of direct producers or its constant increase.

¹⁶ The allocation of part of the income by the working collective for capital formation in the product of the collective's own work and this guarantees that it will be made use of more rationally than when at the disposal of those not involved in its creation.

production and the extended reproduction of the socialist relations of production.¹⁷

All these theoretical conclusions on the working collectives' interest in maximizing income and allocating part of it for personal incomes and another part for accumulation or capital formation have been tested in Yugoslav practice. Research has been carried out on how working collectives behave in the functional distribution of income left to their independent distribution after tax, i.e. what portion of this income they allocate to accumulation and what portion to personal incomes. Research included all enterprises in the social sector of the economy covering a period of nine years (1962 to 1970).

This research produced highly interesting results. Summed up they are the following.¹⁸ During this period of nine years (when there was no direct state regulation of functional distribution of income in enterprises) the share of accumulation in the working organisations' income was more or less stable, i.e. amounting to about 28% of the income (after tax) at their independent disposal (taken as a whole, i. e. all of them together). One could furthermore note a high correlation in trends of income per worker on the one hand, and the personal income per worker, and the proportion to which the working collectives distributed income between accumulation (capital formation) and personal incomes on the other. This research proved empirically that in the greater part of the Yugoslav economy (i. e. in the part covering over 80% of the employed where this same percentage of the economy's total income is realised) there exist the following rules of behavior of working collectives in the functional distribution of income: that the personal per capita income of workers increases with the increase in income per worker (in proportion to the average in the economy) yet at a slower rate than income growth, which means that the share of accumulation in the income of these organisations increases (as against the average in the economy — i. e. it increases over 28%) and that parallel with the fall in the income per worker (in proportion to the average in the economy) there is a fall in the per capita personal income of the workers, which however is slower than the fall in income, which means that the share of accumulation in the income of these organisations is reduced (in comparison with the average in the economy — i. e. it falls below 28%).

¹⁷ It is an established fact that every social system of production is given its place in history after showing its real ability to constantly reproduce the relations of production it is based on. I trust that previous explanations of the analysis suggest ways in which the real possibilities for reproducing fundamental relations of production can be determined, thereby determining the whole system of socialist commodity production as a specific form of commodity production.

¹⁸ The results of this research are presented in detail in the article "Tendencies in the functional distribution of income in work organisations between 1962 and 1966," published in the journal "Ekonomiska misao" ("Economic Thought") — Beograd, Nr. 4/1969, and in the book "Income Policy in Self-management Commodity Economy", published by Rad — Beograd, 1972.

This knowledge made it possible to formulate and successfully to realise a corresponding income policy in the field of functional distribution. In Yugoslavia this policy is realised by means of self-management agreements and social compacts, which in 1972 institutionalised the rules of behavior in the functional distribution of income which I have dealt with here. In practice this income policy attains two basic aims. It ensures the agreed share of accumulation and personal consumption within the overall income of the economy as a whole (which is an essential element in development policy) and maintains the agreed personal income differentials of workers of the same qualifications, working in different branches of the economy (which is an essential element in social policy).¹⁹

3. THE HISTORICAL FORM OF THE LAW OF VALUE IN THE SYSTEM OF SOCIALIST COMMODITY PRODUCTION

No scientific explanation of all the essential features of either socialist or any other form of commodity production is possible without an explanation of the internal patterns that regulate it. Theoretical research of this relatively new form of commodity production embraced the original law of value into this system of commodity production. I consider some of the results of the research interesting, especially regarding the essential features of the socialist system of commodity production.

In order to apply Marx's method in investigating the historical form of the law of value we had to determine first which profitability indices are applied by the working collective, acting as a socialist commodity producer, when making business decisions. We shall start with this point.

We have already pointed out that (i) the basic stimulus of the working collectives as socialist commodity producers²⁰ is their aim to satisfy their ever increasing requirements and that (ii) this can only be satisfied by means of their productive activity (as commodity producers); they must permanently try to earn as big an income as possible by using such factors of production as are at their disposal (means of production and current labour). (iii) They must constantly aim to achieve as large an amount of income

¹⁹ Detailed information on this can be found in the book: »Self-management Income Policy in the field of Functional Distribution», published by "Rad", Belgrade 1972.

²⁰ I consider that we have so far provided enough elements to conclude that socialist commodity production, i.e. relations of production existing in it, predetermine that working collectives as commodity producers are affected by stimuli different from those which affect commodity producers in previous systems (i.e. in the capitalist system). Consequently, the aspirations and stimuli of the working collectives to be commodity producers are not norms or set of rules that must be prescribed for producers to behave as "homo economicus": rather, these are objective facts derived from the producers' social status which is in turn determined by the relations of production under which they exist and act as independent commodity producers.

as possible, i. e. they must try to maximize it, as their current consumption and their possibility of capital formation, as a means of increasing this personal consumption in the future, depend on it.

This aspiration is also shown by the indicator of profitability, which they must make use of as commodity producers. It is common knowledge that capitalists always try to achieve high proceeds from capital, and consequently, always try to realize as big a profit as possible: a capitalist is guided by profit maximization. This was reflected in the indicator of profitability a capitalist put into use, i. e. profit rate:²¹ in the numerator it included the mass of realized profit (m) every capitalist tends to increase. On the contrary, the relations of production under which the working collective acts as a socialist commodity producer, objectively induce them to tend towards maximization of the whole income (i. e. net product) and not only of one of its parts as in the capitalist system (m — surplus value). For this reason the indicator of profitability of a socialist enterprise, managed by the working collective as a commodity producer, must in its numerator have the mass of realized income (i), and not only part of it (not only m), as is the case with the profit rate.

Besides, one must not forget that in the capitalist system the means of production are capital while manpower is a commodity. Consequently, the profit rate contains in its denominator the constant (c) and variable (v) capital which is the capitalist's advance money for purchasing means of production and manpower; it is at the same time the monetary value of the means of production in question and of the value of manpower engaged, i. e. paid wage labour. However, in the socialist system of commodity production the means of production are not capital, neither is manpower a commodity. Social ownership turns the means of production into a simple material precondition for production and rules out the possibility that any one person can manage them or appropriate the results of the work on the basis of ownership. Under such conditions the means of production cannot function as capital (besides the fact that they can be purchased as commodities).

Also, working collectives, acting as socialist commodity producers, participate in the distribution of the social gross product neither as owners nor as wage labourer. They appropriate the results of their work because they do work, and only while they act as successful commodity producers can they do so.

However, while working in the enterprise they manage, direct producers use, besides the means of production, a certain quantity of their current labour which is being stored up in the commodities produced in the form of value added. As members of a collective acting as a commodity producer, they are interested in using all the available means of production in order to realize a high

²¹ According to Marx, the formula is as follows:

$$pf' = \frac{m}{c+v}$$

income. In order to learn what their realized or possible business success as commodity producers is — besides the total means of production engaged — it is essential to know the amount of current labour added invested in production, and not only the part of it, expressed as (v), i.e. wages, in the denominator of the profit rate. For the above reason the indicator of profitability of a socialist enterprise managed by the working collective as commodity producer must include the total mass of current labour of the direct producers (la) into the denominator of the formula, besides the total means of production engaged (mp).

It follows that under existing relations of production, if working collective wants to survive as a socialist commodity producer, it must, while selecting from several alternative methods of production, always make sure whether it is possible to realize a certain income with the means of production and the total volume of invested labour, at its disposal. In other words, the working collective must determine its business success, i.e. profitability, by an indicator. This can be called income rate, and can be calculated by the following formula:

$$i' = \frac{i^{22}}{mp + la}$$

It can be easily concluded from what we have said that the criteria to be applied by the socialist commodity producers in their business decision-making, that is criteria or indicators of profitability, are not arbitrary but a matter of historical importance, the real form of which is determined by the relations of production they belong to.²³ Socialist relations of production, as already said, lead us to the conclusion that income rate (defined in the above way)²⁴ can be the only criterion.

²² The symbols mean: i' — income rate; i — earned income (which can also be defined as the difference between the sum of the sales prices and the volume of the material costs of production, i.e. depreciation and costs of raw materials); mp — total value of means of production engaged (not only those in use); la — total volume of labour added. Labour added can be expressed in its monetary value by dividing the total national income by the total number of unskilled workers; the value thus achieved (which can be taken as the contribution of each individual in creating the national income) is multiplied by the number of unskilled workers in the enterprise or branch of the economy whose income rate is being computed.

We can therefore conclude that the income (i) (in the numerator of the formula and the labour added (la) in its denominator are two volumes different for each enterprise or branch of economy; they are equal only with regard to the economy as a whole, total current labour being the only factor involved in creating national income. A detailed analysis of the income rate, as an indicator of profitability, leads to a series of interesting conclusions on the composition of factors of production (mp : la), on relationships between the volume of earned income (i) and the volume of labour added (la), and reveals controversies as well as unifying factors in socialist commodity production.

²³ Categories in economy — says Marx — are only theoretical expressions, i.e. abstractions of the social relations of production.

²⁴ It can be stated that as capitalist relations of production make it impossible for the capitalist to exist unless guided by the principle of profit

Knowledge of the criteria that must be applied by the working collectives in making decisions on the manner of participation in the social process of production provides us with the necessary basis for determining the historical form of the law of value in socialist commodity production by means of applying Marx's analysis. Let us see where the application of such a method leads us.

Income rate, a unique indicator of profitability, makes it possible for certain working collectives to compare their business success with that of other commodity producers producing the same or different kinds of commodities: this indicator makes it possible for the working collectives to undertake measures necessary to increase the success of the enterprise they manage. Besides, the income rate (as an objectively conditioned indicator of profitability) makes it possible for the working collectives, as commodity producers, to take better business decisions while trying to determine which kind of production will be best for them, i.e. which kind of production will make it possible for them to participate most profitably in the process of social reproduction. As every individual commodity producer really participates in the social process of reproduction only after he decides on the production of a certain type of commodities for which there is a solvent demand, so must the working collectives always check on what kind of production will be most profitable for them, i.e. what kind of produced commodities, given the same material and human factors of production at their disposal, can bring them the highest amount of income. It can thus be expected that the working collective (governed by the idea of income maximization) will as a rule be orientated towards production that will ensure the highest income, other conditions being equal.

This means in fact that every working collective is interested in changing its productional orientation from time to time, i.e. in switching from one kind of commodity production to another, in conformity with changes of demand as well as changes of the profitability rate which is manifested through different income rates. Such re-orientation of production simply involves "moving" commodity producers from one branch to another, in conformity with differences in the existing income rates, i.e. from branches where the income rate is relatively or absolutely low into those where it is absolutely or relatively high.²⁵

maximization and by the profit rate as an indicator of profitability in investing capital, the new relations of production which we have been talking about also make it impossible for working collectives to exist as commodity producers unless governed by the principle of income maximization and the income rate as indicators of their success as commodity producers.

²⁵ As relations of production have changed it is commodity producers who are being «moved» not the manpower and means of production. In the capitalist system the means of production are "moving" capital, then "moving" the wage labour. The situation is a different one in our case, the direct producers being the managers of the process of production as well as of the means of production; consequently, when production is being changed,

However, this process of "moving", based on the economic interests of the socialist commodity producers, i.e. it is in their interest to realize as high an income as possible, tends to equalize (regardless of their wishes) income rates in different branches as well as create general income rate for the whole economy, which would represent a kind of average income rate with regard to income rates in specific branches. The subjective efforts of certain working collectives to maximize their income tends to equalize income in the various branches. From this an objective pattern emerges of the earned income in the various branches being lowered towards an average income²⁶

As this law of average income is actively in use and as an average income rate for the whole economy is being created, it follows that in reality, socialist commodity production (with existing differences in structure of the factors of production in different branches) cannot put all kinds of commodities on the market at their real value (even if demand and supply were equal). The value of commodities is necessarily transformed into its specific historical form — income price.

As distinct from the value of commodities (vc) which is the sum of the average material costs (mc) and the newly created value (nv), i.e., $vc = mc + nv$ ²⁷, the income price (ip), in its new form, is the sum of the average material costs (mc) and the average income (ei)²⁸; thus we get the following formula:

$$ip = mc + ei$$

It follows that selling commodities at their value would make it possible for all branches of production to appropriate an amount of income that would be equal to the amount of the newly created value. This would cause differences in income rates in branches with different composition of the factors of production. It also follows that selling commodities at their income prices (if demand and supply were equal), would cause a transfer of income from branches with lower to branches with higher composition of the factors of production. Equal income rates make it possible for all branches of production to reach an average income, i.e. a level

they "move" not as wage labour but rather as commodity producers, i.e. together with the means of production they manage. The example of Yugoslavia shows that this moving of material and human factors of production, i.e. the "moving" of commodity producers, is not only a theory but is an everyday practice. It has been proved in Yugoslavia that — on each major level of development of the means of production; consequently, when production is being changed, the "moving" of commodity producers from one branch to another can really take place.

²⁶ The law of average income acts in a similar way to that of the law of average profit in the capitalist system.

²⁷ When selling commodities according to their value, the earned income is equal to the value added, i.e. $i = nv$.

²⁸ This average income is a proportionate part of income belonging to the unit of produced commodities from the total mass of income which belongs to the given branch of production i.e. from the mass of income derived by multiplication of value of its employed factors of production ($mp + la$) and of the average income rate for the economy as a whole.

of income in proportion to the total value of all the factors of production (material and human) engaged.²⁹ Capitalist relations of production cause the transformation of the value of commodities into their prices of production. This is the historical form of the law of value in the capitalist system. Similarly, socialist relations of production cause the transformation of the value of commodities into their income prices and make it the historical form of the law of value in the socialist market economy.³⁰

Marx's methods of theoretical analyses starting from the historical relations of production are being increasingly applied in Yugoslavia. From these it can be seen that in socialist commodity production (where working collectives as independent commodity producers make all the important economic decisions), the law of value takes a specific historical form, that of income prices.³¹

4. PLANNING THE SOCIAL PROCESS OF REPRODUCTION IN THE SYSTEM OF SOCIALIST COMMODITY PRODUCTION

The socialization of production, based on the development of productive forces and detailed social division of labour (i.e. specialization of production), changed every developed system of commodity production into economic mechanisms which can function normally only on the condition that adequate communication exists between the commodity producers and other participants of the process. However, never, not even in the system of socialist commodity production is there an absolute guaranty that all the necessary connections and relationship among commodity producers will be spontaneously established and thus

²⁹ In the capitalist market economy sales of commodities at their prices of production enables the re-distribution among different branches of the surplus value (m) thus created. This reflects the differences in composition of capital.

³⁰ When speaking of income price as a historical form of the law of value, it should be clear that the relationship between income price and market prices (i.e. prices at which commodities are sold and bought) in the socialist market economy is analogous to the relationship between market prices and the historical forms of the law of value in previous systems of commodity production, thus being analogous to the relationship between market prices and prices of production in the capitalist system, or market prices and value of commodities in simple commodity production.

³¹ Not all theoreticians agree as to which form law of value takes in the system of socialist commodity production. Some consider that working collectives (like capitalists) must make use of the profit rate as an indicator of their business success as commodity producers. They also state that in the socialist commodity production the process of forming the average profit rate as well as the process of transforming the value of commodities into price of production does take place. In other words, some are of the opinion that in the present system of commodity production (as in the capitalist one) the law of value operates in the form of the price of production. This point of view has been explained by Mijalko Todorović in his book "*Oslobođenje rada*" (The Emancipation of Labour), Kultura, Beograd, 1965.

enable the whole social process of reproduction to function normally. Therefore in socialist, as well as in previous forms of commodity production, there is a real possibility that disturbing such connections and relations in one sector of the economy (due to the interdependence of all commodity producers) will disturb the whole economy as well as cause real difficulties in social reproduction.

This can be considered the most general factor conditioning planning the social process of reproduction in the system of socialist commodity production in spite of the fact that, after the capitalist relations production have been abolished, the main factors causing disturbances disappear.³²

Beside this general reason for the introduction of planning, a closer analysis of the relations of production reveals specific historical causes that not only make the planning of economic changes in socialist production necessary, but also — in a way — predetermine the ways of doing so. Let us have a look at these causes.

As social (not state) ownership of the means of production is the basis of socialist commodity production and as under such conditions nobody (not even the state) has the right to manage the means of production and appropriate the results of anybody's work on the basis of ownership, it follows that centralized systems of economy management and direct planning must cease to exist.³³

Due to the fact that — in socialist commodity production — working collectives are not private (i.e. group) owners of the

³² These disturbances take the form of periodic crises of hyperproduction in the capitalist commodity production. Taking this as a starting point, it must be clear that in socialist commodity production nothing of this sort can take place, the basic producers being the agents of all major economic decisions: they decide for themselves on problems of production and distribution. Also in the system of socialist commodity production manpower is not a commodity. It follows that money wage ceased to be the monetary expression of manpower value and also as an element of the cost of commodities. With the disappearance of money wages as the monetary expression of the value of manpower, their contradictory and dualistic character ceases. This dualistic role used to be expressed by their appearing once as an element in cost of commodities (the capitalist is interested in keeping these as small as possible), and again as purchasing power, which had to be high to enable the realization of a greater part of the social gross product, i.e. means for consumption. As the personal incomes of direct producers do not — for the working collectives as commodity producers — represent a composite part of cost of commodities (which would stimulate them to lower such costs), in the socialist system of commodity production there are no inner forces (as in capitalism) that limit the personal consumption of the working people and thus form the precondition for crises of hyperproduction.

It follows that planning the social process of reproduction in the system of socialist commodity production has not been imposed by a necessity to eliminate the crises of hyperproduction, as some people tend to think.

³³ This kind of planning existed in Yugoslavia before self-management was developed, before the means of production were gradually transformed from state into social property, and also before a more solid affirmation of the system of socialist commodity production in Yugoslavia took place.

means of production and their share of the social product can only be ensured if they are successful as commodity producers, they are much more interested in the continuous flow of the whole process of social reproduction than were any of their predecessors.³⁴ As working people associated in the collectives cannot — as collective commodity producers — secure the means of existence outside their current labour (as did the commodity producers who privately owned means of production), it is natural that they are subjectively interested in the continuous undisturbed flow of their activities as commodity producers. However, as their undisturbed activities as commodity producers do not solely depend on their own labour and decisions but also on activities and decisions of many other commodity producers, working collectives are objectively induced to coordinate their activities, adapt them and synchronize them with the economic activities of other collectives and other participants in the social process of reproduction.

It follows that working collectives are not only subjectively interested but also objectively induced to cooperate as commodity producers: this means that the system of socialist commodity production comprises specific internal causes which makes the planning of economic changes necessary. As we have seen this is caused by the direct economic interests of the working collectives as commodity producers. For that reason we do not see why planning (as is often done) should be considered as something opposed to socialist commodity production. Planning is a component of the socialist system of commodity production.

This knowledge has resulted in the conclusion that in Yugoslavia we must set up a new planning system which will correspond to self-management relations of production such as exist in the socialist system of commodity production. We still do not have such a system of planning which we call self-management social planning. However we know the basic elements of this system and during the ensuing period we must establish it, for this is an obligation stemming from the new Constitution of the S.F.R. of Yugoslavia.

³⁴ We know that individual capitalist were enabled to manage and appropriate the product of work because they privately owned the means of production (i.e. capital). It is therefore private property (rather than commodity production as such) that has always represented the material basis of the capitalist's egotism and particularism. Taken as accumulated wealth, private ownership secures the material conditions for the capitalist's existence even after ownership ceases to function as capital (for example if the factory is closed down). It is a fact that a capitalist's actions are inspired solely by the wish to increase his own wealth, even at the expense of other capitalist's wealth. In a society where material wealth is created at the expense of other people, i.e. wage labour, such egotistic confrontation of interests of some capitalists against that of the others is the rule, rather than the exception. It simply means that his egotism and particularism are not due to the method of commodity production, but rather to the capitalist relations of production (i.e. capital and wage labour) which are the basis of the capitalist commodity production.

The self-management system of planning which we are going to establish might be described in brief as follows: all working collectives, enterprises which are technologically and economically interdependent within the process of social reproduction would have jointly to determine their long term development programmes and to agree on measures indispensable for putting into effect these jointly determined plans and development programmes.

These joint development programmes could be determined within the framework of broader entities i.e. production-trade complexes which would encompass all major producers and consumers of given kinds of commodities, starting with the production of raw materials and power, including their processing, and the production of certain kinds of commodities, the purchase and sale of these commodities (i.e. home and foreign trade), up to their final consumers. The measures for realising these jointly determined development programmes include mutual agreements between producers and consumers of certain commodities within the framework of such complexes, on the degree of utilisation and dovetailing of production capacities, on the advancement of production organisation and increasing labour productivity (on changes in the qualification structure of the employed etc.), agreements on prices at which certain commodities will be sold, agreements on criteria for the functional distribution of income between accumulation (capital formation) and personal income and on the elements on which the personal income of the workers will depend, furthermore agreements on financing extended reproduction and circulation i.e. the dislocation of accumulation essential in order to put into practice the jointly determined development plans, etc.

These economic development plans determined on a self-management basis should be followed by development plans in other social activities (such as education, health, etc) and plans for the development of broader socio-political communities (such as the commune and the municipality, broader regions, the republics and the federation). All this would make it possible to set up a unitary and consistent system in self-management socialist planning throughout the country. Naturally, the setting up of such a planning system requires significant changes in the economic policy system, which means that economic policy will have to be the function of self-management economic relations and a new planning system stemming from the latter.

Obviously it will be neither easy nor simple to set up such a new planning system and an economic policy in conformity with it, for many obstacles have to be overcome, both objective and subjective. I shall not speak of this in greater detail. However, I should like to point to a very important precondition for the success of the entire conscious channelling of economic trends under Yugoslav conditions. Within an economic system the entire functioning of which is based on commodity production in which all economic problems are independently decided upon by the

working people themselves organised in various forms of the self-managing organisation of the society, the conscious channeling of economic trends must be founded on a thorough knowledge of the objective laws in socialist commodity production and the immediately visible manifestation of these laws. In keeping with this, even the activity of all subjects (at all levels of the society's self-management organisation) in line with the conscious channeling of economic trends cannot produce the desired results if not based on a thorough knowledge of the aims, motives and criteria guiding the basic vehicles of the social process of reproduction (i.e. work collectives functioning as socialist commodity producers) in the resolution of economic problems and if measures are not taken on these foundations which are in conformity with the action of objective laws in socialist commodity production on the one hand, and the working peoples economic and other interests, on the other. In other words, without this there can be no assurance of the conscious actions of organised social forces contributing to the functioning of the entire process of social reproduction in our country evolving normally, i.e. without major difficulties and upheavals.

All that has been stated in this place leads to one important conclusion, that is that the scientific research (of which I have spoken in this paper) on the essential characteristics and objective laws of relations of production on which the system of socialist commodity production rests, are not by any means a purely academic need, but imposed by life itself, i.e. the very functioning of self-management socialism in practice, for such scientific research is one of the essential preconditions for its further development.

*
* *
*

By limiting this paper to pointing out some basic features of the system of socialist commodity production, I wanted to point out certain specific historical features that make it so different from previous forms of commodity production, to point out the inner logic of its functioning and its ability to reproduce independently the relations of production it is based on. As the socialist system of commodity production is the socio-economic basis of the economic system in Yugoslavia, the aim of this paper has been fulfilled if it contributed towards a better understanding of the basic features of the Yugoslav economic system.

Dr MILADIN KORAC

Born in Valjevo in 1924 where he completed elementary and secondary school.

Graduated at the Faculty of Economics of the University of Beograd in 1949. Completed post-graduate studies at the Institute for Social Sciences in Beograd in 1951. Defended his doctoral dissertation at the Faculty of Economics in Beograd in 1956.

Since taking the degree he has worked at the Faculty of Economics of the University of Beograd, where he was chosen as instructor in 1949, elected assistant professor in 1956, associate professor in 1961 and full professor of political economy in 1966.

Professor Korać lectured in economic theory at a large number of universities in Yugoslavia. He made study trips abroad on several occasions. For one school year (1953-54) he was at the Cambridge university (England), and another one (1962-63) in the USA at various universities (Columbia, Yale, Harvard, Berkeley etc.), and institutes. He lectured at the Party Colleges in Moscow, Leningrad, Kiev and Minsk in 1965.

In 1967 he was awarded the "Božidar Adžija" prize for scientific work in social sciences.

Professor Korać was Dean of the Faculty of Economics in Beograd, member of the Economic Council of the federal government of Yugoslavia, member of the Presidency of the Republican Conference of the Socialist Alliance of Working People of Serbia, member of the Scientific Section of the Association of Yugoslav Economists. At the X Congress of the League of Communists of Yugoslavia (which he attended as delegate of Beograd University) he was elected member of the Central Committee of the League of Communists of Yugoslavia.

He has written many books and papers on the economic theory. Apart from the book "Political Economy", published by "Rad", Beograd, which has several editions, professor Korać has during the past few years concentrated his work on problems in the theory and practice of socialist commodity production and has published many works on this subject. His most outstanding works on these problems have been published in the following books: "Problems in the Theory and Practice of Socialist Commodity Production in Yugoslavia", published by "Informator", Zagreb 1965; "Fundaments of the theory of Income and of Socialist Commodity Production" published by "Rad", Beograd, 1970; "Problems and Trends in the Development of the Self-management Economic System", published by the Institute of Investment Research, Beograd, 1970; "The Self-management Policy of Income in the Field of Functional Distribution", published by "Rad", Beograd, 1972 and "Income Policy in the Self-management Commodity Economy", published by "Rad", Beograd, 1972.



Dr. Borislav T. BLAGOJEVIĆ

Professeur et directeur de l'Institut de droit comparé de Beograd

LE CONCEPT ET LA STRUCTURE DU SYSTEME JURIDIQUE EN YUGOSLAVIE

I. — LE CARACTERE REVOLUTIONNAIRE DU DROIT DES ETATS SOCIALISTES

1. — Si la révolution est un changement substantiel des rapports de production en même temps qu'un changement de la classe gouvernante, et si le socialisme est un système social dans lequel se réalise la libération du travailleur de l'exploitation par autrui de son travail, alors c'est presque un pléonasme de parler du caractère révolutionnaire du droit de l'Etat socialiste. Dans l'Etat socialiste un changement se produit dans la classe gouvernante, cependant cette classe, par l'intermédiaire de son Etat, exprime sa volonté tant par la voie que sous la forme de la constitution, des lois et des autres dispositions générales ayant force de loi, ainsi que sous forme de dispositions générales d'autogestion, en particulier des organisations de travail dirigées en premier lieu dans le sens de l'abolition de toute exploitation et de tout fondement de l'exploitation de l'homme par l'homme et ensuite dans le sens de la libération complète de l'homme en tant que producteur direct et dirigeant, afin qu'on puisse en lieu et place du gouvernement au nom du peuple réaliser le pouvoir du peuple comme tel. Tout cela signifie la négation, c'est-à-dire l'abolition du capitalisme en tant que système social, donc en tant que système juridique de même, et l'établissement c'est-à-dire la réalisation du socialisme en tant que nouveau système social et par conséquent en tant que système juridique qui, à notre avis, renferme les caractéristiques fondamentales, c'est-à-dire les faits qui le rendent justement révolutionnaire et d'une manière incomparable, essentiellement différent, c'est-à-dire en contradiction avec le capitalisme, ce qui est: d'une part, la négation c'est-à-dire l'abolition de la propriété privée des moyens de production et l'établissement de la propriété sociale, c'est-à-dire de la propriété d'Etat sur ces moyens et, d'autre part, la réalisation de la participation des hommes travailleurs, en particulier des pro-

ducteurs directs, à la gestion de tous les secteurs de la vie sociale, c'est-à-dire de toute la vie sociale, en particulier et surtout à la gestion de la production et de la répartition de la part des producteurs directs. Le droit qui est basé sur ces institutions fondamentales et le système juridique qui est édifié dans le but et aux fins de la réalisation entière et effective précisément de ces institutions et la conséquence qui en résulte nécessairement, peut et doit être de caractère révolutionnaire dans son essence et substance, d'après sa notion et son contenu, d'après ses effets et son application.

Sur tout ceci en principe et dans le fond le plus souvent on est d'accord. Cependant, en ce qui concerne les voies et les procédés de réalisation du caractère révolutionnaire du droit socialiste, quelle est la portée de ce caractère révolutionnaire du droit socialiste, comment se reflète et se réalise ce caractère révolutionnaire dans la vie quotidienne de chaque Etat socialiste pris en particulier — sur toutes ces questions les vues sont divergentes et les solutions différentes, ce qui est tout à fait compréhensible lorsqu'on prend en considération que les conditions de la naissance et les processus de l'édification et du développement de chaque Etat socialiste ont été, sont restés et seront aussi dans l'avenir différents, ce qui doit se refléter incontestablement de même sur la conception, le contenu, les effets et l'application du caractère révolutionnaire du droit socialiste.

La grande révolution d'Octobre a apporté une contribution précieuse à la conception et la réalisation du caractère révolutionnaire du droit d'un Etat socialiste, à savoir du premier Etat socialiste, de la victoire et l'édification du socialisme dans un grand nombre d'autres Etats — qui s'est répandu aujourd'hui sur tous les continents du monde (Europe, Asie, Afrique, Amérique) — ont enrichi le trésor de la pensée socialiste et de la pratique socialiste par de nouvelles solutions qui sont toutes en faveur et qui font ressortir, c'est-à-dire qui peuvent servir de preuve du caractère révolutionnaire du droit socialiste, car elles sont toutes substantiellement et dans le fond dirigées vers l'abolition de la propriété privée des moyens de production, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'établissement du travail en tant que critère fondamental de la valeur sociale et de la position de l'homme dans la société, la réalisation du gouvernement de la classe ouvrière et des hommes travailleurs en général. Par ailleurs, cela est compréhensible et nécessaire. Si le socialisme est la libération la plus élevée et la plus complète de l'homme dans l'histoire de la société humaine — comme c'est le cas — alors les conceptions et les réalisations des diverses institutions dans le socialisme peuvent et doivent être fondées sur la liberté maximale des hommes de chaque pays d'édifier leurs institutions conformément aux conditions concrètes de leur société dans chaque étape particulière de son développement, auquel cas, bien entendu, ne peut et n'ose pas faire défaut l'utilisation mutuelle des expériences et des résultats acquis, car les préceptes idéologiques marxistes, en tant que vue sur le monde, sont et restent communs.

L'expérience acquise jusqu'à présent a mis en évidence qu'ici aussi, comme partout ailleurs dans la sphère de l'édification du socialisme, il n'y a pas de «voies standardisées», de «fétiches» ou de «schémas» par le moyen desquels pourrait être formulé et réalisé — dans l'espace et dans le temps — le caractère révolutionnaire du droit de l'Etat socialiste. Il y aura encore moins de tels «schémas», de «fétiches» ou de «voies standardisées» dans l'avenir, dans une période où le socialisme devient le processus mondial général, quand il apparaît et se réalise dans les divers pays parallèlement avec l'écroulement du colonialisme et du système colonial, et dans les temps, des différences aussi nettement prononcées dans la position et l'état des pays développés et des pays sous-développés. D'où il est nécessaire de discerner le caractère révolutionnaire du droit socialiste justement dans les conditions et avec les effets réels et l'importance de chaque Etat particulier qui s'est dirigé dans la voie de l'édification du socialisme, c'est-à-dire dans lequel on édifie le socialisme.

Mais en même temps il est nécessaire de déterminer avec précision l'existence du caractère réellement révolutionnaire du droit socialiste d'un Etat, parce que le droit socialiste de caractère révolutionnaire — et il ne peut être que tel — ne peut exister et se réaliser que dans un Etat socialiste, dont il est nécessaire de tenir compte spécialement afin de pouvoir démasquer et révéler la difformité des tentatives de présentation, c'est-à-dire de qualification en tant que socialiste, de certaines institutions du droit dans un Etat dit de bien-être, un Etat de petits actionnaires, un Etat ayant une politique sociale développée, un Etat dans lequel les ouvriers sont introduits dans la gestion de l'entreprise, étant donné que toutes ces institutions substantiellement et dans le fond ne signifient point et ne peuvent signifier la négation de la propriété privée des moyens de production, du rapport de travail salarié des ouvriers et du gouvernement de classe de la bourgeoisie (ce qui ne signifie pas, croyons-nous, qu'à l'égard de ces institutions, considérées du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, il faut adopter une attitude négative, car tout cela, à la lumière de la position spécifique et de la force de la classe ouvrière dans chacun de ces Etats peut être profitable tant à la position directe et la vie des ouvriers qu'à la tactique et la stratégie de la lutte de la classe ouvrière en premier lieu contre l'exploitation des capitalistes et ensuite dans son action révolutionnaire pour s'emparer du pouvoir).

2. —Les procédés et les formes des changements révolutionnaires qui ont eu pour résultat la formation des Etats socialistes n'étaient pas et ne pouvaient pas être les mêmes pour tous les Etats, de même il en sera ainsi dans l'avenir de manière que l'on pourrait dire que le procédé et la forme de la révolution n'est pas son élément essentiel mais c'est son résultat qui est essentiel: le renversement du pouvoir d'une classe et la prise du pouvoir de la part d'une autre classe suivi de changements structurels dans les rapports de production, ce qui veut dire que l'élément essentiel de toute révolution socialiste est le renversement du pouvoir de la

bourgeoisie et la prise du pouvoir de la part de la classe ouvrière alliée avec les hommes travailleurs du pays, ainsi que l'abolition de la propriété privée des capitalistes sur les moyens de production fondamentaux et l'établissement de la propriété d'Etat, c'est-à-dire la propriété sociale sur ces moyens. Tout ceci a été effectué dans les divers Etats de manière très différente, conformément aux conditions spécifiques dans lesquelles la révolution socialiste a été réalisée dans chacun de ces Etats. Or, tout ceci devait influencer nécessairement sur la solution de la question relative à l'importance et à la validité que pouvait avoir le droit qui était en vigueur jusqu'à cette époque dans le nouvel Etat, l'Etat socialiste, donc le droit formulé par la classe qui détenait le pouvoir jusqu'à cette époque, c'est-à-dire au fond par la classe bourgeoise.

Le caractère révolutionnaire du droit socialiste se reflète dans la nécessité qu'il doit formuler et garantir dès le premier moment de la naissance de l'Etat socialiste les nouveaux rapports sociaux, et en particulier les nouveaux rapports de propriété qui diffèrent substantiellement et dans le fond des rapports précédents. Ces nouveaux rapports prennent naissance dans tous les domaines de la vie sociale, bien entendu avec une intensité plus ou moins grande de l'élément nouveau, mais dans tous les cas ils sont dirigés, d'après leur essence et en tant que parties de l'ensemble, dans le sens de l'édification de nouveaux rapports entre les hommes, les rapports sociaux socialistes. Cependant, il est incontestable que le nouvel Etat, l'Etat socialiste, ne peut pas tout de suite ni dans un temps relativement court élaborer son nouveau système du droit par le moyen duquel on pourrait, sur les bases des principes de l'organisation sociale socialiste, édifier et réglementer les rapports juridiques. D'où la question se pose quelle est l'attitude que le nouvel Etat peut prendre à l'égard du droit, de l'ordre juridique et des normes juridiques de l'ancien Etat, en prenant en considération le besoin impérieux à ce que les rapports juridiques dans le nouvel Etat doivent être dès le premier moment réglementés sur le principe de la légalité. Cependant, il est tout à fait compréhensible que l'utilisation et l'application éventuelle du droit de l'ancien Etat dans l'ensemble est absolument impossible, vu que du fait même de la révolution socialiste un grand nombre d'institutions ont été abolies, en particulier les institutions par lesquelles s'exprimait et s'exerçait le pouvoir dans l'ancienne classe gouvernante.

Pour répondre à cette question la pratique qui a eu lieu jusqu'à présent a adopté deux solutions fondamentales, toutes les deux dans le fond expriment le caractère révolutionnaire du droit de l'Etat socialiste, et elles sont la conséquence des spécificités suivant lesquelles dans les divers Etats le passage a été effectué au système social socialiste.

Dans certains Etats on avait proclamé l'abrogation complète de la validité de l'ancien droit et de l'ancien système juridique, mais on avait quand même prévu que les rapports juridiques pourront être réglés aussi d'après certaines règles de droit de l'ancien droit abrogé, mais seulement dans la mesure et pour autant que

ces règles de droit seraient en concordance avec les principes fondamentaux du nouveau droit socialiste et des normes juridiques qui seraient adoptées de la part du nouvel Etat socialiste.

Dans d'autres Etats il a été proclamé que l'ancien droit et le système juridique restent en vigueur, sous toutes réserves que toute norme juridique de l'ancien droit qui serait en contradiction avec la nouvelle organisation sociale et économique (et bien entendu avec les nouvelles normes juridiques de même) sera considérée comme abrogée *via facti*, et par conséquent une telle norme ne pourra pas être appliquée.

Ces deux solutions expriment le caractère révolutionnaire du droit de chaque Etat socialiste, car chacune d'elles dans le fond tend vers le même but, ce qui signifie que chacune de ces solutions permet de régler les rapports juridiques soit à l'aide des règles de droit, soit par les normes de l'ancien droit et du système juridique, mais tout ceci seulement et toujours dans la mesure qui est déterminée par le caractère de la nouvelle organisations sociale et d'Etat et seulement si tant est que ces règles de droit, c'est-à-dire ces normes juridiques peuvent contribuer à l'édification de la société socialiste ou tout au moins pour autant que ces règles de droit, c'est-à-dire ces normes juridiques, ne sont pas en contradiction avec le développement des rapports socialistes dans chacun des Etats en question. Toutefois, à ce propos il faut souligner que l'application soit des normes juridiques de l'ancien système juridique soit seulement des règles de droit du système juridique abrogé se base toujours et uniquement sur la volonté du nouveau corps législatif, la volonté de la nouvelle classe gouvernante qui, dans son propre intérêt, considèrerait qu'elle doit «tolérer» comme siennes, assurément seulement à titre provisoire et passager, les normes juridiques de l'ancien système juridique, c'est-à-dire les règles de droit de l'ancien système juridique qui a été abrogé, afin de pouvoir assurer dès le premier jour de l'existence de l'Etat socialiste, l'ordre juridique et la légalité, et pour que la vie juridique puisse se développer dans le nouvel Etat conformément «à la volonté de la classe gouvernante qui a été élevée au rang de loi».

De cette manière le caractère révolutionnaire du droit d'un Etat socialiste se reflète dans la rupture de la continuité de ce droit avec l'ordre juridique et le droit de l'ancien Etat, vu que l'Etat socialiste et son droit représentent un nouvel Etat, c'est-à-dire un nouveau droit, et il n'y a que celui-ci, en tant qu'expression de la volonté de la nouvelle classe gouvernante qui peut et doit être appliqué, auquel cas, comme nous l'avons vu, justement en vertu et sur la base de cette volonté de la nouvelle classe gouvernante on peut appliquer aussi certaines normes juridiques de l'ancien système juridique, c'est-à-dire certaines règles de droit de l'ancien ordre juridique qui a été abrogé. Dans tous les cas il n'existe aucune continuité juridique dans cette circonstance-la, mais un tel état représente seulement un procédé spécifique de la formulation du nouvel ordre juridique du nouvel Etat. D'où, il s'ensuit qu'au point de vue de l'organisation interne chaque Etat socialiste représente un nouvel Etat, en conséquence son droit représente aussi un

nouveau droit, un nouvel ordre juridique de caractère révolutionnaire.

La révolution socialiste, en Yougoslavie, de même, en créant un nouvel Etat — socialiste — a créé aussi un nouveau droit, le droit socialiste, à savoir dans le sens exposé plus haut, un droit de caractère révolutionnaire. Avec la victoire de la révolution socialiste et la formation du nouvel Etat la rupture a été accomplie avec les normes juridiques et l'ordre juridique de l'ancien Etat, dans lesquels était exprimée la volonté de la bourgeoisie en tant que classe gouvernante. Cela a été proclamé, constaté et réglementé en premier lieu par la Décision du Conseil antifasciste de la libération populaire de la Yougoslavie, du 3 février 1945, et ensuite par la Loi sur l'invalidité des prescriptions juridiques adoptées avant le 6 avril 1941 et pendant l'occupation ennemie, du 20 octobre 1946. L'article 2 de la Décision du 3 février 1945 était formulé de la manière suivante: «Les prescriptions juridiques (lois, décrets-lois, ordonnances, règlements, etc.), qui étaient en vigueur au moment de l'occupation ennemie (jusqu'au 6 avril 1941) sont abrogées, pour autant qu'elles sont en contradiction avec les acquisitions de la lutte pour la libération populaire, avec les déclarations et les décisions du Conseil antifasciste de la libération populaire de la Yougoslavie et des conseils antifascistes nationaux (assemblée, etc.) des diverses unités fédérales et de leurs représentations ainsi qu'avec les prescriptions juridiques adoptées par le Comité national de la libération de la Yougoslavie et de ses commissariats, gouvernements et les divers commissariats des unités fédérales.» D'autre part, l'article 2 de la Loi du 20 octobre 1946 a stipulé que: «Les prescriptions juridiques (lois, décrets-lois, ordonnances, règlements, etc.) qui étaient en vigueur le 6 avril 1941, sont suspendues».

De cette manière le droit qui était en vigueur sur le territoire de la Yougoslavie avant le 6 avril 1941 a été entièrement aboli, abrogé et suspendu, en sorte que les normes juridiques de ce droit ont cessé de produire tout effet juridique et elles ont perdu toute validité juridique. Par cette mesure a été proclamée et constatée, du point de vue du droit interne, l'inexistence de la continuité juridique entre l'Etat et le droit de l'ancienne Yougoslavie capitaliste et la nouvelle Yougoslavie socialiste, et de ce fait a été constaté et mis en oeuvre le caractère révolutionnaire du droit de la nouvelle Yougoslavie — socialiste (il faut ajouter à cela la proclamation de la nullité de toutes les prescriptions juridiques qui ont été adoptées par les organes du pouvoir des forces occupantes et leurs acolytes sur le territoire de la République fédérative populaire de Yougoslavie pendant l'occupation ennemie, ce qui a été effectué également par la Décision et la Loi mentionnée ci-dessus).

Cependant, afin d'assurer les critères aussi objectifs que possible pour la réglementation des rapports juridiques dans la nouvelle Yougoslavie, et de ce fait le maximum de l'égalité dès les premiers moments de l'existence du nouvel Etat et du nouveau droit, ainsi que pour empêcher un vacuum juridique tant que le nouveau pouvoir révolutionnaire ne promulgue ses prescriptions, qui correspondraient aux nouveaux rapports sociaux et économi-

ques et qui les régleraient dans l'ensemble, la Décision du 3 février 1945 et la Loi du 20 octobre 1946 prévoient qu'on pourra, dans les conditions déterminées appliquer les règles de droit qui sont contenues dans les prescriptions juridiques qui ont été adoptées avant le 6 avril 1941, quoique ces prescriptions, comme telles, en tant que normes de l'ancien ordre juridique, en tant qu'expression de la volonté de la classe gouvernante d'autrefois, ont perdu la validité juridique, quoique ces prescriptions juridiques sont abrogées dans l'ensemble tant comme système juridique que comme normes juridiques positives. De cette manière, en abolissant la validité juridique de normes de l'ancien droit, on prévoit, par la volonté de la nouvelle classe gouvernante et dans la mesure qui correspond à ses intérêts et aux intérêts de la nouvelle organisation sociale socialiste, la possibilité d'appliquer seulement les règles de droit, et de plus dans les conditions déterminées et dans la mesure déterminée, auquel cas on spécifie en même temps deux règles très importantes au sujet du procédé, de l'esprit et de la technique de l'application de ces règles de droit, lorsque les conditions sont remplies pour que ces règles puissent être appliquées dans le cas concret.

D'une part il est prescrit que les tribunaux et les autres organes de l'Etat ne peuvent pas fonder directement leurs jugements et leurs décisions sur ces règles de droit (deuxième alinéa de l'article 4 de la Loi), ce qui signifie que les tribunaux et les autres organes de l'Etat ne peuvent pas invoquer dans leurs décisions les prescriptions anciennes dans lesquelles est contenue la règle de droit dont l'application est possible dans le cas concret, mais que la citation de cette règle ne peut servir que comme exposé des motifs de la décision adoptée dans le cas concret.

D'autre part, il est expressément prescrit (troisième alinéa de l'article 5 de la Loi) que la pratique et la formation juridiques des tribunaux et des autres organes de l'Etat de l'ancienne Yougoslavie ne peuvent pas être le fondement pour l'interprétation et l'application des règles de droit qui du reste peuvent être appliquées. Tout cela afin de souligner le caractère révolutionnaire du droit du nouvel Etat, afin de souligner le nouveau sens substantiel et le contenu de l'ordre juridique de l'Etat socialiste, de sorte que même l'application possible des règles de droit seulement de l'ancien droit ne peut être systématiquement conçue non seulement comme n'importe quelle continuité, même uniquement partiellement effective, entre l'ancien et le nouvel ordre juridique de la Yougoslavie, mais aussi comme n'importe quelle transmission, sous n'importe quel aspect, de l'ancien droit dans le nouveau droit, de la Yougoslavie socialiste. Ce n'est qu'un procédé spécifique qui est en question, et qui est en outre de caractère provisoire, de la réglementation propre des rapports juridiques de la part du nouvel Etat, vu qu'il s'agit en dernière analyse de l'application des règles de droit qui représentent plus ou moins des biens qui sont déjà acquis dans le développement de l'humanité et dont même le socialisme ne veut pas, ne doit pas et ne peut pas renoncer d'en faire usage.

L'application des règles de droit qui sont contenues dans les lois et les autres prescriptions juridiques qui ont été promulguées avant le 6 avril 1941 n'est possible que dans les conditions déterminées, à savoir: a) si les rapports juridiques en question n'ont pas encore été réglementés par les nouvelles prescriptions; b) si les règles de droit ne sont pas en contradiction avec la Constitution de la Yougoslavie, avec les constitutions des républiques socialistes (auparavant les républiques populaires) et avec les autres prescriptions juridiques en vigueur, de n'importe quel genre, adoptées de la part des organes compétents du nouvel Etat; c) si elles ne sont pas en contradiction avec les principes de l'ordre constitutionnel de la Yougoslavie et de ses républiques (article 4 de la Loi, à quoi il faut ajouter la possibilité de l'article 3 de la Loi). De cette manière a été déterminé non seulement le volume et la portée de l'application de ces règles de droit, mais il a été souligné encore une fois que le fondement pour l'application de ces règles de droit des prescriptions d'avant-guerre ne se trouve pas dans ces prescriptions mêmes, mais dans le mandat et sa légalisation par la voie de la Loi sur l'invalidité des prescriptions juridiques adoptées avant le 6 avril 1941 et pendant l'occupation ennemie du 20 octobre 1946 (auparavant la Décision du 3 février 1945).

La pratique judiciaire de la nouvelle Yougoslavie appliquait précisément ces règles de droit dans le sens du caractère révolutionnaire du nouveau droit, socialiste. Ainsi, dans un arrêt de la Cour Suprême fédérale du 18 mai 1956 il a été formulé: «Lorsque pour certains rapports il n'y a pas de prescriptions valables, le tribunal est tenu en réalité de prendre en considération les règles de droit contenues dans les lois et les autres prescriptions juridiques qui étaient en vigueur jusqu'au 6 avril 1941. Le tribunal est autorisé et il est tenu d'appliquer à de tels rapports et aux litiges qui découlent de ces rapports les règles correspondantes contenues dans les anciennes prescriptions, mais seulement en cas que leur application ne serait pas en opposition avec les prescriptions juridiques et les principes de l'ordre constitutionnel. L'opposition aux prescriptions en vigueur et aux principes de l'ordre n'est pas seulement directe, car il y a contradiction formelle des règles de droit anciennes par rapport aux nouvelles dispositions du droit. L'opposition existe toujours lorsque l'ancienne règle de droit serait en contradiction avec les principes de l'organisation sociale et politique, avec les rapports et les idées qui se sont implantées déjà et qui ont pris naissance dans le processus du développement des rapports socialistes et représentent la condition d'un tel développement ultérieur ou qui sont en conformité avec ce développement. Il serait anormal qu'un tribunal se place sur le point de vue, en cas que pour un certain rapport il n'y a pas de prescriptions valables, qu'on peut chercher la solution d'un différend uniquement dans les règles contenues dans les lois et les autres prescriptions qui étaient en vigueur jusqu'au 6 avril 1941. Ces prescriptions sont abolies, par conséquent elles ne représentent pas une source juridique obligatoire, ni une limite obligatoire pour la pratique judiciaire. Au contraire, la pratique judiciaire est dirigée vers la recherche des solu-

tions qui correspondent aux principes et à l'esprit de l'ordre juridique de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, quoique ces solutions ne pourraient pas être motivées par les règles de droit de la période antérieure au 6 avril 1941 et seraient contraires à ces règles de droit».

Nombreux sont les exemples dans la pratique judiciaire de la réalisation d'un tel caractère révolutionnaire du droit du nouvel Etat socialiste en Yougoslavie. Il n'y a pas lieu de les exposer et de les analyser ici. Néanmoins nous pensons qu'il est nécessaire de souligner la très grande importance de l'activité des tribunaux et des autres organes qui, en tant qu'organes du nouveau pouvoir, révolutionnaire, par de telles vues sur le rôle du droit et une telle conception du droit de la nouvelle société, ont largement contribué à l'édification du nouvel ordre juridique et à l'établissement et la réglementation des nouveaux rapports juridiques.

II. — LE DROIT AUTONOME DES ORGANISATIONS DE TRAVAIL COMME LA PARTIE DU DROIT DANS UNE SOCIÉTÉ SOCIALISTE

1. — La caractéristique essentielle du socialisme est le système social et politique basé sur les principes de la démocratie socialiste, ce qui signifie la participation directe des hommes travailleurs à la gestion et à la direction de tous les secteurs de la vie politique et économique du pays. En abolissant le pouvoir sur les hommes, le socialisme exige nécessairement la participation directe des hommes travailleurs à l'organisation et à la réglementation de tous les domaines de la vie sociale, et en même temps à ce que leur rôle dans ce processus soit de plus en plus prononcé et direct. La socialisation de l'Etat socialiste est l'impératif nécessaire du socialisme dirigé vers le dépérissement de l'Etat en tant qu'instrument du pouvoir sur les hommes. Cependant, les procédés, les formes, la technique, le contenu, la rapidité et les moyens de cette socialisation sont différents dans chacun des Etats, auquel cas il faut toujours avoir en vue l'action réelle et les effets de ce mouvement dans chacun des Etats. Les discussions dogmatiques qui sont souvent poursuivies à ce sujet doivent être remplacées par l'analyse de l'état réel de la participation directe et réelle des hommes travailleurs à la gestion et à la réglementation des activités sociales, dans toutes les circonstances et dans tous les domaines, tout en prenant connaissance et en approuvant les spécificités dans le développement de chaque pays particulier. Cela est valable surtout pour la question du rôle de l'Etat et des mesures pour restreindre ses fonctions dans le sens du dépérissement progressif de l'Etat, auquel cas on n'arrive pas souvent à discerner le système tout entier de l'organisation et de la réglementation des rapports sociaux dans un Etat, vu que, incontestablement, dans un système de la démocratie directe, socialiste, tel qu'il est et tel que doit être le système d'un Etat socialiste, l'organisation et la réglementation de ces rapports sociaux ne représentent pas le monopole de l'Etat, mais seulement l'une des formes de l'exercice de cette fonction nécessaire

de la société socialiste, circonstance dans laquelle cette fonction peut être tout aussi bien exercée, et souvent même mieux, dans le sens de la réalisation de la démocratie directe et de la teneur adéquate, par les autres organismes sociaux par la voie et par l'intermédiaire desquels les hommes travailleurs des Etats socialistes organisent leur vie et leur travail. En conséquence, en prenant en considération le degré de développement actuel des Etats socialistes existants nous sommes d'avis qu'en aucune circonstance on ne peut nier — par ailleurs, en réalité on ne le fait nulle part — le rôle toujours présent qui n'est pas négligeable et l'importance de l'Etat dans le système de la démocratie socialiste, mais d'autre part on ne peut et on n'ose hypertrophier, idéoliser et monopoliser ni le rôle de l'Etat dans le système de la démocratie socialiste, car ce système contient aussi la tendance vers le dépérissement de l'Etat, ce qui veut dire le besoin et la nécessité de la formation des autres collectivités des hommes travailleurs par l'intermédiaire desquelles ils organiseront et régleront leurs rapports, indépendamment de l'Etat ou avec l'aide de l'Etat. La réalisation d'un tel dessein dans chaque Etat particulier est différente, mais elle est nécessaire, car elle correspond justement au caractère de l'Etat socialiste et au socialisme en tant qu'organisation intermédiaire vers le communisme.

Sous cet aspect apparaît de même et se reflète le caractère révolutionnaire de l'Etat socialiste. Une des caractéristiques fondamentales de ce droit doit être sa normalisation de la part de ceux qui prennent part dans les rapports juridiques qu'il faut normaliser, à savoir de la manière aussi directe que possible, ce qui signifie en tenant compte au maximum, précisément des intérêts vitaux concrets des hommes travailleurs qui prennent part dans ces rapports juridiques. C'est pourquoi il est nécessaire que la démocratie directe soit aussi forte que possible, et de ce fait la nécessité s'impose de confier les fonctions juridiques normatives précisément aux collectivités sociales des hommes travailleurs, qui permettront, eu égard à la sphère et à la spécificité des rapports qu'il faut réglementer, de normaliser dans la mesure aussi intense, aussi large et aussi directe que possible, la participation des hommes travailleurs justement dans l'exercice de cette fonction normative, ce qui signifie en dernière analyse, dans la formation du droit. Tout cela dans le sens et dans la direction de la socialisation réelle du droit, tout aussi bien quant au contenu que d'après le genre de l'organisation qui serait chargée de la fonction normative, ainsi que d'après le procédé pour que cette fonction normative, cette formation du droit, puissent être accomplies.

Dans ce sens se posent les réclamations, ce trouvent les solutions et se réalisent les résultats dans tous les Etats socialistes, car c'est une des expressions immanentes et nécessaires du caractère révolutionnaire du droit socialiste. Tout cela est en relation étroite avec les diversités de vues et de procédés dirigés vers le dépérissement de l'Etat; avec les mesures, les formes et les portées réelles de la démocratie directe; avec le degré de sécurité de la participation réelle des larges masses des hommes travailleurs dans

la vie sociale et dans le fonctionnement des organes de l'Etat et de l'appareil de l'Etat; avec une organisation plus ou moins centraliste, c'est à-dire avec le développement de la décentralisation et surtout système communal; avec un degré et une nature autonome des organisations de travail, et en particulier des entreprises économiques, et sous ce rapport-là avec leur fonction de la distribution autonome du revenu, de la réglementation des rapports de travail et en général des rapports entre les hommes dans l'organisation de travail, c'est-à-dire des rapports des hommes avec l'organisation de travail dans laquelle ils travaillent, et en dernière analyse de l'autonomie plus ou moins grande dans la détermination des revenus personnels des ouvriers dans ces organisations de travail de la part des collectivités de travail ou de certaines portions de ces collectivités de travail; ainsi qu'avec bien d'autres phénomènes et conditions dans la vie de chaque Etat socialiste pris en particulier, à quel sujet il y a toute une série de diversités plus ou moins grandes, qui sont naturelles et nécessaires et qui non seulement existeront toujours, mais aussi qui se multiplieront très probablement pour autant que le socialisme devient de plus en plus un processus mondial, un processus qui prend naissance et qui se développe dans de conditions très différentes dans les divers pays où l'on commence à introduire et à réaliser l'organisation sociale socialiste.

2. — Une telle expression du caractère révolutionnaire du droit de l'Etat socialiste qui consiste dans sa réelle socialisation, ce qui signifie — tant par le mode de formation que par le contenu — dans son rapprochement et sa réduction poussée au maximum à discerner et exprimer les intérêts des hommes travailleurs directement de chacun des Etats socialistes, en particulier des intérêts des producteurs directs, provoque et pose à l'ordre du jour — dans la théorie juridique et dans la pratique de la vie courante — une série de questions qui cherchent de nouvelles solutions justement dans le sens et la direction de la réalisation de la démocratie directe, dans le sens et la direction des réclamations à ce que la réglementation de certains rapports juridiques doit appartenir à ceux dont ces rapports concernent, afin que l'homme puisse se sentir dans la plus large mesure et aussi complètement que possible en tant qu'être libre qui sciemment — en tenant compte de tous les intérêts de la société dans laquelle il vit et qu'il édifie — entreprend lui-même l'édification du système de normes d'après lesquelles il vivra dans les diverses collectivités — à partir de la collectivité de travail, en passant par la commune et les autres organisations territoriales jusqu'à l'Etat. Nous ne mentionnerons que quelques-unes des questions qui se posent d'une manière plus directe devant la science et la pratique juridiques des Etats socialistes, et dont les solutions, à notre avis, doivent être recherchées dans l'aspect révolutionnaire du droit des Etats socialistes. Est-ce que dans la société socialiste, outre les normes juridiques classiques, prennent naissance et se développent aussi des normes sociales spéciales, qui réglementent certains rapports qui étaient

auparavant réglementés par les normes juridiques, auquel cas ces nouvelles normes, sociales, ne jouissent toujours que de la protection juridique, c'est-à-dire certaines sortes de sanctions juridiques. Est-ce que l'activité normative juridique dans la société socialiste doit appartenir seulement à l'Etat et à ce que l'on pourrait appeler ses dérivées ou elle appartient aussi aux autres collectivités des hommes travailleurs, et quel devrait être leur rapport mutuel? Est-il nécessaire qu'entre les normes juridiques adoptées par certaines unités territoriales compétentes doive être valable le rapport hiérarchiquement classique, le rapport de subordination, ou bien toutes ces normes juridiques, chacune dans le secteur de sa compétence, jouissent de leur autonomie, de leur caractère autochtone, qui peut évoluer jusqu'à l'existence de la souveraineté parallèle de tous les titulaires de la fonction normative juridique dans la société socialiste?

Est-ce que dans la société socialiste le monopole de la fonction normative doit exister en faveur de l'Etat, monopole qui était nécessaire au moment de la prise du pouvoir par la classe ouvrière et les travailleurs dans un Etat, vu que c'était la première et presque la seule organisation qui dans les premiers temps après la révolution était à même d'assumer cette tâche, et quand on prend en considération que dans l'Etat socialiste d'autres organisations des travailleurs ont été réalisées aussi, qui sont devenues également les titulaires des rapports socialistes et qui peuvent actuellement exercer cette fonction normative plus directement et avec un meilleur discernement des intérêts concrets des travailleurs dont les rapports doivent être réglementés? Est-ce que l'unité dialectique de ce qui est général, particulier et concret dans la société socialiste, en y accentuant de plus en plus les intérêts — droits et devoirs — du travailleur et de ses organisations de travail, peut être réalisée de meilleure façon justement par le moyen seulement de l'autogestion des travailleurs à tous les niveaux et quelles sont les répercussions qui peuvent se produire de ce fait sur le système des titulaires de la fonction normative et le contenu des normes juridiques qui auraient en vue et qui maintiendraient précisément toute cette diversité et l'unité dialectique des intérêts des travailleurs et de leurs organisations?

Toutes ces questions et bien d'autres se posent aujourd'hui dans une société socialiste développée et par leur entremise se reflète, comme nous l'avons mentionné, le caractère révolutionnaire du droit de l'Etat socialiste. Les réponses à ces questions sont très différentes, quoique l'on ne pourrait dire qu'elles ont été déjà élaborées d'une manière correspondante dans la théorie de l'Etat et du droit socialiste. Ces questions se posent en particulier dans le système de l'autogestion ouvrière et sociale, dans le système du droit autonome des organisations de travail, tel qu'il existe en Yougoslavie, avec quoi a été réalisée une nouvelle catégorie de normes de la vie et du travail des travailleurs et de leurs organisations de travail, c'est-à-dire de leurs collectivités de travail, catégorie qui a pris naissance et qui doit se développer et se perfection-

ner de concert avec l'édification et le perfectionnement du système de l'autogestion ouvrière et sociale.

Tout cela se passe non seulement directement dans chacune et dans toutes les organisations de travail, mais aussi parallèlement et dans la même proportion et dans l'ensemble de la vie sociale, à savoir d'une manière de plus en plus approfondie et substantielle, en modifiant essentiellement les rapports humains basés sur le travail et à l'occasion du travail, mais en exprimant, aussi, justement à travers ces normes tous les changements substantiels et essentiels des rapports humains et des rapports entre les hommes basés sur le travail et à l'occasion du travail dans tous les domaines de la vie sociale et à tous les niveaux de l'organisation sociale, de même que dans les conditions de chaque étape du développement et du perfectionnement de la société socialiste basée sur le système de l'autogestion.

3. — En se manifestant comme expression et partie intégrante essentielle de l'autogestion ouvrière et sociale, le droit autonome des organisations de travail représente incontestablement une nouvelle catégorie qui, dans une large mesure, ce qui sera à notre avis encore plus prononcé à l'avenir, possède et acquiert le caractère de droit autochtone, dans le sens de l'autonomie de l'existence et de la qualité spécifique du contenu. On pourrait dire d'une manière similaire quant au rapport et aux pouvoirs des collectivités de travail à l'égard des portions de la propriété sociale en vertu desquelles est fondée et réalisée l'activité des organisations de travail, ces formes expressives des producteurs directs en tant que promoteurs de la vie économique dans la société socialiste. Réaliser en totalité un tel caractère de ces normes, formuler leur contenu sur ces fondements, en leur assurant la valeur et les effets qui doivent s'ensuivre de l'importance et de la signification sociales qui leur sont propres, représente la tâche générale des organisations de travail et de tous les hommes qui en font partie, c'est-à-dire qui travaillent dans celles-ci, cependant c'est aussi une tâche qui est non seulement difficile, mais aussi qui peut et doit être réalisée progressivement et incontestablement dans une spirale évolutive. Or, tout cela est nécessaire non seulement en raison des possibilités, de la compréhension, des désirs et de la volonté des organisations de travail et des hommes qui en font partie tels qu'ils sont, mais aussi parce que ce travail et cette expression du système de l'autogestion sociale est en relation étroite et en rapport causal avec la réalisation ultérieure et le développement du système de l'autogestion sociale dans tous les domaines de la vie et de l'activité sociales.

En particulier, relativement à la forme et à la technique de l'activité normative des corps représentatifs (et éventuellement de l'activité normative des organes de l'administration), dont les actes normatifs, par rapport aux actes normatifs des organisations de travail doivent acquérir de même un autre caractère, voire un autre rapport. Les conceptions relatives au degré supérieur et à la subordination dans les rapports entre les actes normatifs des corps

représentatifs c'est-à-dire des unités politicoterritoriales et les actes normatifs des organisations de travail doivent subir des modifications radicales. Il est de moins en moins question d'un tel rapport de supériorité et de subordination entre les actes normatifs de ces titulaires du pouvoir normatif et de l'activité normative, mais il est question de la séparation, c'est-à-dire de la délimitation des fonctions respectives spécifiques et propres du pouvoir normatif de la part de chacun des titulaires de ces fonctions. Et, de plus, tant d'après le caractère des rapports mutuels — non seulement proclamé, mais aussi dans la pratique de l'activité normative des corps représentatifs réalisée — que d'après le contenu des actes normatifs des corps législatifs et des organisations de travail. Cependant, jusqu'à présent on n'a pas réussi à le réaliser et il est très probable qu'on ne pourra atteindre ce but dans un proche avenir. D'où les conflits s'ensuivent qui se manifestent aujourd'hui à ce sujet, tout particulièrement en ce qui concerne le contenu et dans le fond quant au caractère de ces différentes activités normatives des divers titulaires de cette activité (or, ce conflit peut être observé non seulement entre les normes et l'activité normative des corps représentatifs et des organisations de travail, mais tout aussi bien entre les normes et l'activité normative des différents corps représentatifs — de la Fédération, des républiques fédérées, des provinces et même des communes, conflits qui sont encore inévitables, et même qui seront peut-être plus prononcés et plus intenses pour autant que substantiellement le développement de l'activité normative des organisations de travail sera encore plus fortement exprimé.

Tout cela attire l'attention sur le fait de la croissance et de l'édification d'un système complet de normes, qui tirent leur origine de différents sujets, de différents titulaires de l'activité normative, mais entre lesquels ne peut plus être valable le rapport de hiérarchie, mais le rapport de coordination et de coopération sur la base de la séparation et de la délimitation des fonctions de chaque sujet, titulaire de la fonction normative, afin qu'on soit obligé de parler d'une unité dialectique de toutes les parties de cette activité sociale. D'où s'ensuit, à notre avis, en principe et quant au caractère, l'égalité des normes adoptées par n'importe lequel ou par tous les titulaires de la fonction normative (bien entendu par chacun dans la sphère de sa fonction), de sorte qu'on pourrait dire qu'en dernière analyse chaque organisation de travail en tant qu'organisation d'autogestion, autonome et autochtone, d'une manière analogue à la Fédération ou la république fédérée, dispose en matière normative — répétons-le: chacune dans la sphère de sa fonction, de la qualité d'autogestion, d'autonomie et du caractère autochtone, ce qui signifie dans le fond la souveraineté. Cependant, cela devrait être nécessairement au point de vue théorique l'expression et la conséquence de l'unicité du système de l'autogestion ouvrière, c'est-à-dire de l'autogestion sociale des producteurs directs associés sous des formes différentes et à des niveaux différents.

En prenant en considération tout ce qui précède en tant qu'expression justement du caractère révolutionnaire du droit de

l'Etat socialiste, il devient tout à fait compréhensible qu'en Yougoslavie, même, avant la Constitution de 1963 et en particulier après cette Constitution, la question de l'activité normative des organisations de travail acquiert une importance considérable. Le système d'autogestion des travailleurs dans leurs collectivités de travail a modifié substantiellement d'abord la forme et le mode de réglementation de toute une série de rapports. Au lieu de la normalisation légale d'une série de questions par des représentants des travailleurs on procède à la normalisation directement et justement par ces mêmes travailleurs. Cela fait ressortir une nouvelle fonction des organisations de travail, une nouvelle activité des collectivités de travail tout entier. L'exercice même de cette nouvelle fonction a suscité tant en théorie que dans la pratique un grand nombre de problèmes, à savoir: quel est le caractère de cette fonction, quel est son rapport qualitatif et quantitatif à l'égard de la fonction normative des corps représentatifs, quelle technique et, s'il est permis de le dire, quelle technologie doit être appliquée à l'occasion de l'exécution de cette fonction; les catégories et le caractère des actes normatifs en tant qu'expression, c'est-à-dire l'un des résultats de cette fonction et bien d'autres. On pourrait dire pour toutes ces questions qu'elles sont en relation avec la fonction de normalisation comme telle, et de plus avec une nouvelle forme d'autogestion autonome de cette fonction, forme qui a fait son apparition pour la première fois dans l'histoire, mais qui pouvait nécessairement et devait apparaître dans une société de producteurs directs associés qui désirent et qui veulent organiser leur vie sur la base de la démocratie directe.

III. — LES NOUVEAUTÉS DANS LE SYSTÈME JURIDIQUE SOCIALISTE

1. — En relation avec le caractère révolutionnaire du droit de l'Etat socialiste la question se pose, de même, de son contenu, il s'agit de savoir qu'est-ce qui est nouveau au sujet du contenu des normes juridiques et par conséquent au sujet du contenu de la réglementation et du règlement des rapports juridiques. La question se pose dans quelle mesure le droit socialiste peut et doit tirer parti des solutions juridiques formées dans le droit des systèmes sociaux avant le socialisme. Donc, la question se pose en quoi s'exprime le caractère révolutionnaire du droit de l'Etat socialiste lorsqu'il s'agit du contenu des normes juridiques par la voie desquelles sont normalisés et réglementés dans la société socialiste les rapports juridiques. Sous ce rapport-là se pose en dernière analyse la question en quoi consiste les nouveautés que le droit socialiste introduit dans le contenu des rapports juridiques en tant qu'une catégorie des rapports sociaux.

En réponse à cette question on pouvait souvent remarquer, et même on peut apercevoir aujourd'hui, deux solutions extrêmes.

Ainsi, on nie parfois toute ressemblance et on prétend qu'il n'y a rien de commun entre le contenu du droit socialiste et du droit des systèmes sociaux avant le socialisme, en particulier du

droit des Etats capitalistes bourgeois. On signale les différences essentielles, substantielles, qui existent dans les fondements du système social socialiste et les systèmes sociaux qui existaient avant le socialisme, c'est-à-dire qui existent encore parallèlement avec le socialisme, d'où l'on peut déduire le caractère absolument nouveau du contenu et dans les formulations du droit socialiste, en niant n'importe quelle possibilité de l'utilisation et de l'application des formules et des solutions juridiques édifiées et utilisées dans le droit des autres système sociaux, dans le droit des Etats ayant une autre organisation socio-économique. On y signale les nouveautés structurelles dans le système de la propriété et de la position de l'homme dans la société socialiste, ainsi que l'influence de celles-ci sur tous les rapports sociaux, et puis on nie n'importe quelle analogie et identité des rapports dans n'importe quel secteur du droit, et avec tout ceci on nie n'importe quelle possibilité et utilité de l'emploi dans le droit socialiste des solutions, des règles et des normes qui sont formulées et utilisées dans le droit avant le socialisme, c'est-à-dire qui sont utilisées dans le droit des Etats capitalistes.

D'un autre côté on nie l'existence de n'importe quelle nouveauté dans le contenu des normes juridiques du droit socialiste, et même on a essayé parfois de classer le droit socialiste dans certaines catégories et systèmes de la «famille» du droit, ensemble avec certains groupes du droit des Etats capitalistes. En prenant une telle attitude on y attire l'attention sur les nombreuses similitudes des diverses catégories et noms des institutions juridiques, dans l'appellation textuelle des normes juridiques, dans le règlement concret des rapports juridiques respectifs, de manière qu'on nie en général l'existence de n'importe quelle différence essentielle et substantielle entre le droit socialiste et le droit des Etats capitalistes, en particulier si l'on fait abstraction des acquisitions révolutionnaires qui sont affectuées dans les Etats socialistes immédiatement après les révolutions socialistes.

2. — Aujourd'hui il est évident qu'aucune de ces deux conceptions extrêmes ne correspond à la réalité, vu que la réponse à cette question ne peut être formulée ni d'une manière a priori, ni sans aucun rapport avec l'importance sociale réelle et l'effet des solutions contenues dans les normes du droit socialiste, ni sans prendre en considération toutes les branches et l'ensemble du droit de chaque pays socialiste. La dépendance sociale et l'effet social de certaines et de toutes les institutions juridiques du droit socialiste introduisent incontestablement d'importantes nouveautés dans les rapports juridiques, dans la société socialiste. Ces nouveautés sont souvent l'expression justement des institutions juridiques qui sont immanentes et propres seulement à la société socialiste et au droit socialiste, en sorte que, dans ce cas de même, le contenu des normes juridiques est nouveau dans toute sa mesure. Cependant, malgré l'élément nouveau en matière de l'effet social et de l'importance sociale des diverses institutions juridiques et des rapports juridiques, les solutions juridiques mêmes, en tant que catégories

juridiques, ne doivent renfermer rien ou quoi que ce soit de substantiellement différent des solutions des institutions juridiques respectives et des rapports qui existaient déjà dans les systèmes juridiques précédents. Les catégories et les éléments d'un grand nombre d'institutions juridiques et des rapports juridiques restent les mêmes dans le droit socialiste également, de sorte qu'il est nécessaire et justifié d'avoir recours à l'occasion de leur réglementation aux règles, solutions et normes que la science, la législation, la pratique judiciaire et extrajudiciaire, la technique juridique et la clinique juridique ont édifié à travers les siècles.

Ces règles sont devenues partie intégrante du trésor qui peut être transmis de génération en génération, qui peut être utilisé par chaque société quand elle peut y trouver dans sa structure les formes, les catégories, les critères, les indicateurs et les règles pour la réglementation juridique correspondante du genre déterminé de rapports sociaux qui sont de conséquence au point de vue juridique et en conformité avec les intérêts correspondants de la classe gouvernante dans l'Etat en question. Le nombre de ces règles est assez élevé et elles sont maintenues et utilisées dans de nombreuses branches du droit dans le droit socialiste qui correspondent, en tant que solutions juridiques et normes juridiques, aux nécessités sociales déterminées. C'est un fait et il n'y a aucune raison ni de fondement de le nier ou de le dissimuler. Il est nécessaire, dans chaque étape de l'édification de la société socialiste et du développement de l'ensemble des rapports sociaux socialistes dans chaque Etat socialiste, en prenant en considération toutes les spécificités du développement social général et juridique de chaque Etat socialiste (la tradition juridique y comprise, pour autant qu'elle n'est pas en contradiction avec la nouvelle organisation sociale), d'analyser l'opportunité et le bienfondé justement des règles de droit déterminées, des normes et des formules pour chaque groupe particulier des rapports juridiques, pour chaque catégorie particulière des institutions juridiques, pour chaque branche particulière du droit, en y estimant tout ceci précisément à la lumière et au point de vue des intérêts de la classe ouvrière et des travailleurs de chaque Etat socialiste.

Une telle situation réelle est, à notre avis, tout à fait compréhensible et justement elle correspond à la position de l'organisation sociale socialiste, ainsi qu'à l'ordre juridique socialiste, dans l'ensemble de l'évolution de l'humanité et, de plus, en tant qu'une organisation sociale qui représente une forme ultérieure, supérieure, des rapports sociaux. Mais en même temps, une forme qui ne signifie pas, car en réalité le socialisme ne le signifie point et ne devrait absolument pas être interprété d'une telle façon, le renoncement à toutes les acquisitions positives réalisées au cours du développement séculaire de la société humaine, de l'humanité dans l'ensemble. Tout cela est valable aussi pour le droit, car il contient aussi une série de règles dont la société socialiste peut et doit s'en servir comme si elles lui appartenaient en propre, au moins dans les étapes actuelles de son développement, car ces règles rendent

possible la réglementation des rapports sociaux déterminés qui sont précisément dans l'intérêt de la classe ouvrière et des travailleurs en général, C'est un fait de la réalité du développement du droit socialiste jusqu'à présent, et il prouve de la meilleure façon quel est, ou au moins quel peut être pour le moment le rapport du droit socialiste, c'est-à-dire du droit des Etats socialistes à l'égard des possibilités et du bien-fondé de l'utilisation, dans l'activité normative juridique des Etats socialistes, des règles formées avant la création de l'organisation sociale socialiste — bien entendu dans les domaines du droit déterminés et dans la mesure qui correspond justement aux intérêts du développement du socialisme et des rapports sociaux socialiste.

Tout cela ne signifie absolument pas la négation de n'importe quel genre du caractère révolutionnaire du droit de l'Etat socialiste, car ce droit est caractérisé en particulier par une série d'institutions juridiques qui sont nouvelles et qui sont propres justement et seulement au droit socialiste et à l'organisation sociale socialiste, c'est-à-dire aux rapports sociaux socialistes. Il faut ajouter à cela le fait que tout ceci exerce une influence importante sur l'application pratique et les conséquences sociales des normes juridiques qui ont été empruntées aux systèmes juridiques précédents, mais qui sont réalisées et mises en mouvement dans un autre ordre social qui, lui-même, influe par sa totalité sur l'interprétation et l'application de ces normes.

IV. — LA LEGISLATION DES UNITES FEDERALES ET LA REGLEMENTATION DES RAPPORTS DE DROIT CIVIL EN YOUGOSLAVIE

1. — La question de compétence ou de séparation, de délimitation des fonctions normatives entre la Fédération et les unités fédérales constitue incontestablement dans chaque Etat composé — qu'il s'agisse d'une Fédération ou Confédération — une des questions fondamentales par lesquelles se reflètent de façon permanente les rapports réels, essentiels existant dans le pays respectif. C'est le cas notamment des états composés de plusieurs nationalités dont l'organisation, souvent aussi la séparation des compétences, est effectuée justement en fonction de leur structure de plusieurs nationalités. Certes, bien d'autres indications et éléments exercent une influence plus ou moins grande sur le règlement du problème de compétence ou de délimitation des fonctions normatives, surtout dans les Etats composés de plusieurs nationalités (par exemple l'évolution historique, la durée de l'existence de l'Etat composé, le mode de formation de ce dernier, l'édification plus ou moins grande des droits régionaux, nationaux ou personnels des parties constitutives de l'Etat composé, l'identité ou la variété de l'évolution historique et des influences étrangères sur le droit avant la création de l'Etat composé, le développement économique plus ou moins grand des régions ou territoires nationaux de l'Etat composé, l'unité ou la variété de la langue, l'intégration ou l'indépendance des différentes branches économiques dans le

cadre de l'Etat composé, les traditions culturelles, les tendances au développement intégral et particulier des diverses parties ou régions de l'Etat composé ainsi que bien d'autres facteurs qu'il est difficile de préciser et énumérer et ce qui n'est pas, d'ailleurs, nécessaire, mais qui doivent tous — nous le soulignons — être pris en considération, car leur importance effective et l'intensité de leur influence peuvent être beaucoup plus grandes qu'elles ne paraissent à première vue). Il faut tenir compte de ce fait parce que, lors de la réglementation et de la solution de la question de délimitation de la compétence, on expose et souligne démesurément, dans certains cas, seulement quelques indications et éléments, ce qui non seulement ne répond pas à l'appréciation et au règlement scientifiques de ces problèmes mais empêche aussi de trouver les solutions les plus exactes, les meilleures, les plus rationnelles et les plus efficaces.

Les principales indications de règlement de la question de compétence ou de délimitation des fonctions normatives entre la fédération et les unités fédérales se trouvent dans les constitutions de chacun des Etats composés. A ce propos, il est toujours nécessaire de prendre en considération aussi les constitutions des unités fédérales, plus spécialement lorsqu'il s'agit d'une Confédération ou Fédération où une souveraineté pleine et entière, bien entendu par son caractère et son essence, mais non par son contenu, est reconnue, du moins au fond et en principe, tant à la Fédération qu'aux unités fédérales. Nous disons les principales indications, car à ce propos, il convient de tenir compte de deux choses essentielles.

D'une part, le contenu véritable et entier, la portée, la qualification, la précision et l'interprétation des dispositions constitutionnelles, c'est-à-dire des indicateurs fondamentaux définis par la constitution peuvent être déterminés seulement en prenant en considération tous les éléments ci-dessus exposés qui conditionnent ou déterminent le sens et la portée des normes constitutionnelles dans tous les domaines de la vie sociale, y compris les rapports entre la Fédération prise dans son ensemble et les unités fédérales, ce qui est concrètement valable aussi pour la question de détermination de leur compétence normative. Aussi est-il de la plus haute importance de «porter au jour» tous ces éléments, en les analysant et en appréciant leur valeur dans chaque période particulière, dans chaque moment, dans une pleine mesure et ouvertement. En effet, certains de ces éléments, notamment ceux ayant un caractère historico-traditionnel, restent souvent cachés dans la subconscience des hommes et ainsi cachés, sans confrontation ouverte avec les autres éléments qui agissent et qui doivent être pris en considération, exercent une influence invisible décisive, ce qui ne serait pas le cas si tous les éléments avaient été analysés et appréciés ouvertement et publiquement dans le contexte de l'ensemble. Malheureusement, cette pratique n'est pas toujours suivie, notamment dans les Etats composés nouvellement formés où il existe réellement d'importantes différences concernant plusieurs éléments mentionnés,

de sorte que la question de délimitation de la compétence normative entre la Fédération et les unités fédérales revêt fréquemment un caractère politique et devient un «problème social délicat» même dans les domaines juridiques où aucun besoin et aucune raison justifiée ne se font sentir. C'est pourquoi il faudrait tenir compte, à notre avis, de tous ces facteurs pour trouver, dans chaque domaine, les critères véritables et les meilleurs qui seraient parfaitement satisfaisants tant pour les intérêts de la Fédération que pour ceux des unités fédérales. Ajoutons que ces intérêts ne doivent pas être envisagés toujours, a priori et en principe, sous l'aspect des oppositions ou des rapports de conflit, ces derniers apparaissant effectivement dans les différents domaines: il faut, dans tous les cas, constater s'il s'agit des rapports de conflit entre la Fédération et les unités fédérales, ou bien seulement entre les unités fédérales, avec des répercussions sur les relations entre la Fédération, prise dans son ensemble, et les unités fédérales.

2. — Au moment où l'on procède à la codification de certains importants domaines juridiques et, par conséquent, à la codification du droit civil (patrimonial et économique) il faut apprécier, dans une pleine mesure, tous les éléments mentionnés, ce qui facilitera et accélérera considérablement la codification même et le règlement de la question de compétence normative entre la fédération et les unités fédérales. C'est d'une particulière importance du fait que la portée de chacun de ces éléments n'est pas et ne peut nullement être la même dans tous les domaines juridiques. D'autre part, la tendance à une généralisation inutile des positions est susceptible d'exercer une pression inadmissible, si bien que ce qui serait utile et avantageux dans un domaine du droit ne doit pas l'être dans un autre.

Tout ceci est valable aussi pour la Yougoslavie en ce qui concerne la détermination du sens véritable des prescriptions constitutionnelles sur la délimitation de l'activité normative entre la Fédération et les républiques socialistes, en tenant compte plus particulièrement du rôle important de la tradition qui apparaît chez nous de plus en plus — de façon ouverte ou dissimulée, explicitement ou implicitement — comme élément de règlement de cette question. Compte tenu, d'autre part, des tentatives faites pour présenter la fonction normative des républiques socialistes comme expression d'une démocratie et de l'autogestion socialiste plus directes — ce qui, à notre avis, étant donné l'essence et le caractère pareils de la souveraineté aussi bien de la Fédération que de chacune des républiques socialistes, n'est pas exact — le besoin d'une présentation complète et ouverte, d'appréciation et d'analyse de tous les éléments devient encore plus important et essentiel.

L'appréciation et l'analyse de tous ces éléments en tant qu'indicateurs d'une juste compréhension et détermination du contenu réel des normes constitutionnelles régissant la répartition des compétences entre la Fédération et les unités fédérales doivent être exercées compte tenu de leur valeur et de leur importance

dans un moment donné, dans une période donnée, malgré le fait que les textes constitutionnels sur cette question demeurent inchangés dans le pays envisagé. Une telle approche répond aux théories et aux principes modernes d'interprétation du droit et des normes juridiques en général, ainsi que des normes constitutionnelles en particulier. Cette approche a été sanctionnée par la pratique suivie par de nombreux Etats composés justement au sujet de la modification de la portée et de l'importance des divers éléments qui doivent être pris en considération pour prendre position sur une question concrète ou sur un domaine donné du droit.

Ce sont ces modifications qui traduisent les changements plus ou moins importants concernant l'essence et le contenu du caractère fédéral de chaque Etat, imposés par la vie et les besoins et dont l'application ne doit et ne peut nullement être empêchée par les interprétations dogmatiques et exégétiques de la Constitution. A ce propos, nous pensons qu'il est inutile de citer les exemples d'autres Etats. Il suffira de rappeler, à titre d'exemple et d'illustration, l'évolution de la Yougoslavie.

3. — A l'occasion de l'interprétation et de l'application des prescriptions constitutionnelles sur la répartition ou la délimitation de la compétence normative entre la Fédération et les unités fédérales il faut donc tenir compte des nombreux éléments qui conditionnent ou déterminent le sens et la portée des normes constitutionnelles sur ce plan, d'une part. D'autre part, cette question doit être abordée du point de vue téléologique, sous l'aspect du but à atteindre, et ce but doit être, à notre avis, la réalisation d'une solution répondant le plus à la nature de la matière, des rapports sociaux en question, tout en étant la plus opportune pour aider autant que possible, par la réglementation choisie, l'évolution et la sécurité des rapports juridiques en question. Tous ces facteurs doivent être appréciés plus spécialement du point de vue du développement desdits rapports à l'avenir tant au sein de la Fédération prise dans son ensemble que dans chacune des unités fédérales. Cela revient à dire que ce sont justement les rapports juridiques concrets, ou un domaine déterminé de la réglementation juridique, qui doivent être envisagés séparément, et que leur nature et leurs besoins doivent être le facteur décisif lors de la détermination des compétences de la Fédération ou des unités fédérales concernant leur réglementation. La nature de chaque matière juridique doit être déterminante, en prenant en considération notamment le phénomène ou du moins la tendance à la codification, à l'unification ou à l'harmonisation internationale des règles juridiques sur une matière.

La vie moderne impose de plus en plus et justifie l'uniformité des normes juridiques dans de nombreux secteurs des rapports patrimoniaux, plus particulièrement en ce qui concerne les déplacements de voyageurs et le commerce de marchandises et ce fait n'est pas sans influence sur les positions à prendre en matière de détermination de la fonction normative dans un Etat composé. Citons, à titre d'exemple, les accords dans le domaine du tourisme

(accords conclus entre les agences de tourisme et les touristes — usagers des services touristiques — accords entre les agences de tourisme et les entreprises de l'industrie hôtelière et d'autres entreprises touristiques, accords entre les usagers des services touristiques et les entreprises hôtelières et les autres entreprises touristiques, conclus directement entre eux ou, ce qui est plus fréquent, par l'entremise d'une agence de tourisme). D'après un critère abstrait, il serait difficile de dire de quelle autorité relèverait la réglementation normative de ces accords. Le nombre croissant de ces accords, l'ampleur toujours plus étendue de l'élément «républicain» mixte en la matière, leur caractère «international» de plus en plus marqué et l'élément «étranger» de plus en plus complexe des accords en question, doivent être les indicateurs décisifs lors de la détermination de la compétence normative, sans négliger ou oublier le fait que les règles juridiques uniformes régissant les accords en question sont en cours d'élaboration.

Il convient surtout de ne pas perdre de vue les nombreux nouveaux genres d'accords qui sont déjà entièrement formés et édifiés comme catégories juridiques à part, ayant ainsi «acquis le droit» d'être rangés parmi les accords mentionnés. Les nouveaux accords manquent de nombreux éléments juridiques historico-traditionnels, raison pour laquelle ils devraient être de plus en plus l'objet de la réglementation fédérale commune, tandis que, le cas échéant, si cela s'avère justifié et nécessaire, certains des accords classiques mentionnés (par exemple l'échange, la location de services, les petits transports) pourraient faire l'objet exclusivement de la réglementation légale de la part des unités fédérales, car ce sont justement cette portée et ce caractère qu'ils manifestent le plus souvent dans leur apparition et leur action. Cet exposé a pour but de démontrer notamment que chaque matière juridique, chaque catégorie de rapports juridiques doit être abordée de façon très spécifique et très concrète, en les envisageant justement sous l'aspect du présent et de l'avenir, sous l'aspect de leur apparition et de leur caractère dans le droit d'aujourd'hui et dans la vie sociale et économique contemporaine. Il est inutile de souligner particulièrement que la vie sociale et économique contemporaine, ainsi que le droit qui doit lui répondre, diffère essentiellement de celle qui avait caractérisé le passé même le plus proche.

V. — LE CONFLIT DES LOIS INTERNE

1. — Par l'adoption de la Constitution de 1974 dans un grand nombre de domaines juridiques a été effectuée une nouvelle répartition de la législative entre la fédération et les républiques fédérées ou les provinces autonomes. Par cette répartition une grande partie des domaines juridiques est réglée par les républiques fédérées ou les provinces autonomes, de sorte que la compétence de la fédération en général, par conséquent dans le domaine de la réglementation normative et dans le domaine législatif en particulier de même, par rapport à l'état de choses antérieur, est sensiblement

rétrécie. Cependant, il est d'une importance particulière que dans certains domaines l'activité législative des républiques fédérées ou des provinces autonomes est exclusive, par exemple dans l'instruction publique, la culture, l'artisanat, la profession d'avocat, le droit familial, le droit successoral, à l'occasion de la réglementation des institutions, des réunions publiques, des catégories déterminées d'impôts, des semences, du matériel de plantation, du tabac, du vin, de l'examen et le marquage des armes à feu et de la munition, de législation des signatures, des écritures et des copies, de l'association des citoyens, les eaux, l'organisation des communications et du transport, le nom personnel, l'achat et le port d'armes, la presse et les autres aspects des informations, etc. En outre, l'activité législative des républiques fédérées et des provinces sera assez développée de même dans les domaines ou dans les matières pour lesquels la fédération détermine seulement et prescrit les principes pour la réglementation des rapports dans ces domaines s'est-à-dire dans ces matières.

Par une telle activité législative sensiblement élargie des républiques fédérées ainsi que des provinces autonomes, dans beaucoup de domaines et surtout dans le domaine des rapports de droit civil de même que dans le domaine de la condition juridique de l'homme et des organisations du travail associé en tant que sujets des droits et des obligations qui seront réglementés par les républiques fédérées ou les provinces autonomes, est créée la possibilité, c'est-à-dire la possibilité est élargie sensiblement et qualitativement à ce qu'un même rapport soit différemment réglementé dans les diverses républiques fédérées ou dans les provinces autonomes. Il faut s'y attendre à une telle situation, et aujourd'hui elle devient de plus en plus la réalité, justifiée et nécessaire, et dans ce cas est, bien entendu, d'une utilité appréciable l'entente aussi large que possible entre les républiques fédérées et les provinces autonomes sur l'acceptation, dans l'ensemble ou en principe, des solutions juridico-matérielles collectives et la réglementation de certaines questions c'est-à-dire de domaines et de matières juridiques, en conformité avec ce qui précède se réalise l'unification libre de facto des solutions juridico-matérielles et des prescriptions juridiques dans toutes les républiques fédérées ou provinces autonomes — évidemment là où cette unification est nécessaire et justifiée et dans la mesure où elle est possible, et tout ceci par analogie à la tendance contemporaine et le fait, dans les échanges internationaux et sur le plan international, l'unification des prescriptions juridico-matérielles dans de nombreux domaines juridiques, donc aussi dans les domaines dans lesquels chez nous la compétence législative appartient exclusivement ou dans la plus large mesure aux républiques fédérées ou aux provinces autonomes.

2. — Une telle situation crée la possibilité et la manifestation réelle dite du conflit des lois, c'est-à-dire soulève la question quelles sont les lois des républiques fédérées ou des provinces autonomes qu'il faudra appliquer dans les cas dans lesquels ap-

paraît ce que l'on appelle «l'élément étranger», donc dans lesquels, par exemple, apparaît comme sujet du rapport juridique la personne qui a la citoyenneté d'une autre république et non point de celle devant les tribunaux ou devant les organes de laquelle l'affaire en question est traitée, réglée ou réglementée; ou quand un sujet du rapport juridique a le domicile ou la résidence habituelle sur le territoire d'une autre république fédérée ou province autonome, et non point de la république ou de la province devant les tribunaux de laquelle ou devant les autres organes l'affaire en question est traitée, réglée, ou réglementée; ou quand une personne a le permis de port d'armes délivré par l'organe d'une république fédérée ou d'une province autonome, et quand elle veut utiliser ce permis sur le territoire d'une autre république ou province, ou lorsqu'une personne a obtenu un certain diplôme dans les écoles d'une république fédérée ou d'une province autonome et qu'elle demande qu'il soit reconnu dans une autre république ou province; ou quand l'organe d'une république fédérée ou d'une province autonome a prononcé une peine pour une infraction et que la question se pose de l'exécution de cette peine sur le territoire et de la part de l'organe d'une autre république ou province; ou quand l'association des citoyens fondée sur le territoire d'une république fédérée ou province autonome veut exercer son activité aussi sur les territoires des autres républiques ou provinces; et bien d'autres cas dans lesquels apparaît «l'élément étranger». Donc un élément annexé sur la part soit du sujet du rapport juridique, soit de l'objet du rapport juridique, soit de l'acte juridique même, soit l'élément qui soulève la question est-ce que dans de tels cas on appliquera le droit, les lois de la république fédérée ou de la province autonome devant les organes de laquelle l'affaire est traité, ou éventuellement le droit les lois d'une autre république ou province.

Dans ce deuxième cas la question se pose de quelle autre république ou province il faudrait appliquer le droit-les lois, bien entendu, répétons le, si en général il faut appliquer au rapport concret le droit-les lois de l'autre république fédérée ou province autonome. La question se pose donc dans de tels cas avec «l'élément étranger» annexé (ce qui signifie en définitive dans les cas quand le droit-les lois de deux ou plusieurs républiques fédérées ou provinces autonomes pourrait réclamer le droit que d'après elles soit réglé le rapport ou un certain élément du rapport dans lesquels apparaît cet «élément étranger», qui peut apparaître sous forme très diverse — la citoyenneté de la république fédérée, el domicile et la résidence habituelle et l'utilisation des pièces, le lieu de l'exécution de l'infraction, le lieu du prononcé et de l'exécution de la peine) dans quelle mesure en réglant de tels cas en général on tiendra compte de cet «élément étranger», et si l'on y tiendra compte quelle importance faut-il lui attribuer (par exemple, est-ce que les parents qui ont la citoyenneté de la République socialiste de Slovénie, mais dont la résidence habituelle est à Belgrade, où leur enfant est né ou si l'enfant est né quand ils étaient de passage à Belgrade, détermineront le nom de l'enfant

d'après la loi du lieu de naissance de l'enfant, c'est-à-dire la République socialiste de Serbie, ou d'après la loi de la république dont ils ont la citoyenneté, c'est-à-dire la RS de Slovénie; est-ce que les héritiers d'une personne qui a la citoyenneté de la République socialiste de Macédoine, et qui a son domicile sur le territoire de la République socialiste de Croatie, mais qui est décédée à Belgrade, seront déterminés d'après les lois de la république dont la personne décédée avait la citoyenneté, c'est-à-dire la RS de Macédoine, de la république sur le territoire de laquelle elle avait son domicile, c'est-à-dire la RS de Croatie, ou de la république sur le territoire de laquelle elle est morte, c'est-à-dire la RS de Serbie, ou simplement d'après les lois de la république devant les tribunaux de laquelle les débats se poursuivent sur la succession d'une telle personne; est-ce que les conditions de la conclusion ou de la dissolution du mariage seront estimées d'après la loi de la république ou de la province où le mariage sera conclu ou dissous, ou d'après, par exemple, les lois de la république dont ces personnes ont la citoyenneté, c'est-à-dire sur le territoire de laquelle ces personnes ont leur domicile, auquel cas les choses se compliquent particulièrement si ces personnes qui désirent conclure le mariage ou divorcer ont la citoyenneté de deux républiques différentes).

Toutes ces questions dites du conflit des lois sur le plan interne d'un Etat fédéral, donc chez nous aussi, se posent et doivent être réglées sans égard que, quant au contenu de fait, les normes juridiques respectives seraient les mêmes dans toutes les républiques fédératives ou les provinces autonomes. Il en est ainsi parce que le tribunal ou l'organe compétent doivent se référer à la loi qui doit être appliquée dans le cas concret avec «l'élément étranger», c'est-à-dire est-ce que ce sera la loi de la république ou de la province sur le territoire de laquelle se trouve ce tribunal ou cet organe, ou bien la loi d'une autre république ou province, sans égard au fait que les textes des lois respectives seraient identiques dans toutes les républiques et provinces.

3. — Dans une telle situation la nécessité s'impose de prescrire les normes de collision pour la résolution pour la détermination du droit matériel compétent pour la réglementation des rapports juridiques avec «l'élément étranger», pour qu'on puisse savoir quelles seront les lois possibles c'est-à-dire «intéressées» ou quels droits pourront être appliqués à l'occasion du règlement de tels cas. A ce propos il faut remarquer que ces normes de collision ne donnent pas, c'est-à-dire ne contiennent pas la solution matérielle pour le rapport juridique en question, mais déterminent seulement la loi «compétente» c'est-à-dire le droit, donc elles déterminent seulement le droit matériel de la république fédérée ou de la province autonome qu'il faudrait appliquer à l'occasion du règlement ou de la réglementation du rapport juridique dans lequel apparaît l'élément étranger annexé.

Une telle situation existe dans tous les Etats composés — fédéraux et son importance pour chaque Etat dépend essentiellement de la délimitation concrète de l'activité normative-legislative

entre la fédération et les unités fédérales. Dans la situation où la fonction normative-legislative des unités fédérales est volumineuse et en principe fondamentale, la question du conflit des lois interne est d'une importance particulière, et c'est le cas en particulier, surtout quand les rapports de droit familial et de droit civil sont en question, aux Etats-unis d'Amérique et actuellement dans notre pays. D'où il s'ensuit que dans la réglementation de ce conflit des lois interne nous ne pouvons pas tirer parti de l'expérience acquise dans les autres pays.

4. — La problématique du conflit des lois interne évoque dans une large mesure et d'après ses constructions juridiques rappelle la problématique respective du conflit des lois internationaux, qui représente l'objet du Droit international privé, du Droit pénal international, du Droit administratif international, du Droit financier international etc. C'est pourquoi on signale souvent la possibilité de l'utilisation des solutions qui existent dans ce domaine sur le plan international.

Cependant, quoiqu'il est possible d'utiliser certaines constructions juridiques du conflit des lois sur le plan international et dans les proportions internationales à l'occasion de l'étude de la problématique du conflit des lois interne, et même jusqu'à un certain point à l'occasion de la résolution de cette problématique, entre le conflit des lois internationaux et le conflit des lois interne il y a, dans le fond et dans les approches, une différence essentielle, surtout quand il est question d'un pays socialiste, comme c'est le cas de notre pays, dont il faut particulièrement tenir compte. Tandis que le conflit des lois internationaux prend naissance en tant qu'expression du conflit de la souveraineté des Etats en tant que sujet internationaux, le conflit des lois interne est l'expression de la collaboration des unités fédérales dans le cadre d'un Etat composé, sans tenir compte du fait que les unités fédérales elles-mêmes ont leur souveraineté.

C'est la différence principale, essentielle et qualitative entre ces deux sortes de conflit des lois, ce qu'il faut toujours avoir en vue. Il en résulte que les solutions du conflit des lois internationaux sont fondées sur l'idée de la protection de sa propre souveraineté contre la pénétration du droit étranger, tandis que les solutions du conflit des lois internes doivent être fondées sur la collaboration des souveraineté des unités fédérales, parce qu'il faut partir de l'hypothèse que la différence des ordres juridiques des unités fédérales dans un Etat fédéral ne peut jamais avoir un caractère contradictoire, de sorte que, par exemple, dans le conflit des lois interne on ne peut jamais appliquer l'institution de «l'ordre public», qui est, du reste, très prononcée et nécessaire dans le cadre du conflit des lois internationaux.

Eu égard à ce qui précède les lois de notre fédération par lesquelles doivent être réglées ces deux sortes de conflit des lois doivent être entièrement séparées, car ces lois, malgré toutes les analogies, doivent réglementer deux situations entièrement différentes et deux situations qualitativement distinctes.

Dr BORISLAV BLAGOJEVIĆ

Dr Dr h.c. *Borislav T. Blagojević*, professeur à la Faculté de droit, est né en 1911 à Valjevo (Serbie), licencié es droit à la Faculté de Belgrade en 1933, promu docteur en droit à la même Faculté en 1934. Jusqu'à 1938 assistant à la Faculté de droit de Belgrade, il devient chargé de cours à la Faculté de droit de Subotica, et en 1940 professeur à la même faculté. Pendant la guerre le prof. Blagojević est sans occupation. Après la libération du pays en 1945 le prof. Blagojević enseignait le droit civil, la procédure civile, le droit romain, le droit économique, le droit international privé et le droit civil comparé. A la Faculté il en était élu doyen, et à l'Université en 1954 prorecteur. Depuis 1956 jusqu'à 1963 il a été recteur de l'Université de Beograd.

Le professeur Blagojević est un homme de science très fécond, dans les différents domaines de la théorie du droit. Il a publié, en plusieurs langages, dix livres et plus de 200 études et articles.

Outre la carrière d'enseignant qu'il suivait, le prof. Blagojević en a exercé une série d'autres fonctions. Ainsi, il était directeur du Département de science et de culture du Commissariat pour l'instruction publique de la République Populaire de Serbie, directeur de l'Institut bibliographique, fondateur et directeur de l'Institut de droit comparé à la tête duquel il se trouve aujourd'hui, président de l'Arbitrage du commerce extérieur auprès de la Chambre fédérale de commerce extérieur, fondateur et président de l'Association de droit comparé, député à l'Assemblée de la République Socialiste de Serbie, Conseiller juridique en chef au Secrétariat d'Etat pour les Affaires Etrangères, et aujourd'hui aussi le juge de la Cour constitutionnelle de Yougoslavie.

Dr. Milan ŠAHOVIĆ

Professeur à la Faculté des sciences politiques de l'Université de Belgrade; Directeur de l'Institut de politique et l'économie internationales, Belgrade

LES BUTS ET LES PRINCIPES DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA YOUGOSLAVIE

I.

Au cours des dernières années nous sommes témoins d'un nombre de tendances qui ont profondément influencé le développement des rapports internationaux. La détente entre les superpuissances a été suivie de prime abord d'une amélioration dans les rapports entre les deux blocs de puissances qui se sont confrontés acharnement pendant la guerre froide. On a pu constater également très vite que cette détente n'est pas suivie automatiquement par la solution de problèmes politiques, économiques, sociaux et autres intéressants la majorité des membres de la communauté internationale. Tout au contraire, et se sont les acteurs principaux de la détente qui ont pu le réaliser très vite, il paraît qu'elle a contribué avant tout que le monde devient tout d'un coup conscient des profondes contradictions qui le divisent dû à un possibilité de trouver la solution des problèmes fondamentaux contemporains.

Il n'est pas nécessaire de se lancer dans une analyse trop poussée pour expliquer cette constatation. Après les visites de Nixon à Peking et Moscou et les déclarations qu'il a signé avec les dirigeants de la Chine et l'Union soviétique concernant l'application des principes de la coexistence pacifique, avec la solution des problèmes du centre d'Europe, qui ont permis que la question allemande ne représente plus la cause principale de conflit entre les blocs et les accords du SALT I, le commencement de la Conférence de sécurité et coopération en Europe a été présenté comme comparable au Congrès de Vienne de 1815. Cependant, tout ce qui se passe dans le monde dans son ensemble démontre qu'il s'agit d'une comparaison fautive, d'une présomption qui est très loin de la réalité. Le monde actuel, celui qui s'est constitué à la base des résultats positifs de la deuxième guerre mondiale

et la lutte pour la liquidation du colonialisme, est si différent de celui qui a existé dans la première moitié du vingtième siècle que nous nous trouvons dans la vie internationale, de même que d'ailleurs dans les rapports économiques et sociaux en général, dans une situation parfaitement nouvelle. Si on ajoute à l'influence des facteurs politiques et économiques l'influence des réalisations de la révolution scientifique de notre temps, on peut en conclure — en présence aussi de différentes formes de systèmes socialiste — que des changements qualitatifs profonds caractérisent le monde.

C'est pourquoi la détente entre les superpuissances, tout en restant indubitablement un élément encourageant qui pourrait comme tel contribuer à la solution des problèmes internationaux, n'a pas pu s'affirmer comme facteur unique et décisif dans les efforts déployés pour la consolidation des rapports internationaux contemporains. Les conflits existants, au moment du déclenchement de la politique de la détente, l'agression américaine au Vietnam et au Sud-ouest asiatique, le conflit au Moyen Orient dû à la politique agressive d'Israël, la nécessité de la lutte contre les vestiges du colonialisme en Afrique, contre la politique coloniale du Portugal et la politique raciste de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud, la position très désavantageuse des pays en voie de développement dans le cadre de l'économie mondiale, le besoin des moyens et petits pays de veiller incessamment sur la préservation de leur indépendance devant des tendances hégémonistes, ce ne sont que des exemples majeurs des problèmes mondiaux qui dépassent par leur existence les limites de la détente comprise dans le sens restreint de l'amélioration des rapports entre les blocs. Pour être plus précis, il faut souligner qu'il n'est pas question ici, que les superpuissances qui à cause de leur grandeur mènent une politique globale devraient ainsi traiter tous ces problèmes comme leurs, mais du fait que cette politique n'est plus réalisable grâce à l'action des peuples et pays en question, dont le rôle ne peut pas être plus nier dans le monde contemporain comme c'était le cas dans le passé.

C'est à cause de ce phénomène que nous avons eu parallèlement avec la détente le déclenchement de nombreuses actions internationales bien plus large en vue de la recherche de la solution des problèmes et conflits mondiaux. La Conférence des pays non-alignés à Alger a donné l'initiative en plaidant pour une ouverture mondiale à la base des principes de l'égalité souveraine et de la participation de tous les pays, petits et grands, dans cette activité. La session extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies a donné son apport à l'élaboration des buts de l'action économique pour laquelle se sont prononcé les pays non-alignés. Ces deux réunions ont considéré les problèmes politiques et économiques fondamentaux du monde contemporain dont l'image change effectivement ces dernières années. La guerre d'Octobre de 1973 entre l'Égypte et la Syrie, d'une part, et l'Israël, d'autre part, a détruit le mythe de l'invincibilité d'Israël, et avec la crise pétrolière et énergétique initiée par l'embargo des pays arabes,

les faiblesses du système capitaliste et de l'économie mondiale se sont dévoilées.

Nous avons vu des difficultés politiques et économiques dans un nombre de pays développés capitalistes de l'Europe occidentale suivies par le changement de leurs gouvernements. Les superpuissances, et notamment les Etats Unis d'Amérique, ont fait un grand efforts afin d'apaiser des conflits mondiaux, à Vietnam premièrement, et au Moyen Orient après, mais ces efforts ont démontrés que leur influence ne peut pas dépasser certaines limites.

La révolution qui a eu lieu dans le Portugal a été l'expression de la nécessité de liquidation d'une dictature et politique coloniale dépassée par le développement dans le monde. L'utilisation de la force et l'intervention dans les affaires internes des petits pays comme dans les cas de Chili et du Chypre ont souligné encore une fois que ces actions ne peuvent pas être exercer sans danger pour la paix dans le monde. On doit constater de plus que ces deux derniers cas ont démontrés que le rapport des pays et de l'opinion publique mondiale dépasse l'idée de la solidarité dans le cadre des blocs de puissances.

Tous ces evenements ne sont que l'expression de la crise profonde des rapports internationaux dont le contenu et la qualité ne sont pas en accord avec les aspirations de tous les nations et états. Si on joint à ces conflits les problèmes qui concernent de plus prêt les pays socialistes, et notamment le conflit qui existe déjà des années entre l'Union soviétique et la Chine cette crise devient encore plus évidente. En effet, nous voulons souligner que le problème de la crise des rapports internationaux ce pose beaucoup plus largement qu'on peu le concevoir en première vue. Cependant, eu egard à la transformation de la structure et le rapport des forces dans la communauté internationale la lutte contre elle ne peut pas être menée à la base des modèles et théories traditionnels, ne tenant pas compte du rôle des pays non-alignés et des pays en voie de développement et des repercussions que cette crise a sur la position et la politique des pays socialistes. Le contexte de la lutte pour la paix et le socialisme change progressivement et irrévocablement en demandant de toutes les forces démocratiques de chercher des nouvelles méthodes de la reglementation des problèmes et conflits internationaux en accord avec le besoin de contribuer à la democratisation des rapports internationaux en général.

II.

L'analyse qui précède a été indispensable au début de cette conférence dont le devoir est de parler des buts et des principes de la politique extérieure de la Yougoslavie car leur contenu ne peut être rien d'autre que le reflet de ses aspirations et besoins ainsi que de son appréciation de la situation mondiale actuelle. Etat fédératif, socialiste et non-alignée la Yougoslavie joue depuis

la deuxième guerre mondiale un rôle distingué dans la vie internationale et la lutte pour la paix, le socialisme et le progrès. Grâce à la révolution socialiste qui s'est déroulée au cours des dernières décennies, en partant des principes de l'autogestion, sous la direction de la Ligue des communistes et sous la présidence de Tito, la Yougoslavie représente un des pays dont le riche expérience internationale et la grande capacité d'action lui permettent de prendre des positions claires et bien définies dans la vie internationale. Un des premiers pays non-alignés, le pays socialiste qui a contribué à la solution d'un nombre de problèmes fondamentaux relatifs au caractère à donner aux rapports entre les pays socialistes, le pays qui a démontré dans la pratique, par son propre exemple, que la préservation du système socialiste interne ne dépend pas de l'appartenance aux blocs politico-militaires de puissances, la Yougoslavie a fait un effort exceptionnel ces dernières années afin de contribuer à la solution des problèmes internationaux contemporains.

Cet effort a été lié, d'une part, pour son activité internationale générale mais elle a été, d'autre part, l'expression des ces besoins nationaux, de la nécessité de consolider dans le cadre interne et international des résultats de sa lutte antérieure. Il a été question d'une action concernant la solution d'un nombre de problèmes internes relatifs à l'application du principe de l'autogestion dans toutes les sphères de la vie politique, économique et sociale du pays ainsi que de l'adaptation de sa politique extérieure au développement dans le monde. Dans les deux cas, toutefois, avec toutes difficultés auxquelles elle s'est heurtée la Yougoslavie a réussi de trouver les solutions qui nous permettent de dire aujourd'hui qu'elles représentent avant tout l'application des buts et des principes fondamentaux déjà posé dans le passé et leur développement en accord avec les nouveaux besoins et des conditions actuelles. Ceci dit, nous ne pensons pas qu'il n'est pas possible de formuler des critiques ou bien poser des questions à propos des réponses données par la Yougoslavie aux problèmes qui concernent son développement interne et sa politique extérieure.

Après ces remarques générales nous allons indiquer les traits caractéristiques des buts et des principes de la politique extérieure de la Yougoslavie tels qu'ils sont formulés ces derniers temps dans la nouvelle Constitution du 21 février 1974 ainsi que dans les décisions du X-ième Congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie. Pour une étude plus détaillée nous vous recommandons les rapports, les résolutions et les débats du X-ème Congrès et surtout le Rapport du Président Tito: La lutte pour le développement de l'autogestion socialiste dans notre pays et le rôle de la LCY. Tout ce que nous voulons faire au cours de cette conférence c'est d'attirer l'attention à un nombre de points qui démontrent d'une manière plus explicite les bases de la politique extérieure de la Yougoslavie.

Trois points méritent d'être considérés en tant qu'éléments constitutifs de la conception du développement des rapports internationaux et fondement des buts et des principes de la politique

extérieure de la Yougoslavie. Ce sont: a) l'approche universaliste, b) les préoccupations relatives à la lutte pour le socialisme dans le monde actuel, et c) l'action politique liée dans son ensemble à l'idée du non-alignement. Ces trois points sont si bien établis dans la conception yougoslave du développement des rapports internationaux que c'est par eux qu'on peut expliquer toute activité de la Yougoslavie dans la communauté internationale. Il s'agit, en effet, de trois éléments interdépendants dont l'origine et l'évaluation sont le reflet des facteurs communs sous l'influence dequels s'est développée la politique extérieure de la Yougoslavie.

a) L'approche universaliste est visible dans toutes réponses données aux questions relatives au développement mondial contemporain. La Yougoslavie n'a pas jamais cru à la politique de la division du monde en blocs, ni à la possibilité de création de groupements d'états isolés à la base de différences des systèmes politiques et sociaux. C'est pourquoi elle a insisté toujours à la nécessité d'application des principes de la coexistence pacifique et active indépendamment de la grandeur, du niveau du développement économique et des systèmes politiques et sociaux des états. En partant de cette conviction elle a formulé dans la partie VII de la Section Introductive de sa Constitution les buts et les principes de sa politique extérieure en insistant sur l'égalité de tout les peuples et pays et autres principes de la Charte de l'Organisation des Nations Unies. De plus, elle y a inclus comme un des buts de son activité internationale le dépassement de la division du monde en blocs ce qui est probablement l'unique exemple dans la pratique constitutionnelle de nos jours.

Enfin, l'importance donnée à l'activité des organisations internationales, et notamment de l'Organisation des Nations Unies, et à la coopération internationale globale est un élément important dans la vue yougoslave de la communauté internationale. L'évaluation de ce développement de la LCY qui s'est déclaré sans équivoque pour une activité mondiale concentré en vue d'une considération conjointe des problèmes internationaux de tout genre à la base du respect des intérêts de tous les peuples et nations. C'est pourquoi on a insisté sur le besoin que le processus de détente soit enrichi par l'action en faveur de la solution des problèmes majeurs actuels tels que la liquidation des conflits armés, la réforme du système économique mondial en partant des besoins des pays en voie du développement, la liquidation définitive du colonialisme etc. En insistant sur l'unité de monde actuel, on a indiqué qu'il sera impossible d'arriver à la solution des problèmes fondamentaux si on continue avec le marchandage basé sur les intérêts restreints de pays particuliers ou des groupements distincts d'états. Ceci ne signifie pas, cependant, que la Yougoslavie croit dans la possibilité d'une évolution internationale et sociale dépourvue de contradiction et conflits.

b) Tout au contraire, et se sont bien ses préoccupations de pays socialiste qui lui font penser que la lutte pour le progrès social et le socialisme qui se déroule sur le plan interne des états ne peut pas aboutir à ses fins si on ne tient pas compte

des besoins de la lutte pour la paix et la solution des problèmes internationaux aussi. Dans son rapport devant le X-ième Congrès de la LCY, le Président Tito a analysé de plus près cette question en résumant d'une manière générale l'expérience yougoslave. Il a indiqué les éléments de base importants, du point de vue yougoslave, pour la lutte des forces socialistes dans le monde contemporain. Ce qu'on peut dégager de cette exposition du problème c'est, au fond, la constatation que la lutte pour la transformation socialiste des rapports économique-sociaux est devenue aujourd'hui un processus mondial, que dans ce processus les pays socialistes ont des responsabilités tout à fait particulières étant donné qu'ils représentent une force réelle, et que par conséquent le développement pacifique ne peut être que dans leur intérêt. En même temps il a souligné, qu'il est indispensable que les pays socialistes démontrent plus de compréhension pour les besoins des pays en voie de développement, surtout envers leur aspiration pour des réformes sociales et notamment la création de systèmes socialistes qui seraient en accord avec leurs conditions nationales. D'autre part, il a constaté que la rôle de la classe ouvrière s'est agrandie dans le monde et qu'elle a aujourd'hui dans les pays capitalistes développées la possibilité d'influencer beaucoup plus que dans le passé la vie politique, économique et sociale. En même temps, la lutte contre les compagnies multilatérales est traitée comme une des tâches importantes de notre temps. Il faut indiquer, aussi, la préoccupation pour l'état des rapports entre les pays socialistes qui sont analysés à un pied d'égalité avec les rapports qui existent dans les autres parties du monde. Toutes les difficultés et problèmes en suspens ont été cités, et le conflit entre l'Union soviétique et la Chine aussi, comme reflète d'une réalité objective et résultat de contradictions qui se forment à la base des degrés divers de développement et de l'inégalité d'évolution desquelles ne sont pas exempt les pays socialistes. On peut en conclure que la vue yougoslave sur la rôle du facteur socialiste dans le développement de la communauté internationale est très loin de chaque dogmatisme.

Il s'agit, en effet, d'une vue réaliste, sans illusions, qui ne ménage personne, mais qui est consciente de la force des idées du socialisme et de la classe ouvrière, ainsi que du rôle qu'ils doivent jouer dans la construction du monde de la fin du 20-ième siècle. C'est bien pourquoi il faut, en lisant dans la Constitution de la Yougoslavie qu'elle base, entre autre, ses rapports internationaux sur le principe d'internationalisme socialiste, le comprendre dans le sens le plus large -- comme principe s'appliquant dans les rapports de la Yougoslavie avec tout les pays et mouvements qui luttent pour le socialisme.

c) La composante relative au non-alignement est peut-être celle d'après laquelle la politique extérieure de la Yougoslavie est le mieux connue. Il est nécessaire, pourtant, de préciser le vrai sens de cette politique tel qu'il a été indiqué les derniers temps et au Congrès de la LCY. Il doit être clair que dès le début de

son évolution la politique du non-alignement a été comprise comme un facteur qui devrait jouer un rôle actif dans la communauté internationale. Il ne s'agissait jamais, du point de vue yougoslave, d'une politique de neutralité ou de manoeuvres entre les forces qui se confrontent dans la vie internationale. L'autre côté de cette conception est l'effort de la Yougoslavie de contribuer au développement de la politique du non-alignement en tant qu'activité politique concertée de la majorité des états contemporains ainsi qu'à la définition de ses buts, principes et programmes d'action. Le rôle personnel du Président Tito est bien connu depuis les premières rencontres à Brioni et Belgrade, les années soixante, jusqu'à la dernière conférence d'Alger de 1974. Il faut y ajouter un élément qui n'est pas si bien connu et dont l'importance a été de nouveau réitéré au X-ième Congrès de la LCY. C'est le fait que la Yougoslavie n'a jamais séparé sa vocation de pays non-aligné de sa nature de pays socialiste et de sa lutte pour le socialisme dans le monde. Depuis les premières années du non-alignement c'était un des thèmes du débat mené entre la LCY et les autres parties communistes. Dans la discussion qui a eu lieu au cours du Congrès (il faut citer la contribution de Kardelj), il a été largement évoqué que le non-alignement en tant que politique internationale ouvre la porte à la lutte pour le progrès social et doit être interprétée comme un instrument valable dans la lutte de toutes forces progressistes. Il était très important de le dire dans le moment actuel, et après la Conférence d'Alger, qui a indiqué explicitement que la politique du non-alignement avec ses demandes du réglemant des problèmes économiques dans un cadre universal peut contribuer efficacement à la lutte pour le progrès social et économique dans toutes les parties du monde. Et tout particulièrement à cause du fait que dans les problèmes économiques actuels se concentrent les contradictions majeures politiques de notre temps.

Après cet aperçu des traits caractéristiques de la politique extérieure de la Yougoslavie, et de ces buts et principes fondamentaux, on peut constater également, que toute son activité pratique dans la vie internationale n'est que l'expression de leur application concrète. Dans les rapports avec ses voisins la Yougoslavie s'efforce déjà des décennies à réaliser une politique de bon-voisinage et de coopération qui eu de succès malgré de difficultés bien grandes concernant la position des minorités des peuples yougoslaves dans ces pays. En effet, il faut reconnaître que les sacrifices de la Yougoslavie sur ce plan n'ont pas été accompagnés par des sentiments de respects de la part de ceux qu'il concernent. Les derniers événements dans les rapports entre l'Italie et la Yougoslavie à propos de la question des frontières, ainsi que ceux concernant la position des Slovènes et des Croates en Autriche, le démontrent très clairement. A ne pas parler de difficultés que la Yougoslavie éprouve du côté de deux de ses autres voisins -- la Bulgarie et la Grèce qui ne sont pas prêts à reconnaître que dans le cadre de la RS de Macédoine le peuple macédonien a réussi à créer enfin, après une longue lutte contre

la dénationalisation serbe, bulgare et grèque son propre état national. Laissant à côté ces problèmes ont peut trouver maints autres exemples illustrant les efforts déployés par la Yougoslavie en vue de l'application concrète de sa politique d'indépendance et du non-alignement. La Conférence de sécurité et de coopération qui se déroule à Genève en est une preuve évidente. C'est au cours de cette Conférence que la Yougoslavie a été un des participants qui a insisté toujours, sans hésitation sur le caractère pan-européen de la détente sur le besoin de lier la détente en Europe avec la solution des problèmes du Moyen Orient et de la Méditerranée, avec la lutte contre le colonialisme, et le réglé-ment des problèmes économiques concernant les pays en voie de développement.

En terminant cette conférence, nous citerons en tant que conclusion les paroles du Président Tito qui extraient de son Rapport au X-ième Congrès de la LCY, résumment la substance de la politique extérieure de la Yougoslavie, à savoir: «Participant actif aux événements internationaux, notre pays socialiste et non-aligné a appliqué avec constance les principes pour lesquels nous avons déjà opté au cours de notre lutte de libération nationale. La politique extérieure de la Yougoslavie se fonde sur les mêmes bases que notre système socialiste d'autogestion. Elle est unique parce qu'elle exprime les intérêts de toutes nos nations et nationalités, de tous nos travailleurs. Toutes nos Républiques et Provinces et tous les autres sujets de notre société participent à son élaboration et à sa conduite.

Nous avons été exposés plus d'une fois à des pressions visant à nous faire renoncer à notre politique ou à nous contraindre à la reviser. Si nous avons réussi à résister à toutes ces tentatives, c'est parce que nous étions unis et prêts à défendre notre indépendance. Il en sera de même à l'avenir. Que personne ne nourrisse l'espoir fallacieux que la Yougoslavie puisse être différente. C'est en effet telle qu'elle est, indépendante, socialiste et non-aligné, que la Yougoslavie sert le mieux les intérêts de la paix et du progrès dans le monde».

Dr MILAN SAHOVIĆ

Dr Milan Šahović — Directeur de l'Institut de politique et l'économie internationales, professeur au cours du III-ième cycle de la Faculté des sciences politiques de l'Université de Belgrade. Né en 1924, termine ses études à la Faculté de droit à Belgrade en 1949, docteur en droit en 1957. Travaille à l'Institut de politique et l'économie internationales depuis 1948.

Auteur de nombreuses monographies et études du domaine du droit international public et des relations internationales. Représentant de la Yougoslavie dans divers organes de l'ONU. Participé aux diverses réunions scientifiques internationales des domaines du droit international et les relations internationales. Membre de la Commission du Droit International de l'ONU.

Dr. Bogdan PILIC

*Professor at the Faculty of Mechanical Engineering
of the University of Beograd*

SELF-MANAGEMENT SOCIAL PLANNING

In the given social moment of Yugoslavia, self-management social planning is the talk of the day. The more headway is made in implementing significant changes in socio-economic relations, on the basis of the new Constitution of 1974, the more significance is attached to planning. However, a new system of planning cannot emerge free of connections with previous methods of channelling socio-economic development, and hence new trends cannot be fully comprehended *per se*, which imposes the need for a short excursion into the past, more precisely the elucidation of certain relevant points in it.

I. HISTORICAL REVIEW

1. *First Initiatives*

As a result of the historical desire for unity of the Yugoslav nations, i.e. the decision of the victorious powers in the First World War, Yugoslavia was formed in 1918, albeit with less extensive frontiers than today. This circumstance had an extremely stimulative effect on a number of people, particularly from the ranks of the patriotic intelligentsia, leading them to make careful study of available possibilities and to formulate proposals for development, primarily in the field of economic life. Although these proposals were partial, they were significant, for they dealt with the most vital issues in the super-structure, such as the electrical power system, major highways, etc. Unfortunately, these ideas were not realized. In its first ten years of existence, Yugoslavia had twenty governments, all with the common feature of not being able to meet their tasks, for the well-known reasons of the then ruling socio-economic and political relations both within the country, and in the world.

The downfall of the multi-party bourgeois system was marked, in 1929, with the introduction of monarcho-fascist dictatorship,

which was "crowned" in 1941 by national treason in the face of the aggressor, whose continuity was expressed in the quisling collaborationist regime, set up by the occupiers, i.e. in the attempted armed opposition by the self-styled "saviours" of the people to the social revolution which was under way, and whose results are well-known today.

With a 1.6% increase-rate in the *per capita* national income in the 1920—1939 period, Yugoslavia ranked among the least well-to-do capitalist countries, while in its post-war development, which includes extremely difficult years from the economic standpoint, i.e. in the 1948—1974 period, a growth-rate of 5.4% or 3.5 times more was recorded!

2. Preparations for Planning During the National Liberation Struggle

Pointing out the untapped possibilities of speeding up economic and social development in the country, the Communist Party of Yugoslavia had to take upon itself, parallel to the course of the liberation struggle, the obligation of preparing for the country's reconstruction and development after the war. It is a little-known fact that work was done in the course of the war itself on preparing a development plan, in the form of two five-year plans. This planning had two basic components: (i) studies of the situation and development possibilities, and (ii) the determination of basic strategic goals and directions to be aimed at.

The essence of the findings of these analyses and adopted orientations is expressed in the report of the President of the Republic, comrade Tito, in his exposé to the National Assembly of Yugoslavia (April 26, 1947),¹ in which he pointed out that a planned economy is inseparably linked to the new social system. However, the plan for the country's industrialization and electrification for the 1947-51 period could not be put into operation immediately after the liberation, due to the great devastation of the country, which was eradicated in the years of 1945 and 1946, in the period of the country's reconstruction.

3. Revolutionary Measures — a Basis and Guarantee of Planning

After the successful takeover of authority in the course of the Revolution, and securing the legal-state continuity of the new authority and its recognition by the allies and the international community, there ensued deep-rooted changes in socio-economic and political relations. As early as 1945, a radical agrarian reform was carried out, and towards the end of 1946 foreign and domestic capital was nationalized (a measure supplemented in 1948 in the domain of retail trade, i.e. when stable conditions had been created for supplying the population with staple requirements, while a restriction of private ownership in housing relations was carried out in 1959).

¹ The Law on the Five-Year Plan of Development of the National Economy of the FPRY 1947-51, Beograd, 1947.

It should be pointed out that the degree of socialization effected in Yugoslavia, by means of the above-mentioned measures, holds the lead in terms of intensity and consistency in front of the Eastern European socialist countries. Finally, at the very beginning of 1947, conditions were ripe for the successful implementation of planned tasks. By way of illustration a structure of distribution of the national income in 1939 and 1948 is given (the latter was only 6% higher than the former). The participation of working people in the town and village, i.e. the exploiter and the state was: 33.3% — 50.8% — 15.9% in 1939, i.e. 48.7% — 13.0% — 38.3% in 1948. Although the exploiters in 1948 had not yet been strictly reduced to income stemming from labour (and one should bear in mind the supplementary agrarian reform of 1953 and corresponding measures in the crafts — the closer and better definition of possibilities for the employment of labour force in the private sector, followed by lower employment), it was possible to a certain extent to improve the material position of working people in the social sector and to effect a significant concentration of accumulation in the hands of the state, which means to secure means for investment construction.

II. PLANNING IN THE PERIOD OF THE ADMINISTRATIVE-CENTRALIST SYSTEM

The greater the time dividing us from this period and the higher the sum of experiences acquired in the conscious channelling of socio-economic development, the easier it is to pass relevant judgments on the administrative-centralist system which, though all-encompassing, was short-lived.

4. *General Socio-Economic Conditions and an Orientation to Directive Planning*

The choice of the administrative-centralist system as the basis for the settlement of all current issues in socio-economic and political relations, and within these frameworks of a corresponding system of planning, without doubt represents the outcome of the concurrent effects of several factors, the most important of which will be pinpointed here.

The country emerged from the war with clear concepts of what should be done, all the more so as the Revolution itself was a unique referendum of the working people on its goals, which means that the democratic process of decision-making (and it can be stated without doubt that it was also the broadest and most liberal since the emergence of Yugoslavia) had been finalized and was to be implemented. As the old state apparatus had been dismembered and broken during the revolution, and the number of new, capable cadres was limited, it was advisable to guarantee a transmission from centre to base in the most effective way possible. The difficulty and complexity of the economic situation could not abide delays or slowness, and especially not ineffec-

tiveness, for these would reflect upon the confidence in the new authority, i.e. its measures.

Another significant factor was the existing danger of attempts to restore the old system, all the more so as the big powers believed at the time that Yugoslavia should be their sphere of influence (on a 50%—50% basis), while a desire for independence was both the country's urgent need and the orientation of the new revolutionary authority.

A third factor was the need to strengthen the social sector in the economy, which could be effected far more easily through a policy guided from the centre, in close cooperation with the intentions of political authority.

Finally, yet another factor was undoubtedly represented by the available and considered interest of the Soviet Union in the organization of the economy and social life, particularly in the first post-war years, and up to the Cominform Resolution in 1948, after which a critical re-examination ensued of the country's practice, and new solutions were sought, which did not entail an immediate abandonment of existing practice.

5. The Basic Characteristics of Directive Planning

The planning of production relied on quantitative indicators and tasks set by the so-called state economic enterprises. Consumption was channelled through balances of basic products, and contracts on mutual deliveries concluded on this basis. The Ministries of Economy had the final say in this planning of production and distribution. Consumption planning was integral, reaching into the majority of general consumption and guaranteed by a system of rationing and determining a system of tickets for supplies, in which a differentiation was made of consumers, taking the type, difficulty and complexity of work as criteria.

Local, Republican budgets and the general State budget (which included the Federal budget) played an outstanding part. It is sufficient to say that they covered the accumulation and distribution of about 75% of the national income between 1947 and 1951. All state economic enterprises expressed their gains or losses through it, and had a certain freedom only in the domain of simple reproduction, but not in expanded reproduction as well. An exceptional centralization of accumulation and investment channelling was effected, while the political factor was decisive in these issues.

In such a planning system, value planning played a secondary role, and was significant primarily in the private sector of the economy and so-called free trade, which was not covered by the state plan for goods deliveries.

6. A Critical Assessment of the Achievements and Weaknesses of Directive Planning

The great successes achieved in the period under review speak in themselves, implicitly, of the positive results of the system of

channelling economic development, the development of socialist social relations and the improved material and cultural position of the working class and all working people. This was possible primarily thanks to a phenomenal concentration of means, both from the standpoint of scope and of channelling, which was possible, on its part, in conditions of the socialization of income, and particularly of accumulation. At times of major difficulties caused by the effects of natural disasters (droughts, floods, earthquakes, etc.) and the need of large allotments for national defence, aimed at safeguarding independence, it was supplemented by reaching into the substance of national resources, either natural or produced, or by the population's self-imposed limitation of consumption. Bearing in mind the fact that reliance on domestic accumulation was decisive, for we drew about 93% of all investments from it in that initial period of development, and particularly of industrialisation, it becomes even clearer how important the adopted economic and planning systems were.

However, evident results are not the only characteristic of this system, which was of special importance for further development, which required certain alterations in this field. The ability to successfully concentrate and channel means brought with it elements of voluntarism and the presence of constantly over-strained balances of distribution, which undermined significant successes in current economic life. The arbitrariness of the criteria of rational business and investments, which was the inviolable function of responsible state and political factors, entailed errors which later had to be rectified.

Also present was an administrative evaluation of the work contribution of the working people which, as it was initiated from the centre, inevitably had to be set up on a measurable foundation, which was found in qualifications, and not so much in the contribution itself. It is quite understandable that measuring the contribution of the individual is possible in the collective, and not in the administrative centre. According to a free assessment, even in industry only 40—45% of the overall mass of personal incomes was based on a system of measuring performance, and even this not fully, so that it can be justifiedly assumed that about 2/3 of incomes were realized as salaries, and not as earnings, while in the entire social sector, which covers non-economic fields of activity as well, the system of salaries was predominant, as only about 25% of income represented true earnings. This essentially injured the stimulative sides of the system of distribution. Furthermore, as there were further advances in development, new possibilities emerged for activating creative initiatives of direct producers which could not, for the most part, be utilized in the system of directive planning, which entailed the pre-determined behaviour of collectives and individuals. Ignoring the demands of the market, as a singular indicator by the consumers of their own needs, also failed to bring positive results.

Such an implementation and vision of the system of directive planning in Yugoslavia led to the need to seek new approaches which could not be partially implemented, but had to be incorporated into a different system of the socio-economic settlement of these issues. The fundamentals of these changes can be summed up in two basic characteristics: (i) The transfer of the competencies of decision-making from administrative and centralized organs of the producers, i.e. the creators of social values, themselves, and (ii) The mutual link-up and coordination of these decisions, to the necessary degree, at higher, i.e. the highest level of the social community. This, then, implies self-management by the direct creators of values, and their self-management and voluntary integration, which respects all relevant interests.

III. PLANNING IN CONDITIONS OF SELF-MANAGEMENT

The inauguration of self-management and its realization could not simultaneously solve all problems of a material and organizational nature. Above all, difficulties which were aggravating the timely fulfillment of the tasks set by the First Five-Year Plan, i.e. industrialization and electrification in the country, conditioned the need for the continued presence, along with the introduction of self-management, of a real direction from the centre, which was to guarantee the completion of basic investment construction. On the other hand, the system of self-management had to be tested and promoted, with no existing models to work by, and with a good deal of time required. Furthermore in the course of the development of self-management in its initial form, possibilities were noted for its promotion and establishment on the foundations of direct self-management, which was codified by the new Constitution. This factor imposes the need to divide analysis into two periods: up to the passing of the Constitution, and after it.

Consequently, a condensed review of the system of planning in the period of so-called indirect self-management entails, apart from an analysis of its basic characteristics, including a critical assessment of the system, a review of the characteristic stages of this development period.

A. THE PERIOD OF INDIRECT SELF-MANAGEMENT (1952—1973)

7. The System of Global Proportions and the Role of the Market

An essential change in the new system of planning, which practically began in 1952 with the adoption of the Social Plan for that year, was contained in a transition from directive quantitative indicators to value planning by means of global proportions, theoretically based on Marx's theory of reproduction. The primary sections planned are the gross product, national income, and its distribution into expenditure funds for the working people, social

funds, and investments. As was pointed out at the time by the late Boris Kidrič (an outstanding revolutionary), this delineated for the first time the surplus of labour effected by the working people, and its purposes.

In order to guarantee the planned economic development, the social community, represented by national assemblies of the Republics and the Assembly of Yugoslavia, defined the degrees of obligatory use of capacities according to branches and groupations of producers and degrees for accumulation and social funds (applied to the planned fund of salaries), with the aid of which the distribution of the national income was oriented. The next proportion was elementary investment construction, which was expressed in values, also according to economic branches and groupations of producers.

The distribution of accumulation and funds, after being reduced by the amount of excise tax, was made for the needs of Federal funds, while of the remainder, part was funnelled into means for autonomous distribution by the enterprises (in a percentage of the amount of accumulation and funds), and part went to the Republics for meeting the needs of social expenditures. The Federal funds went for the approval of loans, interest-free or with low rates of interest, and subsidies for the People's Republics. The system of balances was used in social funds, i.e. of goods-monetary balances and financial income and non-commodity expenditures of the population.

The system of planning value proportions of social plans was conditioned by the new role of the market, as well. Although, particularly in the domain of general consumption it had just begun manifesting itself in mid-1952, i.e. after the abolishment of the system of rationed consumption, tickets and stamps for supplies, it soon began to exert an increasing influence on the above-mentioned proportions, which imposed the need for the closer definition and practical settlement of the relationship of plan and market.² In this respect, particular importance attaches to the stand adopted in the Programme of the League of Communists of Yugoslavia of 1958, which states: "As long as commodity production is objectively conditioned, lack of recognition of the law of values and other laws of the market does not strengthen, but weakens socialist elements in the economy, restricts the initiative of individuals and enterprises, checks the development of production forces and gives rise to forces outside production which violate it. However, in a social system where expanded reproduction is planned, where the social product is distributed according to plan and an elementary crediting policy is pursued — it is possible, in principle, to prevent the anarchy of the market." It further states that "...such a relatively free, and at the same

² See author's contribution: "The Function of the Market and Plan in Yugoslavia's Self-Management Economy", University of Beograd, International Centre for Social Sciences — Socialism in Yugoslav Theory and Practice, No. 6/1974.

time controlled *market* should be *one of the instruments of social planning and economic policy*" (underlined by the author). Consequently, without denying its active role in economic life, it is stated at the same time that it occupies the *function of a plan*, i.e. a conscious channelling of socio-economic life.

8. *The Subjects of Decision-Making and the Character of the Plan*

The process of delegating competencies of decision-making in the economy began immediately, with the stipulation that, in the initial stages, it was limited to the sphere of simple reproduction. The first step in this direction was made in the domain of orientation for a production programme by the work collective, the second in the direction of defining the overall fund of personal incomes and their distribution in the work organization, and the third in the domain of distribution of basic and working means, while accumulation long remained in the sphere of competence of socially authorized factors (central, and subsequently local organs of the state and banks). Hence the completion of the process of preparing self-management organs to take over the functions of expanded reproduction has in the most recent period of development become a central issue.

The Vehicles of the Function of Investment in Basic Means of the Social Sector, 1947—1972

Year	Participation in overall means in % State:			
	Federation	Local organs	Banks	Work organizations
1947—1951	85	—	—	15
1952	78	—	—	22
1957	30	27	1	42
1962	30	30	3	37
1967	18		45	37
1972	20		43	37

Note: Data according to the Federal Institute of Statistics (various publications). Figures rounded off by the author.

The banks attained their maximum reach in the function of the vehicles of investment in 1971 when they accounted for 51% of the total means. The new Constitution has altered their independent role, which was greatly realized under the real influence of the political factor, and determines that the work organizations or other social-legal entities now being set up as its founders also act as its managers, which means that the economy is taking over competencies over these means, while the participation of the "state" is to decline.

In the given statistical review one can note individual phases in terms of the distribution and investment of surplus value.

Roughly defining these periods one may say that up to 1955/56 the role of the state was decisive. This is understandable, as it was all the more necessary for the First Five-Year Plan to be fully implemented (and exceeded to some degree), i.e. for a transfer to be made to investments in light processing industry and other, similar economic activities. This period lasted until 1965, when the so-called social and economic reform was proclaimed, which sought more rational business in the domain of economy. This period is characterized by the accented role of banks in the process of investments, as the guarantors of calculated investments. However, experiences showed that these expectations were not fully realized, and that the now independent centres of economic and financial power were not in accordance with the intentions of direct self-management and mastering income as a whole on the part of the work collectives. Such stands won the broadest social support with the holding of the Second Congress of Self-Managers in May of 1971, after which the so-called Constitutional Amendments followed, strongly asserting the basic organizations of associated labour as the vehicles of decision-making.

It is understandable that such changes had their effect on the very character of the system of planning. Up to the moment when the right to decision-making on the overall social product was transferred to the working people united in organizations of associated labour, it was possible to retain essentially unchanged positions and techniques of planning in economic and social development. Although the social base, i.e. the work organizations and communes, had strengthened, the compiling of the social plan was initiated in political factors, in the form of strategic orientations, and was elaborated in state planning organs, primarily in the centre. The essential strengthening of the role of the economy often led to collisions and lack of coordination, and even to the non-realization of conceived goals of development. Such conditions imposed the need for a critical re-examination of inherited practice and the quest for new contents, methods and techniques of planning, in accordance with the mapped-out social and political development, direct self-management above all.

The basic problem lay in the discrepancy between the planning system and the altered socio-economic relations. This practically meant that economic life began separating itself autonomously from the plan, so that disproportions appeared with increasing frequency, and the elements of such spontaneous development showed that the plans did not express the aggregated orientations of the economy, but instead the socio-political stands of municipalities, Provinces, Republics and the Federation. If, in such conditions the question of responsibility for the implementation of the plan was intensified and if corresponding measures were found, they would inevitably suffer from centralism and stateism, which, according to principled agreements, were supposed to be overcome. It became quite evident that a way out should not be sought in turning backwards, but in the search for new possibilities.

9. *Shortcomings and Ways of Overcoming Them*

The newly emerged situation was characterized above all by the dualism of the state and self-management. The parallel existence of a centre of decision-making caused collisions, practically expressed in the weakening of the central planning function, and particularly of the earlier known directiveness and obligatory character of plans. This formally came to expression in resorting to passing resolutions on development in a given year, along with which there were measures meant to ensure the implementation of tasks contained in the resolutions. Viewed from a strictly legal aspect, decisions were passed by assemblies of socio-political communities which also had representatives from the economy, but they did not act as delegates representing given orientations of the base. Instead, they acted as agents of the economy, stating their views to the best of their ability after consulting the base, which gradually began to be left out. Finding themselves in a situation where they had insufficient contact with direct production and in conditions where the influence of political bodies was more strongly felt, such representatives of the base could pass decisions which were not sufficiently dovetailed with the interests of direct producers, or which even stood in discord with them.

Another characteristic was the fading of the long-term function of planning in the social community as a whole, and the consequent absence of criteria in dilemmas which inevitably occur in certain parts of the economy or in issues which are on the agenda for decision-making. In such conditions a short-term approach takes the upper hand which, in conditions of economic and market instability does not orient the work organizations in the most favourable direction. Investments without collateral, disproportions in supply and demand, inflationary phenomena, difficulties in employment, business losses and similar manifestations began to appear in unacceptably large scope, which entailed ideological-political trends which only served to aggravate the situation. Although they were not dominant, there were pleas for a liberal approach to socio-economic relations which leant towards pro-bourgeois concepts, or tendencies for returning towards obsolete stateism and centralism as a historically tested system, which individuals were prepared to consider even as the only solution of "true socialism" possible today.

The analysis of the work of banks also doubtless falls within the frameworks of a critical assessment of domestic practice. Indication has already been made of their "symbiosis" with the political factor. But this did not tap the inadequacy of their practice. Called upon to apply strong criteria of economic reason, they interpreted the content of this demand with a tendency to set themselves above the economy with high, even exhaustive interest rates. In this they neglected a long-term approach and, almost as a rule, avoided investments in the infra-structure (energy, raw materials). Being active within the frameworks of socio-political

communities, they left out their integrative function, but strengthened as centres of power over the economy and on a broader scale.

The indication of these shortcomings, which had strong repercussions on the planning system, in itself pointed out what should be changed and where. The essence of these demands was contained, in a word, in the strengthening of self-management, the attainment of the necessary level of coherence of goals on a long-term basis, the determination of criteria of social priorities, the effective allocation of means, and the introduction of new methods and techniques in planning. These particularly refer to informatics, cybernetics and the reaffirmation of Marx's theory of reproduction.

B. THE PERIOD OF DIRECT SELF-MANAGEMENT (BEGINNING IN 1974)

With the adoption of the new Constitution, self-management social planning undoubtedly entered a qualitatively new phase. Setting out from the equal socio-economic position of all participants in the process of social reproduction, working people in the social activities (this specially refers to education, health, science, social security, culture and art) also associated their labour in basic organizations of associated labour, and thus entered the process of social planning. Consequently, apart from economic planning, non-economic functions now became subject to planning. This exceptionally narrowed down the competencies of the classical state, which remained to care for public order, the country's security, and the like.

10. *The Constitutional Concept of the System of Social Planning*

The basic principles of planning and the implementation of plans³ set out from the adequate informing of work collectives on all data and facts relevant to decision-making. Planning itself, according to the Constitution, represents not only a right but also a duty, with the accent placed on direct and autonomous adoption of programmes of development and plans, i.e. with the stipulation that these should be in accordance with overall social reproduction. The mutual relationships of basic organizations of associated labour are based on cooperation and interdependence, with joint interests and goals being placed in the forefront. The free and equal establishment of mutual obligations, in a given planned period, cannot be unilaterally broken off or altered. In order to effect this, the Constitution points out the joint and individual responsibility for their implementation. Only on the basis of programmes and plans of the basic organizations of associated labour or self-management communities of interest are the plans adopted of narrower or broader social and political communities (communes, Republics and the Federation). The danger has also been avoided of individual relationships not being

³ Articles 69—75 of the Constitution of the SFRY define these questions.

regulated due to the possible neglect of the same by work collectives. In such a case, if the normal development of the process of reproduction requires it, the obligation of association and cohesion can be established by a corresponding law. Concern for the stability of decisions passed in the planning process is also expressed in the provision that investments or other goals of the plan can be established only if material, and other necessary conditions for their implementation are satisfied.

On the basis of these provisions on the system of planning, certain basic characteristics and conclusions can be drawn. Primarily, the new system of social planning sets out from the integral character of the scope and coordination of the process of social reproduction, from concern for its realism, from the principle of equality and mutual interest and responsibility of participants in the planning process, and from the leading role of the working class and the functions of socio-political communities setting out from it.

Organizationally and methodologically, the new system of social planning bears in mind the ties between work organizations on the basis of production-sales conditions of these complexes, which means that the basic organization of associated labour is not considered isolated, but integrated, not only within the frameworks of the work organizations but on a broader basis, with those segments of the economy in which it is most interested in the production and business sense.

11. The Contents and Techniques of Aggregate Planning

Planning is one the functions of self-management. Managing one's own life and work means determining oneself and behaving in a certain manner both in relation to current trends and in relation to the future. There is no living being or any organizational form of human life which is not interested in this, which is not deeply linked to these issues. Consequently it would be unnatural to withhold their right to decide on this, for it is an integral part of the freedoms of man, particularly the working man. However, freedom cannot be conceived anarchistically, let alone can attempts be made to practice it thus. People are linked among themselves, and their actions are conditioned by the actions of others, which means that they must reach compacts and agreements. Setting out from these premises as the foundations, the new system of planning sees in conditions of direct self-management the basic organization of associated labour and other basic associations of people as the initiators of planning, with the stipulation that the more they associate and integrate, the more they should reach agreements and compacts on the joint foundations of their policy, whatever domain of human activity may be in question.

Practically speaking, the first move the basic organization of associated labour initiates in the process of planning is a comprehension of its own possibilities for production and work in general. This is followed by an insight into the needs of society, i.e.

the demand on the market. In this interaction, individual and social interests are dovetailed and the justification of the orientation is checked, particularly through prices and expected income. After this there comes a turning towards one's own conditions of work and business, at which time the preparation of production is effected (securing supplies of energy, fuel, raw materials, equipment and labour force), and contacts are made with one's suppliers who acquire information on overall requirements for their products. After securing financial means, either from one's own funds or from credits, within the work organization or on a broader basis, on which occasion the most direct possible contact is effected between the true bearers of the crediting function and its users, one comes to the planning of sales. On the basis of the previously reviewed possibilities, they are now concretized through negotiating the scope, structure and dynamics of deliveries.

From such a briefly sketched content of planning and methods one may see the breadth of the production-sales complex in question. These complexes continue to link up all the way to the level of the national economy and all social activities taken as a whole.

Another aspect of association is based on the criteria of territorial cohesion of working people and citizens, within the framework of socio-political units. It should immediately be noted that this aspect does not imply only a territorial reflection of production plan, i.e. that it is not the sum of plans of the work organizations on the territory of a commune, Republic or the Federation. The composition of production forces, the production and income resulting from it, have always been an incentive for a creative approach to available possibilities, their correction and promotion from the standpoint of the interests of this narrower social community which can have specific interests and satisfy them.

As is known, a number of affiliated work organizations make up a production groupation. A number of affiliated groupations make up a branch, while similar branches make up a production field (industry, agriculture, civil engineering, transport, etc.). These, in turn, associate into the economy as a whole. Administrative planning set much store by branch planning, because the system of management was set up on the basis of similarity of technological processes within the given groupations in the economy. This was particularly enhanced by the fact that professional engineering-economic cadres which played a significant role in conditions of administrative management, channelled production and cared for the implementation of the goals, as the collectives were, after all, the executors of someone else's ideas. Now the situation in this respect has considerably altered. The basic concern and social responsibility for planning and the implementation of plans in the system of self-management planning which is being developed lies with the basic organization of associated labour, and only then, if it is not implemented or if social interests are being upset, with the corresponding socio-political community. Consequently, so-called branch planning lost from its earlier importance, and

the accent was shifted to production-sales complexes. Naturally, it is always welcome in planning to have an analysis made from various viewpoints, and thus also from the standpoint of the branch aspect. However, according to the new Constitution it is not essential. The focal point is the corresponding association of labour and means, which follows organic ties.

12. Towards an Attempt to Evaluate the New System of Planning

Setting out from our own experiences in planning, which are not small, it might perhaps be too early to pose the demand that the new system of planning be evaluated immediately, even at a moment when it has not completely begun to function. But on the other hand, it is necessary to see what can be expected of it, i.e. what we are certain to attain from it.

The question is not a new one. At the end of the first Five-Year Plan in the USSR (1927—1931) consideration arose in the West of the so-called economic theory of socialism and the planning system. Some of these opinions were the fruit of insufficient knowledge and acceptance of socialism, and some raised more profound issues about the character of this economy, its methods and criteria, of investment initiatives, etc. Later treatments of the planning system in socialism generally set out from identifying Soviet practice with the practice of socialism and, criticizing it, showed a predilection to reject its essence. It was proved, and it is now possible to state this on the basis of experiences acquired in Yugoslavia, that there are modalities different from those hitherto known which, though not completely identical, were applied in this country. Reducing these issues, on this occasion, to only three basic ones — to the question of freedom and planning, the question of consistency and unity of plans in conditions of decentralized decision-making and the question of effectiveness and rational business, one could state the following:

In connection with the first issue, it must be immediately pointed out that planning is immanent to every man who thinks of the future. Through it he is liberated, not enslaved, as some would have it. The need to dovetail economic behaviour does not stem from demands from any centre, but from the very essence of the existence of society. The acceptance of this fact reduces the problem to methods of agreement, which means to the right of every economic subject to pose his goals and demands, and to the obligation of respecting broader social ones. This is the principle upon which self-management planning, along with self-management agreements and social compacts, is based.

As regards the second dilemma, i.e. consistency and unity of planning, by emerging from the basic organization of associated labour towards the production-sales complexes and their further association along the lines of the above given principles, the problem is automatically solved. Namely, there is no need for planned tasks to be imposed "from above" and directly to be transmitted "downwards". It is better to tend from below towards

unifying thought and action towards the entirety of national economy and society.

The third aspect of the issue, dealing with effectiveness and rationality, is most easily settled. In conditions when a work collective does not receive a salary, particularly one little dependent on the results of labour, but when, instead, it earns its income, interest is on a constant upgrade. It is a function of the degree of familiarity with problems and degree of self-management, and the more work is done on it, the better results can be expected.

Dr BOGDAN PILIĆ

Professor at the Belgrade University (born in 1920), he graduated from high school before World War II and from the Economics Faculty in Belgrade in 1949. He spent the 1954—1955 academic year in England doing graduate work at the London School of Economics and Political Science on problems of the market and of under-developed countries. Received his doctorate in economic science (problems of price policy). From 1949—1960 Dr Pilić worked in research institutes (Finance and Economics), while in 1960 joined the Faculty of Mechanical Engineering in Belgrade teaching the Economic System and Sociology. He also holds graduate courses in Belgrade, Sarajevo (Faculty of Mechanical Engineering) and Niš (Law Faculty).

He is a member of the Council of the review "Industrija", published by the Institute for the Economics of Industry; a member of the scientific collective and president of the Council of the Institute for Economic Research at the Economic Faculty in Belgrade and a member of the Scientific Section of the Yugoslav Association of Economists.

Professor Pilić is the author of some 100 papers, articles and studies, while taking part in numerous Yugoslav and international symposia and congresses of a socio-economic nature. He is primarily interested in contemporary problems concerning the market, prices, distribution and consumption, with the accent on scientifically clarifying their laws and reaching a consistent socialist theoretical concept, applicable in the country's economic and social life. Dr Pilić has greatly contributed to elaborating the issue of Yugoslavia's socialist self-management system, a field in which he has been highly active.

Professor Pilić is the author of the following important studies: "The Disparity of Prices in the Yugoslav Economy", published by the Economics Institute of the SR of Serbia, 1956 (summary published in the Economist 1—2 (1958); "The System and Policy of Prices in Yugoslavia", Yugoslav Survey, a record of facts and information, Vol. II No. 7/1961; "The Policy of Prices in Energetics", Institute for Economic Research, 1964; "Prices in Noneconomic Spheres", Socijalna politika, no. 4 and 5/1968; "The System of Determining and Financing the Needs of Social Consumption", Institute of Social Sciences, 1968; contribution on price trends and inflationary processes in the collective study "Factors of Inflation in Yugoslav Economy", Institute for Economic Research, 1973. Dr. Pilić is also the author of numerous works from the field of the economics of education and the economics of science.

His most recent works are "Theoretical Bases and Problems of Industrialization in the World" as well as "Production Orientation of Yugoslav Industry from 1980 to the Year 2000", in the collective study "The Economics of Yugoslav Industry".



Dr. Branko PRIBIĆEVIĆ

Professor at the Faculty of Political Sciences
of the University of Beograd

SOCIALISM IN THE CONTEMPORARY WORLD

I.

Historical Achievements

The dramatic growth of the influence and power of organized socialist forces is one of the most significant characteristics of the world we live in. In the course of one century, socialism has covered the distance between an ideological postulate and a social achievement. In one way or another, socialism permeates all the segments of our epoch. It is present: a) in the sphere of ideas, b) as an organized social and political force and c) in an important segment of social practice of the contemporary world.

Socialist ideas undoubtedly hold today a dominant position in the world of social and political thought. Developing in different social environments and, consequently, faced with different specific problems and tasks, socialist ideas inevitably appear in an ever growing variety of forms.

Socialist movements — social and political forces which in various roads, join in the struggle for the realization of socialist goals — are today present and active in practically all parts of our planet.

The growth in the number, power and influence of organized socialist forces is impressive indeed. Only half a century ago all the socialist-oriented movements had a bare three or four-million strong membership whereas today about sixty million people belong to communist, socialist and social-democratic parties. Besides these, millions of fighters for socialism are active in some other organizations such as the trade unions, progressive popular movements, liberation and student movements.

The most important achievements are certainly those in the sphere of direct changes of *social relations*. Processes of socialist transformation are achieved using various roads, forms and methods of social action, relying on various groupings of social forces and prompted by a variety of ideological motives and interpretations.

A particularly prominent position in the treasury of diverse experiences of world socialism is held by *the practice of countries in which communist parties have come to power*. In those countries, in spite of unevenness and contradictions in their development, significant results have been achieved in the building up of a new socio-economic and political system. Due to their inherited relatively low level of economic development and to other internal and international circumstances, their social development was marked by a high degree of concentration of political power and the dominant role of the centralized State in all walks of life.

In these countries, numerous and significant changes have been achieved in the structure of society. By concentrating economic and other resources in the hands of a powerful state, significant results were achieved in the development of industry, transport and communications, education and health and urbanization. Thus a number of countries which were badly under-developed before the revolution, in twenty or thirty years managed to build up a very powerful industry and to shorten, two or three times over, the industrialization process. The results achieved in the fields of science, education, health and medical services and social welfare in some of these countries are also quite impressive. In countries where social inequalities were considerable and where a large segment of the working population lacked the elementary conditions of existence, great progress was made in both areas. Today this group of countries accounts for almost one third of the human race and of the total area of our planet and by their economic potential, even more.

The emergence and powerful consolidation of these countries is of multifold significance for the process and fate of socialism. Certain problems have arisen in their development that we shall refer to later. At this point we want to underline their most important positive contributions. In the first place, the emergence and consolidation of the group of countries in which a revolution had taken place and which had embarked upon the road of socialist construction meant the *historical verification of the possibility and realism of the option for socialism*. Since then it could not be said that capitalism "in spite of all its faults and shortcomings" was the only possible social order which had for decades been the main "argument" of capitalist propaganda.

The second most important fact is that with the establishment of new authority and a new system of social relations in these countries the *sphere of domination by world capital was radically reduced*. It is also significant that in this way a very important change took place in the distribution of forces on the world political stage. In the context of this change, fresh opportunities were provided for the strengthening of national-liberation, progressive and revolutionary movements in other parts of the world. There was far less chance for the big capitalist powers to stifle or obstruct the liberation and progressive aspirations and movements.

In many *highly developed capitalist countries* too the socialist forces achieved significant results. Elements of novelty can today be noted in these countries too. The main manifestation of these novel tendencies in the social development of a large number of western countries can be noted in the *significant structural changes and the growing role and power of the working class*. Objective economic necessity expressed in the form of impossibility to settle in the old way the contradictions specific to the capitalist mode of production and the growing power and pressure of the working class — were the main causes and driving force of these changes. Their substance lay in restricting the rights and functions of individual capitalists and the class as a whole in the process of production and distribution with the simultaneous growth of the role of the State in regulating economic trends and all other areas of social life. Direct state intervention became the precondition of the system's survival. The capitalist system has managed to survive only at the cost of sacrificing some of the significant attributes of such a method of production. Thus classical capitalism ceded its place to State capitalism.

In the management of the production process, the individual capitalist is gradually being replaced by a layer of professional managers. The capitalist is at the same time less and less the bearer of business risks and the source of funds. These are just a few of the most important factors that led to the decrease of the social significance of the capitalist class. It is said to have become "superfluous" and rightly so, as it is not performing an irreplaceable, socially-beneficial role.

Over the past few decades the working class has extorted a number of significant economic, social and political concessions. The material living conditions of hired workers have been considerably improved. The political influence of organized labour has acquired essentially new dimensions. In many countries, workers parties and the trade unions quite directly effect decision-making on the important social problems.

The advanced capitalist countries are still quite capable of adjusting to the demands emanating from changes in the structure of production relations, the organization of the production process and the balance of forces between the principal classes and other social groupings. By adjusting to the demands of the times and absorbing the mentioned changes, capitalism has inevitably undergone considerable transformation. Elements have been built into the social equilibrium (State capitalism) which are alien, and even antagonistic, to the substance of capitalism.

On this basis a new, relative and, to all intents and purposes, provisional equilibrium of the system has been achieved. The internal, primarily class tensions, have been partly mitigated. Room has been made for a fresh expansion of productive forces.

In the broad expanses of *Asia, Africa and Latin America numerous instances of socialist options* as well as the first results of any significance, are most directly linked to the struggle for

the consolidation of national independence and accelerated economic growth. The many-year-long struggle against colonial metropolis and then against neo-colonial forces, had a marked effect on the ideological-political orientation of liberation and other progressive movements in this part of the world. The nations on these continents first encountered capitalism in the form of colonialism and neocolonialism. The struggle against the latter two prompted the progressive forces to adopt an essentially anti-capitalist attitude in the quest for roads of their own development, in other words to link up their future more and more with a system that negates capitalism — with socialism.

The second reason for the increasingly widespread socialist orientation is the need for finding ways to achieve the fastest economic growth.

Those are the most important causes for the distinctly anti-capitalist orientation of the policy of leading forces in many new states that emerged following the collapse of colonial empires in Asia and Africa. Their rejection of the capitalist road of development and emphasis on socialist aspirations reveals in the first place their resolution to reject and condemn their colonial past and their desire for accelerated growth.

Even this rather summary review of the principal social processes in three major areas of the present-day world — the socialist countries, the developed capitalist and underdeveloped countries of Asia, Africa and Latin America — confirm our thesis on the growth of socialist tendencies and the transitory character of our epoch. At the same time, these considerations indicate the close connection between the penetration of socialism and the increased role of the State in practically all communities.

II.

Lessons of History (Reconsiderations)

Socialist forces, aspirations and achievements permeate the reality of our times to such an extent that they have substantially changed the picture of the world. However this could not be a one-way relationship. Socialism has made a strong impression on our epoch *but has itself undergone major changes*. The conception of socialism and particularly of the process of building up a socialist society has changed considerably over the past few decades. Major differences in the social conditions in which socialist forces are at play could not but have an effect not only on the concepts on the ways to gain power but also on the understanding of certain aspects of the new society. What is even more important — not before the actual tasks in building up a new society were faced was it possible truly to verify individual ideas and theoretical premises dating back to the former period.

Within the framework of the changes that are taking place in the world of socialism, the socialist forces have also, in a certain sense, been freed of various *myths* and *illusions*. At the same time they made some fresh discoveries which far more adequately reflect the conditions and problems of the struggle for radical social transformation. That is how the process of demystification and critical re-examination of individual aspects of political and theoretical positions, formed in the initial stages of the development of socialism, definitely enriched socialist thought. We shall mention some of the more important positions resulting from the mentioned demystification and theoretical formulation of practical experiences gained by the socialist forces over the past few decades.

One of the most important relates to the *complexity of the process of building up a new society*. In classical socialist theory the question of roads to taking over power was in the centre of attention. This is understandable as the most important thing at the time was to come to power. Until that question was adequately settled all detailed deliberations on visions of the new society were like day-dreaming about "the ideal society of the future". The question of correcting former conceptions that we are discussing here was not provoked by the under-development of those conceptions but by the obvious simplification of this matter. Practically all early socialist thinkers believed that by far the most difficult task was to win power and that once that is achieved everything would run far more smoothly. Now that we have the experiences of a number of socialist revolutions to go by, we can conclude with certainty that the tasks facing socialist forces after taking over power are at least as complex and difficult as those emanating from the struggle for power.

Closely related to this is the acceptance of the fact that the *new society is neither harmonious nor conflict-free*. Experience has demonstrated that the fact that the revolutionary party has taken over power and that the instruments of production have been nationalized does not guarantee that the society will be free from internal problems and contradictions. In the recent history of socialism a number of grave crises occurred because the leading political forces lacked sensibility and understanding for these contradictions. They are manifested in both the economic and political spheres; in the internal development of individual socialist countries as well as in their mutual relations.

By their source, the internal contradictions of socialist societies can be divided into two groups. The first consists of those "carried over" from the former class society so that they can be described as inherited problems and contradictions. The second group consists of contradictions springing from the new society itself. In socialist thought investigation of this latter kind of internal contradictions was particularly neglected.

The development of socialism over the past few decades provides ample evidence confirming that the significance and

complexity of the national question has been under-rated. Until quite recently it was generally believed that difficulties in international relations arise only in societies in which possessing classes are in power.

And finally, more and more people are realizing that all pretensions to build up a *general model* or universal pattern of a new society are highly detrimental to the cause of socialism. All such attempts have hitherto resulted in hindering the socialist forces. For the development of socialism to be successful it must, above all, be authentic. That means that the subjective forces carrying that process must in all stages of struggle find solutions which will creatively link general ideals and goals with the specific conditions of the society they are acting in. The peculiarities of each individual national environment must be mirrored not only in the roads of the struggle for power but also in the institutions and other aspects of the new society.

III.

Principal Characteristics

The currents of contemporary socialism are so ramified that it is quite difficult to identify the characteristics which adequately describe and encompass the great wealth of its manifestations. If, nonetheless, we try to ascertain some of the most important general characteristics and problems, it is primarily because of our profound conviction that in spite of all the indubitable and big differences there are many common traits and problems. This attitude is directly related to our assessment that contemporary socialism, in spite of all differences is a *unified world process*.

1. The fundamental characteristic of contemporary socialism is the *contradiction between the growth of its objective forces, power and influence and the lagging behind of socialism thought*. Though there is no denying that progress has been made in the development of socialist thought in the last fifty years, we must at the same time point out, that it was not up to the historical responsibilities and tasks facing the organized socialist forces.

Socialist theory was frequently unable to provide scientific answers to questions that arose in the new conditions. Suffice it to recall that there was several decades delay in fathoming the real substance and social implications of the State-capitalist trend in the countries of Western Europe and North America. There was no less delay in recognizing the changes that took place in the material position of the working class and in the occupational structure of highly advanced capitalist countries. Similarly, the sources and substance of bureaucratism were not fully comprehended for a long time.

How can this delay be explained? Obviously, the main causes cannot be sought in subjective weaknesses but in the conditions

in which socialist thought has been developing over the past decades. We have in mind primarily, the gross *subjugation of theoretical thought to the demands of current political struggle*. In scientific deliberations the quest for truth is replaced by momentary political interest. That is how various "isms" appear, such as pragmatism, dogmatism, opportunism, reformism, revisionism, etc. Though the differences among these tendencies are undeniable their common trait is that all of them imply that on account of a narrower, partial interest, objective, critical investigation of and quest for the truth is given up or prevented.

2. In the development of socialism, a major *discrepancy can be noted between the objective preconditions for socialist development and the results achieved*. In a large number of countries the attained level of economic development and the increase of the working class' power objectively provide preconditions for far greater and deeper socialist thrusts than have been achieved in class struggles so far. The disunity of socialist forces and the frequent cases of slavery to dogmas and myths have certainly greatly contributed to such an outcome of development so far in these (particularly Western European) countries. We said that they have "greatly contributed" because we believe that those are not the only reasons. It can also be attributed to the ability of the highly developed capitalist society to adjust to some demands stemming from the scientific-technological revolution and the increased power of the working class. In any case it would be quite wrong to draw the conclusion from this that the successes achieved in the struggle for socialism are not greater still because of certain subjective weaknesses within the circle of leading socialist forces.

3. An important characteristic is the *uneven growth and distribution of forces in contemporary socialism*. Following, though only to a certain extent, the results and logic of the uneven development of capitalism, the socialist forces too have attained quite different levels of development in individual parts of the world. While in some places (Europe, for example) workers and socialist organizations rally the majority of the politically-committed workers and other layers of the working population, in other parts of the world an incomparably smaller proportion of these forces have been organized. The mentioned unevenness also applies, naturally, to the degree of development of a new type of social relations.

Various forms of unevenness are not only one of the characteristics but are even a law of socialism development. It should be emphasized at the same time, that they are the source of rather grave difficulties, particularly in the sphere of relationships established between individual segments of the socialist forces.

4. In the world of socialism *aspirations towards ideological monopoly and political hegemony* are still very powerful. In the past few decades there has been a marked increase of the influence of forces supporting relations of equality and resisting

various forms of hegemony. As a result of this, certain changes have been made in the methods and means of hegemonistic policy. Brute force and direct political pressure are resorted to only exceptionally. In the practical relations among the socialist forces, other, mostly far more "flexible" and subtle instruments are much more important. Namely we are referring to certain forms of imposing ideological monopoly. Thus, for instance, the appeals for international solidarity or internationalism are frequently used as a screen for certain narrower, national or state interests. This is usually expressed in the form of the thesis that the narrower, the national must be subjected to the broader, the international. Of course the authors of this thesis retain the right to say at all times what is the "general interest" and in determining what is "general interest" they start from their own narrower, national interests.

By drawing attention to various manipulations that are being made under the guise or in the name of some "loftier" socialist principles we are not, in principle, denying the existence of general, common elements in various socialist aspirations. To be even more explicit, *the dispute is not over the question whether there are any general laws of socialist transformation or not but over the definition and interpretation of these fundamental categories.* We emphatically oppose all attempts to usurp the right, by anyone, to judge alone what is socialist and what is not, what is internationalism, which are those general principles and laws, etc. — because that has always served as a means of asserting and even imposing upon others, a narrower, partial interest.

5. The socialist forces have achieved a *high level of organization.* Such a trend is one of the significant achievements of socialism as the precondition for the attainment of socialist goals are highly organized socialist forces. On the other hand, such a trend is *pregnant with quite a significant danger for contemporary socialism.* Namely, a high degree of organization necessarily led to the setting up of powerful, centralized and hierarchical structure. In the development of such organizations almost as a rule there was a *tendency towards the autonomy of hierarchical structures* (e. g. the party apparatus) in relation to the class and social strata whose interests it should be representing. In brief, *bureaucratic tendencies* grew stronger.

6. Clearly connected with the former is the problem of *democracy* which we consider to be of the greatest significance for contemporary socialism. The question of the relationship between socialism and democracy is posed ever more frequently in political literature and even more so in political controversies. This question is raised primarily because it is generally felt that socialist achievements so far have not come up to expectations as regards the expansion of the boundaries of democratic decision-making, the inclusion of the broadest strata of the population in debates and decision-making on important social affairs.

The traditional system of multi-party parliamentary democracy in the developed capitalist countries is sinking deeper and deeper into difficulties as it is incapable of controlling the enormous concentrations of economic and political power and of ensuring the actual influence of citizens over decision-making on social affairs. At the same time, in countries in which revolutionary, workers' parties are in power, there is a strong tendency towards monopolization of political authority and its concentration at the top of the state and party structures with the body of the working people remaining in the position of executors of decisions without having participated, or only in a marginal manner, in their making. In spite of the differences of social systems, there is an ever more marked tendency in the contemporary world towards *management on behalf of the working class or the people*, while the possibilities for their direct participation in determining the conditions of life and work are extremely limited. The socialist forces — both those in power and all others — are faced with the historical task of counterpoising multi-party bourgeois parliamentarianism and single-party political monopoly with such forms of democracy which, respecting and furthering traditional freedoms, will ensure the maximum direct influence of each working man over the formation of the conditions of his own existence and over general social affairs. In order to be able to prove its superiority over bourgeois democracy, *socialist democracy must be direct.*

7. One of the most significant characteristics of contemporary socialism is that the *revolutionary socialist transformations have been achieved predominantly in the less developed countries.* (There is not a single case of an authentic socialist revolution being carried out in one of the more advanced countries). This phenomenon has major theoretical and political implications. The victory of revolutionary forces first in Russia and then in countries such as Yugoslavia, China and Cuba necessarily called for the re-examination of some important elements of classical theories, including Marxist ones, on socialist revolution. Thus, before the victory of the October Revolution, the general belief was that revolutionary thrusts would first take place in the most developed countries. At the beginning of this century, the view was expressed in some controversies that a revolution could break out in a less developed country too but that it could be consolidated only if it immediately set off a *chain reaction* of revolutionary upheavals in all or most of the most advanced countries. According to this view therefore, a revolution in a less developed country would play the part of a detonator setting off a far broader revolutionary process. Somewhat later, Lenin formulated his well-known stance that a revolutionary breakthrough will be made where capitalism is jeopardized most by internal contradictions, in other words where it is *weakest* — and this need not be in the highly developed countries. On the other hand, Lenin also believed that the chances were very slight of a developed socialist society being built up in Russia unless a revolution occurs in the West. Only later, in the mid-

twenties was the view finally adopted that "*socialism in one country*" is possible even if it is under-developed as was the case with Russia.

Far more significant are the *political implications* of the fact that the first break-through occurred in an under-developed country with comparatively undeveloped productive forces, a small working class and extremely meagre democratic traditions. If we add to this the fact that the initial steps in the building up of socialist relations in the first socialist country — the Soviet Union — were accompanied by a hostile capitalist encirclement as well as the extent to which this country was devastated during the war and armed revolution — we have the main elements of the difficult conditions in which this process evolved

The mentioned circumstances had a decisive impact on practically all areas of the organization and activity of the leading forces in the Soviet Union. In those conditions, the socialist revolution had to tackle the tasks which had been settled in the developed western countries by the bourgeois-democratic revolutions. In the economic sphere, the basic elements of the infrastructure had to be built and the foundations of industry laid. In the sphere of social relations, efforts had to be made to eliminate the major strongholds of feudalism. Only then was the ground prepared for the second stage of the revolution, for depriving the capitalist class of authority and building up a new society. All this had to be done very fast. The fate of the first socialist revolution depended to a great extent on the rate at which some of the mentioned tasks would be settled.

The circumstances in which the process of revolutionary transformation was initiated in the other countries were somewhat more favourable. This applies in the first place to the international situation in which, after the Second World War, the possibility and danger of direct capitalist intervention was substantially reduced. On the other hand, all the other circumstances did not differ substantially. What is more, there were cases of communist parties taking over power in a number of countries which were far more backward in their economic development than Tzarist Russia a quarter of a century before (China, Korea, and Vietnam). That is why the parties that came to power after the Second World War were faced with similar tasks and problems as the Bolshevik party after the October Revolution.

The imperative of accelerated industrialization called for the maximum concentration of economic resources and that could be ensured only by a powerful political centre in which there was an enormous concentration of power. The fierce resistance of proprietor classes and their apparatus of authority, both during the revolution and after it, also effected a high concentration of political power. The ruling party, in many cases, had to conduct affairs in all the more important fields of social life in the most direct manner. All other forms of political organization served

merely as levers in a transmission mechanism which was used to execute the directives of the leading political forces. Broad strata of the working people were objectively placed in the position of passive executors of decisions in the making of which they played no real part. The apparatus of political power, gradually but inevitably, became independent in relation to the working class and other working strata of the population. The authority of the working class gradually grew into a system of "authority in the name of the working class".

The high degree of concentration of political and social power, the independence of the ruling apparatus in relation to the broad strata of the population and various representative organs, provided, together with the other unfavourable circumstances that have already been mentioned, fertile soil for distortions which we usually call Stalinism (various abuses of power, substantial limitation of political and civil rights, various representative institutions becoming a mere screen or farce, etc.).

The objective difficulties and negative phenomena that attended the process of socialist construction in these countries have a further dimension which is particularly significant for contemporary socialism. By force of various circumstances, the specific roads and forms of socialist development in these countries *are very frequently identified with the very substance of socialism*. A considerable proportion of the world public still believes that these countries are a general model of a socialist society, an ideal of universal value. In this case, the model is taken to include not only those aspects of those countries' structure which do have universal significance but also a large number of specific features, various distortions and negative phenomena which are, without doubt, the result of special, exceptionally difficult circumstances in which the process of building up a new society was initiated and pursued for many years. Thus even various aspects of Stalinism were proclaimed to be general laws of socialism, phenomena which are immanent to its substance, to the social being of socialism.

Such interpretations of the internal development of the mentioned countries, have had and still have, undoubtedly negative repercussions on the development of socialism for, in some environments, and particularly in the highly-advanced countries with rich democratic traditions, they may discourage or repel one part of the potential supporters of the ideas of radical social transformation from opting for socialism.

This identification was due partly to objective and partly to subjective reasons. The very fact that the first successful revolutionary thrusts were achieved in these countries led to such an identification. For many years, those were the only major socialist achievements. From the recognition of this fact to the claim that it is the general ideal, that those are the only possible forms of a socialist organization of society, only "one step" was needed. Today we know that those are quite different things, that

that "one step" *conceals the great gap between the general and the particular, the specific roads of development in a certain number of countries and the general laws of socialism.* It should be made clear that a few decades ago this distinction could not be so readily noticed.

IV

Current Political Problems

Discussions *on the roads of socialist transformation* are today most significant and topical. At a time when the process of socialist transformation has been initiated on a broad front, when socialism has "knocked on the doors" of many countries in the world, this question is not significant merely from the abstract-theoretic point of view but has great practical-political significance.

Socialist thought has for many years been stagnating noticeably in this area. In both the two most important wings of socialism — the communist and the social-democratic — there was a great deal of dogmatism in the interpretation of this question. While the social-democratic forces upheld the view that a socialist transformation is possible *only by parliamentary reform*, the communist parties, until the Twentieth Congress of the CP of the Soviet Union, have claimed that *forcible revolution is the only possible way.* The social-democrats have tried to impose on all the other socialist forces some of their own, specifically West European experiences while the communist parties believed that the experience of the earlier socialist revolutions were an obligatory model for all countries. More recently, the communist parties have in most cases given up such a stand and now accept the possibility and even indispensability of *various roads* of the socialist revolution including the possibility of a *peaceful road.* This is without doubt a very important step forward in the direction of the communist parties ridding themselves of the dogmatic heritage of Stalinism. What is even more important, this new concept opens up fresh opportunities for revolutionary action. The thesis on different roads encourages revolutionary parties independently to build up their tactics and strategy of social transformation. Some results have already been achieved in that direction. Particularly noteworthy contributions have been made by the Communist Parties of Italy, France, Sweden and a number of other Western European parties as well as by the Communist Parties of Chile and Japan. On the other hand it should be pointed out that these contributions are still insufficient as compared to the actual political obligations falling upon these parties. Their conceptions include only some basic political stands while a number of other important matters have not even been raised. An integral and coherent theory of the revolution which does not stipulate as the first measure and step the forcible take-over of power is still

lacking. Many dilemmas linger on — it is not quite clear what that peaceful road should be like for which almost all the parties in the developed countries declare themselves today.

In their official statements these parties regularly point out that there is a major distinction between the peaceful road that they support and traditional social-democratic reformism and opportunism. There is no doubt that the resolution to make this distinction is there but it cannot be proven by such generalized statements. For this reason too, an all-embracing conception, actually a theory of the peaceful revolutionary road needs to be elaborated. We stress the word "revolutionary" as the peaceful road can also be that if it leads to genuinely profound changes in the structure of society. For Marxists the criterion of revolutionaryness has never been force but the depth of changes in social relations.

Statism and self-management. Due to a number of different circumstances, statism is still the predominant tendency in contemporary workers' movements. In one way or another, the majority of workers' parties see the State as the most important factor of socialist transformation. In fact, these parties identify socialism with the decisive role of the State in the economy and in practically all other significant fields of social life. It is interesting to note that this is the common trait of most of both communist and social-democratic parties. In spite of the numerous and profound differences distinguishing these parties from one another, in this respect they are very close. At the bottom of their concept of society in the transitional period is statism (state socialism).

On the other hand, the orientation towards self-management has been on the upgrade over the past few years. This current in workers' and socialist movements was never completely suppressed but it seemed that the statist tendency in between the two World Wars had finally managed definitely to impose itself. Today, an ever greater number of organizations, particularly those belonging to the revolutionary left-wing, view self-management as the only real alternative to all forms of class rule and domination in human relations.

The communists of Yugoslavia have made a very significant contribution to the historical rehabilitation of the self-management tendency in the more recent history of socialism. Twenty years ago they were practically the only major socialist force unequivocally to opt for this road of social development and socialist organization. Today, the forces that are doing the same are gaining in momentum throughout the world.

And, finally, let us mention the problem of *relations among the socialist forces* (movements and states). This problem is particularly topical today on account of the increase in the influence and responsibility of those forces. (Relations among the organizations which have much or full responsibility for the fate of the countries in which they act, are certainly far more meaningful

and complex than in the case of organizations which are not in that position).

The tendency to establish relations of equality and the complete independence of all socialist forces has been particularly marked in recent times. The theory and practice of *monolithism* (monolithic unity) which was characterized by identity of view on all matters of significance, centralism in regulating mutual relations and, frequently, quite flagrant subjugation of the interests of individual parties to the demands and interests of the so-called leading centre — have suffered grave criticism in the process of political relations among revolutionary movements. Experience of many years standing has shown that only the parties which enjoy *complete independence in building up their policy* can develop and fulfil their tasks successfully. All imposing of anybody else's experience from the outside, has had and can have but negative repercussions.

On the basis of its own experience and the conclusions reached by many other parties and movements, the League of Communist of Yugoslavia has been particularly active in building up a new type of relations in the workers' movement. By its resistance to Stalin's dictates in 1948, the League of Communists of Yugoslavia inflicted the first blow against the until then, unimpeachable system of monolithism, i.e. the system of Stalinist hegemony. Together with a number of other parties, LCY developed the concept of *unity in diversity*. In our view, this principle is best suited to the needs of the moment in the development of world socialism. This formula contains the two most essential elements which should characterize relations between independent and free socialist forces. On the one hand, the word "unity" implies the historical necessity of establishing close cooperation and solidarity in relations among all these forces. This part of the formula also indicates that socialism is essentially a profoundly international process. On the other hand, the word "diversity" implies that different views and concepts are, in contemporary conditions, not only possible but unavoidable. And, what is even more important, this formula contains the idea that differences need not be an unsurmountable obstacle to cooperation. The League of Communists of Yugoslavia upholds the view that today, lasting cooperation is possible only if the partners to that cooperation are prepared to accept each other's differences.

The differences in the conditions in which these forces act result in differences in their stands but also in their interests. This naturally, does not mean to say that all the differences are an adequate expression of the adjustment of general principles and goals to specific conditions. It is obvious that all that is adorned by such attributes cannot be accepted as progressive and socialist. But it is equally unacceptable for any party to place itself in the position of an irreproachable and infallible judge with sovereign powers to decide what is and what is not socialist or progressive in other countries. Solutions should be sought in between these

two extreme approaches so as to permit the development of truly democratic relations among the socialist forces, relations which will provide incentives for the furthering of socialist tendencies in the present-day world. It is such relations that the League of Communists of Yugoslavia resolutely upholds. What is essential is that we should realize and accept politically that the different positions that can be found in the world of socialism are not predominantly due to misconceptions, "deviations" or the activities of the working class enemy, though, of course, some can be explained in that way. In the majority of cases however, these differences are the result of the different conditions in which the socialist forces act and are therefore perfectly legitimate.

Dr BRANKO PRIBIĆEVIĆ

Born in 1928 in Dvor na Uni in the SR of Croatia, he attended secondary school in several Croatian and Serbian towns. He studied law at the universities of Warsaw and Zagreb, where he graduated in 1951. He spent the following three years as an associate in the Institute for International Politics and Economics in Beograd; worked on his doctorate from 1954 to 1957 at Oxford University, where he defended his dissertation in July 1957 in the field of British social history. The dissertation dealt with the ideas and movements of workers' control in Great Britain from 1910—1922.

Upon his return to Yugoslavia he began to work at the Institute for International Workers' Movement where he was the head of the department for studying workers' and socialist movements in the highly developed capitalist countries. In 1962 he joined the School of Political Sciences where he was elected associate professor in "Contemporary Socialist Doctrines and Movements" and was the head of the department for international political studies. He retained this post after the School of Political Sciences became the Faculty of Political Sciences of Beograd University. In 1970 he was elected a full professor of the same University.

For the past seven years he has been the foreign political editor of the official theoretical organ of the Yugoslav Communist League, the monthly periodical "Socialism". For five years he was the Secretary General of the Yugoslav Association for Political Sciences. He is now a member of the Association's managing board.

He has had several books and works published from the realm of contemporary socialist studies. His book "The Shop Stewards' Movement and Workers' Control" was published in Oxford in 1959. He has had several articles published abroad. These works encompass the fields of contemporary social democracy, the international communist movement, problems of trade unions in the highly developed countries, ideas, movements and achievements in the sphere of workers' participation, industrial democracy and workers' self-management, the ideological problems and development of the Yugoslav Communist League, etc.



Dr. Radoslav RATKOVIĆ

Professor at the Faculty of Political Sciences of the University of Beograd

THE THEORY AND PRACTICE OF SELF-MANAGEMENT IN YUGOSLAVIA AND THE NEW CONSTITUTION

The reciprocal permeation and linking of theoretical thought and practical experience is characteristic of the development of the socialist self-management system in Yugoslavia.

Here, in the development planning, in defining tasks to be accomplished, social relationships and organizational forms which should be established, the role of Marxistic theory is evident. However, evident at the same time is the presence of realistic appraisals of the actual conditions in which this theory is being applied and the readiness to, on the basis of practical experiences, draw into the practical concept appropriate innovations.

In its constitutional evolution, this characteristic of society's development in Yugoslavia reaches its fullest form of expression.

For the Yugoslav society, constitutional documents are of especially great significance, due to the expansiveness of their scope; not referring only to the political structure, but rather to the entire organization of society. Regulating a wide spectrum of all fundamental relationships and institutions, the Constitutions of socialist Yugoslavia are regarded as an important instrument in directing the course of social development. Due to this fact, present in their contents is not only a sanctioning dimension, consolidating definite relationships and institutions, but also a programming dimension — defining relationships and the forms of social organization which have yet to be attained.

Taking into consideration the nature of constitutional documents in Yugoslavia, and their significance in the development of Yugoslavia's socialist self-management system, it is understandable that these constitutional documents also reflect the philosophy which inspires the system's development and the concrete conditions in which the system could be realized.

In the following presentation we shall attempt, in a condensed form, to explain the basic theoretical ideas and their application to the actual conditions in Yugoslavia, taking into consideration the

new level of development of the socialist self-management system as expressed in the new Constitution.

As the basic theoretical concept we shall name direct democracy, considering that direct democracy can be a synthesized concept for a variety of decrees, including the system of self-management. By this we refer to the positive contents of the system, to that which is its essential meaning (direct management of public business by those whom this business directly interests, this means: self-management), just as to that which the system strives to abandon (independent political centers of decision-making, creation of management groups — political elite, techno-bureaucracies).

Since it is naturally possible to construe the concept which synthetically expresses the basic characteristics of the self-management system's fund of ideas in another way, it seems justified and fitting to use, if possible, this concept familiar in theory, expanding and modifying its contents where necessary, while taking into account changes in relevant empirical material.

In social formations where private ownership of the means of production exists, the concept of democracy is relative only to the political sphere, because in this situation management of economic affairs is not public, but private. In socialism, placing private property above the means of production prevents separation between politics and the economy. In both spheres and in society in general — securing the rights and freedom of the people presents the same task as that in the management of public business: participation in the decision-making process of all those persons whom the decision concerns. As a result of this, the empirical conditions of socialism create the possibility of expanding the scope of the concept of direct democracy, so that it can be regarded, not only as a political relationship, but universally, as a relationship between people who are managing all social business.

We shall firstly examine the concept of direct democracy, objecting thereby, to reproaches that find this system representative of an obsolete or utopian idea, thereafter, continuing by exhibiting the basic forms of its realization in the institutions of Yugoslavia's socialist self-management system.

I. The Concept of Direct Democracy

According to the generally accepted understanding of the term, direct democracy is not denied to be the most consistent and most complete form of democracy. However, it belongs to the past. Having existed only in small ancient states its survival was possible only under specific historical conditions. It is thought that the majority of contemporary nations and their populations represent an objective obstacle for the business of direct decision-making, by the people, on matters of public concern.

Democratically oriented theory and its political practice not only deem as possible the use of certain elements of direct democracy, (the referendum, the recall, etc.) as corrective and sup-

plementary devices in the mechanism of representative democracy, but insist on the use of these elements. This is due to a consideration of the weaknesses which have revealed themselves in representative democracy, expressed by the phenomenon of alienated political institutions, and by the loss and feebleness of the citizenry in light of an enormously developed bureaucratic machine.

If taking the position that the system of direct democracy isn't applicable under contemporary conditions, then, if democracy is desired, no other choice remains than to make a selection from the variants of representative democracy.

In contemporary socialist and communist movements the system of representative democracy has been predominantly accepted, regardless of the fact that socialist thought at its very source, especially in Marxism, looks critically upon representative democracy. It does however have in view that representative democracy is a requisite for the bourgeois political state of a nation. This is so in spite of the fact that the revolutionary practices of the proletariat created another form for the democratically oriented political organization of society (the Paris Commune of 1871, the Soviet of the 1917 Russian Revolution, workers' councils during the time of revolution in Germany and Hungary, 1918—1919, and others).

Due to the abandonment of direct democracy, the question of greater or lesser degrees of democracy in political systems, throws open a discussion on the matter of multi-party as opposed to one-party systems. In any case, the dominant feeling is that direct democracy either belongs in a museum or is indisputably a utopian idea. Does it, then, mean capitulation before that which exists, the absence of perspective and of the energy necessary to break from the binding framework of the relationship between bourgeoisie society's political state and the horizon of its political philosophy?

This type of question appears all the more frequently due to the surfacing of critical phenomena and the functioning difficulties in the process of the system of representative democracy. Also revealed is an inability to deal with the growing demands for democratization which are expressed in the authentic interest of the citizens and in their need for participation in political decision-making.

In the framework of these socio-political tendencies theoretical Marxist thought and its application by the peoples of Yugoslavia is endeavouring to show that the system of direct democracy is possible and that its realization represents a new direction in the expanse of history, one in which the value of true democracy and humanism can reach their most complete affirmation.

1. Terminological and Conceptual Points

Discarding direct democracy as a realistically applicable formula for the political organization of society frequently has at its base a terminological-conceptual misunderstanding. If we give

direct democracy the significant characteristic of the direct participation of every citizen in all public activities, then it naturally becomes impossible. Therefore, those who lightly cast aside direct democracy on this basis, forget that literally taken "democracy" as "the rule of the entire nation", meaning all the people, is wellknown as a definition which generally negates democracy as being possible.

The starting point from which we may avoid this misunderstanding of the meaning of direct democracy, or at least the point from which we may narrow the field of misunderstanding, is by concentrating attention on the attribute "direct".

Hereby, we may establish that directness simply means the elimination (at its maximum practicability) of the intermediary factor between the citizenry and the business of decision-making in a society. The reason for the elimination of the intermediary rests in the intermediary's function, which not only breaks into the relationship between the citizenry and the center of decision-making, but also represents the basis of independence for these centers. They, thus, become an alienated power structure, elevated from the citizenry and society. The process which created independent and alienated forms of socio-political power was an outgrowth of the intermediary function. It existed and expressed itself in various configurations during all historical epochs of society's evolution, just as its defeat represents democracy's primary problem. Historically specific solutions given by democracy for this problem have become abstracted and within them there remains a basic division: 1) solutions which reconcile themselves to the intermediary in political life, but concentrate on finding a means of restricting the negative tendencies and implications (distribution of power, multi-party system, etc.), and 2) solutions which completely remove the intermediary as the source of the creation of independent power structures (direct democracy). Since direct democracy rejects the intermediary structure the problem of its realization consists of finding a form of societal organization by which it would be possible to establish a direct and permanent relationship between citizens (the people) and the centers of decision-making. In so far as it is possible to find these organizational and institutional forms and to establish the decision-making process on this basis, then the intermediaries are divested of their positions and the tendencies which lead to the outgrowth of independent power structures are severed at their roots.

Therefore, the idea of direct democracy is created through a system of institutions which make possible a direct-democratic relationship in decision-making and management.

The system should be decentralized, that is to say, the level of the decision-making process should be lowered as much as possible so that the place of decision-making can be situated where there exists a direct interest in the subject being decided upon. The co-ordination of decentralized decision-making, where it is in the interest of and necessary to the wider community, and where

decision-making deals with matters that are of mutual and general interest to the entire society, should be dealt with in a mechanism which is composed so that there are represented all those component parts (local communities, associated labor, etc.) of society whose needs and interests are being decided upon. This mechanism should operate in a way so that through it these component parts can at any time express themselves. This presumes the organization of basic social communities in such a way that they are given the opportunity to effectively decide not only on the circle of matter concerning them and their members specifically, but also to enable them to follow and participate in decision-making on levels where their interests appear in the makeup of other wider interests.

It is understandable that this system of social organization and decision-making can be formulated only upon definite socio-economic conditions. Let us take for example the framework and vital interests of those people interested in managing the process of production and the division of economic values. Decisions can not be made on the basis of direct democracy if there exists a separately authorized decision-making body which rests on a foundation of private ownership of the means of production.

True human equality, not only in the political rights of citizens, but also in the economic sphere, which are both equally related to the means of production, is a socio-economic condition for direct democracy.

However, it may be likewise stated — not only on the basis of theoretical proof, but on the basis of experiences in historical practice that the system of direct democracy represents a necessary political form and guarantees the maintenance of human equality in accordance with the means of production.

Direct democracy comprehended in the sense of a system of social organization and decision-making, as an institutionalized structure and process which unfolds on a defined socio-economic foundation, has been developing in Yugoslavia for the past two decades, both as a concept and in practice.

2. Theoretical and Historical Foundations

The concept of direct democracy in Yugoslavia is conceived on the basis of the theoretical attitudes of Marx and Engels. Therefore, in Yugoslavia, particular attention is paid to the Marxistic explanation for the phenomenon of political alienation, which is the root for the independent existence of political spheres in a society's life. Furthermore, taken into consideration will be theoretical works dealing with the state and bureaucracy, and finally, the concept of socio-political organizations through which political alienation may be overcome.

Beginning from the standpoint that alienation in the labor sphere (alienation of labor and the products of labor) is the root of alienation in all other spheres of society (in socio-political and ideological spheres), all of Marxism's followers emphasize the

importance of "the liberation of labor", so as to make possible the emancipation of all people. However, because of the binding and mutually shared conditions pertinent to all spheres of a society, the task of "the liberation of labor" can not be separately executed. Because of the mutual ties between all spheres of society (economic, political, and cultural), which are all based on actualized work, "the liberation of labor" process, if it is to be at all successful, must be executed in all these spheres. "The liberation of labor" signifies the management of labor and its results by those who are in direct participation in the work process and the creation of its results.

Due to this liberation of labour the political organization of society urgently seeks a radical transformation. This not only omits the possibility of taking over existing political organizations but deems inadequate their correction and modification. It is desired that the nature of society's political organizations be changed while keeping in mind the needs of liberated labor relationships and their further expansion. Taking into consideration the role of the state in the political organization of society, Marx and Engels emphasize that the key to change in political spheres is tied to the state. The state in its form as an independent social power must be overcome by the process of gradually transferring their functions into labor associations and other social communities, and the transformation of the state's governing into directives given by common social communities, whose relationships will result in the evaporation of the element of state power and coercion.

While leaders of workers' parties cast aside these theoretical attitudes, during the past decade social practice has paid attention to them in an attempt to actualize them. A large increase in state organs and their functions, the creation of giant apparatuses for the management of all social business, the multiplying and strengthening of the bureaucratic role in the management of the bureaucratic stratum and the concentration of power in the hands of the bureaucracy — all this has become characteristic phenomena in society's existence, whose expansion in a new and dramatic manner poses a challenge to human freedom and self-determination, to humanism and democracy.

Confronted by these etatistic and bureaucratic tendencies in the activities of the contemporary world, Yugoslavia's socialist movement has decided to orientate itself on the development of democracy. The nation has returned to the neglected viewpoints of Marxist theory concerning such questions as alienation in political spheres, the withering away of the state, producers organizations, communal establishments, direct democracy. Supported by these viewpoints in Marxist thought and by the critical analysis of practical experiences, developing in Yugoslavia since the beginning years of the 1950's is a social and political system whose basic intention is to make possible the most complete expression of the authentic interests of working people and citizens.

Subsequently strived for, is management and decision-making by the people, in as direct as possible a fashion, on matters of common concern.

II. *Institutionalized Forms of Self-Management and Direct Democracy*

As already indicated in the preceding presentation, the problem of realizing the concept of direct democracy lies in the uncovering and setting to motion of institutions which make possible, firstly, the authentic expression of diverse needs and interests which exist in a society, and secondly, direct participation of persons interested in deciding how to satisfy these needs and interests.

In the construction of this institutional system, which would be agreeable to these needs, solutions were sought in the following directions: 1) decentralization, 2) pluralism of organizational forms of working people and citizens in order to make possible the most direct type of decision-making concerning various needs and interests, and 3) the delegate system.

The decentralization process which began to be carried out in Yugoslavia in the early 1950's had extraordinary significance as a condition and component part in the building of the self-management system and direct democracy. Decentralization is an organizational principle which has attained its full affirmation in the norms of the new Constitution.

Therefore, because the contents of this principle is familiar, and because the further development of self-management and direct democracy, which are most completely expressed in the norms of the new Constitution, are particularly connected to solutions concerning the two other above-mentioned organizational movements, we shall dwell on these points in the following presentation.

1. Pluralism of Institutionalized Forms

In society, on the level of contemporary material and cultural development, present are very differing interests and needs. Socialist society, in one historic process, revealing the foundations for exploitation and class division discovers the appearance of irreconcilably opposite interests and needs, but nonetheless this variety of interests and needs in society still remain. The development of society will only increase the abundance and variety of needs and interests.

Because of the complex composition of contemporary society, the creation of direct management and decision-making, direct democracy, self-management, assumes the creation of organizational and institutional forms which include differing interest complexes. Through such a multitude of organizational and in-

stitutional forms, people are offered the opportunity to directly participate in decision-making, concerning the satisfaction of these various kinds of interests.

a) *Reasons for Organizational Poly-Formism*

It is understandable why multi-form organizational and institutional forms are necessary. Organizations and institutions do not fulfill a purpose unto themselves: they are instruments used for reaching specific goals. When various interests and needs exist in a society, satisfying these various interests and needs, those specific needs and interests, requires various suitable organizational and institutional instruments. If the working class and working people do not have only the interest and need to work and divide their income, but also to educate themselves, to take care of their health, to participate in cultural life and creation, to provide social security for themselves, etc., then these diverse goals can not be realized with the help of one form of organization, but should be organized in various ways.

Very erroneous is the thesis that a uniform system of social organization best suits the working class. For example, that the organization of a socialist society should be composed of workers' councils at whose head would stand a congress of workers' councils. This type of thesis may seem appealing because of its simplicity and suitability for demagogic use, but it is not in the interest of the working class, nor of socialism, nor of society's progress in general, because an institutional system can not be compressed into under-developed social institutions. Every attempt of this kind would have to harm social progress.

The abundance of social needs calls for various types of social organizations and institutions. And even more so are inconceivable the demands of direct management, self-management, and the satisfaction of social interests and needs, without a tight network of organizations and institutions which make possible the direct participation of working people and citizens in decisions concerning the satisfaction of their interests and needs. The system of direct democracy can not be simple (crude), but necessarily must be complex, complicated.

Care was taken from the very beginning of the building of the self-management system concerning this need for poly-form organizations for the working class, working people and citizens, as well as the appropriateness of differentiations in the structure of the system of self-management. However, pressure was always directed towards institutionalized uniform self-management, towards the reduction of working class organizations to one dimension, or — which is in its basic concept the same, but with still worse practical consequences — towards the dualistic organization of society into producers (the working class) and non-producers.

These sectarian tendencies which were active in each major decision concerning important questions in social development

were offered a successful resistance. In the Constitution of 1963, whose historical significance for the orientation of Yugoslav society remains priceless, this Constitution which marks the victory of the socialist ideology of self-management, and the strengthening of the self-management system in social reality, the principle of poly-form working class organizations and institutions of the self-management system acquired constitutional sanctioning. The most outstanding expression of this is the complexity of the parliamentary structure; in addition to chambers which present the organizational form for the political rule of the working class and working people, are three chambers which are extensions of the working class and working people's organizations for economy, for culture and education, and for health and social care of the sick.

The principle of organizational and institutional pluralism in the self-management system of the new Constitution has been further developed. This type of orientation in the evolution of the Constitution is based on the aspiration of going still one step further in the development of self-management relationships and forms of organization; of coming closer still to the positive results derived from the practical functioning of the institutions of self-management.

b) *The Types of Organizational Forms*

We will thoroughly examine forms of organizational and institutional pluralism in Yugoslavia's social system. They can be grouped (classified) into four areas according to the spheres (fields) of interest, the need and social activities in which they have been constituted.

The four areas are the following: 1) the area of labour, 2) the area of residing in a specific region, 3) the area of social needs, such as education, science, culture, health, and care of the sick, 4) the area of political, professional, humanitarian, recreational, and similar activities. In the labour sphere — the participation of people on some sector of the social division of labour, in the production of goods and services, there are forms of organization and the organization of associated labour. The basic cellular forms of the organization of associated labor is "the basic organization of associated labor". The entire organizational fiber of all social labor (the work of the society) is comprised of these cellular forms which are found in various combinations for their linkage and association into larger totalities according to technical and economic needs.

The basic organizations of associated labor has outstanding significance from the standpoint of reaching the goals of socialist societies: it is the institutional form creating the "liberation of labor" process, and on this basis human freedom and equality of all.

Because of this meaning of the institutional forms of the basic organizations of associated labor, in the Constitution are precisely confirmed the rights which each worker creates in these basic organizations. Likewise confirmed is the nature of these relations, and the mutual ties which are established as a result of the association of greater numbers of basic organizations.

The basic organizations of associated labor are defined as "the basic forms of associated labor in which the workers directly and on terms of equality realize their socio-economic and other self-management rights and decide on questions concerning their socio-economic status". Among these inalienable rights whose violation is an anti-constitutional act, are included the rights of every worker to "together and on equal footing with other workers, to manage the work and business of the organizations of associated labor and the affairs and resources in the totality of relations of social production, to regulate mutual relations in labor, to decide on income realized through various forms of the pooling of labor and resources, and to earn personal income.

In addition to these workers' rights, separately mentioned should be the right of self-organization, that is, in the framework of general conditions issued by the Constitution, the right to create basic organizations of associated labor, associating basic organizations into work organizations and communities, and these into various forms of composite organizations of associated labor, including the right of these basic organizations to split away from the work organization of which they are a part.

The second area of self-management organization is the one in which specific common interests and needs are a result of living in a common area (territory). For the satisfaction of these interests and needs, such as physical improvement of their settlement, housing, communal activities, child care and social security, education, physical education, culture, consumer protection, the conservation and improvement of the human environment, national defense, social self-protection, and those in other spheres of life and work the Constitution confirms as an institutional form "local communities".

In the third area, specific needs and interests form the basis on which separate organizational forms are created, which are suitable to the nature of their function, and which secure equal and democratic relationships on the principles of solidarity between partners in the organization. The Constitution confirms the institution of "self-managing communities of interest". Self-managing communities of interest are formed in the fields of education, science, culture, health care and social security, and also in the housing sector; in the fields of communal activities, power production, water management, transport, and other material producing activities, if the permanent performance of these activities is indispensable for the satisfaction of the needs of specific beneficiaries.

Self-managing communities of interest are formed by working people in their organizations and communities, when it concerns

the need to co-ordinate activities and to unite the resources, for the satisfaction of common interests. Institutional forms, mutual rights and responsibilities of the founders, are regulated by a specific normative form — a self-managing agreement, which is adopted by the members. The decrees of this act hold responsible all of its founders. By taking into consideration varying situations, their organizational form isn't uniform. In places it concerns two groups of working people with complimentary needs, where one group has specific needs (for education, health care, scholastic analysis), while the other has the ability to satisfy these needs. In other cases, it concerns the same type of interests for all the members of the community — for example, social security provisions. That which is identical in all variations is, firstly, that financial resources for the satisfaction of these common needs are created by the founders from their contributions; and secondly, that democratic and equal relationships are provided for in the management of activities of the self-managing community of interest and common resources.

The fourth area of free social organization of working people and citizens is the area of political activity, and social activities for the preservation and affirmation of professional interests, cultural values, humanitarian goals, sports, recreation, and so forth. In the framework of this organizational group, socio-political organizations which work as factors in political actions can be differentiated from other social organizations, societies, citizen associations, clubs, etc.

Socio-political organizations are a significant component element of the political system that make possible the expansive political activity of working people and citizens, the manifestation of their attitudes and aspirations, that influences the centers of decision-making concerning social affairs. Among socio-political organizations the Constitution explicitly mentions The League of Communists, the Socialist League of Working People and Trade Unions, and particularly emphasizes their role in the functioning of the system.

In addition to these various forms of self-management organization (in organizations of associated labor, local communities, self-managing communities of interest), and free voluntary organizations in socio-political and social organization, there exists a form of organization which acts as the link between these self-management and voluntary forms of social and government organization, which has in itself an element of necessity.

This synthesis of self-management and state power is created in the institutions of "socio-political communities". Socio-political communities exist on four levels: communal, provincial, republic, and federative. The commune is the basic socio-political community and is the base for the entire socio-political system.

Socio-political communities represent — each on its own level and with feature which result from its level — complex structures of self-managing and other free forms of social organization and

the organs of socio-political communities. Within the socio-political communities various interests and needs manifest themselves, differences and conflicts between them emerge, and because of this the situation arises for the need to act in an effort to co-ordinate these differences, to confirm common interests and bring about decisions concerning the political level of the entire socio-political community.

The most significant organ of the socio-political community is the assembly. The assembly (commune, province, republic, Federation) is defined in the Constitution as "a body of social self-management and the supreme organ of power within the framework of the rights and duties of its socio-political communities". According to the Constitution the assembly is therefore, an expression of structural dualism: it is an organ of self-management and an organ of state power.

Establishment of the delegate system, in which the assembly in its entirety is a result of the delegations which form in various groups before the aforementioned self-management and free voluntary social organizations, in the decrees of the new Constitution is strengthened by the element of self-management in its structure, at the cost of the elements of state power.

2. The Delegate System

The delegate system is a new constitutional institution. Elements of the delegate system existed in past constitutional norms, while the delegate system in its expanded and developed form is the creation of Yugoslavia's new Constitution.

It should be added that the delegate system in its developed form is new to political history and in general to constitutional establishments, even though the ideas of constitutional delegates and delegate relationships is an old idea in democratic political thought.

If we emphasize the originality of the delegate system in Yugoslavia's new Constitution, it is not because we wish to stress this moment as an historical "first", but rather because of the difficulties we encountered upon introducing institutions and relationships which have not former experiences in social practice.

However, bringing to a realization the concepts and normative answers of the delegate system is of outstanding importance for the development of a socialist society and for the interests of the working class and of working people in general.

Taking into consideration the aforementioned conditions and their relation to the delegate system, in regards to the difficulty of putting it into practice, it is necessary to recruit organized subjective socialist forces in order to constitutionalize and functionalize the delegate system.

Due to this factor, the Constitution in a succession of its parts points out the role and responsibility of socio-political

organizations in connection with the delegate system. However, this role is certainly considerably larger than that which is expressly foreseen in the constitutional text.

a) *The Meaning of the Delegate System*

The meaning of the delegate system is the creation of a permanent direct contact between the voting base and decision-making centers. In this manner the political intermediary is bypassed. The relationship of the political intermediary, irrespective of democratic election procedures brings about the alienation of selected representatives and furthermore initiates the alienation of decision-making centers and their work in relation to the voting base. Therefore, the imminent tendency of these political representatives is the alienation of decision-making centers (these are the centers of social power). The delegate system is a method by which independent decision-making centers may be surmounted. This represents an instrument, and a very significant one, in a series of devices used in the battle to surmount political alienation.

In spite of significant results in the development of self-managing forms of organization and self-management relationships, and in spite of important steps taken in the development of direct democracy, there remain in Yugoslavia's social system significant remnants of political-representative relationships from which emerge the tendencies contributing to the independence of decision-making centers. These independent decision-making centers thus come under the control of a few techno-bureaucratic groups and become the support of their social and political power.

The tendencies and occurrences were present in various sectors of social and labor organization.

In addition to the program principles and the goals of the developing self-managing socialist relationships of a society, the expansion of this intermediary tendency which has connected to it the independence of the centers of decision-making and the ever-strengthening position of the techno-bureaucratic group in various areas of social organization, along with the management of society's labor means and business, has sharpened the need for bringing these tendencies under control. Included in the solution to this problem is the necessity of finding and introducing an organizational-institutionalizing mechanism which will insure as stable a contact as possible between the bases and centers of decision-making.

The meaning of the delegate system can be summarized by two positions:

1) To extend an institutional mechanism which makes possible a permanent reciprocating relationship between working people and citizens, organized in various basic organizations, communities, in their associations, and those places where decisions are made (the centers of decision-making). Therefore, the mechanism for

delegate relationships should ensure the possibility for the constant presence and manifestation of authentic interests and needs of working people organized in self-managing communities, in those places where social decisions are being made and which concern the particular interests and needs of the working people. The presence and manifestation of these interests and needs in the places of decision-making in themselves assume the participation of the working people in the activities of considering questions and deciding upon them.

At the same time, the delegate system assumes that the self-managing organizations of working people and citizens are informed as to the body's program of work, those questions being decided upon by the society, and are acquainted with the difficulties connected to bringing forth decisions on specific questions.

Therefore, the delegate system presumes not only the presence of individual and narrower interests and needs during the period when decisions are being made, but presumes the reciprocal presence of wider community and general interests on the occasion when problems are being considered. Likewise presumed is that the basic self-managing organizations will assume a position on the matters at hand and will give instructions and a course of action to the delegates.

2) To make possible rational, suitable, complete and qualified considerations on questions that affect the bringing forth of decisions. This type of consideration of questions can not be possibly carried through at large meetings, but they are necessary to a society in which the problems of labour and its livelihood are concurrent, and in which there exist varying interests and needs in various combinations. The delegate system offers the opportunity for all these moments to be put forth by the delegates, who are communities of working people delegated precisely because they are capable of successfully presenting and representing their interests and needs. Through the delegate system the differences in the needs and interests are seen, so that solutions may be sought which will surmount the differences while coming to a joint standpoint.

Therefore, the delegate system not only has maximum possible democratic relationships and procedures, but includes greater informativeness, expertness, knowledge, scholarliness, and progressive social conscienceness in the process of preparing and bringing forth of social decisions.

b) *Institutionalization of the Delegate System*

A presumption for the institutional realization of delegate relations and the delegate system in a modern, very complex society — which is based on a greatly varying division of labor, in which exist very differing interests and needs — is the creation of very dispersed and multi-formed organizations for various kinds of work and various complexes of interests and needs. Only in this

manner is it possible to formulate organizational differentiation and decentralization, the arranging of direct participation of working people in the managing of labor, its means, and its joint business.

Without this decentralization and the creation of multiform types of social organization, the delegate system would be a story without words. In a centralized system where the centers for decision-making are quite distant from the base there are no means for constant direct reciprocal contact with the base — the center of decision-making which is the essence of delegate relations.

The delegate relationship and system in Yugoslavia's constitutional establishment has as a guiding principle the relationships between the basic self-managing organizations, the communities, and the centers of decision-making:

- 1) in the area of associated labor;
- 2) in self-managing communities of interest; and
- 3) in assemblies of socio-political communities.

In the Constitution all elements of the delegate system are affirmed. In their developed form, all these elements become distinct norms of the assembly system. The elements of the delegate system are the following:

1) The base of the delegate system. All the basic self-managing organizations (basic organizations of associated labor and work communities, local communities, etc.) form delegations. This means that working people in the fundamental forms of self-managing organization, at the same time organize to participate in the decision-making of the wider community. The organization of delegates into primary forms of self-managing organizations is the basis for the entire delegate system and is a necessary condition for its proper functioning.

2) The delegate composition of the centers of decision-making. The assemblies, in their socio-political composition, have markedly changed their structure. They are in their entirety based on the delegate system and originate from it. Their chambers are composed of delegates of working people and citizens who are initially organized in various organizational forms in the self-managing society.

3) The mechanism which connects base-center. The connecting features of this mechanism foresee: (i) informative inter-relationships, the reciprocal flow of information; (ii) the responsibility towards specific rights and duties of all the participants of the delegate system.

On the occasion of introducing and functionalizing the delegate system possible tendencies of its deformation should be noted.

First of all, the situation may come to a point where the delegate relationship and system exist in mere form, while in reality the relationship exists on a political-intermediary base; the delegations and delegates become independent in relation to the voting base; the centers of decision-making and their work become alienated in relation to working people and the citizens,

all under the predominating control of narrow techno-bureaucratic groups.

Secondly, the situation may come to a point at which will emerge narrow-mindedness, primitiveness, hardcore egotism, exclusive absorption in momentary partial interests, unpreparedness to take into consideration the interests and needs of others, etc. All this can bring delegating constitutional bodies into difficulty upon decision-making and to an eventual paralysis in the functioning of the system.

It is especially important that the socio-political organizations, the Socialist League, the trade-unions and the League of Communists, who have an especially large role and responsibility in the development of the delegate system turn their attention to the possible tendencies of its deformation so that they could, by their actions, prevent its appearance.

Dr RADOSLAV RATKOVIĆ

Dr Radoslav Ratković is a professor at the Faculty of Political Sciences of the University of Beograd, director of the Institute of Political Studies at the Faculty of Political Sciences, member of the Federal Assembly Constitutional Commission and of the editorial board of the periodical "Socijalizam".

Born in 1921 in Titovo Užice, Serbia, he graduated high school in 1939 and the Faculty of Law in Beograd in 1949. He completed his studies at the Institute of Social Sciences in 1951 and received doctoral degree at the University of Beograd in 1952.

He worked as a journalist from 1944 to 1951 and as research associate at the Institute for International Politics and Economics in Beograd. In diplomatic service from 1953 to 1958, and in 1958/1960 editor of the periodical "Socijalizam". In 1960 he became professor and in 1966 the director of the Higher School of Political Sciences in Beograd. He is professor at the Faculty of Political Sciences since 1968 and was Dean of the same institution until 1970.

His more important works include: *Society and Classes*, Beograd 1951; *Essays on the Problems of Contemporary Society*, Beograd, 1961; *Political Theories of Austro-marxism*, Beograd, 1965; *Ideology and Politics*, Beograd, 1971.

Dr. Pavle NIKOLIC

Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Belgrade

LE CARACTERE DU FEDERALISME YUGOSLAVE ET L'ORGANISATION DE LA FEDERATION

I.

LE CARACTERE DE L'ORGANISATION FEDERATIVE EN YUGOSLAVIE

Le fédéralisme a été et il est resté une des caractéristiques permanente et la plus importante de la Yougoslavie socialiste.

I. La création et le développement de l'organisation fédérative yougoslave

L'organisation fédérative en Yougoslavie a été créée pendant la guerre de libération nationale et la Révolution socialiste. Elle est le résultat de la lutte commune de toutes les nations et nationalités de Yougoslavie, inspirée par les attitudes de la politique du Parti communiste de Yougoslavie sur la question nationale. En effet, l'établissement de l'organisation fédérative a été, en réalité, causé par la tendance de régler la question nationale, eu égard que la Yougoslavie est une collectivité multinationale dans laquelle habitent outre les nations de même de nombreuses nationalités.

1. — Une des caractéristiques fondamentale de la Yougoslavie dans la période d'entre-deux guerres a été que la question nationale n'était pas résolue. La Yougoslavie bourgeoise a été constituée comme un Etat unitaire et centralisateur basée sur l'idée "d'un seul peuple avec trois noms". Cela a provoqué de nombreuses contradictions et des faits négatifs qui ont entraînés des conséquences d'une grande portée (l'inégalité des peuples, etc.).

D'où il en est résulté que l'insurrection des peuples yougoslaves avec le Parti communiste de Yougoslavie à la tête devait se rattacher inévitablement avec la résolution de la question nationale. Ainsi le Parti communiste de Yougoslavie a proclamé les principes de fraternité et d'unité, ainsi que de l'égalité en droits et de liberté nationale de toutes les nations et nationalités yougoslaves. Ces principes représentaient le fondement de leur lutte commune et pour la libération nationale et de classe.

L'institution formelle de l'organisation fédérative en Yougoslavie a été effectuée au cours de la guerre de libération nationale à la Deuxième session historique du Conseil antifasciste de la libération nationale de Yougoslavie à Jajce en 1943. Lors de cette session le Conseil antifasciste de la libération nationale de Yougoslavie, en vertu des droits de chaque peuple à l'autodétermination y compris le droit à la sécession ou l'unification avec d'autres peuples, et en conformité avec la volonté librement exprimée de tous les peuples yougoslaves, a pris la décision de l'édification de la Yougoslavie sur le principe fédératif. Cela a été confirmé par la Déclaration relative à la proclamation de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie le 29 novembre 1945 de la part de l'Assemblée constitutionnelle.

2. — L'organisation fédérative dans la période de la validité de la première Constitution yougoslave (de 1946) reposait sur les principes adoptés auparavant de la volonté librement exprimée et de l'égalité en droit. Chacun des peuples yougoslaves avait son Etat sous forme de république populaire, dont la souveraineté proclamée par la Constitution était limitée seulement par les droits qui ont été attribués par la Constitution à la Fédération. Ce caractère de droit d'Etat des républiques populaires se manifestait surtout dans l'existence des limites des républiques populaires qui ne pouvaient pas être modifiées sans leur consentement, dans la législation autonome et dans le droit de l'adoption de leur constitution, le plan économique et le budget, et dans la constitution de leur propre organisation du pouvoir, dans l'existence de la citoyenneté de la république fédérée, etc.

Cependant, les circonstances objectives de cette période (les destructions causées pendant la guerre dans le pays, le caractère sous-développé de l'économie, l'état de retard culturel et ainsi de suite, ensuite la grande disproportion dans le développement des républiques populaires, etc.) ont eu nécessairement pour conséquence l'étatisme et la centralisation, surtout dans la pratique, ce qui s'est, incontestablement, répercuté de façon défavorable sur la position des républiques en tant qu'unités fédérales.

3. — En instituant l'autogestion des producteurs une nouvelle étape est ouverte dans le développement du fédéralisme en Yougoslavie. En effet, dans les conditions de la communauté multinationale et de l'organisation fédérative, l'autogestion pouvait se développer et se transformer graduellement en principe fondamental c'est-à-dire en système complet de la société yougoslave, seulement pour autant qu'un changement se produisait dans la nature de l'organisation fédérative et que les rapports des nations s'édifiaient sur les bases du caractère d'autogestion. Mais aussi réciproquement.

Pour la période suivante (1953—1963) était caractéristique le processus de la décentralisation qui s'est exprimé dans le transfert de certaines fonctions de la fédération aux républiques fédérées, et ensuite le processus de la déétatisation qui consistait dans la socialisation des moyens de production, mais aussi des modes de

gestion de certains services sociaux. Tout ceci signifiait un certain élargissement des fonctions des républiques fédérées, de même que le renforcement de leur position, quoique les documents constitutionnels de 1953 n'accentuent pas, comme auparavant, la souveraineté des républiques fédérées en tant qu'Etats mais comme nations, et les républiques fédérées sont conçues comme Etat du peuple travailleur.

4. — La Constitution de 1963 a spécifié une nouvelle conception du fédéralisme. Le caractéristique de cette nouvelle conception constitue, entre autres, la conception de la fédération et des unités fédérales (républiques socialistes) en tant que communautés socio-politiques qui sont en principe égales en droit, interdépendantes et rattachées entre elles. L'intention générale dans le développement du fédéralisme, dans cette période aussi, s'est manifestée dans le renforcement progressif mais constant de l'influence et l'accroissement de l'autonomie des républiques fédérées. La Constitution de 1963 a proclamé que les hommes travailleurs et les peuples de Yougoslavie réalisent leurs droits souverains dans la fédération lorsque c'est dans l'intérêt commun spécifié par la constitution même, mais dans tous les autres rapports ils le font dans leurs républiques socialistes.

Cependant, malgré de telles tendances constantes, la fédération détenait toujours de très larges et importantes fonctions, surtout des fonctions économiques ainsi que celles dans le domaine de la législation. Dans la pratique cela compliquait les rapports entre la fédération et les républiques socialistes, de même que cela aggravait les rapports mêmes entre les républiques fédérées. En outre, on se trouvait nettement en présence de contradictions réelles des intérêts des parties développées et moins développées de la Yougoslavie. L'état de développement économique inégal des républiques fédérées (et des provinces) a provoqué auparavant, comme il provoque encore toujours l'inégalité en droit économique des peuples et de leurs républiques fédérées et provinces. Ce fait, ainsi que certains mécanismes et modes de réglementation et de décision dans le domaine du développement de l'économie, ainsi que des rapports économiques en général, engendraient constamment des problèmes rattachés à la résolution de la question nationale. Cependant, dans les conditions de la base matérielle de la société et du système développé de l'autogestion se manifestent de plus grandes possibilités pour résoudre ces problèmes et la résolution de la question nationale aussi sur le plan économique, eu égard que sur le plan politique la question nationale a trouvé la solution correspondante.

5. — Après la promulgation de la Constitution de 1963 on a entrepris dès les années 1967 et 1968 à des changements importants dans l'organisation fédérative de la Yougoslavie, pour aboutir en 1971 à des changements qui représentaient réellement des transformations radicales dans la nature de la fédération yougoslave en général, et en particulier dans la position et les fonctions de la fédération, des républiques fédérées et même des provinces autonomes.

Ces changements étaient directement inspirés par la tendance d'éliminer les faits négatifs mentionnés (surtout les rapports impropres dans le domaine économique entre les républiques fédérées et la fédération) ainsi que les rapports dépassés dans la fédération en général. C'était, en réalité, la tendance de réaliser dans une plus forte mesure l'égalité de droit des nations et des nationalités et l'autonomie des républiques fédérées (et des provinces), et déterminer leur plus grande responsabilité pour leur propre développement économique et social, mais aussi pour le fonctionnement de la fédération. Conformément à ce qui précède, la fin qu'il fallait réaliser par ces changements était la tendance que la fédération exerce seulement les droits et les devoirs qui sont dans l'intérêt commun des nations et des nationalités, des hommes travailleurs et des citoyens et que les républiques fédérées ont transféré à la fédération, et d'assurer tout en exerçant ces fonctions l'influence décisive des républiques fédérées et des provinces et de cette façon de même leur responsabilité pour la politique de la fédération en général.

Cela signifiait l'élimination du rôle dominant de la fédération en général, et en particulier (et surtout) dans le domaine de la reproduction élargie, et l'établissement du contrôle et du "pouvoir" des républiques fédérées sur le surplus du travail national. Dans la nature des choses, c'est le renforcement de la position et du rôle des républiques fédérées (et des provinces).

Evidemment, ces changements devaient être nécessairement rattachés (et même être sous la dépendance) aux changements qui s'étaient effectués dans les autres domaines de la vie sociale — le renforcement de la position et du rôle de la classe ouvrière et des hommes travailleurs, la consolidation de la position dominante du travail associé en général etc. En effet, la décentralisation et le transfert des fonctions de la fédération aux républiques fédérées qui renforcent leur caractère d'Etat (et aux provinces) devait être partie intégrante justement de ces processus. De cette manière le danger était écarté de la création de l'étatisme et de l'établissement des centres de la puissance d'Etat dans les républiques fédérées (et les provinces) et la voie était ouverte à une intégration plus prononcée de la société mais sur les bases de l'autogestion.

L'essence de ces changements réalisés par les Amendements constitutionnels de 1971, et qui étaient plus tard — dans le fond — adoptés et confirmés par la Constitution actuellement en vigueur de 1974, était, entre autre, dans l'accentuation du caractère d'Etat des républiques fédérées et des provinces autonomes, ainsi que dans le renforcement et dans l'application avec plus de conséquence du principe de l'égalité de droits des nations et des nationalités, mais aussi dans la mise en relief de l'essence de classe de la communauté fédérative comme telle.

6. — Le processus de renforcement du caractère d'Etat et de l'indépendance des républiques fédérées et du caractère d'autonomie des provinces qui ont été assurés par les Amendements constitutionnels de 1971 était en réalité suivi de certaines tendances né-

gatives qui se sont, en réalité, opposées à ce processus. Cette opposition est effectuée des positions de l'unitarisme, de l'étatisme d'Etat et de l'hégémonie. L'action des forces du nationalisme, ainsi que la présence des tendances autarchiques et des tendances vers l'encerclement des économies nationales et ainsi de suite, représentaient, dans le fond, la résistance au processus ci-dessus mentionné.

D'où il résulte que la lutte pour la réalisation des Amendements constitutionnels dans la période antérieure, tout en ayant la signification d'une lutte pour l'affirmation du rôle de la classe ouvrière et du travail associé d'autogestion et d'affirmation des nations et des nationalités, du caractère d'Etat et de l'indépendance des républiques fédérées et des provinces autonomes, avait dans la pratique aussi la signification de la lutte contre les tendances et les faits négatifs mentionnés. La réalisation des Amendements constitutionnels et la lutte poursuivie contre ces tendances et faits négatifs a fait ressortir le rattachement (et la dépendance) du développement du fédéralisme dans le sens du renforcement du caractère d'Etat et de l'indépendance des républiques fédérées et du caractère d'autonomie des provinces basé sur le principe de fraternité et d'unité et l'égalité de droits entière des nations et des nationalités, avec le développement de l'autogestion et l'édification de la communauté socialiste d'autogestion. La nouvelle Constitution de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, promulguée en 1974, tout en incorporant — dans le fond — les tendances essentielles et les solutions des Amendements constitutionnels, représente le fondement d'un nouveau fédéralisme, contemporain et d'autogestion, qui correspond au degré de développement et au caractère en général de la communauté multinationale et socialiste yougoslave.

II. Les caractéristiques et les éléments de l'organisation fédérative yougoslave

Les éléments du nouveau caractère du fédéralisme en Yougoslavie se manifestent surtout dans la nature de la fédération, et ensuite, en relation avec cela, aussi dans la position et le caractère des républiques socialistes et des provinces autonomes socialistes. La Constitution de 1974 de la RSF de Yougoslavie donne à ce sujet des solutions très originales qui représentent une nouveauté tant dans la théorie que dans la pratique comparative.

1. — Par la Constitution de 1974 la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est qualifiée en tant qu'Etat Fédéral à savoir: «communauté étatique de nations librement unies et de leurs républiques socialistes ainsi que des provinces socialistes autonomes de Voïvodine et de Kosovo qui font partie de la République socialiste de Serbie, fondée sur le pouvoir et l'autogestion de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, et communauté socialiste démocratique autogestionnaire de travailleurs et de citoyens, de nations et de nationalités égales en droits» (article

premier).^{*} Dans une telle définition de la RSF de Yougoslavie, formulée d'une manière aussi concise on s'est eforcé à exprimer tous les principes permanents sur lesquels était édiflée même jusqu'à présent la Yougoslavie en tant qu'Etat fédéral, mais aussi on a voulu accentuer certaines nouvelles qualités dans sa nature.

Ainsi, le principe de la volonté librement exprimée aussi bien aujourd'hui que dans le processus de la création de l'organisation fédérative yougoslave représente une des caractéristiques essentielle de la communauté fédérative des nations et des nationalités unies.

Implanté dans les fondements de l'organisation fédérative yougoslave le principe de l'égalité en droits des nations et des nationalités est constamment actuel et représente une qualité essentielle de la communauté fédérative. En développant ce principe, la Constitution proclame en particulier l'égalité de droit des langues des nations et des nationalités et de leurs écritures sur tout le territoire de la Yougoslavie.

La Constitution, ensuite, caractérise la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie en tant que communauté socialiste d'autogestion. C'est la communauté des hommes travailleurs et des citoyens et des nations et nationalités.

Cette communauté est fondée sur le pouvoir et l'autogestion de la classe ouvrière et de tous les hommes travailleurs. De cette façon est surtout accentuée son essence de classe.

Par la proclamation que la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est un Etat fédéral en tant que communauté d'Etat des peuples volontairement unis et de leurs républiques socialistes et des provinces autonomes socialistes, la Constitution a donné son entière confirmation au caractère d'Etat des républiques fédérées qui représente une importante caractéristique de l'organisation fédérative yougoslave. Il en est ainsi d'une part, — et, d'autre part, le caractère autonome des provinces est confirmé en tant qu'élément composant de la structure du fédéralisme yougoslave.

2. — L'élément constitutif fondamental de l'organisation fédérative yougoslave représentent incontestablement les républiques socialistes. En reposant sur la base nationale, les républiques socialistes sont l'expression de la structure multinationale de la communauté fédérative et représentent les sujets fondamentaux de cette communauté.

Par la Constitution de 1974 la république socialiste est définie en tant que « ... Etat fondé sur la souveraineté de la nation et le pouvoir et l'autogestion de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, ainsi qu'une communauté socialiste démocratique autogestionnaire de travailleurs et de citoyens, de nations et de nationalités égales en droits ». (article 3).

^{*} La Yougoslavie est composée de six républiques socialistes: Bosnie-herzégovine, Macédoine, Slovénie, Serbie, ainsi que deux provinces autonomes socialistes — Voïvodine et Kosovo qui se trouvent dans sa composition, la Croatie et le Monténégro (voir l'article 2 de la Constitution de la RSF de Yougoslavie).

Cela signifie que dans la république fédérée il faut envisager, tout d'abord, une telle communauté qui a le caractère de la communauté d'Etat. Elle l'est en réalité car elle a possédé même auparavant tous les attributs essentiels du caractère d'Etat. La république socialiste a aussi un caractère de classe car elle repose sur le pouvoir et l'autogestion de la classe ouvrière et de tous les hommes travailleurs. Ensuite la république socialiste a aussi le caractère d'une communauté nationale, dans toute l'acception de ce terme. Comme telle elle est basée sur la souveraineté du peuple et l'égalité de droits des nations et des nationalités. Elle a un tel caractère car le critère national est aujourd'hui aussi, comme il l'était auparavant, l'élément constitutif de l'existence de la république c'est-à-dire de la communauté fédérative.

Enfin, la république socialiste représente de même une communauté démocratique d'autogestion socialiste des hommes travailleurs et des citoyens, des nations et des nationalités. La république est telle, c'est-à-dire elle s'édifie comme telle en considération du système socio-économique et socio-politique qui fonctionne en elle. Cela signale en même temps le fait que la république fédérée est partie intégrante de la communauté fédérative yougoslave tout entière qui repose sur un tel même système, c'est-à-dire sur le système unique socio-économique et socio-politique.

3. — L'existence et la position des provinces autonomes socialistes en Yougoslavie représente une particularité importante de l'organisation fédérative yougoslave. La Constitution de la RSF de Yougoslavie a proclamé, comme il a été mentionné plus haut, que la Yougoslavie est une communauté d'Etat des peuples librement associés et de leurs républiques socialistes ainsi que des provinces autonomes socialistes. De cette façon les provinces autonomes sont devenues un élément de l'organisation fédérale. Cependant, elles ne sont pas de la même nature que les républiques fédérées, de même elles n'ont pas le caractère de l'Etat, mais leur position dans la communauté fédérative yougoslave, comme il sera exposé plus loin, est très semblable à la position dans laquelle se trouvent les républiques fédérées. Leur position réelle est incontestablement déterminée aussi par le fait qu'elles se trouvent dans la composition d'une république (la Serbie).

Par la Constitution de la RSF de Yougoslavie la province autonome socialiste est définie en tant que «communauté socio-politique socialiste autonome, démocratique et autogestionnaire fondée sur le pouvoir et l'autogestion de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, dans laquelle les travailleurs et les citoyens, les nations et les nationalités exercent leurs droits souverains, et au plan de la République lorsque la Constitution de la République socialiste de Serbie dispose que c'est dans l'intérêt commun des travailleurs et des citoyens, des nations et des nationalités de la République dans son ensemble», (article 4).

Par ailleurs, les provinces autonomes sont formées dans la lutte commune des nations et des nationalités de Yougoslavie dans la guerre de libération nationale et la révolution socialiste tout en

respectant strictement le principe de la volonté librement exprimée. Le fondement de leur formation reposait sur la structure nationale particulière (sur ces territoires habitent de nombreux ressortissants des nationalités) mais aussi sur d'autres particularités — historiques, culturelles, etc.

4. — Ainsi la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie apparaît comme une communauté complexe. Cependant son territoire est unique. Elle est constituée par les territoires des républiques fédérées qui ne peuvent pas être modifiés sans leur consentement, de même les territoires des provinces autonomes ne peuvent être modifiés sans leur consentement, mais — ce qui est incontestablement d'une importance particulière — de même les frontières de la RSF de Yougoslavie ne peuvent pas être modifiées sans le consentement de toutes les républiques fédérées et des provinces autonomes.

De même que le territoire est unique la citoyenneté yougoslave est unique. En effet, chaque citoyen de la république fédérée est en même temps citoyen de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie.

5. — Considéré dans l'ensemble, un tel caractère de l'organisation fédérative yougoslave en général, et en particulier la position des républiques fédérées et des provinces autonomes est le résultat et l'oeuvre de leur entente réelle et du consentement complet exprimé dans la Constitution de la RSF de Yougoslavie. En effet, cette Constitution (de 1974) a été adoptée de la part de l'Assemblée fédérale, mais aussi avec le consentement de toutes les républiques fédérées et des provinces autonomes. Les changements futurs dans la Constitution de la RSF de Yougoslavie peuvent être effectués seulement d'une telle manière, ce qui signifie en vertu du consentement de toutes les républiques fédérées et des provinces autonomes. Cela signifie aussi que la position des républiques fédérées et des provinces autonomes, et en général tout le mécanisme et le caractère de l'organisation fédérale ne peuvent pas être modifiés sans le consentement de toutes les républiques fédérées et des provinces autonomes.

III. — *Les fonctions de la Fédération*

Le trait caractéristique de l'organisation fédérative yougoslave s'exprime surtout dans la nature et le volume des fonctions de la fédération et le mode de leur réalisation.

1. — Dans l'organisation fédérative yougoslave la fédération représente une telle communauté dans laquelle les hommes travailleurs et les nations et nationalités réalisent leurs droits souverains seulement dans le cas qu'il est prévu par la Constitution de la RSF de Yougoslavie que c'est dans l'intérêt commun. Autrement, ils réalisent leurs droits souverains dans les républiques socialistes et les provinces autonomes socialistes conformément à leurs droits constitutionnels. De cette manière les républiques fédérées et les

provinces autonomes apparaissent dans l'organisation fédérative en tant que titulaires des droits et des pouvoirs originaires. Cela détermine incontestablement le vrai caractère de la fédération, mais aussi diminue essentiellement le volume de ses fonctions, c'est-à-dire les droits et les devoirs ce qui, inversement, conditionne l'élargissement important des droits et des devoirs des républiques fédérées et des provinces autonomes. Cela est l'expression et la confirmation du caractère d'Etat des républiques fédérées et de l'autonomie des provinces et de la conception que la république est, en réalité, la base de l'organisation fédérative. De même, cela fait ressortir que la fédération n'est pas une création séparée qui est au-dessus des républiques socialistes en tant qu'unités fédérales et qu'elle a certains intérêts particuliers qui lui sont propres. Au contraire, dans la fédération se réalisent les intérêts communs des nations et des nationalités et des hommes travailleurs et des citoyens.

La Constitution a spécifié les intérêts communs qui sont réalisés et assurés dans la fédération: la souveraineté, l'égalité des droits, la liberté nationale, l'indépendance, l'intégrité territoriale, la sécurité, l'autoprotection sociale, la défense du pays, la position internationale et les rapports du pays avec les autres Etats et les organisations internationales, le système des rapports socio-économiques d'autogestion socialistes, les fondements uniques du système politique, les libertés démocratiques fondamentales et les droits de l'homme et du citoyen, la solidarité et la sécurité sociale des hommes travailleurs et des citoyens et le marché yougoslave unique et la coordination du développement économique et social commun et les autres intérêts communs.

2. — Il est caractéristique pour l'organisation fédérative yougoslave et la position de la fédération que les intérêts communs mentionnés plus haut des nations et des nationalités et des hommes travailleurs et des citoyens sont réalisés à l'aide de l'engagement tout entier et de la responsabilité des républiques fédérées et des provinces autonomes dans la réalisation de ces intérêts. En effet, ces intérêts communs sont réalisés par les organes fédéraux, mais avec la participation à égalité des droits et la responsabilité des républiques fédérées et des provinces dans ces organes dans la détermination et la mise en œuvre de la politique de la fédération, ainsi que par les organes fédéraux en vertu des décisions ou du consentement des républiques fédérées et des provinces.

Il faut ajouter que la réalisation de ces intérêts est effectuée aussi par la collaboration directe et l'entente des républiques fédérées, des provinces, des communes et des autres communautés socio-politiques, ainsi que par l'accord autogestionnaire, l'entente sociale et l'association des organisations du travail associé et des autres organisations et communautés autogestionnaires, etc. Cela signale en même temps certaines nouvelles qualités distinctives, en partie originales, de l'organisation fédérative yougoslave. Elles s'expriment par les éléments du fédéralisme dit coopératif, contractuel et participant. De même, par là on signale encore un autre

nouveau caractère distinctif et original de l'organisation fédérative yougoslave, outre les sujets fondamentaux mentionnés qui représentent les éléments constitutifs de l'organisation fédérale, en tant que sujet importants des rapports fédéraux apparaissent aussi d'autres communautés et organisations autogestionnaires.

Enfin, eu égard à un tel procédé de détermination et le caractère des fonctions de la fédération, c'est-à-dire des intérêts communs des nations et des nationalités et des hommes travailleurs et des citoyens qu'ils réalisent dans la fédération et le mécanisme de la réalisation de ces intérêts, les principes sur lesquels reposent les décisions dans la fédération sont d'une grande importance. Ces principes sont les suivants: entente des républiques fédérées et des provinces, solidarité et mutualité, participation à droits égaux des républiques fédérées et des provinces pour leur propre développement et pour le développement de la communauté socialiste dans l'ensemble. Ce sont les principes que la Constitution de la RSF de Yougoslavie a expressément spécifié.

3. — Les fonctions globalement déterminées de la fédération la Constitution de la RSF de Yougoslavie a élaboré avec précision, en fixant les droits et les devoirs de la fédération et de cette façon elle a nettement délimité la fédération des républiques fédérées et des provinces autonomes. Ces droits et ces devoirs la fédération exerce par l'intermédiaire des organes fédéraux, toutefois certains de ces droits et devoirs les organes fédéraux exercent en vertu des décisions ou du consentement des organes des républiques fédérées et des provinces autonomes. Ce sont, formulés d'une manière générale, les groupes suivants des droits et des devoirs:

(1) la fédération assure l'indépendance et l'intégrité territoriale et les relations internationales; (2) elle assure le système de rapports socio-économiques socialistes autogestionnaires et les fondements uniques du système politique; (3) elle régleme les droits fondamentaux des ouvriers dans le travail associé; (4) elle régleme les rapports d'obligation et les autres rapports de droit réel; (5) elle régleme les fondements du système de planification sociale, du système des mesures destinées à protéger l'unité du marché yougoslave; (6) régleme les fondements du système de défense nationale; (7) détermine la politique extérieure et régleme la réalisation des relations internationales; (8) régleme le système de la sécurité d'Etat; (9) régleme la citoyenneté; (10) régleme le contrôle de la circulation des marchandises et le régime de passage des frontières d'Etat; (11) régleme les transports et les communications; (12) régleme les conditions générales et les principes du prononcé des sanctions pour les actes criminels et les délits économiques, le système de sanctions et la détermination des infractions spécifiées; (13) régleme le système des unités de mesure et assure le contrôle des poids et mesures et des métaux précieux; (14) régleme et organise la collecte, le relevé et l'étude des statistiques et autres données; (15) régleme le mode d'aplanissement des conflits (collisions) de loi et des conflits de compétence entre les organes des différentes républi-

ques fédérées ou des provinces autonomes, ainsi que les conflits de loi avec les prescriptions des autres pays; (16) réglemente l'organisation des organes fédéraux et les élections aux organes fédéraux; (17) protège la constitutionnalité déterminée par la Constitution de la RSF de Yougoslavie et la légalité conformément à cette Constitution (voir l'article 281 de la Constitution de la RSF de Yougoslavie).

La fédération n'est plus investi du pouvoir dans le domaine de la reproduction matérielle, du travail associé et la formation et la répartition du revenu. Ces pouvoirs, se trouvent actuellement entre les mains des républiques fédérées et des provinces autonomes. De cette manière se trouve résolue l'une des plus importantes question de l'égalité des droits des nations et des nationalités dans la société yougoslave — la question de gestion et de disposition du revenu national et du surplus du travail qui se forme dans cette république fédérée, c'est-à-dire province autonome. C'est en cela qu'il faut voir, en même temps, les fondements pour la résolution définitive de la question nationale de même sur le plan économique.

IV. Les rapports de la Fédération, des républiques socialistes et des provinces autonomes socialistes

La complexité de l'organisation fédérative yougoslave conditionne incontestablement aussi la complexité des rapports mutuels des principaux sujets de cette organisation fédérale — de la fédération, des républiques socialistes et des provinces autonomes socialistes. A part les éléments exposés précédemment et les caractéristiques de leurs rapports mutuels, ces rapports sont particulièrement importants dans le domaine de la législation et de l'organisation de la fédération.

1. — Dans le domaine de la législation, les rapports mutuels de la fédération, des républiques fédérées et des provinces autonomes caractérise, tout d'abord, ce qui représente une grande nouveauté dans la théorie et la pratique du fédéralisme, la participation des républiques fédérées et des provinces autonomes dans la détermination de la politique et l'adoption des lois fédérales dans les domaines spécifiés par la Constitution (le système monétaire et l'émission des monnaies, le système des devises, le commerce extérieur, les rapports de crédit et les autres rapports économiques avec l'étranger, etc.). En effet, l'Assemblée de la RSF de Yougoslavie (son Conseil des républiques et des provinces) détermine la politique et adopte les lois fédérales dans ces domaines en vertu du consentement des assemblées des républiques fédérées et des provinces autonomes. C'est ainsi qu'on adopte aussi le plan social de la Yougoslavie et qu'on établit le volume total du budget de la fédération. Le consentement des républiques fédérées et des provinces autonomes est nécessaire aussi pour la conclusion des conventions internationales qui exigent l'adoption de nouvelles lois ou la modification des lois qui sont en vigueur des républiques

fédérées ou des provinces ou des conventions qui créent des obligations spéciales pour une ou plusieurs républiques fédérées ou provinces autonomes.

Ensuite, ces rapports caractérisent aussi l'hypothèse spécifiée par la Constitution de la compétence (et de la responsabilité) des organes dans les républiques fédérées et dans les provinces autonomes pour l'exécution des lois fédérales et des autres actes normatifs. Les organes fédéraux exécutent directement les lois fédérales et les autres actes normatifs et ils en sont responsables seulement si cela est spécifié par la Constitution de la RSF de Yougoslavie. Conformément à une telle solution les pouvoirs correspondants sont déterminés des organes des républiques fédérées et des provinces autonomes c'est-à-dire des organes fédéraux pour l'adoption des prescriptions aux fins de l'exécution des lois fédérales.

Pour les rapports de la fédération et des républiques fédérées et des provinces autonomes dans le domaine de la législation le droit est très important des républiques fédérées et des provinces autonomes, dans le cadre de leurs droits et devoirs, d'adopter les lois dans les domaines qui sont réglementés par les lois fédérales. En outre, les républiques fédérées et les provinces autonomes ont le droit d'adopter leurs lois dans les domaines qui sont réglementés par la loi fédérale dans le cas que cette loi n'est pas adoptée. Elles peuvent le faire seulement si cela représente de l'intérêt pour la réalisation de leurs droits et devoirs.

La caractéristique suivante de ces rapports est l'inexistence de la priorité des lois fédérales par rapport aux lois des républiques fédérées et des provinces autonomes. La règle constitutionnelle générale qui est aujourd'hui en vigueur dans l'organisation fédérative yougoslave est que les lois des républiques fédérées et des provinces autonomes ne peuvent pas être en contradiction avec les lois fédérales. Si tant est, cependant, qu'une telle situation se produise, il est de règle d'appliquer temporairement, jusqu'à la décision de la Cour constitutionnelle, la loi de la république fédérée ou de la province autonome. La loi fédérale aura la priorité seulement dans le cas que pour son exécution les organes fédéraux sont responsables.

Par ailleurs, les lois fédérales et les autres actes normatifs sont obligatoires sur tout le territoire de la Yougoslavie, pour autant qu'elles ne contiennent pas la disposition qu'elles s'appliquent sur un territoire restreint.

2. — Un aspect important des rapports mutuels de la fédération, des républiques fédérées et des provinces autonomes représentent aussi les rapports dans le domaine de l'organisation même de la fédération. A ce sujet les solutions qui sont prévues par la Constitution yougoslave diffèrent dans une large mesure des solutions classiques dans les autres Etats fédératifs. Ces solutions, nouvelle et originales, qui seront exposées d'une manière plus détaillée dans la section II, impriment non seulement un cachet particulier à l'organisation fédérative yougoslave, mais aussi influent sur le fonctionnement de la fédération.

La nouveauté de beaucoup la plus importante dans l'organisation de la fédération représente l'application de conséquence du principe de la représentation paritaire (égale) des républiques fédérées, c'est-à-dire de la représentation paritaire ou correspondante (proportionnelle) des provinces autonomes dans toutes les organisations collégiales de la fédération. Ce principe est scrupuleusement respecté et appliqué à l'occasion de la nomination des organes fédéraux séparés, et en particulier dans l'Armée populaire Yougoslave en ce qui concerne la composition des cadres dirigeants et la nomination aux postes de commandement et de direction supérieurs.

En outre, il est très caractéristique que à l'occasion de la formation (l'élection) de certains corps ou organes dans la fédération participent exclusivement les républiques fédérées et les provinces autonomes d'après le principe de délégation.

Tout ceci conditionne le caractère de l'organisation fédérative yougoslave en tant qu'une sorte de fédéralisme dit de participation.

II.

L'ORGANISATION DE LA FEDERATION

Dans la constitution de l'organisation de la fédération tous les principes fondamentaux du système sociopolitique yougoslave ont pris toute leur portée, surtout — l'autogestion, le système de délégation, le remplacement, etc. Cependant, sur l'organisation de la fédération et son fonctionnement exerce de l'influence surtout le caractère nouveau et spécifique de l'organisation fédérative en général, et en particulier la nature et la position de la fédération ainsi que les principes qui se rapportent aux décisions dans la fédération et ainsi de suite.

I. *L'Assemblée de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie*

L'Assemblée de la RSF de Yougoslavie est l'organe de l'autogestion sociale et l'organe suprême du pouvoir dans le cadre des droits et devoirs de la fédération. Ce qui conditionne effectivement un tel caractère de l'Assemblée sont tant sa structure, que ses fonctions et ensuite les rapports avec les autres organes dans la fédération.

La structure de l'Assemblée de la RSF de Yougoslavie est édictée sur les fondements autogestionnaires et le système de délégation. Elle est composée de deux chambres: le Conseil fédéral qui a le caractère de conseil de délégués des organisations et communautés autogestionnaires et des organisations socio-politiques dans les républiques fédérées et dans les provinces autonomes, et le Conseil des Républiques et des Provinces en tant que conseil des délégations des assemblées des républiques et des assemblées des

provinces autonomes. Les deux conseils sont composés sur le principe de la représentation paritaire des républiques (30 ou 12 délégués) et la représentation correspondante des provinces autonomes (20 ou 8).

Une telle structure et composition de l'Assemblée de la RSF de Yougoslavie fait ressortir qu'elle n'est pas une représentation politique classique ni exclusivement un organe du pouvoir de l'Etat. Elle a le caractère d'un organe de l'autogestion sociale, mais, en même temps, le caractère d'un organe de la communauté fédérative yougoslave tout entière, et non seulement de la fédération. Une telle structure de l'Assemblée de la RSF de Yougoslavie correspond incontestablement à la tendance que l'Assemblée soit le centre de coordination des intérêts (économiques et autres) et l'instrument de réalisation des intérêts de la classe ouvrière et des intérêts des nations et des nationalités.

Eu égard à un tel caractère de l'Assemblée qui détermine aussi son rôle dans le système, et en conformité avec les préceptes fondamentaux du gouvernement d'assemblée, l'Assemblée de la RSF de Yougoslavie réunit dans son sein les fonctions les plus importantes et très larges. Ainsi, dans la compétence de l'Assemblée de la RSF de Yougoslavie se trouvent, en premier lieu, la fonction constitutionnelle et la fonction législative. Ensuite, exerce aussi la fonction d'orientation politique, eu égard qu'elle établit les fondements de la politique intérieure et de la politique étrangère de la RSF de Yougoslavie, et ensuite la politique de l'application des lois fédérales et des autres actes normatifs ainsi que des obligations des organes fédéraux qui se rapportent à l'exécution de ces actes. Dans sa compétence se trouve également la fonction de planification et budgétaire. L'Assemblée a des pouvoirs très larges aussi dans l'exercice de la fonction électorale (l'élection ou la nomination et la destitution de beaucoup d'organes), ainsi que des fonctions de contrôle politique (le contrôle politique du travail de l'organe exécutif et des organes administratifs), et de contrôle social.

Dans l'exercice de ses fonctions l'Assemblée de la RSF de Yougoslavie adopte, outre les lois et les autres actes juridiques, et les actes de nature politique qui ne sont pas juridiquement obligatoires — les déclarations, les résolutions et les recommandations. Dans la pratique qui a eu lieu jusqu'à présent, cependant, l'Assemblée n'en a pas fait usage dans une mesure suffisante.

Le caractère spécifique du fédéralisme yougoslave et la structure correspondante de l'Assemblée de la RSF de Yougoslavie ont conditionné aussi un mécanisme spécial de la réalisation des fonctions mentionnées ci-dessus de la part de l'Assemblée. En effet la plus grande partie de la compétence de l'Assemblée de la RSF de Yougoslavie est répartie, en réalité, entre ses conseils. Ainsi, au Conseil des Républiques et des Provinces sont confiées, en règle générale, les compétences pour la réalisation desquelles est nécessaire le consentement des assemblées référées et des assemblées des provinces autonomes. Ce Conseil assure la coordination des attitudes des assemblées des républiques fédérées et des provinces

autonomes dans les domaines dans lesquels il adopte les lois fédérales et les autres actes normatifs en vertu du consentement de ces assemblée. Les autres compétences de l'Assemblée de la RSF de Yougoslavie exerce en toute autonomie le Conseil fédéral, et sur un certain plus petit nombre de questions (généralement du domaine de la fonction électorale) les décisions sont prises par les deux conseils à égalité de droits.

A la position relevée de l'Assemblée de la RSF de Yougoslavie, contribue en particulier la structure de ses rapports avec les autres organes de la fédération. Dans le fond, ces rapports sont en concordance avec la conception du gouvernement d'assemblée. Cela signifie, tout d'abord, que l'Assemblée dispose du droit d'élection c'est-à-dire de nomination et de destitution de tous ces organes (à l'exception de la Présidence de la RSF de Yougoslavie), ensuite du droit d'exercer le contrôle politique de leur travail, de déterminer les orientations de leur travail, ainsi que d'abolir ou d'annuler les actes normatifs inconstitutionnels et illégaux de ces organes, etc. Evidemment, cela ne se rapporte pas aux tribunaux et à la Présidence de la RSF de Yougoslavie, de même qu'à ces institutions ne se rapporte pas la responsabilité qu'assument les organes exécutifs et administratifs devant l'Assemblée qui est spécifiée par la Constitution. A tout prendre, le réseau ramifié des droits et devoirs réciproques de l'Assemblée de la RSF de Yougoslavie et des autres organes contribue à la réalisation de la position dominante et au rôle de l'Assemblée, mais aussi à la réalisation d'une collaboration plus étroite entre l'Assemblée et les autres organes dans la fédération.

II. — *La Présidence de la RSF de Yougoslavie et le Président de la République*

Dans le système constitutionnel contemporain dans la fédération sont formés et existent parallèlement, quoique personnellement rattachés, deux organes qui ont le caractère de chef d'Etat — la Présidence de la RSF de Yougoslavie et le Président de la République.

1. — La Présidence de la RSF de Yougoslavie est un nouvel organe dans l'organisation de la fédération. Son institution (en 1971) était motivée par l'intention que la fédération devienne dans la mesure aussi large que possible la communauté, en réalité, des nations et des nationalités égales en droits et d'assurer l'influence aussi forte que possible (et la responsabilité) des républiques fédérées et des provinces autonomes dans l'exercice des fonctions de la fédération.

La fonction fondamentale de la Présidence est incontestablement de veiller à l'harmonisation des intérêts communs des républiques fédérées et des provinces autonomes, conformément à leurs responsabilités dans l'exercice des droits et devoirs de la fédération. La Présidence exerce cette fonction dans le but de la réalisa-

tion de l'égalité des droits des nations et des nationalités. Par ailleurs, en qualité de chef d'Etat, la Présidence exerce la fonction de représentation de la RSF de Yougoslavie dans le pays et à l'étranger et les autres pouvoirs, plus ou moins traditionnels de chef d'Etat.

La Présidence de la RSF de Yougoslavie est, de même, l'organe suprême de direction et de commandement des forces armées yougoslaves, et dans la réalisation de la défense nationale générale la Présidence a de nombreux pouvoirs et de grande importance. En considération du caractère de la Présidence pesent d'un grand poids les droits d'initiative (politique et législative) et les propositions dont elle dispose. La Constitution de la RSF de Yougoslavie attribue une importance particulière aux propositions pour la détermination de la politique intérieure et de la politique étrangère pour l'adoption des lois et des autres actes normatifs dont l'adoption est considérée comme étant indispensable, ensuite aux propositions pour l'ajournement de l'adoption des lois ou des autres actes normatifs, que la Présidence adresse au conseil compétent de l'Assemblée de la RSF de Yougoslavie. En effet, si ce conseil n'accepte pas les propositions mentionnées, la procédure est engagée pour l'examen de la question litigieuse qui peut se terminer par la dissolution de ce conseil, mais en même temps le mandat de la Présidence prend fin. Dans la pratique qui a eu lieu jusqu'à présent, cependant, un tel fait ne s'est jamais produit.

Enfin, la Présidence dispose du droit, entre autres, de prendre position vis-à-vis de la mise en oeuvre de la politique et de l'application des lois et des autres actes normatifs de l'Assemblée de la RSF de Yougoslavie, et en conséquence d'exiger que le Conseil exécutif fédéral prenne des mesures pour la mise en oeuvre de la politique et de l'exécution des lois et des autres actes normatifs de l'Assemblée.

Un tel volume et caractère des pouvoirs et fonctions imprime à la Présidence de la RSF de Yougoslavie le cachet d'un organe spécifique qui n'est pas seulement le chef collégial de l'Etat. La Présidence est en réalité, l'expression de la nature spécifique de l'organisation fédérative yougoslave et des rapports dans la fédération, ce qui, incontestablement conditionne sa composition et le mode de son élection.

La Présidence de la RSF de Yougoslavie est formée sur le principe de représentation entièrement égale en droit des républiques fédérées et des provinces autonomes. En effet, les assemblées des républiques et des provinces élisent chacune d'elles un membre dans la Présidence de la RSF de Yougoslavie. Le Président de la Ligue des communistes de Yougoslavie est, d'office, membre de la Présidence.

2. — L'institution d'un chef de l'Etat yougoslave en la personne du Président de la République est conservée même après l'introduction de la Présidence de la RSF de Yougoslavie dans le système constitutionnel de la Yougoslavie. En effet, la Constitution de la RSF de Yougoslavie a prévu que l'Assemblée de la RSF de

Yougoslavie peut, considérant la rôle historique de Josip Broz Tito dans la guerre de libération nationale et la révolution socialiste, la création et le développement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, le développement de la société socialiste yougoslave d'autogestion, la réalisation de la fraternité et de l'unité des nations et nationalités de Yougoslavie, le renforcement de l'indépendance du pays et de sa position dans les relations internationales, ainsi que dans sa lutte pour la paix dans le monde, et conformément à la volonté exprimée par les hommes travailleurs et les citoyens, les nations et nationalités de Yougoslavie, élire sur la proposition des assemblées des républiques et des provinces autonomes Josip Broz Tito Président de la République sans limitation de la durée de son mandat. L'Assemblée de la RSF de Yougoslavie a procédé à cette élection en mai 1974.

Dans la compétence du Président de la République se trouvent, principalement, les pouvoirs traditionnels du chef républicain de l'Etat. Le Président de la République est le président de la Présidence de la RSF de Yougoslavie. Le Président de la République est le commandant en chef des forces armées et le président du Conseil de la défense nationale. Le Président de la République informe l'Assemblée de la RSF de Yougoslavie de l'état et des problèmes de la politique intérieure et extérieure et il peut lui proposer d'examiner certaines questions et de prendre des décisions, etc.

3. — Dans l'organisation de la fédération existe en tant qu'organe collégial distinct le Conseil de la fédération. Ce n'est pas un organe d'Etat, mais un organe socio-politique de caractère consultatif.

III. — *Le Conseil exécutif fédéral et les organes administratifs fédéraux.*

1. — Dans l'organisation de la fédération le Conseil exécutif fédéral est formé en tant qu'organe exécutif de l'Assemblée de la RSF de Yougoslavie. En sa qualité d'organe exécutif de l'Assemblée, et conformément aux préceptes du gouvernement d'assemblée, le Conseil exécutif fédéral est responsable devant l'Assemblée de la RSF de Yougoslavie de la situation dans tous les domaines de la vie sociale, de l'application de la politique et de l'exécution des lois fédérales et des autres prescriptions et actes généraux de l'Assemblée, ainsi que de l'orientation et de la coordination des travaux des organes administratifs fédéraux. Cela détermine, incontestablement la portée de la fonction exécutive de cet organe.

Dans l'exercice de ses fonctions le Conseil exécutif fédéral veille, en premier lieu, à la mise en oeuvre de la politique et à l'exécution des lois et des autres actes normatifs de l'Assemblée de la RSF de Yougoslavie, ainsi qu'à la mise en oeuvre de la politique de défense du pays et à l'exécution des préparatifs de défense. Le Conseil exécutif fédéral coordonne et oriente le travail des organes administratifs fédéraux, exerce le contrôle de leur travail et ainsi

de suite. Ensuite, le Conseil exécutif fédéral a le droit d'adopter les prescriptions (ordonnances, décisions etc.) en vue d'assurer l'exécution des lois fédérales. Il dispose du droit d'initiative législative et politique.

Conformément à la conception du gouvernement d'assemblée, le Conseil exécutif fédéral est responsable de son travail devant l'Assemblée de la RSF de Yougoslavie. La sanction de ce droit se trouve dans le droit de l'Assemblée d'élire et de révoquer les membres du Conseil exécutif fédéral, ainsi que dans le droit d'abolir et d'annuler ses actes normatifs inconstitutionnels et illégaux. Cependant, le Conseil exécutif fédéral a le droit de donner sa démission collective et de poser la question de confiance, mais dans la période écoulée on ne s'est jamais servi de ce droit.

Le Conseil exécutif fédéral est un organe étroitement collégial, composé d'un président et des membres, ainsi que des secrétaires fédéraux et des présidents des comités fédéraux. Les membres du Conseil exécutif fédéral sont élus conformément au principe de la représentation égale en droits des républiques fédérées et de la représentation correspondante des provinces autonomes, et à l'occasion de la nomination des secrétaires fédéraux et des autres fonctionnaires de l'administration on tient compte de la composition nationale. Cependant, ils sont responsables exclusivement aux organes de la fédération et ils ne peuvent pas recevoir les orientations et les ordres des républiques fédérées et des provinces autonomes. D'ailleurs, le Conseil exécutif fédéral se forme comme une équipe homogène, eu égard que ses membres sont élus sur la proposition des candidats pour le président du Conseil exécutif fédéral qui est proposé par la Présidence de la RSF de Yougoslavie.

2. — Dans la fédération se forme un système spécial des organes différents de l'administration auxquels est confié l'exercice de la fonction administrative. A ce sujet, il est surtout important qu'ils sont obligés d'assurer l'exécution des lois fédérales et des autres actes normatifs dont ils sont responsables pour leur exécution. La structure de l'administration fédérale est relativement compliquée et elle est constituée par: les secrétariats fédéraux, les comités fédéraux, les inspectorats fédéraux, etc.

IV. — *Le Tribunal fédéral, le procureur public fédéral et l'avocat social fédéral de l'autogestion.*

Comme dans toutes les autres collectivités socio-politiques, de même dans la fédération se forment les organes correspondants des tribunaux et du ministère public et l'avocat social de l'autogestion.

Le Tribunal fédéral est un organe du pouvoir public et exerce la fonction judiciaire dans le cadre des droits et devoirs spécifiés par la Constitution de la RSF de Yougoslavie et par la loi fédérale. Sa compétence s'étend, en réalité, sur les questions et les rapports dans lesquels s'exprime directement l'intérêt de la fédération dans l'ensemble. Le président et les juges du Tribunal fédéral sont élus

et relevés de leurs fonctions par l'Assemblée de la RSF de Yougoslavie, à cette occasion la composition et le nombre des juges de ce tribunal sont déterminés d'après le principe de la représentation paritaire des républiques fédérées et de la représentation correspondante des provinces autonomes.

V. — *La Cour constitutionnelle de Yougoslavie.*

Dans le système yougoslave de la protection de la constitutionnalité et de la légalité la place la plus importante occupent les cours constitutionnelles. Dans la sphère de la fédération c'est la Cour constitutionnelle de Yougoslavie.

La Cour constitutionnelle de Yougoslavie statue sur la conformité des lois à la Constitution de la RSF de Yougoslavie; sur la question de savoir si les lois des républiques fédérées et des provinces autonomes sont en opposition avec la loi fédérale; sur la conformité des actes normatifs à la Constitution de la RSF de Yougoslavie et à la loi fédérale; sur la question de savoir si les actes normatifs des communautés socio-politiques et les actes autogestionnaires généraux sont conformes à la Constitution de la RSF de Yougoslavie ou en opposition avec une loi fédérale dont l'exécution ressortit à la responsabilité des organes fédéraux; règle les litiges concernant les droits et les devoirs entre la fédération, les républiques fédérées ou les provinces autonomes, entre les républiques fédérées, entre les républiques fédérées et les provinces autonomes et entre les autres communautés socio-politiques fonctionnant sur le territoire de républiques fédérées différentes, si le règlement de ces litiges ne relève pas de la compétence d'un autre tribunal; statue sur les conflits de compétences entre les cours constitutionnelles des républiques fédérées ou des provinces autonomes, entre les tribunaux et les organes fédéraux, entre les organes fédéraux et les organes des républiques fédérées ou des provinces autonomes, entre les tribunaux et les autres organes d'Etat sur le territoire de deux ou plusieurs républiques, ou sur le territoire des républiques et des provinces autonomes.

La Cour constitutionnelle de Yougoslavie est, de même, composée sur le principe de la représentation paritaire des républiques (2 par république) et la représentation correspondante des provinces autonomes (1 par province). Le président et les juges sont élus par l'Assemblée de la RSF de Yougoslavie.

Dr PAVLE NIKOLIC

Dr Pavle Nikolić, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Belgrade, est né le 23 avril 1928, à Belgrade. Diplômé de même Faculté en 1951, élu assistant à la même Faculté en 1955, doctorat ès droit de l'Université de Belgrade en 1961. Il fait un séjour d'étude à Paris au cours de l'année académique 1964/65. A présent, professeur de Droit constitutionnel à la Chaire des sciences politiques.

Le professeur Nikolić se préoccupe des problèmes du droit constitutionnel et des sciences politiques. La domaine qui l'intéresse tout particulièrement sont les problèmes du gouvernement d'assemblée, de l'organisation du parlement, les rapports entre le pouvoir législatif et exécutif, et autres. Il a développé et mis en forme une théorie systématique du gouvernement d'assemblée. Auteur d'un grand nombre d'articles, d'études, de rapports et de livres dont certains en langues étrangères. Il a publié les livres suivants: L'Assemblée fédérale dans le système constitutionnel et politique de la Yougoslavie, 1969; Le système social de la RSFY (coauteur), 1971; Le gouvernement d'assemblée, 1973; Le système social et politique de la RSFY I—II, (coauteur), 1973, et d'autres.

Le professeur Nikolić a enseigné dans diverses universités en Yougoslavie et à l'étranger (France, Pologne, USSR). Il a pris part en tant que rapporteur à de nombreux congrès et réunions internationales.

Le professeur Nikolić est actuellement directeur du Centre universitaire international des sciences sociales de l'Université de Belgrade. Il est membre de la Commission législative et juridique de l'Assemblée de la R.S. de Serbie et prend part aux travaux de la Commission constitutionnelle de l'Assemblée de la R.S. de Serbie. Très actif sur ce plan, le Dr Pavle Nikolić a été membre de nombreuses commissions des Assemblées de Serbie et de la RSFY. Il est président de la Section pour le système politique de la Conférence de l'Alliance socialiste du peuple travailleur de Serbie et membre de la Présidence de l'Association des juristes de Yougoslavie.

Dr. Aleksandar FIRA

*Professor at the Faculty of Political Sciences
of the University of Beograd*

THE DELEGATE SYSTEM IN YUGOSLAVIA

I.

Within the constitutional changes which emerged in Yugoslavia when the new Federal, republican and provincial constitutions came into force (the New Constitution of the Federal Socialist Republic of Yugoslavia was promulgated and came into force on Federary 21, 1974, while the constitutions of the socialist republics and the first constitutions of the socialist autonomous provinces came into force by the end of the same month) one must consider as exceptionally significant those referring to the socio-political system, and within the framework of the latter above all the first completely institutionalised delegate system in history. As the delegate system emerges as an integral constituent of the socio-political system based on self management, its correct interpretation inevitably requires one to point out, albeit in the form of introductory remarks, certain general characteristics of the socio-political system, as they are formulated in the New Constitution.

The most lapidary general characteristic of the socio-political system in Yugoslavia is contained already in the Basic Principles of the Constitution of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia, which stress: "In the Socialist Federal Republic of Yugoslavia all authority shall be vested in the working class in alliance with all working people of towns and villages. In order to create a society of free producers, the working class and all working people shall develop socialist self-management democracy as a special form of the dictatorship of the proletariat." This conception of the essence and form of the socio-political system, although often unsuccessfully disputed by various anti-socialist and anti-self-management forces, especially during the past few years, is the longlasting historical orientation and element of Yugoslavia's revolutionary continuity. It is not only in keeping with the character and aims of the socialist revolution in Yugoslavia, but also pregnantly expresses the basic conception of the character of the political system during the

transition period from capitalism to communism, which, we are convinced, corresponds to the basic conceptions of marxism. Precisely because we consider that this commitment is sufficiently elaborated in its basic points, we do not intend further to elaborate it on this occasion. Instead we should point to a specific consequence of this conception which has exceptionally topical, but also long lasting importance for Yugoslavia.

In Yugoslavia the socio-political system is based on the self-management of the working class and all working people, hence the basic theoretical question which should be discussed in this context is the question of the relationship between the dictatorship of the proletariat and self-management. This is all the more to the point, for, although it was not disputed at least in marxism, that the class essence of the state within socialism must be the dictatorship of the proletariat, in theory and political practice there have been many views according to which self-management was interpreted as movement neutral in the context of class, and bracketing it "on the other side" of the dictatorship of the proletariat, or even deeming it opposed to the latter.

These and similar views a political practice already successfully transcended in Yugoslavia, ignore a marxist truth, which is fundamental and which has been confirmed many times in practice, namely that the liberation of the working class can only be achieved by the working class itself. Let us immediately note here, that it is only the working class which is a social class unable to liberate itself without at the same time liberating the entire society. It would also appear indisputable to us, that today at least among the greater part of progressive humanity, no one can deny that self-management represents a process of liberating man, and that its historical foundation is the liberation of labour. In this context, the inevitably logical and only scientifically correct conclusion is that self-management is no social system neutral in reference to class, but that in socialist Yugoslavia it is actually the basic form of effecting the dictatorship of the proletariat.

We do not deem it necessary here specially to explain that in the true marxist sense of the word, the conception of the dictatorship of the proletariat never reduced the latter to forms of a political system, but designated by this term its class-political essence. This determination is laid down in the Programme of the League of Communists of Yugoslavia, while the quoted provision of the Yugoslav Constitution only confirms and sanctions it.

The initial basis of such a socio-political system is the worker, the working man, and therefore the Yugoslav Constitution bases the entire socio-political system on the position of man and makes the former the function of the latter. However, in our Constitution, the worker — the working man — is not treated as an isolated individual opposing all other individuals and the society as a whole, which is the inevitable characteristic of man's position within the bourgeois class society, nor is this an unorganised randomness ("an isolated crowd") as it was presented in some petty bourgeois anarcho-liberalistic visions. This worker — this working man, as

the basic subject of the socio-political system — emerges within the latter just as he lives, works and creates. And this working man lives, works and creates under conditions of mutuality and solidarity with other working people, in his basic and other organisation of associated labour, in his local and self-management interest community, in the commune, in the province, in the republic, in the Federation and in his socio-political organisations.

This approach to the initial basis of our socio-political system required and enabled an institutional structure which would ensure realistic preconditions for the genuine transformation of the worker — of the working man — from an object of manipulation in the political system, into the genuinely basic factor and force of this socio-political system. These determinations, as we have already stressed in part, stemmed from the basic stands of marxism and are based both on the role of the working class within the process of social reproduction, and on the historically proven fact that the working class is in a position to attain its historical interest only as an organised force.

The immediate sequel of this initial stand is that the Yugoslav Constitution, in order to express its social substance, had to transcend even the very conception of indirect representation democracy.

II.

Apart from the already briefly presented theoretical foundation stemming from the class essence of the Yugoslav society in the approach to the delegate system, and for that matter to the entirety of the system in the Socialist Federal Republic of Yugoslavia, one must also bear in mind the nature and character of Yugoslav federalism. Not only because, within each federal state, federal relations inevitably, to a certain degree, affect the institutionalisation of the political system and functioning, but also because federalism in Socialist Yugoslavia never was merely a class form of the state system, but actually a form of resolving Yugoslavia's existential issue — namely relationships among her nations and nationalities, among her socialist republic and socialist autonomous provinces.

The basic principle upon which rest all relationships within Yugoslav federalism, is expressed in the following paragraph of the Constitution of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia: "The working people and the nations and nationalities shall exercise their sovereign rights in the Socialist Republics, and in the Socialist Autonomous Provinces in conformity with their constitutional rights and shall exercise these rights in the Socialist Federal Republic of Yugoslavia — when in their common interest. It is so specified by the present constitution.

"The working people, nations and nationalities shall make decisions in the Federation according to the principles of agreement among the Republics and Autonomous Provinces, solidarity and reciprocity, equal participation by the Republics and Auto-

nomous Provinces in the federal agencies, in line with the present Constitution, and according to the principle of the responsibility of the Republics' and Autonomous Provinces' for their own development and the development of the socialist community as a whole". (Constitution of SFRY, basic Principles, article I, para 2 and 3). This stand undoubtedly bears evidence that within the constitutional system of Socialist Yugoslavia the Federation is no supra-national product, nor is it a denial of the self-determination of its nations and nationalities, or the autonomous responsibility of its republics and provinces. On the contrary it is stressed that the SFRY is a historically inevitable form within which the Yugoslav nations and nationalities realise their essential existential interests, hence it should be considered as a togetherness of the Yugoslav nations and nationalities and their republics and provinces.

This togetherness is not only a condition for the existence of all the Yugoslav nations and nationalities, but at the same time the only form in which they can ensure their complete equality. Precisely the ensurance of complete national equality was the basic motivation of the principles pointed up within the system of relations in the Yugoslav federation. One may conclude with assurance from these principles and the complete federal structure, while comparing the SFRY with other federations, that this is a Federation with the maximum degree of autonomy for its constituent elements. For that matter this is also reflected in the paragraph stating that the republics and provinces bear complete responsibility not only for their own development but also for the development of Yugoslavia as a whole. Precisely for this reason conditions have been ensured, conducive to the attainment not only of political, but of socio-economic and any other national equality.

However, the presented principles of Yugoslav federalism, do not mean, although every separatist nationalism tried to indicate this, that there are in Yugoslavia eight societies and eight different kinds of socialism. On the contrary, within Yugoslav federalism, thus established, there is a unitary self-management socialism, the basic strength of which is a unitary working class, while the functioning of this entire system serves the realisation of the unitary historical interest of this working class and all the working people, all the nations and all the nationalities of our socialist community. Therefore the Constitution of SFRY contains all the elements which ensure such a unity of the Yugoslav self-managing socialism raised to the level of a constitutional category. The basic constituents of these elements are inherent in the unitary socio-economic system and the unitary foundations of the political system. In keeping with this, the true foundation of Yugoslavia's unity is the unitary socio-economic and political position of her working people and citizens, and precisely for this reason the strength of this community is able successfully to contend with all the tribulations of history.

III.

In the light of the previously stressed elements it is both possible and necessary once again to emphasise that the new phase of constitutional development in Yugoslavia at the same time also represents a confirmation of revolutionary continuity, but also that in itself it means a revolutionary step forward in the continued development of the same social essence — socialist self-management. We consider as such a revolutionary step the setting up of the delegate system as the foundation of constituting all the complex structures of administration in social affairs, and of constituting all assemblies of the socio-political community (from the commune to the Federation) in particular.

By its conception, (the delegate system denotes the final break with any kind of representation democracy, even the one which the dictatorship of the proletariat endeavoured to transform into a dictatorship, in the name of the proletariat, over this same proletariat. In order to grasp the historical dimensions of the delegate system it is absolutely necessary, even if only in brief, to recall the elements of representation democracy.

Any form of representation democracy is based on various forms of alienating authority from the social majority. The modalities of this alienation and the degree of consequence differ, however the actual participation of the society's majority is always reduced, at the best, to who shall govern the society in its name (and as a rule they do so to their own profit). Therefore it has long been stated, and with good reason, that representation democracy transforms the formal will of the majority into what is actually the rule of the minority. This is actually the case even when, within the representation system, elections are carried out with the maximum of correctness, when various different interests are enabled to come to expression in the course of nomination and the selection of candidates, and when the participation of the social majority, the working class in particular, begins and ends with the moment of election.

Therefore the representation system, by its internal relationships, further develops the tendency to separate authority from the social majority and in keeping with this the assemblies, parliaments, become transformed into an accumulation of power which has already become alienated from the social majority. — One of the traditional reasons cited over two thousand years ago (Aristoteles in particular wrote about it) can be found in the statement that direct democracy (which has always been equated with technically direct decision-making) is feasible only within comparatively small and unitary structures.

From antiquity to the latter day it was upon the claim that direct participation cannot be ensured within the contemporary complex society, that were founded theories declaring that direct democracy was a myth, impossible to attain, and offering representation democracy as the supreme form of political and human emancipation. — Socialist self-management too found itself

faced with this problem and in order to transcend this proffered antinomy, it had first and foremost to change relations in the very base of the society. This historical change, at this level of social development, was effected by the setting up self-management constituted basic associations of labour and living together, and for this reason the delegate system can be understood only as a direct function of a corresponding degree of development in self-management within the basic associations of labour and the basic associations of labour and the basic associations of life.

Self-management in these basic cells, is not however identical with a given formal structure, nor is it a sum-total of organs and their mutual relations, although there can be no self-management without corresponding institutionalisation. Self-management is a new type of social relations entered into by people in work and the management of social affairs. It is in point of fact a type of social relations, in which, for the first time in history, there is no mediator between man, the results and the conditions of his work, either in the form of the state, or of an owner, for it is the people themselves who decide, in mutual relations of reciprocity and solidarity, on the conditions of their work and on its results.

Precisely for this reason, self-management is distinguished by yet another attribute which must be constantly borne in mind. It is a system of social relations, which either exists throughout the social structure, which means in all provinces of the society and at all levels of social organisation, or else, even where it was incepted, it acquires a tendency to wane, to atrophy, and even to disappear. This is actually the sense and meaning of the well known tenet that there can be no developed self-management in the economy if the entire society is not self-managed.

This means that from the altered relations at the base of the society, from the victory of the self-management production relationship, and in the interest of their preservation, stemmed the categorical imperative that the same identical elements must come to expression within the entire society, elements which dominate the self-management process in the basic cells of the society. Now, although we have rejected the formalistic, mechanical approach to self-management, thus also refusing to identify it with institutions, we must, in contrast to the anarcho-liberalistic galimatias, stress that self-management is no random and spontaneous process. Self-management is a highly organised social activity, and therefore within it rights and obligations must be determined in advance, while the principles of its functioning are well known and perfectly clear. In Yugoslavia practical experience has shown that a different approach to self-management can transform it into an ideal screen for any kind of usurpation, especially techno-bureaucratic usurpation.

Bearing all these circumstances in mind, in order to transpose selfmanagement to a higher level (in order to raise it from the factory and the local community to the level of the global society), we must find an institutional model which will make it possible

for this social basis, organised along the lines of self-management, to express its interest and to synthesise this individual interest within direct relationships of reciprocity, with all other individual interests, thus ultimately producing a common interest. This institutionalisation is precisely the delegate system. Consequently, the delegate system is not merely a different mode of electing all organs of management in broader communities; one must draw attention to the fact that on no account can the classical electoral system be in conformity with the delegate system. — The delegate system is much more. It constitutes an essential alteration of the way in which social decisions are passed, thus creating the possibility for a convincing majority in the society, in an organised way, directly to participate in social decision-making at all levels of social organisation. This is in point of fact the starting point which directly inspired the constitutional provisions which state that delegations shall be formed in each basic organisation, in each local and other self-managing community.

This means that the delegation is no body outside the basic self-managing association, but a constitutionally determined element of the latter's self-management structure. In article 133 the Constitution lays down that the working people form delegations of this kind, in order directly to exercise their own rights, duties and responsibilities and organised participation in performing the functions of socio-political communities as organs of social self-management and the supreme organs of authority within the framework of given socio-political communities (commune, province, republic and the federation). Delegations are elected by the working people in the basic self-managing organisations and communities, from their own environment, by direct and secret ballot. Minor organisations as an entity exercise the rights and duties of delegations. The number of members and the structure of the delegation are determined by the working people themselves, however the structure of the delegation must be in conformity with the social structure of the basic self-managing organisation and/or community, while all portions of the work-process must be ensured representation in the organisations of associated labour. Persons already occupying executive positions in these organisations (for instance the director of the organisation of associated labour) cannot be members of delegations. In the nomination of candidates a decisive role is played by the working people themselves within the Socialist Alliance on the Trade Union Confederation. Delegations are elected for a term of four years, and no one can be elected for more than two consecutive terms.

The so formed delegation elects from among its members delegates to the corresponding assemblies. However, with this the delegation's work does not cease, but is actually just beginning. In this respect the following provision of the constitution is particularly characteristic: "In keeping with the interests and guidelines by basic self-managing organisations and communities and taking into account the interests of other self-managing organisations and

communities and general social interests and needs, the delegations shall formulate basic stands for the delegates to follow in the work of the assemblies and in their participation in decision-making." (Art. 137 of the Constitution of the SFRY). In all this the delegation cooperates with other delegations in order to find agreed solutions to questions within the competence of the assembly and other questions of common interest. It is incumbent upon the delegations to inform their respective organisations and/or communities on their work and the work of the delegates and they are responsible to the former.

In keeping with this delegation is not only a new mode of election although it alters the electoral system, but a new form of formulating decisions in all assemblies. The delegation is the place, not only of the inception of initiatives but where stands are adopted on every issue and instructions are formulated for the delegates. — Although the cited provisions of the constitution already show fairly clearly what is the nature of this process of adopting stands in the delegation, we should still like to point out to certain elements.

Naturally, in adopting a stand on a given issue, the delegation is guided by the interests of its own environment, i.e. it represents an organised form in which the working people and citizens articulate their interests. However, one should bear in mind that a democratic synthesis of individual interests into common ones should be inherent in the decision passed, in conformity with socialist self-management, and so the delegation is bound by the constitution also to take into account the interests of others as well as general social interests and needs. In this way one has already crossed the so far unbridged threshold of representation democracy and one of the most important factors within the process of decision-making is restored to the social base.

Within this entire process a role of exceptional importance belongs to the delegate himself, who is delegated by one or more delegations linked by common interests, from among themselves to the corresponding assembly. Although the delegate is, as a rule, elected for the same term of office as the entire delegation, and with the same restrictions, he should certainly not be identified with a deputy under the representation system. In spite of some formal similarities, one cannot compare the status of delegate with the classical bonded or free mandate. It is therefore most indicated to cite the corresponding constitutional provision, which in itself states what is essential in the position of a delegate: "In taking stands on questions being decided in the assembly, the delegates shall act in conformity with the guidelines received from their self-managing organisations and communities and with the basic stands of the delegations or of socio-political organisations, which have delegated them, and in conformity with the common and general social interests and needs; they shall be independent in their options and voting." (art. 141 of the Constitution of the SFRY). Furthermore the delegate is bound to keep his delegation,

and organisation or community informed on his own work and the work of the assembly to which he has been delegated, and he is responsible to them.

One can therefore state that the delegate is no passive transmitter of categorically formulated messages, but an active factor within the process of democratic decision-making with precisely defined authorisations and responsibilities. Therefore there is no foundation for any mechanical comparison with bonded or free mandates within representation democracy.

Finally let us note that the delegate and every member of the delegation, and the delegation as a whole, can be recalled before the mandate period for which he has been elected expires, by those who elected them and following the same procedure by which they were elected.

IV.

Although we have already pointed out that the delegate system emerges in all complex structures of managing social affairs, its application is constitutionally most ramified, in the constitution and functioning of the assemblies of socio-political communities. In keeping with the general precepts of the assembly system, which, in socialist Yugoslavia, represents her long-lasting commitment, all the assemblies are not only the supreme organs of authority within their territories but also organs of social self-management. For this reason in particular the overall interests of man in all walks of social life must be expressed in its composition and its mode of work. In order that this may be ensured, it was essential to set up such a structure of the assembly which would express the totality of interests and which would, among these interests establish the hierarchy of values which, in our society, is in conformity with its socialist character. Therefore the first group of interests which the assembly of each socio-political community should express, is the one which can be termed as the interests of the working people in work and which are expressed by the chambers of associated labour.

The chambers of associated labour are the synthetic expression of the working peoples' delegations in social labour and the expression of the fact that the working class is the decisive force in socialist Yugoslavia. The very structure of the assembly ensures the chamber of associated labour participation in decision making on all questions of interest to the workers and other working people within social labour. Furthermore, in order to express the decisive position of the working class and the working people in the society, the Constitution has explicitly laid down that no decision on allocating part of the income for common and general social needs and on the purpose and volume of all resources can be taken if it has not been approved by the relevant chamber of associated labour. One must further stress in particular another

thing connected with the chambers of associated labour, but in fact applicable also to all other chambers. It is that, although every chamber is composed of a given number of delegates, it should be stressed in view of the already elaborated system of decision-making, that essentially the chambers are composed of all the members of basic delegations which participate in the process of decision-making in the manner above described.

The second group of interests which likewise must be expressed in the structure and mode of work of assemblies are the interests effected by the working people and citizens in territorial communities, in the first place the local community and the commune. The local community is organised either in one part of a larger settlement, or in a smaller settlement as a whole, and here the working people and citizens decide, on self-management foundations, on the implementation of their common interests and on the joint resolution of common needs in the first place pertaining to the lay-out of the settlement, housing, public services, child and social welfare, education, culture, physical training, protection of the consumers, protection and advancement of man's environment, national defense, and social self-protection. One should stress that, at the level of the local community there is no special structure of political authority, this being a purely selfmanaging territorial association. As distinct from the local community, the commune is a self-managing and basic socio-political community in which the working people and citizens create and ensure conditions for their life and work, channel social development, attain and dovetail their common interests and exercise authority in managing other social affairs. This means that at the level of the commune, there are, apart from self-management elements, also elements of political authority, while in relationship to broader socio-political communities (the province, republic and federation) the commune is the basic socio-political community. Therefore the Constitution has laid down that all functions of authority and management of social affairs, if not explicitly entrusted by the constitution to other socio-political communities, shall be exercised by the communes. In the realisation of these group interests, and in keeping with the delegate system, every local community forms its delegation, whose delegates in the assembly of the commune constitute a special chamber of the local communities, who take part in decision-making on questions of interest to the working people and citizens in the local communities. At the level of the province and republic, essentially on the same basis and with corresponding functions, there are the chambers of the commune in place of the chambers of the local communities. Finally, within our social system, man also has another group of interests not restricted to the organisation of associated labour, nor to the boundaries of the local community or commune. This refers to interests stemming from man's belonging to socialist Yugoslavia as a whole, and which are due to man's views on the world, his political commitment. Man most clearly expresses these interests in our society, by belonging to socio-political organisations (the League of Communists of Yugoslavia, the

Socialist Alliance of Working People of Yugoslavia, the Yugoslav Trade Union Confederation, the Yugoslav Youth Union) which are not classical political parties as within the bourgeois society vying for power, but in essence likewise a form of the self-managing socio-political organisation of the working people and citizens. Hence, in a specific form of the delegate system, the delegates of the working people and citizens organised within socio-political organisations constitute a special chamber in the assemblies, called the socio-political chamber. In this manner the socio-political organisations, as an irreplaceable constituent of self-management of the working class and working people, as a guarantee of unity and socialist commitment, directly merge into the assembly system of authority, based on the system of delegates.

For the reasons already elaborated, at federation level, the assembly, of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia must not only be based on the delegate system, but must also express the complete equality of all the nations and nationalities, of the republics and provinces as the Federation's constituent factors. Therefore we have in the Assembly of the SFRY two chambers only instead of three, these being the Federal Chamber and the Chamber of the Republics and Provinces. The Federal Chamber is composed of 30 delegates from each republic and twenty from each province, stemming from the overall delegate base in the republic and province (which means from the delegations of the local communities, communes, associated labour and socio-political organisations). In conformity with this, all the principles of delegate relationships apply in full to them. The Chamber of the Republics and Provinces has 12 delegates each from every republic and eight from each province, their being indirect delegates of the republican and provincial assemblies. The Chamber of the Republics and Provinces autonomously decides also on questions which require the unanimous agreement of all the republics and provinces, so that delegates here have a species of bonded mandate. All other questions are decided upon by the Federal Chamber, while a minor number of questions are decided upon by both chambers.

Although one might conclude from the structure of the assemblies as elaborated here, that they mainly express totality interests, the Constitution has provided for another form ensuring that this system is complete. — The fact is that the working people and citizens realise the greater part of their needs in the field of health, education, science, culture, social welfare etc. through the self-managing communities of interest, freely exchanging their work with the working people employed in these fields of activity. The self-managing communities of interest, as regards internal relationships, are likewise based in the delegate principle. It has therefore been provided that when the competent assembly decides on questions for which the self-managing communities of interest have been set up, then its supreme organ takes part in decision-making in the assembly with the rights of an assembly chamber.

Winding up this brief outline of the delegate system I consider it appropriate to stress that all of us in Yugoslavia start from the

fact that the delegate system is only an institutional framework for the conscious activities of our society's socialist self-management forces. Social relations are created and changed by people through their activities alone, and no institutional solution can in itself change the society. Judging by all we have attained, by our general option and the strength of our society's basic factors, by the historical options of the working class and the working people of all Yugoslavia's nations and nationalities, are all the essential pre-conditions for the delegate system truly to become a historical root in the further development of socialist self-management.

Dr ALEKSANDAR FIRA

Dr Aleksandar Fira, born on May 4, 1929 in Kragujevac. He graduated from the Beograd Law Faculty in 1952 where he obtained a doctorate in political science on "The Vidovdan Constitution" in 1960. In 1961 he became an assistant and later associate professor at the Law Faculty in Novi Sad. He became full professor of Constitutional Law at the same faculty in 1970.

Professor Fira has lectured at many universities in Yugoslavia and abroad. He has been active in developing Yugoslavia's constitution. He became a member of the Constitutional Court of Yugoslavia in December, 1969.

Professor Fira has had a large number of scientific and technical works published from the field of constitutional law and political science, including:

1. Constitutional Law — Part I,
2. Contribution to a Study of Bourgeois Democratic Political Systems,
3. Certain Aspects of Constitutional Jurisprudence in Yugoslavia and the World,
4. The Development of Constitutional Law in Old Yugoslavia,
5. The Constitutional Position of the Socialist Alliance,
6. Modern Tendencies in the Electoral System,
7. The Constitutional Judicial Development of Autonomous Units and Their Organizations in the Socialist Federal Republic of Yugoslavia,
8. Changes in the Constitutional System,
9. The Constitutional Law of the Socialist Autonomous Province of Vojvodina,
10. Elements of an Approach to Studying Political Systems of Socialism,
11. Socio-Political Organizations in the System of Self-Management,
12. The Relationship Between Personal and Collective Responsibility by Members of the Organs of Management,
13. Certain Institutional Aspects of Internationality Relations,
14. Problems of Federalism,
15. The Essence and Meaning of the Dictatorship of the Proletariat in a Self-Managing Society,
16. The Chief of State in the Yugoslav Constitutional System,
17. Self-Management and Responsibility,
18. Problems in Implementing the Constitution.

Dr. Radomir D. LUKIĆ

*Professeur à la Faculté de droit de l'Université de
Belgrade et Académicien*

LA PROPRIÉTÉ EN YUGOSLAVIE

Pour mieux comprendre le système de propriété en Yougoslavie, il nous paraît utile de distinguer entre la propriété des biens d'usage (ou de consommation) et celle des biens de production (moyens de production), quoique cette distinction, comme toutes les autres pareilles, ne puisse pas être prise dans un sens absolu, étant donnée que certains biens de consommation peuvent, en certaines occasions, être des biens de productions et inversement. En se tenant à cela, nous allons diviser notre exposé en trois parties: dans la première, on va parler de la propriété des biens de consommation; dans la deuxième — de la propriété privée (ou personnelle) des biens de production et dans la troisième — de la propriété socialiste ou sociale de ces mêmes biens.

Toutes les trois parties contiendront tout d'abord un exposé du point de vue juridique et après cela — l'exposé du point de vue sociologique.

I.

La propriété des biens de consommation

En principe, ces biens sont la propriété privée ou personnelle aussi en Yougoslavie qu'en d'autres pays socialistes.

L'appartement, les meubles, les habits, les voitures etc., sont propriété privée et peuvent être hérités en cas de décès du propriétaire. Mais, en même temps, ces biens peuvent être la propriété publique et sociale. C'est ainsi qu'ils peuvent appartenir à l'Etat et à d'autres porteurs du pouvoir public, de même qu'à des organisations sociales, publiques ou privées (syndicat, associations diverses), et surtout à des organisations de travail (à des entreprises sociales) etc.

Du point de vue juridique, la nature de cette propriété diffère selon les propriétaires. C'est ainsi qu'on peut distinguer la propriété

des citoyens, la propriété publique (Etat, commune), la propriété des associations privées et la propriété sociale des entreprises socialistes. Chaque sorte de propriété a ses règles propres d'usage et de la disposition se rapportant aux objets de propriété. D'autre part, les objets de propriété publique et de propriété sociale (des organisations de travail, en premier lieu celle des entreprises sociales) ont un régime différent selon leur usage différent (usage public, en principe à la disposition de tous, et usage limité).

En principe, du point de vue juridique, il n'y a pas de différence entre la propriété privée (personnelle), la propriété privée des associations et la propriété publique en Yougoslavie et en pays à régime capitaliste — les règles d'usage et les pouvoirs du propriétaire sont en principe identiques ici et là. La différence pourtant existe quant à la propriété sociale (des entreprises socialistes). Mais, en principe, cette propriété est identique indépendamment du fait s'il s'agit des biens de consommation ou des biens de production. C'est pourquoi on n'en parlera pas ici — ce qui sera dit plus tard sur la propriété sociale des biens de production vaut aussi pour celle des biens de consommation.

Quoique, en principe, la propriété privée personnelle soit une propriété classique et illimitée, à cause du système socialiste elle est nécessairement limitée dans une certaine mesure. En effet, le principe du droit yougoslave en ce domaine est que les biens de cette sorte ne peuvent en aucun cas servir de moyen d'exploitation. C'est pourquoi la quantité de ces biens (s'ils sont tels qu'ils peuvent servir de moyen d'exploitation) qui peuvent appartenir à un même propriétaire doit être nécessairement limitée. Ainsi, ces biens ne peuvent servir, en principe, qu'à l'usage personnel de ses propriétaires et de leurs familles. Bien entendu, il y a certaines exceptions, mais elles ne font que confirmer la règle. Si ces biens sont de nature à ne pouvoir pas servir de moyen d'exploitation, alors un propriétaire peut en avoir en quantité illimitée. C'est ainsi, par exemple, que la quantité des bijoux ou d'argent, ainsi que la quantité du revenu en argent, ne sont pas limitées du tout (pourtant, quant au revenu, il existe un impôt sur le revenu très progressif qui, pratiquement, limite fortement sa quantité).

C'est ainsi que surtout la propriété des maisons d'habitation est limitée, étant donné que ces maisons peuvent servir comme moyen d'exploitation des locataires. Un citoyen ne peut pas avoir qu'un logement, mais il peut en avoir deux (même trois petits) comme propriétaire, ce qui signifie qu'il peut louer les logements dont il est propriétaire et qu'il n'emploie pas pour loger lui-même. D'autre part, le locataire est protégé: il a un droit spécial, droit au logement, et le propriétaire peut le déloger seulement dans les cas très rares, strictement prévus par la loi, et en principe, seulement s'il lui assure un autre logement. C'est ainsi que sont posées les limites très étroites à la possibilité d'exploitation par moyen de la propriété des maisons d'habitation.

Pourtant, si cela est le cas avec les maisons, le problème social d'exploitation est posé à propos du logement lui-même. En

effet, l'usager d'un logement, qu'il en soit propriétaire ou locataire, peut louer une part de son logement, ou, même, le logement tout entier (mais, dans ce dernier cas, seulement pour un temps très limité, car il perd le droit au logement s'il n'y habite pas un certain temps, assez court) est le loyer n'est pas maximisé — il dépend du marché libre. Or la crise du logement sévit, surtout dans les villes, à cause des migrations village-ville. Ainsi, le loyer libre est-il très haut. Souvent, le loyer libre pour une chambre est-il dix fois plus grand que le loyer fixé du logement complet à deux chambres et ainsi il représente une sorte d'exploitation réelle. Les victimes en sont surtout les solitaires (hommes ou femmes qui vivent seuls, sans famille). Malgré des demandes fréquentes à fixer le prix de ce loyer et ainsi rendre impossible cette sorte d'exploitation, le loyer reste libre, car on considère que ce mal est plus petit que celui qui viendrait avec la limitation du loyer, puisque dans ce cas les usagers de logement ne voudront pas louer leurs logements et ainsi la crise du logement sera encore plus aigue.

De même le propriétaire de l'argent peut le placer dans une maison d'épargne et en tirer le profit dans la forme de l'intérêt annuel. A cause du manque des capitaux, le taux d'intérêt est-il assez haut en Yougoslavie.

D'autre part, dans les lieux touristiques les citoyens construisent souvent les maisons d'habitation relativement grandes et louent les chambres (jusqu'à dix et même vingt chambres) aux touristes, en trouvant ainsi une source important du revenu. Quelquefois on entend des demandes pour limiter le nombre de ces chambres à louer.

II

La propriété privée (personnelle) des moyens de production

Quelle que soit l'importance de la propriété des moyens de consommation, c'est surtout dans le régime de propriété des moyens de production que la spécificité du socialisme — et aussi de celui yougoslave — peut se manifester. Le plus brièvement exposée, cette spécificité yougoslave par rapport à d'autres pays socialistes consiste en ce que la majorité des terres agraires se trouvent être la propriété privée (personnelle), tandis que les moyens de production importants (industrie) sont plus socialisés que dans certains d'autres pays socialistes. Mais les moyens de production dans l'artisanat et d'autres services sont quelquefois moins socialisés.

Nous commençons par des terres agraires. La propriété privée personnelle de ces terres n'est pas du tout limitée quant à son contenu, au pouvoir du propriétaire. De ce point de vue, c'est une propriété classique, «absolue». Le propriétaire en dispose librement, la terre peut être héritée etc. Mais, quoique la majorité des terres agraires se trouvent être la propriété privée, il y en a aussi qui sont la propriété sociale c'est-à-dire qui appartiennent aux

organisations du travail, entreprises agraires socialistes. Comme telles, elles se trouvent dans le même régime que les autres moyens de production socialisés et dont on parlera dans la troisième partie. C'est pourquoi nous n'en parlerons pas ici.

C'est seulement une petite partie des terres agraires qui appartiennent aux coopératives agricoles. Autrefois, en 1949—53, lorsque commença le mouvement de collectivisation des terres, la propriété terrienne collective coopérative se distinguait de l'autre forme de la propriété socialiste — celle étatique, mais plus tard la terre était dans la plupart des cas rendue aux paysans-petits propriétaires et le peu qui en reste la propriété coopérative sera de plus en plus régie de la même manière que la propriété des entreprises socialisées en d'autres branches d'économie, si bien qu'aujourd'hui il n'a pratiquement aucune différence entre la propriété des coopératives et d'autres formes de propriété socialiste.

D'autres moyens de production en propriété privée (personnelle) se trouve dans l'artisanat, le transport, les divers services (cafés, restaurants, pensions de famille, services des voitures automobiles etc.). Quoique, surtout dans l'artisanat, il y ait aussi des coopératives, la grande majorité de ces moyens de production est propriété individuelle. Cette propriété n'est pas, elle non plus, limitée quant à son contenu — c'est la propriété privée classique, à la pleine disposition du propriétaire.

En dehors de la production au sens strict et, par conséquent, sans «moyens de production», il existe le travail professionnel, surtout intellectuel, privé, indépendant, individuel. C'est ainsi que les avocats, un petit nombre d'artistes (acteurs, peintres, écrivains etc.), de scientifiques, d'enseignants etc. représentent des professions libres. Il faut souligner, pourtant, qu'une des professions libérales des plus importantes, celle des médecins, n'existe pas en Yougoslavie — la médecine toute entière est socialisée et le travail privé des médecins défendu.

La propriété privée des moyens de production en Yougoslavie, même ainsi strictement limitée à des moyens de production de moyenne importance pour une société moderne industrialisée (puisque l'industrie, les banques, le commerce, le grand transport etc. sont socialisés complètement), représente quand même un problème social et politique assez important. Plusieurs fois au cours de son évolution le socialisme yougoslave changeait l'attitude envers ce problème, aussi bien en théorie qu'en pratique. En gros, on peut distinguer deux étapes par rapport à cela. La première dure de la révolution jusqu'à 1953 et se renforce surtout à partir de 1947. Dans cette étape l'attitude dominante est que le secteur privé doit vite disparaître de tous les domaines de l'économie du pays. Le but stratégique était surtout de collectiviser l'agriculture à instar du modèle soviétique (quoique avec des différences assez importantes). En 1949, en effet, le processus de collectivisation de la terre était très poussé et en un court laps de temps presque la totalité de terre était collectivisée. Mais les résultats n'étaient pas très favorables. C'est ainsi que la politique

de collectivisation fut changée à fond: la terre était rendue aux paysans-petits propriétaires et il resta un petit nombre des coopératives agricoles à propriété presque collective. Plus tard, ce nombre diminuait sans cesse, si bien qu'à l'heure actuelle il est insignifiant. Pourtant, un certain nombre des entreprises étatiques agricoles se développaient avec succès et maintenant il y a assez de ces entreprises qui fonctionnent avec succès, mais elles ne sont plus étatiques mais sociales, à l'instar de toutes les autres entreprises socialistes.

Parallèlement avec la politique agricole, la politique envers la propriété privée d'autres moyens de production fut rendue plus tolérante. On fut convaincu que le secteur socialiste ne peut pas pour longtemps suffir à satisfaire les besoins multiples dans le secteur des petites affaires, où l'activité privée peut être très utile.

C'est ainsi que, depuis 1953, commença la nouvelle étape dans ce domaine, qui dure jusqu'à maintenant. Pendant ce temps la politique n'était pas toujours identique, mais, en principe, elle resta telle: il n'y avait que des changements légers. La quantité des moyens de production qui peuvent être la propriété d'une même personne est limitée. C'est ainsi que la propriété de la terre agricole est limitée à 10 hectares et à 3 ha pour les personnes dont la profession principale n'est pas l'agriculture. De même un propriétaire privé de terre ne pouvait pas avoir des machines agricoles que pour l'emploi personnel (pourtant, plus tard, on permit la propriété de certains types d'autres machines). Le propriétaire privé des moyens de transport ne pouvait posséder que des camions jusqu'à 5 tonnes etc. C'est l'état actuel. Le principe est: le travail privé personnel doit être limité à ce que l'exploitation ne soit que partielle et limitée (si elle doit exister en général).

En définitive, maintenant 85% des terres agricoles en Yougoslavie et presque tout l'artisanat et toutes les petites entreprises pour les services hospitaliers et autres se trouvent être propriété privée, où l'on emploie dans la plupart des cas le travail personnel (et familial).

III

La propriété sociale des moyens de production

Les grands moyens de production en Yougoslavie sont propriété sociale. La propriété sociale est une forme spéciale de propriété socialiste, qui représente une originalité yougoslave. En effet, comme il est assez bien connu dans le monde, la spécificité de cette forme de propriété socialiste par rapport à la forme de propriété socialiste dans d'autres pays socialistes consiste en bref en ce qu'elle n'est pas étatique mais «sociale», c'est-à-dire gérée par les ouvriers mêmes qui usent ces moyens dans leur travail — la gestion ouvrière. Cette spécificité représente un problème important aussi du point de vue juridique que social et il n'est pas encore résolu d'une manière qui aurait tous satisfait, en laissant de côté les discussions internationales qu'il a suscité.

Dans ce domaine aussi le développement socialiste yougoslave a franchi deux étapes différentes. La première durait jusqu'à 1950 et la deuxième commença depuis.

Dans la première étape la propriété, socialiste était — à employer une expression yougoslave — étatique. Cela veut dire que le titulaire de la propriété était l'Etat (au nom de la société, du peuple) et que les parties séparées de cette propriété (les entreprises et autres unités) étaient gérées par les organes étatiques, directeurs, nommés par le ministre compétent et responsables devant lui. Les ouvriers étaient soumis à lui d'une manière pareille qu'autrefois ils étaient soumis au propriétaire privé. L'Etat déterminait leurs salaires et tout ce qui se rapportait à leur position dans le travail.

Un tel état de choses était, selon la doctrine yougoslave qui se développa à partir de 1950, contraire à l'essence même du socialisme et plus près du capitalisme d'Etat, car les ouvriers étaient maintenus dans une soumission absolue et n'étaient pas maîtres de leur travail et de leur destin. D'autre part, cette forme de propriété — toujours selon cette doctrine — était la base d'un système étatiste et bureaucratique, dans lequel l'appareil du pouvoir, de l'Etat et du parti, tendait à s'aliéner du peuple et de la classe ouvrière. C'est pourquoi la doctrine yougoslave préconisa un autre système — de gestion ouvrière des entreprises socialistes — pour lequel elle croyait être plus près de la pensée véritable de Marx. Dans ce système, la propriété cesse d'être étatique et devient propriété sociale, propriété de la société tout entière. C'est pourquoi elle confiait la gestion des parties séparées de cette patrimoine, organisées en entreprises socialistes, à des ouvriers, au collectifs des ouvriers travaillant dans ces entreprises elles-mêmes. Tous les ouvriers directement, en assemblées ou par référendum, ou leurs organes élus par eux et responsables à eux, gèrent les entreprises librement, selon leur opinion et intérêts, et n'ont envers la société, resp. l'Etat, d'autres obligations que de payer l'impôt. S'ils ne gèrent pas bien, ils peuvent faire faillite et ainsi diminuer la propriété sociale confiée à leur gestion. Le revenu tout entier de l'entreprise est à leur libre disposition et ils peuvent soit le distribuer entre eux en revenu personnel soit l'investir ou faire tout ce qu'ils veulent. Bien entendu, il est supposé qu'ils ne peuvent pas gérer ce patrimoine contrairement à l'intérêt social, mais leurs actes de gestion et surtout leurs contrats avec des tiers peuvent être cassés seulement dans de très rares cas, bien déterminées par la loi. Autrement, l'on considère que leur initiative dans les affaires serait trop limitée, ce qui menerait à une gestion économiquement déficitaire. Pratiquement, tout cela menait à ce que les ouvriers aient le même pouvoir que le propriétaire — pratiquement, leur position ne se distingue guère de celle du propriétaire pur et simple.

Cette situation posa un problème juridique très complexe. En effet, à cause de la proclamation constitutionnelle que la propriété socialiste appartient à la société toute entière et que les collectifs

ouvriers n'ont que le droit de gestion, d'utilisation de cette propriété, et, de même, à cause de la possibilité d'appliquer les sanctions contre les actes juridiques portant un préjudice grave à la propriété sociale et contre les organes autogestionnaires qui les ont perpétrées, — à cause de tout cela aucun juriste yougoslave ne considère que la propriété sociale soit propriété collective du collectif travailleur respectif. Tous sont d'accord que la propriété appartient à la société tout entière. Mais alors comment expliquer cette situation paradoxale dans laquelle celui qui est le propriétaire véritable n'a aucun pouvoir sur l'objet de sa propriété — il ne peut même pas prendre «sa» propriété des mains du collectif travailleur, même s'il considère que ce collectif le gère d'une mauvaise manière, — tandis que celui qui n'est pas propriétaire ait tout le pouvoir du propriétaire, même celui d'en disposer librement? Sans entrer en détails, on peut dire qu'il y a deux théories juridiques principales qui essayent d'expliquer cet état de choses et nous les exposerons ici, très sommairement.

La première peut être appelée négative ou antipropriétiste. Selon elle, la Constitution et autres textes juridiques usent le terme propriété sociale d'une manière inadéquate à la réalité. En fait, l'institution juridique de la propriété est une institution de l'ancien ordre social et juridique, de l'ordre exploitateur, et ne correspond pas à la véritable société socialiste. Cette société se caractérise par un dépérissement progressif de l'Etat et du droit et, par conséquent, de la propriété comme une institution juridique elle aussi. La propriété sociale socialiste est, donc, une négation de la propriété, une «non-propriété», qui n'a de la propriété véritable que certains vestiges de forme et de terminologie. Par conséquent, ni la société ni les collectifs travailleurs n'ont pas droit de propriété véritable — ils ont d'autres droits, propres au droit socialiste, lesquels, pourtant, cessent, de plus en plus, d'être des droits au sens propres du mot. Bien entendu, le dépérissement de la propriété est un processus, et très long, et, pour le moment, ce processus n'est qu'à son commencement. C'est pourquoi il faut étudier ces nouveaux droits, spécifiques au socialisme, pour en déterminer la nature juridique, spécifique et, aussi, pour en déterminer les termes appropriés.

Selon l'autre théorie la propriété est une institution quasi-éternelle — elle existe tant que les hommes s'approprient des richesses naturelles nécessaires à leur subsistance. Affirmer le dépérissement de l'institution juridique de propriété sociale à l'heure actuelle, cela signifie prendre le futur pour le présent, l'idéal pour la réalité, ce qui mène à la confusion. Du reste, les textes constitutionnels et législatifs dictent, *expressis verbis*, l'opinion contraire. Par conséquent, la propriété sociale socialiste existe. Ce qui est le problème, c'est le rapport entre cette propriété et les droits du collectif autogestionnaire. Quel est ce rapport? Ici, la théorie positive de la propriété sociale se divise en deux variantes principales.

Selon la première, le droit de la propriété sociale est constitué de plusieurs éléments — élément civiliste, publiciste etc. Ces élé-

ments représentent en fait différentes sortes des pouvoirs juridiques, qui ont pris, dans la plupart des cas, la forme des différents droits civils subjectifs qui appartiennent aux entreprises autogestionnaires, resp. à leurs collectifs travailleurs. Par conséquent, la propriété sociale socialiste est une propriété «divisée», dont certains éléments appartiennent à l'Etat, resp. à la société, et certains d'autres aux entreprises, — tous les éléments ensemble constituant la propriété complète.

La deuxième variante de cette théorie considère que les droits autogestionnaires sont séparés du droit de propriété sociale vide du contenu — *nuda proprietas* — et essaye d'en déterminer la nature juridique. Et en cela elle est d'accord avec la théorie «négative» de la «non-propriété», qui considère aussi qu'il faut déterminer la nature des droits autogestionnaires indépendamment de la propriété sociale.

Cette autre variante de la théorie positive de propriété sociale a, pour sa part, beaucoup de sous-variantes, parmi lesquelles les plus connues sont celle du droit de gestion (administration) et du quasi-propriété. Mais nous ne trouvons pas utile de les exposer ici — c'est la tâche d'un exposé systématique strictement juridique. Du reste, nous sommes enclins à considérer que toutes ces théories ne le sont pas en réalité — il s'agit, en réalité, seulement des différentes appellations d'une même chose, de la différence terminologique, donc, non pas de la différence réelle. En effet, tous ces théoriciens qui paraissent se distinguer autant l'un de l'autre sont d'accord sur l'existence de certains pouvoirs bien déterminés appartenant à des entreprises, resp. à leurs collectifs autogestionnaires. Et c'est la seule chose qui importe — tout, en dehors de cela, n'est qu'une discussion terminologique illusoire. Et c'est ici que nous laisserons le problème juridique de côté.

Avant de passer au problème social soulevé par la propriété sociale autogestionnaire nous devons faire une remarque se rapportant à la propriété des biens de consommation (ou d'usage). Nous avons dit, en effet, que cette propriété est une propriété pareille à celle des systèmes juridiques en dehors de Yougoslavie, soit socialistes soit capitalistes. Et c'est vrai quant à son contenu et à sa différenciation selon les différentes sortes d'objets qui lui appartiennent. Pourtant, il faut mentionner ici, en liaison avec l'exposé de la propriété sociale autogestionnaire des moyens de production, que certains éléments d'autogestion se manifestent ici aussi. Cela veut dire que dans toutes les unités organisationnelles étatiques (ministères etc.) ainsi que dans les services autogestionnaires publics (instruction publique, santé, l'assurance sociale etc.) le personnel de service a, en principe, le droit d'autogestion, qui est très développé dans les services publics, où il est presque égal à celui dans les entreprises économiques, et beaucoup moins développé dans les services étatiques. Mais, sans entrer dans les détails, leurs droits sont importants envers les moyens de consommation ou d'usage, dont il disposent, en principe, librement, pareillement à la disposition des moyens de production de la part des collectifs autogestionnaires des entreprises socialistes. Cela

donne un élément autogestionnaire à la propriété sociale des moyens de consommation aussi.

Maintenant on peut passer au problème social de la forme yougoslave de propriété sociale socialiste. Il n'y a pas de doute que cette forme ait montré des côtés positifs importants. Elle a contribué à la productivité de travail, au meilleur emploi du matériel, à la meilleure organisation, au progrès technologique plus rapide etc. — en bref, à cause de cette forme de propriété les travailleurs autogestionnaires ont été plus intéressés pour le succès de leur travail et ainsi cela a eu beaucoup de conséquences positives. Mais, bien entendu, cette forme de propriété a aussi certains côtés négatifs, dont on discute beaucoup dans la recherche des moyens de les faire disparaître ou d'amoindrir leurs conséquences négatives.

Nous ne pouvons non plus entrer ici dans les détails de la discussion. Nous n'allons mentionner que deux problèmes essentiels: la privatisation de la propriété sociale et le manque de la coordination nécessaire entre les entreprises autogestionnaires.

Quant à la privatisation, elle consiste dans tel emploi de la propriété sociale confiée aux travailleurs autogestionnaires par lequel ils réalisent leurs intérêts au détriment des intérêts sociaux. Bien entendu, il est difficile de déterminer dans chaque cas concret en quoi consiste l'intérêt social et s'il est lésé par l'exercice d'autogestion. Il est encore plus difficile à déterminer exactement quel intérêt doit être préféré dans le cas du conflit entre l'intérêt social et l'intérêt des autogestionnaires. Car l'autogestion a été introduite justement parce qu'on considérait que l'intérêt social exige que les intérêts des autogestionnaires soient protégés même lorsqu'ils sont entrés en conflit avec l'intérêt social. Pourtant, malgré ces difficultés, il est hors de doute qu'il y a souvent les cas où l'intérêt social doit être préféré aux intérêts autogestionnaires, — en d'autres mots, des cas où l'opinion publique est unanime que les autogestionnaires doivent se soumettre aux intérêts sociaux. Ce sont, par exemple, les cas du haussement des prix, de la nonobservance des normes sur la qualité des produits etc. L'économie du marché, qui est corolaire du système d'autogestion en Yougoslavie, développe une concurrence sans merci entre les entreprises différentes et celles-ci ne tiennent pas compte des intérêts sociaux. Le marché est aussi un des facteurs du développement d'une idéologie qui porte au premier plan l'intérêt matériel et l'effort à réaliser le plus grand revenu à tout prix. Quelquefois les collectifs autogestionnaires oublient que les moyens dont ils disposent sont la propriété sociale et non pas leur propre.

Le principe fondamental du système d'autogestion, indépendance des collectifs autogestionnaires, fait qu'il n'y a pas suffisamment de coordination entre les unités autogestionnaires socialistes. L'Etat considère qu'il ne doit pas jouer le rôle de coordinateur ni celle de planificateur et laisse aux unités autogestionnaires de coordonner leur action elles-mêmes. Or, poussés par leur intérêt égoïste, les collectifs autogestionnaires ne veulent pas se soum-

mettre à la coordination et planification libre, autogestionnaire. C'est ainsi qu'il y a des signes du manque de coordination, de dédoublement des investissements en même temps avec le manque d'investissements dans l'infrastructure pour lesquels les entreprises particulières ne sont pas intéressés etc. Il faut dire, pourtant, que ce dernier temps on fait des efforts sérieux à renforcer la planification à base autogestionnaire et à pousser les processus d'intégration des entreprises d'une même branche de production. Ces efforts commencent déjà à donner des résultats.

La propriété sociale pose aussi le problème du pouvoir: A l'intérieur de l'organisation du travail, comment diviser le pouvoir provenant de la propriété sociale? Quel rôle doivent y avoir les ouvriers (la notion n'est pas très claire, mais il s'agit des ouvriers manuels en principe) et quel rôle les techniciens et les «politiciens», les gouvernants de l'entreprise (directeurs)? La démocratie ouvrière est menacée par la bureaucratie politique et la technocratie. Mais, les bureaucrates et les technocrates ne sont-ils pas, eux aussi, sinon des ouvriers (et pourquoi pas? est-ce que l'ouvrier de l'époque d'automatisation doit être «manuel»), au moins des travailleurs? Et surtout, les ouvriers «vrais» sont-ils bien capables à exercer les pouvoirs provenant de la propriété sociale, sont-ils compétents à faire cela, surtout dans une économie au marché libre?

Et quel doit être le rôle des syndicats, des organisations politiques (de la Ligue des communistes, de l'Alliance socialiste du peuple travailleur, des jeunes)?

Si la propriété sociale dans le sens de la propriété autogérée doit englober les entreprises stricto sensu (l'économie), doit-elle s'élargir aussi aux services, et surtout aux services publics, et même aux services de l'Etat, et même, dans une certaine mesure, à la police et à l'armée elle-même?

Enfin, un problème politique du premier ordre: Dans une société de la propriété sociale autogérée comment faut-il organiser les pouvoirs publics, étatiques? Est-ce qu'ils doit y avoir un lien — et lequel? — entre les organes du pouvoir étatique et les organes gérant la propriété sociale? Ne faut-il pas que tous les organes étatiques ne soient que l'émanation, plus ou moins directe, des organes autogestionnaires? Et comment organiser tout cela?

On voit, dans la formulation même des problèmes, quelles sont les buts à réaliser dans le domaine politique par l'institution de la propriété sociale. Sur ces buts, l'accord est presque complet. Mais dans le choix des moyens il n'existe souvent pas.

La propriété sociale, donc socialiste, a une fonction sociale aussi. Par définition, elle doit assurer une certaine égalité entre tous les membres de la société, égalité au moins au départ sinon à l'issue de la gestion. Qu'est-ce que cela veut dire? Que les moyens appartenant à la société doivent être également à la disposition de tous, pour assurer à chacun les possibilités égales de l'éducation, du travail et de promotion sociale. Si les revenus doivent encore être inégaux, quand même chacun doit avoir une possibilité égale de gagner le revenu inégal, c'est-à-dire plus grand que les autres.

Or, le système de l'autogestion et du marché, combiné avec la nécessité d'une économie efficace et concurrentielle, mue par le désir du profit, fait que les différences sociales en richesse et en pouvoir souvent augmentent au lieu de diminuer et que les riches aient beaucoup de privilèges qui font que leurs enfants en profitent. C'est ainsi que les différences se reproduisent et que les enfants des moins riches ne peuvent pas avancer beaucoup; même s'ils sont plus capables que ceux des plus riches. D'autre part, le droit au travail n'est pas assuré à tous, il y a beaucoup des sans-travail, dont un grand nombre est parti à l'étranger pour y travailler.

Les conséquences sociales mauvaises de la propriété sociale ainsi organisée ont été remarquées, puisqu'elles représentent aussi un problème politique grave. Elles ont été amplement discutées et on passe maintenant aux mesures concrètes pour les contre-carrer. L'espoir est surtout mis dans une politique sociale plus favorable au moins riches, surtout du point de vue de l'aide aux enfants et à la jeunesse. Mais le problème fondamental est difficile à résoudre, car l'essence de la propriété sociale autogérée consiste dans la production et reproduction des inégalités pour stimuler la productivité et rendre l'économie plus efficace. Quand même, ces efforts doivent donner certains résultats.

Ainsi conçue, la propriété sociale pose un autre problème social encore. C'est la défense des intérêts des consommateurs. Car, ce sont les producteurs qui sont libres à déterminer les prix de ces produits sur le marché et, bien entendu, ils le font, partout où ils le peuvent, à la charge des consommateurs, qui, eux, n'ont aucun moyen de se défendre contre cela, surtout si les producteurs (ou, encore plus fréquemment, ceux qui font les services différents) sont des monopolistes (ce qui n'est pas rare).

Enfin, du point de vue économique, si une unité économique dans une économie de marché ne travaille pas avec succès et ne peut pas s'assurer le profit, elle doit subir les sanctions économiques, en allant jusqu'à la faillite. Mais, du point de vue sociale, cela fait un grand problème: les ouvriers en restent sans travail et la propriété est quand même sociale. Cela fait que la société, pour des raisons sociales, aide ceux qui devraient faire faillite et ainsi les conséquences économiques défavorables se multiplient. La solution de ce problème est difficile à trouver.



Comme l'on voit bien, les problèmes compliqués et graves sont posés en bon nombre par la tâche d'organiser un système de la propriété sociale autogérée comme base du socialisme. Les discussions sérieuses — y comprise celle qui suit ces lignes — contribuent, sans aucun doute, à les identifier et à leur trouver la solution.

Dr. RADOMIR LUKIĆ

Dr Radomir D. Lukić professeur titulaire à la Faculté de Droit de Belgrade et membre de l'Académie serbe des sciences et des arts.

Spécialité: la théorie de l'Etat et du droit, la sociologie, les sciences politiques.

Né le 31 août 1914 à Miloševac, près de Smederevo, en Serbie. Licencié en 1937 à la Faculté de Droit de Beograd. Promu au grade de docteur en 1939 à la Faculté de Droit de Paris après soutenance de la thèse: «La force obligatoire de la norme juridique et le problème d'un droit objectif» (Sirey. Paris, 1939). Depuis 1940 chargé de cours et depuis 1956 professeur titulaire à la Faculté de Droit de Beograd. Doyen de la même Faculté en 1958/59.

Ouvrages publiés: «La théorie de l'Etat et du droit», en deux volumes; «L'histoire des théories politiques et juridiques», «Eléments de sociologie»; «La théorie politique de l'Etat»; «Les partis politiques»; «La constitutionnalité et la légalité»; «Le formalisme dans la sociologie»; et un grand nombre d'articles publiés dans des revues yougoslaves et étrangères.

RAPPORTS INTRODUCTIFS
AUX PANEL DISCUSSIONS

DEPARTMENT OF AGRICULTURE
GENERAL INVESTIGATION REPORT

Dr. Jovan GLIGORIJEVIĆ

professeur et Recteur de l'Université de Belgrade

LA PLACE DE L'UNIVERSITE DANS NOTRE SOCIETE

La fonction fondamentale de l'Université moderne, et par là-même de l'ensemble du système d'éducation, est, d'une part, de satisfaire aux besoins sociaux en cadres qualifiés et, d'autre part, de satisfaire aux intérêts de certaines couches et structures sociales. Plus la structure sociale est complexe, c. à d., plus les différences entre les classes et les couches sociales sont grandes, et plus sont différenciés les intérêts et la fonction même de l'éducation.

Dans une société autogestionnaire, comme la notre, société qui s'efforce à changer et à dépasser les contradictions au sein de sa structure ainsi que de démocratiser au maximum les rapports sociaux, la fonction sociale de l'Université est conçue en harmonie avec ces objectifs. Cela veut dire, en premier lieu, que plus la structure sociale devient homogène, plus se consolident les fonctions sociales — de nature générale et particulière — de l'Université et de l'éducation, en exprimant les objectifs historiques de la classe ouvrière et des forces progressistes de la société.

Le développement autogestionnaire suivi d'une forte pénétration de la science dans tous les domaines du travail social n'ont fait que promouvoir l'éducation en l'affirmant comme partie intégrante du processus unique que représente le travail social. Le caractère de notre société ainsi que les exigences de son développement sousentendent les conditions matérielles et socio-politiques qui permettent d'affirmer le rôle social de l'éducation en l'intégrant dans l'ensemble du système social. Aussi notre communauté sociale entreprend-elle des actions susceptibles de transformer de façon radicale, tant les forces de production que les rapports sociaux, économiques et politiques. La promotion du processus d'association du travail et de changements de la structure sociale ne peut être réalisée si l'homme se développe uniquement en tant que force productive de la société, sans une action simultanée et récurrente de la part de la société en vue de consolider tant la force productive de l'homme que l'ensemble de son pouvoir social, notamment ceux du producteur direct qui représente le noyau de la classe ouvrière. Dans les conditions où les moyens de travail deviennent

de plus en plus complexes, où l'organisation du processus de travail devient de plus en plus moderne et où se constitue et organise une société basée sur l'autogestion, la pleine réalisation de toutes les fonctions du travail et de la vie en général dépend de plus en plus du niveau et du contenu de la culture générale et professionnelle de l'homme et de ses capacités d'utiliser les résultats de la recherche scientifique, tant dans son travail que dans la vie quotidienne. Dans notre système social qui a pour base le travail associé, l'éducation devient un facteur déterminant du développement de la personnalité, des rapports sociaux basés sur l'autogestion et de la reproduction sociale, à condition d'être en contact permanent avec le développement de la science, de la culture et des techniques modernes, de même qu'avec le développement des rapports sociaux-économiques.

Dans le cadre de notre communauté sociale, les rapports entre les différents détenteurs de reproduction sociale sont stipulés par les dispositions constitutionnelles et cela sur la base de mutualité et de solidarité dans un processus unique du travail social. La nouvelle Constitution a ouvert la possibilité d'une intégration, basée sur l'autogestion, de la production matérielle avec la science, l'éducation et la culture dans le sens le plus large du terme, créant ainsi une des préconditions les plus importantes pour traiter l'éducation et l'activité scientifique comme partie intégrante du travail productif.

Ce développement du rôle de l'Université rend les facultés traditionnelles trop contraignantes, aussi parle-t-on de plus en plus d'une intégration multidisciplinaire et d'une transformation des facultés en établissements souples d'enseignement et de recherche qui seraient reliées, à une échelle très large, à d'autres activités et à d'autres domaines de la vie.

Les enseignants, dans ce système, ne restent plus un cercle fermé d'universitaires; ils deviennent une catégorie ouverte de personnes venant de milieux différents et travaillant à des tâches diverses, allant de la production jusqu'à la culture et l'art. En ce qui concerne les étudiants, ils cessent d'exister en tant que groupe social particulier d'une tranche d'âge bien déterminée, étant donné que les études universitaires, en développant les formes et les contenus d'enseignement aussi larges et aussi multiformes que possible, aboutissent en un processus moderne d'enseignement et de recherche faits en commun, et englobent un nombre de personnes de plus en plus grand et diversifié.

La fonction de l'Université qui est celle du développement d'une culture socialiste basée sur l'autogestion et de ses détenteurs, représente un phénomène bien complexe. C'est pourquoi, en l'occurrence, nous nous limiterons à dresser un tableau général des problèmes que nous pourrions qualifier comme étant ceux de démocratisation de l'Université.

Le premier ensemble de problèmes touche le cheminement très complexe de la jeune génération à travers le système d'enseignement supérieur de même qu'il touche les premiers débuts de

l'éducation permanente. Dans ce contexte il nous faut tenir compte de la structure sociale, de la situation matérielle et culturelle de différentes couches de la société qui sont celles des étudiants. La condition sociale a des incidences déterminantes sur l'orientation et le développement de chacun des étudiants, partant de la décision de faire des études universitaires, passant par les résultats réalisés en cours d'études, jusqu'à leur intégration à la vie active. C'est, donc, de la solution de ce problème que dépendra une réalisation efficace de cette fonction de l'Université.

Un deuxième groupe de questions est en relation avec la formation d'une personnalité critique, créatrice et universelle. Lorsque nous parlons d'Université comme étant le foyer du travail scientifique, nous avons trop souvent tendance à considérer les enseignants comme d'uniques détenteurs de cette activité qui est, d'ailleurs, dans une grande mesure, traité en tant que processus séparé de celui d'enseignement. Or, l'enseignement réformé englobe aussi le processus de recherche scientifique où sont intégrés également les étudiants et où des groupes d'étudiants représentent de véritables équipes de recherche. C'est en cela que réside l'intégration de l'Université avec le travail social, mais un travail social avancé au point que la science devient sa force de frappe.

Le troisième groupe de question se rattache au rôle que l'Université doit jouer en tant que facteur du développement de la conscience et de la critique sociale, en tant que lieu d'une véritable culture socialiste. Pour y parvenir il est nécessaire d'intégrer l'Université avec tous les domaines de la vie économique, scientifique, politique et culturelle ainsi qu'avec toutes les activités de l'homme et de ses associations, de même qu'il est nécessaire, au sein de l'Université, d'arriver à un développement harmonieux dans tous les domaines de la science et de la culture. Notre nouvelle société autogestionnaire est tenue de développer et consolider une nouvelle conscience sociale. C'est dans ce contexte que l'Université est appelée à jouer un rôle important.

Conformément au développement général du système d'autogestion et à la réforme de l'Université, de nouveaux rapports ont vu jour sur nos facultés, rapports basés sur l'autogestion et sur le principe selon lequel les facultés représentent autant d'organisations autogérées autonomes qui, sur la base de leur option libre et de la convention autogestionnaire, s'associent en Université. L'Université représente, donc, la forme supérieure de l'association des facultés autogérées et autonomes avec un certain nombre d'instituts de recherche plus importants et de bibliothèques universitaires. Une importante manifestation des droits autogestionnaires qu'exercent les étudiants représente leur status de membres à plein droit de la collectivité de la faculté qui leur permet de participer de façon active dans le processus d'enseignement. Les formes d'organisation par lesquelles les enseignants, les collaborateurs et les étudiants réalisent leurs droits autogestionnaires directs et indirects varient selon les facultés et reflètent tant les rapports réels que la caractère spécifique de recherche et d'enseignement qui s'y poursuivent.

C'est en intensifiant le travail scientifique que l'Université accomplit sa fonction de force créatrice qui développe et modifie la connaissance humaine. L'indice certain qui permet de déterminer à quel point une Université est-elle moderne représente, entre autre, son degré d'adaptabilité aux exigences sociales ainsi que son attitude à l'égard de la science. Cependant, le travail scientifique dans le cadre de l'Université se développe dans les conditions spécifiques. La particularité première de l'Université — et des facultés — en tant qu'institution scientifique réside dans le fait que les objets de sa recherche ne sont pas uniquement les faits de la réalité directe mais également les résultats de recherche scientifique, les idées, les hypothèses, la théorie. Fournir non seulement suffisamment de preuves sur l'existence d'un phénomène réel, mais établir également les liens entre celui-ci et les lois existantes, déterminer toutes les causalités, expliquer leur interdépendance et réaliser une synthèse d'opinions, de résultats et de conclusions — c'est avant tout la tâche de l'activité scientifique au sein de l'Université. Un deuxième trait spécifique en est la grande concentration du potentiel scientifique — aussi bien des cadres que de la base matérielle — ce qui permet l'élaboration complexe des projets aussi importants que compliqués. La complémentarité et la multidisciplinarité qui se réalisent dans le cadre de notre Université en font un système scientifique complet, apte à assumer les tâches les plus importantes et les plus complexes.

Le troisième élément spécifique de notre Université c'est qu'elle, à part la recherche appliquée moderne, procède à la recherche fondamentale, c'est à dire au développement de la science pure.

Ces traits spécifiques de l'Université — et par là-même des facultés — en tant qu'établissement scientifique, sont conditionnés par nombre de facteurs et ne pourraient être maintenus si le rapport optimum et une répartition des efforts adéquate ne sont pas acquis entre la recherche et l'enseignement.

L'enseignement et l'éducation dans notre communauté sociale revêtent un caractère de classe alors que leur fonction est multiple dans le développement des forces productives du travail associé, des rapports fondés sur l'autogestion ainsi que dans la défense des réalisations du socialisme autogestionnaire. Il s'agit d'un processus permanent où les enseignants et les étudiants, d'une part, et le travail associé, d'autre part, représentent les sujets d'une interaction appropriée. Les objectifs sociaux de l'éducation sont uniques et valables au même point pour la jeunesse que pour les adultes, pour les étudiants que pour les enseignants, de même que pour les usagers de leurs services: les établissements scolaires, d'éducation et les autres structures sociales.

Le programme et l'orientation générale du processus d'éducation et d'enseignement — et par là — même toutes les formes de ce processus — ont pour tâche et obligation de promouvoir le marxisme, les objectifs et les valeurs de notre révolution et de notre pratique socialiste autogestionnaire afin que cela puisse

avoir une influence déterminante sur la formation de la personnalité, de l'attitude devant la vie, de l'opinion idéologique et politique ainsi que sur l'acceptation des normes socialistes du comportement social.

Des rapports sociaux actuels ressort la nécessité de préparer, moyennant le processus d'éducation et d'enseignement, les jeunes non seulement à un travail, à une profession, à une vocation, mais également de les former pour la gestion des affaires sociales, pour qu'ils puissent, en assumant les fonctions d'autogestionnaires, exercer leurs droits et obligations.

L'autogestion socialiste requiert non seulement les cadres qualifiés, les spécialistes et les experts valables, mais également les sujets actifs et responsables dans la prise de décisions, les artisans inlassables et les créateurs dont la conscience de classe et d'appartenance à une société autogestionnaire est autant avancée que leur pensée créatrice et critique.

La base du système moderne d'éducation et d'enseignement doit être la formation en vue du travail et par le travail, à savoir un mariage solide et adéquat d'enseignement et de travail, tout cela pour permettre aux jeunes de s'intégrer, aussitôt que possible, dans le processus de production, dans la vie socio-économique et dans les rapports autogestionnaires au sein des organisations du travail associé. L'éducation permanente conjuguée avec le travail productif, et cela au cours de toute la vie active, doivent devenir les caractéristiques fondamentales de notre nouveau système d'éducation.

L'échange libre et directe du travail devient le principe de base de l'association du travail et des fonds, en vue de réaliser les intérêts communs.

Dans ce cadre socio-économique, la création et l'amélioration des conditions de travail ainsi que la conception et le développement des activités sociales dans les domaines que nous venons de mentionner, deviennent la sollicitude de l'ensemble du travail associé, à savoir de la communauté sociale toute entière.

Dr JOVAN GLIGORIJEVIC

Dr JOVAN GLIGORIJEVIC, docteur ès sciences, professeur titulaire à la Faculté de Médecine vétérinaire et recteur de l'Université de Belgrade depuis 1971.

Né le 6 octobre 1918 à Ajaccio en Corse (France).

Licencié de la Faculté de Médecine vétérinaire de Belgrade en 1945, docteur de la Faculté de Médecine vétérinaire de Zagreb en 1948 (radiologie vétérinaire).

Carrière universitaire. — Maître de conférence en 1949, professeur agrégé en 1955, professeur titulaire en 1962. En 1949 il fonde, dans le cadre de la Faculté vétérinaire, l'Institut de Radiologie et Physiothérapie qu'il dirige encore. C'est sur sa proposition qu'on fonde en 1959 à Zemun l'Institut pour l'application de l'énergie nucléaire dans la vétérinaire, agriculture et sylviculture. Conseiller scientifique de l'Institut de radiopathologie animale. De 1957 à 1959 vice-doyen de la Faculté de Médecine vétérinaire, doyen de 1959 à 1963. Vice-recteur de l'Université de Beograd de 1967

à 1971, recteur depuis 1971. De 1967 à 1971 il est président de l'Association pour l'Education de la République Socialiste de Serbie. Il est aussi membre de la Société Mondiale des radiologues vétérinaires et membre du Bureau de la Conférence Permanente des recteurs et vice-chanceliers des universités européennes.

Travaux scientifiques. — Il s'intéresse aux différents problèmes de médecine vétérinaire: radiologie, thérapeutique, physique et hygiène radiative. Il a publié plus de 150 travaux où il traite les questions de diagnostic radiologique vétérinaire et étudie l'influence des facteurs physiques sur la matière organique, l'application de l'ultrason à la thérapeutique des animaux domestiques, la contamination et décontamination radioactive des matières organiques et vivres d'origine animale. Il est également l'auteur des manuels de radiologie vétérinaire et médecine physiothérapeutique.

Il a consacré une grande partie de ses activités aux problèmes du développement et de la réforme de l'enseignement supérieur et à ceux de l'autogestion à l'Université.

Fonctions politiques. — Membre de l'Assemblée de l'Université de Belgrade, député de l'Assemblée Nationale de Serbie (Conseil du Travail associé), Délégué de la République Socialiste de Serbie à l'Assemblée Fédérale (Conseil des Républiques et Provinces).

Dr Vladimir JOVANOVIĆ

Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Belgrade

LES ORGANISATIONS FONDAMENTALES DU TRAVAIL ASSOCIE DANS LE SYSTEME ECONOMIQUE ET SOCIAL YUGOSLAVE

1. LA NOTION DE L'ORGANISATION FONDAMENTALE DU TRAVAIL ASSOCIE ET SA PLACE DANS L'ORGANISATION DE TRAVAIL

Pour comprendre la quintessence de l'organisation du travail associé en tant que forme d'organisation dans laquelle les travailleurs, dans le processus de travail, apparaissent associés et organisés il faut partir des principes fondamentaux exposés dans l'Introduction de la Constitution de la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Section II, Principes fondamentaux). Ces principes mettent en relief que la base des rapports sociaux socialistes constitue la position socio-économique de l'homme travailleur qui est assurée aux travailleurs par la Constitution, et garantie avec plus de précision par la loi, qu'en travaillant avec les moyens appartenant à la société décident directement et dans l'égalité des droits avec les autres travailleurs dans les différentes formes du travail associé de toutes les questions de la production, des conditions dans lesquelles ils exercent leur travail et des résultats de leur travail. Conformément à ce qui précède les travailleurs, en même temps, travaillent dans leur propre intérêt, dans l'intérêt de la classe ouvrière et de la société socialiste dans l'ensemble. D'où il s'ensuit que les travailleurs par leur gestion dans l'organisation fondamentale du travail associé réalisent en même temps une fonction sociale.

Pour la réalisation de leurs propres intérêts et des intérêts de la société dans l'ensemble, qui découlent du travail, par la Constitution sont garantis aux travailleurs les droits inaliénables déterminés (article 13 de la Constitution de la RSF de Yougoslavie). Ces droits sont les suivants: (1) de gérer le travail et l'activité des affaires de l'organisation fondamentale du travail associé c'est-à-dire de l'organisation dans l'ensemble (déterminer les plans et les programmes de travail, décider de l'association et de la fusion

éventuelles, etc.); (2) organiser les rapports mutuels dans le travail; (3) décider des moyens de l'organisation fondamentale du travail associé; (4) décider de la répartition du revenu réalisé et des revenus personnels.

Les travailleurs réalisent leurs droits inaliénables, ci-dessus mentionnés, dans les organisations fondamentales du travail associé. En conséquence, la Constitution détermine avec plus de précision la notion de l'organisation fondamentale du travail associé de la manière suivante (Constitution de la RSF de Yougoslavie, article 14, deuxième alinéa):

«L'organisation fondamentale du travail associé est la forme primaire du travail associé dans laquelle les ouvriers exercent directement et dans l'égalité leurs droits socio-économiques et leurs autres droits autogestionnaires, et décident des autres questions concernant leur statut socio-économique».

En vertu de la notion formulée par la Constitution, nous pouvons dire que l'organisation fondamentale du travail associé est la cellule fondamentale au sein de l'organisation de travail dans laquelle les travailleurs fixent les rapports mutuels dans le travail, gèrent les affaires et les moyens de travail, décident des résultats de leur travail, décident du revenu et des autres questions de leur statut socio-économique.

L'organisation fondamentale du travail associé est une partie de l'organisation de travail. Elle ne peut pas exister sans l'organisation de travail, c'est-à-dire en dehors d'elle. En même temps l'organisation de travail doit avoir dans sa composition des organisations du travail associé, sauf si dans l'ensemble elle ne représente une organisation fondamentale, auquel cas l'organisation fondamentale du travail associé et l'organisation de travail coïncident. Ce cas se réalise si l'organisation de travail est de petite dimension. Elle peut alors dans l'ensemble représenter une organisation fondamentale c'est-à-dire «consister» dans une seule organisation fondamentale. Cette coïncidence doit être une exception, si la Constitution est appliquée avec esprit de conséquence. L'organisation de travail consistera, en règle générale, en plusieurs organisations fondamentales du travail associé. Partout où cela est possible dans l'organisation de travail, car les conditions existent, il faut former des organisations fondamentales du travail associé.

La société a exprimé cette exigence encore au cours de la mise en application des amendements constitutionnels de 1971 (Amendement XXI). Cependant, pas une seule unité technologique et d'organisation (unités de travail, usines, comptoirs) n'oserait rester en dehors des organisations fondamentales du travail associé et se «rattacher» directement à l'organisation de travail. En d'autres termes, toutes les parties technologiques et d'organisation de l'organisation de travail sont comprises dans les organisations fondamentales du travail associé. Le nombre des organisations fondamentales du travail associé dans une organisation fondamentale n'est pas donné une fois pour toute. Au sein de l'organisation de travail les changements sont possibles dans la position de ses parties (chan-

gements de statut), la fusion est possible de plusieurs parties dans une totalité, ou la dissociation de certaines parties en ensembles autonomes, ce qui peut entraîner des changements dans le nombre des organisations fondamentales du travail associé dans la composition de l'organisation de travail.

L'organisation de travail, dans les conditions de la création des organisations fondamentales du travail associé, apparaît comme association des organisations fondamentales. En introduisant la catégorie de l'organisation fondamentale du travail associé l'organisation de travail a cessé d'être la forme fondamentale du travail associé du point de vue des rapports autogestionnaires. L'homme travailleur, à partir du moment de la création des organisations fondamentales du travail associé, réalise ses droits autogestionnaires qui découlent du travail, en premier lieu, dans la partie de l'organisation de travail qui a le statut de l'organisation fondamentale du travail associé. Dans la mesure que les travailleurs le désirent, par l'intermédiaire de l'accord d'autogestion sur l'association dans l'organisation de travail, ils opèrent le transfert de l'exercice de certains droits qui découlent du travail à l'organisation de travail en tant qu'un tout, c'est-à-dire aux organes de gestion qu'ils ont formé dans l'organisation de travail. A ce sujet, le mode de réalisation des droits inaliénables des travailleurs dans le cadre de l'organe de gestion de l'organisation de travail en d'autres termes le transfert des décisions relatives à ces droits de l'organisation fondamentale à l'organisation de travail, sera déterminé par la Loi sur les organisations du travail associé.

L'introduction des organisations fondamentales du travail associé en tant que superstructure d'organisation sur les rapports économiques au sein de l'organisation de travail signifie que le rapport de production fondamental, la totalité circonscrite des moyens de production et de travail appartenant à la propriété sociale s'est déplacé vers le bas dans l'organisation de travail, dans sa partie et que c'est là que se réalisent les rapports autogestionnaires fondamentaux qui découlent du travail. Cela signifie en même temps que les décisions dans les rapports autogestionnaires se sont rapprochées des travailleurs. Dans la circulation des marchandises et des services, sur le marché, nous supposons que dans la plupart des cas continuera à se manifester comme titulaire des droits et devoirs à l'égard des tierces personnes l'organisation de travail dans l'ensemble. Cependant, la quintessence des changements qui se sont produits du fait de l'introduction des organisations fondamentales du travail associé consiste en ce que les droits qui découlent des rapports avec les tierces personnes dans la circulation des marchandises et des services l'organisation de travail réalise dans le volume déterminé par les organisations fondamentales du travail associé dans sa composition et toujours dans l'intérêt de ces organisations.

Par la Constitution est prévue expressément la possibilité de l'association des organisations fondamentales dans les communautés (article 38). La Loi sur les organisations du travail associé devrait déterminer avec plus de précision les conditions et les

droits qu'on peut transférer à la communauté des organisations fondamentales du travail associé en tant qu'échelon intermédiaire entre l'organisation fondamentale et l'organisation de travail. La création de telles communautés doit avoir lieu dans l'organisation de travail dans laquelle cette innovation exigent les conditions technologiques et la liaison d'affaires et de travail des organisations fondamentales ou bien la liaison territoriale de certaines organisations fondamentales du travail associé (les ensembles technologiques et territoriaux plus étendus qui dépassent le cadre de l'organisation fondamentale et ne parviennent pas jusqu'au cadre de l'organisation de travail). De même, en créant ces communautés on n'ose pas toucher aux droits des travailleurs dans les organisations fondamentales du travail associé. A ces communautés on peut transférer seulement les droits qui, par suite de la liaison technologique ou territoriale des organisations fondamentales en question, peuvent être mieux appliqués ensemble dans le cadre de la communauté des organisations fondamentales que dans chacune de ces communautés séparément ou dans l'organisation de travail en tant qu'un tout.

2. LA FORMATION DES ORGANISATIONS FONDAMENTALES DU TRAVAIL ASSOCIE

L'organisation des travailleurs, c'est-à-dire, la formation de l'organisation fondamentale du travail associé dans la partie de l'organisation de travail, quand les conditions existent à cet effet, est le droit et l'obligation des travailleurs. En prévoyant l'obligation, c'est-à-dire le devoir des travailleurs d'organiser l'organisation fondamentale dans la partie de l'organisation de travail, quand les conditions existent à cet effet, la Constitution est allée plus loin que les amendements constitutionnels qui prévoyaient seulement le droit des travailleurs. Par cette modification est confirmé le principe constitutionnel que l'organisation des organisations fondamentales du travail associé est la condition et l'hypothèse pour la réalisation de la position socio-économique des travailleurs en tant que base des rapports socialistes autogestionnaires. Cette obligation est sanctionnée par les droits du tribunal autogestionnaire d'organiser à la demande de l'avocat d'autogestion l'organisation fondamentale même contre la volonté des travailleurs. Leur droit d'organiser une partie de l'organisation de travail dans laquelle ils travaillent, en tant qu'organisation fondamentale du travail associé les travailleurs peuvent invoquer à n'importe quel moment, par conséquent même après la fondation et la constitution de la nouvelle organisation de travail. Les organisations de travail existantes étaient obligées, après l'adoption des amendements constitutionnels de 1971, de se constituer sur la base des amendements, c'est-à-dire d'examiner l'existence des conditions pour l'organisation des organisations fondamentales du travail associé dans leurs parties et d'exposer le résultat de cet examen aux travailleurs sous forme de rapport spécial en vertu duquel les travailleurs

devaient décider si jusqu'à la fin de l'année 1972 ils organiseront et dans quelles parties les organisations fondamentales.

Pour que la partie de l'organisation de travail puisse s'organiser comme organisation fondamentale du travail associé il est nécessaire que cette partie remplisse les conditions suivantes qui sont spécifiées par la Constitution (article 36):

- (1) représenter un tout sur le plan du travail;
- (2) que les résultats du travail collectif des travailleurs de cette partie de l'organisation de travail puissent être exprimés comme valeur soit dans l'organisation de travail soit sur le marché, et;
- (3) que les travailleurs puissent dans cette partie sur cette base réaliser leurs droits socio-économiques et les autres droits autogestionnaires dans les rapports mutuels dans l'organisation de travail ou dans les autres formes du travail associé et dans la société dans l'ensemble.

Si dans l'organisation de travail n'existent pas les conditions requises pour que certaines de ses parties s'organisent comme organisations fondamentales du travail associé, les travailleurs réalisent les droits qu'ils ont dans l'organisation fondamentale du travail associé dans l'organisation de travail en tant qu'un tout.

Le mode et la procédure de l'organisation de l'organisation fondamentale du travail associé, après l'adoption des amendements constitutionnels de 1971, ont été réglés par la Loi sur la constitution et l'enregistrement dans le registre judiciaire des organisations du travail associé et par l'Ordonnance sur l'enregistrement dans le registre judiciaire des organisations du travail associé, toutes les deux adoptés en 1973.

La préparation de la formation de l'organisation fondamentale du travail associé, d'après la Loi sur la constitution mentionnée plus haut, est mise en oeuvre par le corps de travail que composent, dans l'organisation existante et dans l'organisation de travail dont la fondation doit avoir lieu, les délégués des parties de l'organisation de travail (des usines, des unités de travail etc.). Ce corps élabore l'analyse des conditions pour l'organisation des organisations fondamentales du travail associé, c'est-à-dire l'analyse qui consiste à établir quelles sont les parties de l'organisation de travail qui remplissent les conditions requises à cette fin. Cette analyse sous forme de rapport est examinée par les travailleurs de chaque partie de l'organisation de travail qui déterminent si les conditions existent pour organiser cette partie comme organisation fondamentale.¹

¹ La Loi prévoit que le rapport relatif à l'existence des conditions doit particulièrement analyser l'état économique et financier de l'organisation de travail dans l'ensemble et de ses parties, dont les parties représentent un tout sur le plan du travail, si elles remplissent les autres conditions prévues par la Constitution, les moyens, les droits et les obligations de l'organisation de travail et leur répartition possible sur les futurs organisations fondamentales du travail associé, la valeur des investissements dans diverses parties de l'organisation de travail ainsi que les conditions pour l'acquisition du revenu et le revenu que d'après ces conditions réaliseraient les diverses parties.

La décision sur l'organisation de l'organisation fondamentale du travail associé, dont le contenu est déterminé par la Loi sur la constitution (article 35), adoptent les travailleurs de la partie de l'organisation de travail qui s'organise comme organisation fondamentale à la majorité de voix du nombre total des travailleurs. Dans un délai de huit jours à compter du jour de l'adoption de la décision, la partie de l'organisation de travail qui s'organise comme organisation fondamentale est obligée de transmettre la décision à toute les autres organisations fondamentales du travail associé, c'est-à-dire aux parties qui représentent un tout sur le plan du travail, si les organisations fondamentales ne sont pas encore formées. A partir du moment de la remise de la décision aux autres organisations fondamentales, c'est-à-dire aux parties de l'organisation de travail, court le délai de trente jours dans lequel les autres organisations fondamentales, c'est-à-dire les parties de l'organisation de travail, peuvent contester l'existence des conditions pour l'organisation de la partie de l'entreprise en question en organisation fondamentale du travail associé. Il faut souligner que l'organisation de l'organisation fondamentale du travail associé est le droit autogestionnaire direct des travailleurs dans la partie de l'organisation de travail.² Ils déterminent eux mêmes l'existence ou l'inexistence des conditions à cette fin et ils n'ont besoin du consentement de personne. Inversement, les travailleurs dans les autres parties peuvent contester l'existence des conditions et à ce propos intenter un procès. Jusqu'à présent, jusqu'à l'adoption de la nouvelle Constitution ces litiges étaient tranchés, d'après l'article 36 de la Loi sur la constitution, par la Cour constitutionnelle, si la violation d'un droit garanti par la Constitution était en question. D'après la nouvelle Constitution les litiges relatifs à l'existence des conditions pour l'organisation de l'organisation fondamentale du travail associé (et à la violation des autres droits autogestionnaires et aux questions de statut) seront tranchés par la Tribunal du travail associé, dont l'organisation, la compétence et la procédure seront déterminées par la loi fédérale (article 226 de la Constitution).

3. LE STATUT JURIDIQUE DE L'ORGANISATION FONDAMENTALE DU TRAVAIL ASSOCIE ET SES CHANGEMENTS

L'organisation fondamentale du travail associé est une personne juridique «avec les droits, obligations et responsabilités» qu'elle possède en vertu «de la Constitution, de la loi, de la convention autogestionnaire d'association, ou de l'acte de fondation (article 45 de la Constitution). La Constitution, à la différence des amendements constitutionnels (Amendement XXI, paragraphe 1, alinéa 4) a nettement formulé que l'organisation fondamentale du travail associé est une personne juridique, ce qui a été contesté, tant dans la théorie que dans la pratique. Il reste

² Dans ce sens a pris sa position de principe la Cour constitutionnelle de Croatie, dans sa décision V/II-2/73 du 6 avril 1973. *Narodne novine SR Hrvatske* No. 18/73 (Journal officiel de la RS de Croatie, No. 18/73).

encore à expliquer en quoi consiste la spécificité de sa personnalité juridique dans notre droit. Nous pouvons répondre tout de suite que cette spécificité est en ce que par un acte, qui est interne par sa nature, de l'organisation de travail, par l'accord autogestionnaire sur l'association dans l'organisation de travail, on détermine le volume des droits subjectifs et la responsabilité de la personne juridique qui ne doivent pas coïncider, c'est-à-dire être identiques quand les rapports au sein de l'organisation de travail et les rapports en dehors d'elle sont en question. Cela signifie que dans l'avenir dans notre système, quand les organisations fondamentales du travail associé sont en question, existeront des personnes juridiques avec un volume différent des droits en circulation. Les organisations fondamentales existantes dont les droits en tant que personne juridique, avec leur consentement, s'épuiseront dans les rapports internes dans l'organisation de travail et les organisations fondamentales qui conserveront le droit de se présenter en toute autonomie sur le marché en tant que sujets des rapports de marché, passeront les contrats et les autres affaires juridiques avec les tierces personnes. Du point de vue des nouveaux rapports qui prennent naissance par l'introduction des organisations fondamentales du travail associé et par le changement du statut du travailleur dans le travail associé de telles situations ne sont pas des phénomènes négatifs. Inversement, du point de vue des nouveaux rapports elles peuvent être même positives.

Il s'agit d'un nouveau phénomène dans notre système qui met fin à la conception unique de la personne juridique lorsque les organisations de travail sont en question, ou les organisations du travail associé en général. Ce phénomène n'est pas inconnu aux autres systèmes. Dans une série de pays il n'y a pas de règles de droit uniques pour toutes les personnes juridiques. La subjectivité juridique des personnes juridiques peut être de volume différent qui est déterminé par la loi. A la différence de la subjectivité des personnes physiques, la subjectivité des personnes juridiques ne repose pas sur les faits déterminés par la nature, mais sur les raisons d'opportunité et de politique. Elle est une construction de la loi. La nouveauté introduite par notre Constitution consiste en ce que ce volume est déterminé non seulement par la Constitution et par la loi, mais aussi par les sujets mêmes par leurs actes normatifs, par les accords autogestionnaires.

En tant que personnalité juridique l'organisation fondamentale du travail associé possède aussi des droits subjectifs déterminés. Ces droits déterminent en réalité le statut juridique de l'organisation fondamentale. Quels sont ces droits? Leur pénétration facilitera la connaissance à fond de la personnalité juridique de l'organisation fondamentale. Parmi ces droits les plus importants sont incontestablement les suivants: le droit à ses moyens, le droit au revenu réalisé, le droit aux organes autogestionnaires, le droit à l'autonomie dans les rapports internes avec les autres organisations fondamentales, le droit à son nom particulier, le droit d'intervenir à l'égard des tiers — passer les contrats, le droit d'associer son

travail et ses moyens avec les autres organisations du travail associé, le droit d'avoir son compte spécial chez le Service de comptabilité sociale et le droit d'être partie dans un litige (le droit de posséder les qualités requises par la loi actives et passives devant les tribunaux).

Le droit à ses moyens l'organisation fondamentale du travail associé tire de la Constitution, article 14. En exposant le droit des travailleurs de gérer associés les moyens sociaux dans l'organisation fondamentale, les affaires et les moyens, la Constitution spécifie indirectement que l'organisation fondamentale possède ses moyens, car le travailleur seulement associé dans l'organisation fondamentale réalise ce droit dont il dispose. Cela apparaît d'une manière encore plus évidente de l'article 34 de la Constitution, dont le texte au commencement est rédigé de la manière suivante: «Les ouvriers associent librement leur travail et les moyens de reproduction sociale des organisations fondamentales du travail associées dans les organisations de travail...» De cette manière est démontré en même temps l'important changement par rapport aux moyens de l'organisation de travail. Les moyens de l'organisation de travail, c'est-à-dire même quand ils apparaissent dans la circulation comme moyens de l'organisation de travail, sont toujours les moyens de l'organisation fondamentale que les travailleurs («leur travail et moyens dans les organisations de travail») ont associé dans l'organisation de travail. D'où il s'ensuit que même lorsque dans le cadre de l'organisation de travail se forment les fonds collectifs déterminés, les moyens collectifs, ce sont toujours les moyens associés des organisations fondamentales et il faut savoir exactement de manière déterminée qu'est-ce qui appartient c'est-à-dire combien appartient à chacune d'elles.

En ce qui concerne *le droit au revenu réalisé* la Constitution détermine nettement dans son article 17 que le revenu se réalise dans l'organisation fondamentale du travail associé et que «le revenu réalisé en commun par l'association du travail et des moyens, est réparti entièrement par les organisations fondamentales du travail associé entre elles d'après l'apport de chacune à la réalisation de ce revenu...». De ce qui précède il s'ensuit que, comme pour les moyens, le revenu réalisé par l'association dans l'organisation de travail se répartit entre les organisations fondamentales. On peut limiter temporairement le droit des travailleurs, par la loi, de disposer du revenu (article 23). Une série d'autres dispositions dans la Constitution signalent les principes de la répartition du revenu ainsi que la possibilité de «retrait» au profit de la société ce que l'on appelle «l'extraprofit» (la partie du revenu qui est le résultat des avantages exceptionnels sur le marché, ou des conditions naturelles exceptionnellement favorables).

Le droit aux organes autogestionnaires la Constitution détermine dans l'article 98 en tant qu'élaboration détaillée de l'attitude de principe sur les droits des travailleurs à l'autogestion exposé dans l'article 14. Les travailleurs dans l'organisation fondamentale ont le droit de décider en se prononçant directement de diverses

manières (dans les réunions, par voie de référendum) ou par la voie de délégués dans le conseil ouvrier. A ce sujet, la Constitution ne fait plus de différence entre la gestion «directe» et «indirecte» de la part des travailleurs, eu égard que dans le cadre du système de délégation les délégués des travailleurs dans le conseil ouvrier, en ce qui concerne les questions qui en raison de leur importance sont déterminées par les statuts, procéderont en conformité avec les conclusions des travailleurs c'est-à-dire de l'organisation dont ils sont les délégués. En ce qui concerne les organes exécutifs, la Constitution prévoit l'obligation de l'existence d'un organe exécutif unique, tandis qu'en ce qui concerne les organes exécutifs collégiaux leur existence obligatoire ne découle pas nettement de la Constitution. Selon certaines conceptions il n'est pas obligatoire, vu que dans l'article 102 il n'est question que du conseil ouvrier et de l'organe exécutif. L'article 104, troisième alinéa, signale la possibilité de prescrire par la loi les conditions et le mode de formation de l'organe collégial de direction, et l'article 103 de l'organe de direction en général et de l'organe unique de direction.

L'autonomie dans les rapports internes entre les organisations fondamentales se manifeste dans les droits des organisations fondamentales garantis par la Constitution. Cela signifie organiser de concert par un accord autogestionnaire (article 105) leurs rapports mutuels ainsi que par la conclusion de cet accord de constituer l'organisation de travail (article 30 de la Loi sur la constitution). L'autonomie se reflète dans le droit des travailleurs de séparer l'organisation fondamentale de l'organisation de travail (article 37), dans le droit de s'associer dans les communautés des organisations fondamentales (article 49 de la Loi sur la constitution), dans la responsabilité autonome dans les rapports internes et l'impossibilité de la couverture automatique des pertes ou du transfert des moyens entre les organisations fondamentales (ces questions sont réglées par l'accord autogestionnaire sur l'association de travail, article 105 de la Constitution et article 42 de la Loi sur la constitution); ensuite dans l'existence des possibilités institutionnelles de la formation des cours d'arbitrage pour trancher les litiges des parties de l'organisation de travail qui sont constituées en tant qu'organisations fondamentales (les tribunaux autogestionnaires de l'article 225 de la Constitution et le tribunal du travail associé de l'article 226 de la Constitution).

Le droit à son nom particulier et le droit d'intervention à l'égard des tiers en tant qu'élément de l'individualisation de l'organisation fondamentale du travail associé sont déterminés par l'article 4 de la Loi relative à la firme et au nom de l'organisation du travail associé. Quand l'organisation fondamentale intervient en toute autonomie dans les relations avec les tiers elle doit contenir dans son nom aussi le nom de la firme de l'organisation de travail. (article 3 de la Loi). Le nom de l'organisation fondamentale doit contenir obligatoirement l'indication si l'organisation fondamentale répond, c'est-à-dire si elle garantit, pour les obligations de l'organisation de travail, les rapports des organisations fondamentales dans la composition de l'organisation de travail. Cette responsabi-

lité peut être déterminée de telle sorte, par l'accord autogestionnaire sur l'association dans l'organisation de travail, que toutes les organisations fondamentales répondent solidairement, c'est-à-dire ensemble, pour toutes les obligations de l'organisation de travail et de toutes les organisations fondamentales qui la composent soit de manière illimitée soit de manière limitée (responsabilité solidaire illimitée ou responsabilité solidaire limitée).

Les organisations fondamentales peuvent se mettre d'accord qu'elles répondront pour l'organisation de travail, c'est-à-dire l'une pour l'autre dans les affaires qu'elles concluent directement de telle sorte qu'en premier lieu c'est l'organisation de travail même qui sera responsable, ou l'organisation fondamentale, par les moyens associés dans l'organisation de travail ou par ses propres moyens, et ce n'est qu'après, si ces moyens ne sont pas suffisants, qu'aura lieu la responsabilité des organisations fondamentales (responsabilité subsidiaire). Cette responsabilité, de même peut être illimitée ou limitée à un montant déterminé. Enfin l'organisation fondamentale peut limiter sa responsabilité de telle sorte qu'elle répondra seulement de ses propres obligations (responsabilité totale) tandis que l'organisation de travail répondra seulement par les moyens associés.

Le droit d'intervention à l'égard des tiers l'organisation fondamentale peut exercer directement. Par l'accord autogestionnaire sur l'association dans l'organisation de travail les organisations fondamentales peuvent se mettre d'accord d'entrer en rapport avec les tiers exclusivement par l'intermédiaire de l'organisation de travail. Dans ce deuxième cas l'organisation fondamentale a elle-même, de son propre gré, limité sa capacité d'agir. Dans le cas qu'elle entre seule en relation avec les tiers, elle est représentée à l'égard des tiers par l'organe de direction individuel, ou par le président de l'organe de direction collégial. C'est un précepte constitutionnel (article 103, deuxième alinéa). Par les statuts ou les autres actes autogestionnaires cette question peut être réglée différemment, c'est-à-dire on peut désigner quelqu'un d'autre qui sera chargé de la représentation ou de l'exercice de la fonction de direction.

L'organisation fondamentale du travail associé a le droit de *changer son statut*. La décision sur cette question doit être prise par les travailleurs dans l'organisation fondamentale. Ce changement peut consister: dans la séparation de l'organisation de travail aux fins de constituer une organisation de travail autonome: dans la fusion avec une autre organisation fondamentale ou le rattachement à une autre organisation fondamentale et dans la perte de la qualité d'organisation fondamentale (articles 37 et 226 de la Constitution et articles 57 à 66 de la Loi sur la constitution).

4. LES COMMUNAUTES DE TRAVAIL DES SERVICES D'INTERET COMMUN DES ORGANISATIONS DE TRAVAIL, DES BANQUES ET DES COMMUNAUTES D'ASSURANCES, DES COMMUNAUTES D'INTERETS ET DES AUTRES ORGANISATIONS AUTOGESTIONNAIRES

La nouvelle Constitution a adopté une nouvelle forme statutaire des parties des organisations de travail dans lesquelles travaillent les travailleurs des services d'intérêt commun ou des communautés de travail des organisations de travail spécifiques, en premier lieu, des organisations monétaires et des communautés d'intérêts. Cette forme la Constitution appelle les *communautés de travail* (articles 29 et 30). Les travailleurs dans les services d'intérêt commun des autres organisations et coopératives peuvent former une organisation fondamentale seulement si les conditions sont remplies qui sont prévues par la Constitution. Cela signifie, en outre, qu'il sera possible que le service dit d'intérêt commun tout entier acquiert le statut d'organisation fondamentale (une ou plusieurs) du travail associé, si les conditions sont remplies que la loi a prévue, ou que seulement un certain nombre de ses parties acquiert le statut d'organisation fondamentale, et que la partie restante des travailleurs forme la communauté de travail. Cependant, dans le cas que ces éléments n'existent pas, quand les travailleurs par leur travail dépensent les moyens qu'ils reçoivent comme frais, «prix du service», des autres organisations fondamentales, comme c'est par exemple dans les banques et dans les établissements d'assurance, ils formeront l'organisation de travail.

La notion même de «l'organisation de travail» est insuffisamment définie dans la Constitution. En effet, il découle des dispositions constitutionnelles que les travailleurs dans la partie de l'organisation de travail qui exerce les tâches mentionnées, ou les services (administratif et techniques etc.) ont droit aux ressources nécessaires à leur consommation individuelle et collective conformément au principe de répartition selon le travail et jouissent des autres droits autogestionnaires des travailleurs dans les organisations du travail associé en conformité avec la nature des tâches qu'ils accomplissent et les intérêts communs en vue desquels ces communautés ont été formées (article 29, alinéa 3 de la Constitution). Dans les conditions qu'elle détermine avec les autres parties de l'organisation de travail, ou avec les dirigeants de la banque ou de la communauté d'assurances, la communauté de travail peut obtenir également les moyens pour l'élargissement, le perfectionnement et l'amélioration de la base matérielle de la gestion de ses affaires, par exemples les moyens pour l'achat des compteurs électroniques. Ces moyens restent les moyens des organisations fondamentales, c'est-à-dire de l'organisation de travail dans l'ensemble. Cependant, on ne peut pas transférer aux organisations de travail les pouvoirs et la responsabilité des organisations et des communautés pour lesquelles elles exécutent les services (par exemple, les pouvoirs des déposants dans les banques, des membres de la communauté d'intérêts autogestionnaire, etc.).

Les droits et les obligations réciproques des communautés de travail et des communautés fondamentales du travail associé dans la composition de la même organisation de travail, c'est-à-dire entre les communautés de travail et les banques (son assemblée), de la communauté de travail et la communauté d'assurances, c'est-à-dire l'assemblée des assurés, la communauté de travail et la communauté d'intérêts, la communauté de travail et l'association d'affaires, etc., sont réglementés par les conventions autogestionnaires, ou par contrat en conformité avec la loi (article 30, deuxième alinéa, de la Constitution).

La communauté de travail, si la loi conserve cette expression, représente, dans les rapports dans les organisations de travail, une nouvelle forme statutaire qui possède sa subjectivité. C'est ainsi qu'on évitera de donner à la communauté de travail la qualité de personne juridique dans la circulation en ce qui concerne les moyens dont elle dispose. Elle aura aussi ses moyens, mais il serait inadmissible qu'elle occupe la place dirigeante dans l'organisation (par exemple, dans la banque ou la communauté d'assurances) dans laquelle elle est formée.

Le développement des organisations fondamentales du travail associé, après l'adoption de la Constitution, entre aujourd'hui dans sa deuxième phase, qui a atteint un degré de développement plus élevé. La pratique autogestionnaire fera ressortir incontestablement une série de questions qui ne sont pas englobées dans ce travail. Il est impossible de les prévoir d'avance. Nous espérons que les interprétations que nous avons exposées dans ce travail sur ces questions et qui nous paraissent essentielles pour la compréhension de l'organisation fondamentale du travail associé, serviront utilement à tous ceux auxquels ce travail est destiné pour mieux concevoir leurs droits et obligations et de trouver la réponse aux questions qui ne sont pas directement englobées.

Dr. VLADIMIR JOVANOVIĆ

Dr. Vladimir Jovanović est professeur titulaire à la Faculté de droit de Belgrade, président du Tribunal de la Chambre de commerce de la République de Serbie, arbitre de l'Arbitrage du commerce extérieur près la Chambre fédérale de commerce et directeur de l'Institut de droit civil près la Faculté de droit de Belgrade.

Spécialité: le droit commercial et le droit des assurances, et tout particulièrement statut des organisations économiques.

Il obtint sa licence à la Faculté de droit de Belgrade en 1950 et fût promu au grade de docteur à la même Faculté en 1955. Il fut élu assistant à cette Faculté en 1952.

Travaux importants:

a) Ouvrages et monographies:

1) Les droits de l'assureur vis-à-vis des tierces personnes responsables, Belgrade 1957 (thèse de doctorat);

2) Le droit des lettres de change et des chèques en Yougoslavie (en collaboration avec les professeurs M. Bartoš et Z. Antonijević), Belgrade 1953 (manuel d'enseignement);

3) Le droit économique: organisations économiques, Belgrade 1961 (manuel);

- 4) Assurances dans l'économie (monographie), Zagreb 1962;
 - 5) Manuel pour les assurances (ouvrage collectif), Zagreb 1965;
 - 6) Le statut juridique des entreprises économiques yougoslaves, avec un aperçu comparatif (textes polycopiés des conférences faites à un cours de doctorat à Alexandrie en 1964);
 - 7) L'activité commerciale de l'Etat (conférences faites à un cours de doctorat au Caire en 1963);
 - 8) Les coopératives agricoles yougoslaves (conférences au cours de doctorat à la Faculté de Droit au Caire en 1964).
- b) Articles publiés dans des revues étrangères:
- 1) Moderni orientamenti sul cocetto giuridico di Assicurazione, Atti del Primo Congresso Internazionale di diritto delle Assicurazioni, Roma 1962;
 - 2) Die Änderung im System des Versicherungswesens in Jugoslawien, Versicherungswirtschaft, 1967, Bd. 10;
 - 3) Beteiligung der Versicherungsnehmer an der Vervaltung der Versicherungsantakten in Jugoslawien, Zeitschrift für Versicherungswesen, 1966, No 14;
 - 4) Der Begriff der Versicherung und die Schadenverhütung unter besonderer Berücksichtigung der Schadenverhütung in Jugoslawien, Zeitschrift für die Gesamte Versicherungswissenschaft, 1968, No 1—2;
 - 5) Eingriffsmöglichkeiten der Aufsichtsbehörden in Falle von Schwierigkeiten bei Sachversicherungsunternehmen, Material für Zweiten Weltkongress für Versicherungsrecht, Karlsruhe 1967, B. I, s. 111;
 - 6) L'Autogestion dans l'organisation de travail, la Constitution yougoslave de 1963 (série d'articles) Paris 1966, p. 44;
 - 7) The Legal Status of Yugoslav Economic Enterprises and its Legal Consequences for Their Full Economic and Legal Autonomy, Legal Problems of Yugoslavia's International Economic Relations, Beograd 1968;
 - 8) Pravní statut jugoslavských podniků, Právník 1965, Praha.
- c) Près de 50 articles et courtes études en serbocroate, parmi lesquels il y a lieu de mentionner:
- 1) Le commettant et la tierce personne, étude comparative des droits yougoslave et américain, Annales de la Faculté de Droit, Beograd 1961;
 - 2) Le rapport entre le droit des cartels et la concurrence déloyale, Rapport présenté à l'occasion des Journées juridiques yougoslaves-allemandes en 1965, à Belgrade, publié dans la revue de l'Institut pour la propriété industrielle à Munich;
 - 3) Tendances qui se manifestent dans le développement du secteur économique d'Etat dans la République Arabe Unie, *Gledišta* 1953;
 - 4) Statut juridique des entreprises économiques dans l'URSS, Annales de la Faculté de Droit, Belgrade 1967;
 - 5) L'assurance des crédits d'exportation et des travaux exécutés à l'étranger, «Investicije», Zagreb 1969, Informator;
 - 6) Les oligopoles et la concurrence, Archives pour les sciences juridiques, Belgrade 1969.



Dr. Ljubiša ADAMOVIĆ

*Professor at the Faculty of Economics of the University
of Beograd*

ECONOMIC AND LEGAL ASPECTS OF YUGOSLAVIA'S TRADE AND FINANCIAL RELATIONS WITH FOREIGN COUNTRIES

Yugoslavia, as a model of an underdeveloped socialist country with marked elements of autarky and centralized planning which evolved towards an open-type national economy with workers' and social self-management, has made a modest contribution to contemporary experience in the post-war period. Throughout this period, economic relations with foreign countries have been of great importance to the general development of the national economy.

Albeit that various types of economic relations exist between Yugoslavia and foreign countries, the exchange of goods, i.e., foreign trade, has always been their backbone. Although there were major fluctuations in this regard in certain years, the respective shares of exports and imports throughout the period ranged from 13 to 24 per cent of the national income.

Though characterized by great disparity from the aspect of the general coherence of her home market and level of development of her various regions, Yugoslavia — from the aspect of economic relations with foreign countries — has definitely assumed the characteristics of a country with 700 dollars of per capita national income, i.e., one that has surmounted the initial difficulties of overcoming the stage of economic backwardness. This is evident in particular from an analysis of the changes in the pattern of her exports and imports. The characteristic changes indicate a fall in the export of raw materials and a rise in that of industrial goods, as well as an increase in the import of machines and finished consumer goods.

A comparatively new phenomenon by post-war standards — the temporary migration of manpower — became noticeable in Yugoslavia's economic relations with foreign countries in the 1960s. According to existing estimates, about 900,000 Yugoslav workers are employed abroad, above all, in the member countries of the European Economic Community.

As far as the characteristic trends in Yugoslavia's foreign trade are concerned, European countries have been and still are her most important partners.

A specific feature concerning the geographic distribution of Yugoslavia's foreign trade distinguishes her from all other countries — there is hardly any whose exchange of goods with both Western and Eastern Europe is of almost balanced importance and such significance to its foreign trade. Yugoslavia's experience in this regard undoubtedly offers ample opportunity for scientific analysis and for reaching practical solutions.

Table 1

REGIONAL DISTRIBUTION OF YUGOSLAV EXPORTS AND IMPORTS
IN 1972 and 1973

(in 000 U.S. dollars;
one U.S. dollar = 17 dinars)

	Exports				Imports			
	1973.	%	1972.	%	1973.	%	1972.	%
EEC*	1,022,321	35.8	808,547	36.2	1,907,657	42.2	1,423,190	44.2
EFTA	212,365	7.4	219,383	9.7	443,501	9.8	342,998	10.5
COMECON	916,841	32.2	785,886	35.2	1,094,946	24.3	797,107	24.7
Developing countries	285,766	10.1	155,300	7	564,848	12.7	308,337	9.6

Source: Data from the Federal Secretariat for Foreign Trade January 17, 1974

* Including Great Britain, Denmark and Ireland.

As may be seen from Table 1, Yugoslavia's position differs from those of other countries in that the comparative share of no socio-economic system predominates over others in her economic relations with foreign countries. The fact that Yugoslavia has well developed economic relations with both socialist and capitalist countries and that her economic activity with underdeveloped ones is on an increase — has had a corresponding impact on her foreign trade regime and policy.

Another significant characteristic is the fact that in Yugoslavia, foreign trade has been integrated in the general policy of national economic development. Notwithstanding the evolution as a whole, from the state monopoly of foreign trade to the present liberalized exchange of goods with foreign countries, the shares in the pattern of exports of the so-called "developmental goods" and products of high finish have constantly expanded.

The dynamic development of production and trade under the conditions of the rapidly changing pattern of the home market and deficit financing with inflationary tendencies, has exercised constant pressure resulting in growing trade-balance and balance-of-payments deficit. At the same time, this proved balance of payments to be one of several real criteria of the production-consumption relationship in a national economy.

It is quite understandable that under these conditions, within the frameworks of a programme of economic stabilization and transition from an extensive to an intensive method of agricultural production — which is the main feature of Yugoslavia's agricultural reform — the foreign trade factor should have been attached particular importance. This was manifested, above all, in the changes made in her foreign currency and foreign trade regimes and the introduction of a uniform exchange rate of 12.50 dinars to 1 U.S. dollar (in 1965) and 17.00 dinars to 1 U.S. dollar (in 1971).

The world market and international trade generally have played an important part in regard to Yugoslavia's economy owing not only to the possibility of buying the kinds of goods not made at home, but also the one of using the criteria of the world market and some other factors:

a) as a means to estimate what production is economical, or, more specifically, what allocations of the production factor are of an order enabling the productive forces to be brought in line with trends on the world market; and;

b) as a parameter in estimating the relation between the costs of production and price levels on the home market.

This certainly does not mean that the price relations existing on the world market should simply be reproduced, without adjustments, in Yugoslavia's socialist economic system, the more so as the key note in world market relations is struck by the developed capitalist countries. But taking the price relations on the world market as a *reality* of our time, a socialist economy oriented not towards autarky, but towards an active integration in the international division of labour, can formulate its own realistic adjustments in order to amend those relations on the world market, which it does not wish to reproduce within its boundaries.

The relative emphasis on autarky in the post-war development of the Yugoslav economy was a result of several factors:

a) Yugoslavia was an underdeveloped country, and it proved necessary to have the pattern of her production changed and intensive industrialization introduced as a means of overcoming economic backwardness;

b) the intensive industrialization proceeded under the conditions of the centralized planning of commodities and services. The tendency of autarky is inherent in this system of planning, as it considers each factor outside direct control of the planners, from changes in climate and atmosphere which affect the agricultural production, to price fluctuations on the world market, as an undesirable variable identified with the uncontrolled exogenous factor;

c) the strained international relations, the cold-war policy, the growing tension between military-political blocs — all of these enhanced the compartmentalization of world trade as a whole and led, especially in some countries, to laying the emphasis on autarky.

All these factors, present in the past with differing intensity, have had a definite effect on Yugoslavia's economic relations with foreign countries. As the Yugoslav economy matured and its

pattern changed, and as the economic system evolved, the tendency of its "opening" towards other countries gradually strengthened.

The intensity and degree of this opening, i.e., active integration of Yugoslav economy in the international division of labour through not only the exchange of goods but also industrial and financial cooperation, depend to a considerable extent also on how the present balance-of-payments difficulties are surmounted and foreign debts paid, since the Debt Servicing strongly affects the way of spending the international funds received under the current balance-of-payments items.

In view of the changes made in her foreign trade system and policy, Yugoslavia's economic cooperation with foreign countries becomes, through direct involvement of the participants in transactions of this kind, an intrinsic part of her economic development. Considering the measures taken in 1967 for attracting foreign capital and for its investment in the Yugoslav economy, Yugoslavia's economic cooperation with other countries may be expected to assume new forms and contents.

Yugoslavia's economic relations with foreign countries may be expected to be stepped up on the ground of the assessments pointing to her comparatively advantageous position in the international division of labour, with the essential adjustments resulting from her long-term developmental orientation towards maintaining the desirable rate of economic growth. Production and exports are expected to increase in sectors such as the forestry and processing of timber, agriculture (including the processing of farm produce), and some products of the engineering, non-ferrous metal, non-metallic mineral, ready-made clothing and footwear industries. Tourism and transportation, especially of goods in transit, are expected to develop at a rapid pace in the sector of services.

Bearing in mind the present situation in world trade and payments — the fact that there are convertible and inconvertible currencies — and Yugoslavia's financial commitments, the regional component of her foreign trade policy becomes particularly important. Taking the post-war period as a whole, the convertible currency area may be said to have been Yugoslavia's main supplier of equipment, semi-manufactures and finance. That is why her deficit with this area is particularly high.

Trade With the Common Market

The expected expansion of Yugoslav foreign trade was also considered in past discussions of some of its features. The strengthening of the autonomy of Yugoslav enterprises and firms, the expansion of the country's output and the liberalization of its foreign trade and foreign exchange regulations — these measures were taken in order to foster its economic relations with other countries. Yugoslavia's full membership of the General Agreement on Tariffs and Trade, with all the consequences resulting from it, should be emphasized in this context.

Table 2

YUGOSLAV EXPORTS TO MEMBER COUNTRIES OF THE EEC

(in 000,000 dinars; one U.S. dollar = 15.00 dinars)

	1960.	1965.	1966.	1967.	1968.	1969.	1970.	1971.
1 Belgium and Luxembourg*	69.2	102.0	130.9	126.1	161.4	175.4	143.5	135.1
2 France	131.9	263.0	429.1	410.3	436.2	731.0	955.1	863.7
3 The Netherlands	89.1	154.2	220.0	208.0	230.2	340.0	404.1	372.2
4 Italy	1,121.6	2,163.7	2,595.7	3,376.2	2,647.9	3,404.5	3,818.5	3,391.1
5 Federal German Republic	761.5	1,434.5	1,707.2	1,443.2	1,818.5	2,428.0	2,963.0	3,155.8
1-5 EEC's Six together	2,173.3	4,117.4	5,082.9	5,563.8	5,294.2	7,078.9	8,284.2	7,917.9
6 Denmark	22.8	58.2	58.0	58.7	67.0	88.2	95.2	74.3
7 Ireland**	—	—	—	—	—	—	—	—
8 Great Britain	649.4	543.1	658.6	688.4	910.8	1,274.6	1,450.3	1,695.6
1-8 EEC's Nine together	2,845.5	4,718.7	5,799.5	6,310.9	6,272.0	8,441.7	9,829.7	9,687.8
TOTAL	8,402.4	16,373.1	18,301.4	18,775.0	18,955.5	22,117.2	25,186.9	27,216.9
1-5 Share of Yugoslav exports to the Nine in overall Yugoslav exports (%)	25.6	25.1	27.8	29.6	27.9	32.0	32.9	29.1
1-8 Share of Yugoslav exports to the Nine in overall Yugoslav exports (%)	33.5	28.8	31.7	33.6	33.1	38.2	39.0	35.6

* Official reports of the Federal Institute for Statistics list these two countries together.

** Official reports of the Federal Institute for Statistics include no data on the Yugoslav-Irish exchange which is negligible.

Table 3

YUGOSLAV IMPORTS FROM MEMBER COUNTRIES OF THE EEC

(in 000,000 dinars; one U.S. dollar = 15.00 dinars)

	1960.	1966.	1967.	1968.	1969.	1970.	1971.
1 Belgium and Luxembourg*	131.7	249.4	471.2	288.7	329.8	590.1	570.1
2 France	411.7	698.6	1,210.1	978.8	1,081.0	1,648.3	1,912.6
3 The Netherlands	215.4	348.4	465.0	418.8	536.3	746.0	697.9
4 Italy	1,427.3	2,527.3	3,420.5	4,029.4	4,795.6	5,670.4	5,945.5
5 Federal German Republic	1,848.6	2,320.2	4,280.2	4,809.5	5,828.3	8,507.4	9,252.3
1-5 EEC's Six together	4,034.7	6,143.8	9,856.0	10,525.2	12,571.0	17,171.2	18,378.4
6 Denmark	66.7	55.2	82.9	103.7	125.6	141.5	191.8
7 Ireland**	—	—	—	—	—	—	—
8 Great Britain	681.2	1,317.8	1,367.4	1,307.2	1,790.8	2,679.1	2,949.0
1-8 EEC's Nine together	4,782.6	7,516.8	11,306.3	11,936.1	14,487.4	19,991.8	21,519.2
TOTAL	12,395.8	23,631.2	25,610.0	26,952.2	32,006.6	43,110.1	48,781.4
1-5 Share of Yugoslav imports from the Six in overall Yugoslav imports (%)	32.5	26.0	38.5	39.1	39.3	39.8	37.7
1-8 Share of Yugoslav imports from the Nine in overall Yugoslav imports (%)	38.6	31.8	44.1	44.3	45.3	46.4	44.1

* Official reports of the Federal Institute for Statistics list these two countries together.

** Official reports of the Federal Institute for Statistics include no data on the Yugoslav-Irish exchange which is negligible.

By the latest changes in development of her economic system, the introduction of a realistic, uniform exchange rate of the dinar and uniform customs duties and through measures aimed at making the dinar convertible — Yugoslavia made a maximum effort to secure the most intensive cooperation with the industrially developed countries, above all, members of the European Common Market.

However, the fact that partners at different levels of economic development are involved, is hindering the exchange. Yugoslavia, an underdeveloped country compared to the Nine, will try to obtain, in accordance with the existing institutionalism in international economic relations, a treatment conducive to the development of her economic cooperation with the ECM, while ensuring implementation of the most important tasks of her national economic policy — the speeding up of economic development and the inevitable changes in the structure of production. To this end, the process of production must be brought up to date and the performance of the economy generally intensified.

The ECM members are of special importance as Yugoslavia's foreign trade partners, as a result of tradition, vicinity of the market and firm contacts among the various enterprises.

The preceding tables show the dynamic development of trade between Yugoslavia and the member-countries of the European Economic Community.

As may be seen from the above data, Yugoslavia's foreign trade is largely oriented towards the EEC members. Particularly noteworthy in this respect are her relations with Italy and West Germany.

In contrast, Yugoslavia does not occupy any place of comparable importance in the overall foreign trade of the Nine, accounting as she does for 1.5 to 1.8 per cent of their total exports. This may have favourable effect on regulating her relations with the EEC: even if she were given preferential treatment in foreign trade transactions, this would not greatly affect the EEC market. However, in view of her orientation of steadily expanding the volume of foreign trade, Yugoslavia's increased sales on the EEC market would doubtless result in bigger purchases from its members.

We believe that a number of other arguments may be put forward corroborating the thesis that economic relations with Yugoslavia may be beneficial also to the EEC.

Although the Yugoslav market may seem of minor importance to the European Economic Community as a whole, it is of major importance and by no means a *quantité négligeable* to some countries, especially those which seek to expand their foreign trade. From this aspect, Yugoslavia's is a highly interesting market, because of the high rate of growth of the country's foreign trade:

— even in cases when minor quantities are concerned, some countries and industries may depend heavily on this exports;

— the mounting competition within the EEC is bringing pressure to bear on the domestic market generally, and on some firms

in particular, and in such cases a foreign market may be of vital importance;

— there is growing agreement that because of the planned character of the economies of socialist countries, their participation in world trade may have highly stabilizing effect on it, particularly in regard to the countries trading intensively with the socialist countries and also with Yugoslavia.

The last, but by no means the least important argument in favour of foreign trade expansion is the general constellation of economic relations in the world today. The situation generally calls for a policy aimed at developing the existing markets. As far as Yugoslavia is concerned, this is true in regard to the EEC countries above all, for Italy and West Germany. To them, Yugoslavia is an «old» market with steady channels for different kinds of operation. It is much more reasonable for these countries to maintain their present positions on the Yugoslav market, than to disregard it and try to «generate» new markets instead.

In other words, after the EEC was set up and its initial favourable effects — evident in a higher rate of growth of trade within the Common Market and a much lower rate of growth of trade between its members and countries outside the EEC — began to be felt, the latter tended to be relatively disregarded. However, there are indications that these effects have now been spent out and that the so-called traditional markets may become more important in the near future.

Regional integration groups may soon find their further economic expansion curbed by the tendency of their economic relations being confined within their boundaries. A stepping up of relations with countries outside the EEC would open up fresh possibilities for the Nine to increase their exports. This is why new solutions are required which would, among other things, enable greater purchases by the EEC countries from their «traditional» supply market. Of course, this development should be seen in terms of the changed patterns of production and demand in both the EEC and East European countries.

This situation had called for Yugoslavia's relations with the EEC to be regulated by a special agreement, which would take into account the past development of economic relations, so as not to cause her damage *via facti*. The past practice of regulating relations between the EEC and third countries offered a variety of solutions, ranging from associated membership to foreign trade agreements. (Iran 1963, Israel 1964, Lebanon 1965 and Nigeria 1966). It goes without saying that for some, primarily political reasons, Yugoslavia cannot at present be interested in having the status of associated member of the EEC. However, she might be interested in a special foreign trade agreement providing, above all, for tariff reductions on some sorts of commodities. She might also be interested in other forms of economic cooperation which enhance foreign trade directly or indirectly, such as development of industrial and technical cooperation, import of capital from the EEC member countries, etc. A considerable impetus to this may

be given by the setting up of a mixed committee consisting of EEC and Yugoslav representatives, which would discuss current difficulties and outstanding issues in economic cooperation between Yugoslavia and the European Economic Community.

Departing from the concept of development of an open-type economy and looking forward to an intensive financial and industrial cooperation between Yugoslav enterprises and firms in EEC countries, we see the case for a preferential treatment of Yugoslav industrial exports in case of commodities made under industrial cooperation schemes.

Conclusion of the Non-Preferential Trade Agreement with the EEC

One of the most important positive steps in Yugoslavia's foreign economic policy was doubtless the conclusion in 1970 of a non-preferential trade agreement with the European Economic Community. The agreement, signed in Brussels on March 19, became effective as of "the first day of the second month after the signing", i.e., May 1. The preparations for the conclusion of this Agreement took about two years. The Agreement is based on the following principles:

- the most-favoured-nation treatment in mutual exchange;
- the highest possible level of liberalization;
- the benevolent treatment;
- the reduction of customs rates within the framework of the Kennedy round (the treatment of Yugoslavia as a developing country, without the obligation of reciprocity);
- the setting up of a Mixed Commission to look into all questions of economic relations between Yugoslavia and the EEC.

This simultaneously was the first multilateral agreement the EEC concluded. The Agreement lays down the frameworks for a more stable and harmonious cooperation, above all, in trade between Yugoslavia and the EEC. Yugoslavia may conclude separate agreements with individual EEC members in the spheres which they have not transferred into the Community's competence.

Attached to this Trade Agreement, concluded for a period of three years, is a Protocol regulating the imports of special quality beef (baby beef). The Protocol determines the annual and quarterly pace of Yugoslav meat deliveries to the EEC market, the preferential facilities and the obligation of Yugoslavia to use them for the purpose of achieving more profitable export, not lowering the prices. As the Agreement and the Protocol were being adopted, the Yugoslav side insisted on that the Mixed Commission, at the outset of its work, try and find solutions for the export of wine, tobacco, maize and textiles to the EEC.

The Protocol enables Yugoslavia to sell annually about 65,000 tons of beef — i.e., at the level of 1967, the year when the maximum export of beef to the EEC was recorded. As far as the quarterly

pace of export is concerned, Yugoslavia undertook to see to it that it does not exceed 22 per cent — the quarterly average for the past three years. Also provided for this export have been preferential facilities — 20 or 25 per cent, dependent on the amount of surcharge, during the August 15—January 31 period, and 25 per cent for the rest of the year. These facilities will be applicable during the first two years covered by the Agreement, to be reduced by 5 points in the third.

By the conclusion of the Trade Agreement with the EEC, Yugoslavia's economy generally and livestock farming in particular, are obtaining an important element of stability; the way of dealing with meat exports and the experience to be gained in this field by virtue of application of the Agreements, may serve in many respects as a model for regulating the sale of other important products Yugoslavia is concerned to sell on the EEC market. The pace of Yugoslav purchases from this economic region, the most important to Yugoslavia among all other, will greatly depend on the way of dealing with, and creating the possibilities for, more stable Yugoslav exports to the EEC countries.

On the ground of three-year experience in exchange of goods between the EEC and Yugoslavia, a demand has appeared on the Yugoslav side that wider economic cooperation, not the goods exchange alone, be taken into account when regulating the relations in the next stage. The fact that Great Britain, Denmark and Ireland have become full members of the EEC as of January 1, 1973, whereby the EEC definitively earned the name of a "third great power", behind the United States and the Soviet Union, added a new element to preparing the next agreement. To Yugoslavia, this means the existence almost on her borders of a vast market of 253 million people and, from the Yugoslav standpoint, enormous purchasing power — average per-capita income of 2,400 dollars. Besides this, the annual gross product of the EEC is about 633, the United States 991, the Soviet Union 288, and Japan 196 billion dollars. From the aspect of world trade, however, the EEC is the leading world power, accounting as it does for about 40 per cent of the total goods exchange. We stated these figures only to illustrate the vast difference in economic strength, which represents an objective magnitude in negotiations between the EEC and Yugoslavia. Besides this, about 73 per cent of the total Yugoslav exports, i.e., about 700 million dollars, went to, and about 45 per cent of the total Yugoslav imports, or 1,400 million dollars, came from, West Europe's Nine in 1972. As for the agreements on joint capital investments by foreign firms and Yugoslav enterprises, about 60 per cent of them are with partners from various EEC countries. In tourism, the group of EEC countries are also the leading Yugoslav partners — about 60 per cent of overnight accommodations in Yugoslavia's foreign tourism is for tourists from the EEC countries. The situation is similar also in regard to the agreements of productive and technical cooperation — about 65 per cent of all agreements of this kind are with partners in EEC members countries. Finally, it is worthwhile to note that these

countries employ about 70 per cent of Yugoslav manpower abroad, or almost 700,000 workers.

Hence the Yugoslav Government, before the first Agreement expired at the end of April, 1973, suggested to the EEC Commission that it be substituted by a new, originally designed agreement on economic cooperation for a longer period. At first, the Commission showed considerable opposition to this idea, because it did not fit into the institutional solutions and adopted models for regulating EEC's relations with the non-members. Elaborating this idea, the Yugoslav Government sent the EEC a new memorandum insisting, in addition to the regular goods exchange, also on other elements, such as long-term financial and technological cooperation, possibilities of cooperation in the financial sphere, scientific cooperation, use of patents and transfer of technology, joint care about improving the living conditions, work and professional training of Yugoslav workers temporarily employed in EEC countries. Preparations for the new agreement began with the exploratory contacts in Brussels late in November and early in December, 1972.

An important detail in the development of Yugoslavia-EEC relations was the visit to this country by Dr. Sicco Mansholt from December 14 to 17, 1972; it enabled a more detailed exchange of opinions on the principles of long-term economic cooperation between Yugoslavia and the EEC and ways for specifically regulating its individual domains. Yugoslavia insisted on that the new agreement be concluded on the basis of non-preferential treatment of the partners, without any discrimination; the acceptance by the EEC of this position would mean proliferation of the various forms of cooperation, without firm attachment to the prejudged "own" models.

Yugoslavia does not have equally intensive economic relations with all member countries of the EEC: cooperation with Italy and the Federal German Republic makes up an overwhelming part of these relations. A series of questions relating to mutual cooperation have essentially been regulated bilaterally. The significance for Yugoslavia of the above-mentioned two EEC members will be seen from the following facts: about a quarter of her exports is directed to the Federal German Republic and Italy, which between them account for about 32 per cent of Yugoslav imports. About 47 per cent of overnight accommodation in Yugoslavia's foreign tourism is for visitors from the Federal German Republic and Italy. Productive cooperation contracts concluded by Yugoslav enterprises and firms in the Federal German Republic and Italy make up some 60 per cent of the total number concluded by Yugoslavia. The two countries between them employ about 55 per cent of the total number of Yugoslavs temporarily working abroad. (A vast majority of them are employed in the Federal German Republic*).

* According to the article "The Development of Yugoslavia's Economic Relations with the EEC", written by member of the Federal Executive Council Dr. Boris Šnuderl and published in the January 1, 1973 issue of *Review of International Affairs*.

During the preparations for the conclusion of the Agreement, which had by now gone into effect, the Yugoslav side insisted on safeguarding the long-term, secure conditions for the sale of some commodities. This is a highly complex question owing to the EEC's common agrarian policy. Yugoslavia is particularly concerned about the selling of beef, pork, canned pork, wines, canned fish, seeds, maize, fruits and vegetables, and tobacco. As far as industrial commodities are concerned, Yugoslavia, as a developing country, could use the general scheme of preferentials and the regime of general liberalization recognized to all developing countries. In view of the fact that over 80 per cent of Yugoslav exports are industrial commodities, interest of the Yugoslav economy in these questions is not difficult to justify.

The new Trade Agreement between Yugoslavia and the EEC was concluded late in June, 1973 for a period of five years. A difference of quality between this and the earlier, first Agreement lies in that, under the existing one, cooperation between Yugoslavia and the EEC is not limited exclusively to the regulation and promotion of goods exchange: the frameworks have been created for the advancement of cooperation in various domains of economic relations. The inclusion of the so-called "evolution" clause is worth stressing in particular. The clause provides for the possibility of raising and dealing with, during the period covered by the Agreement, all questions of common interest not regulated by the Agreement. This came in the interests of both Yugoslavia and the EEC, in view of the fact that the number of questions not coordinated among members of this integration group has increased with its expansion. It may normally be expected that during the period covered by the Agreement (which may tacitly be extended), a number of changes will take place also in the EEC, above all, from the standpoint of the transfer of competence from the national to joint organs, and that adjustments in this respect with the non-members, including Yugoslavia, will therefore be necessary.

The new Agreement between Yugoslavia and the EEC has taken over from the preceding one the facilities on the import by the EEC countries of cattle and beef of a certain quality (the so-called baby beef). The facilities on the import of this sort of meat from Yugoslavia have been extended in both time and volume, and will be applicable any time a surcharge, either the so-called high (100 and 75 per cent), or the so-called low (50 and 25 per cent), is applied on imports by the EEC.

The next feature of the existing Agreement is the maintenance of the principle of non-preferentiality. In principle, this has been brought in line with the principles of cooperation in the GATT and there are no elements of discrimination towards any third country.

Also transferred from the previous Agreement have been the mutual application of the most-favoured-nation clause and the highest level of liberalization in imports and exports, as well as the protection from excessive imports. The new Agreement spe-

cified the provisions on measures to be taken when the increased import of some liberalized commodity could upset or is upsetting the market of the importer-country. Also, it gave greater role to the Mixed Commission.

As the Agreement was being concluded, some questions were not comprised and were left to the Mixed Commission. These concerned improvements in the export of tobacco and maize, and the difficulties expected in the export of canned pork to Great Britain. (British import duties on these commodities were 10 per cent, and the import charges were expected to increase considerably with Britain's entry into the EEC). This issue may become the more complex as some countries, owing to the expansion of the EEC, may sell the above-mentioned and other commodities on the British market duty free, without surcharges and other restrictions. The Mixed Commission received, in addition to the standard competence of seeing to the implementation of the Agreement, also a new task — to seek ways and means of promoting the exchange of goods, but also other forms of economic cooperation between Yugoslavia and the EEC. The extension of the Mixed Commission's mandate indicates a factual extension of the nature of this second Agreement between Yugoslavia and the EEC.

Concluded almost simultaneously with the new Trade Agreement between Yugoslavia and the EEC was also the Agreement on Trade in Cotton Textiles, which enabled the EEC to extend its scheme of preferentials so as to cover also this sector of goods exchange.

By its main characteristic, being non-preferential, this Agreement may, in the Yugoslav view, serve as a model to the developing countries, respectively contribute towards their establishing relations with international economic groupings. One provision of principled importance is the position in the preamble stating that the Agreement is being concluded by countries at different levels of economic development. This was the basis for adopting the non-preferential-treatment principle, and thereby also one of the absence of discrimination to any one country.

Yugoslavia considers that the conclusion of the second Trade Agreement between herself and the EEC which provides for the regulation of some questions or creates the necessary conditions for the subsequent regulations of others, constitutes a significant contribution to the promotion of not only trade, but also economic cooperation with the EEC. Also significant is the consent to consider the possibility of relinquishing the so-called protection against disturbance of the EEC market, because this provision, when applied, created at times considerable problems to the selling of some Yugoslav industrial commodities. It is believed that this would considerably increase Yugoslav exports.

Particularly significant sphere of cooperation between Yugoslavia and the EEC is the cooperation concerning the Yugoslav workers employed in its member countries. According to a 1973 estimate, about 700,000 Yugoslav workers are temporarily employed in the EEC countries, most of them (478,000, or about

620,000 with members of family) in the Federal German Republic, in France (about 70,000), and smaller numbers in Belgium, the Netherlands and Denmark following. The stay in the EEC countries of foreign manpower has not only its economic but also social, psychologic and other dimensions, and this is true fully also of workers from Yugoslavia. For Yugoslavia's economy, the temporary employment of workers abroad has at least two positive effects: the income in foreign exchange which helps reduce the trade-balance and balance-of-payments deficits, and the alleviation of unemployment situation at home. Cooperation between the competent Yugoslav administration organs and social institutions, and the corresponding EEC bodies could considerably improve, to the benefit of both Yugoslavia and these countries, the settlement of a series of problems connected with the presence of Yugoslavs at work in these countries. For these workers, this could help regulate much better the questions concerning their years of employment in one or several EEC countries, a series of rights and privileges from the sphere of employment, children's protection, training and education, training of workers for new professions, etc. Although much has been done in this sphere as regards, above all, the provision of essential social welfare, the necessary conditions are emerging to solve also a series of other questions through cooperation between Yugoslavia and the EEC.

A special domain of cooperation may be the new way of combining the Yugoslav manpower and the partly unutilized, installed production capacities in Yugoslavia's industry, on the one hand, and the needs of further economic growth of the EEC countries, on the other. If, instead of the transfer to these countries of manpower from Yugoslavia, they were to transfer to the Yugoslav area their capital and technology and to link them with that manpower in Yugoslavia, the EEC countries would free themselves of a series of costs of the infrastructure connected with the stay of foreign manpower, and Yugoslavia would free herself of some of the negative effects accompanying the stay of manpower abroad. If the future economic cooperation between Yugoslavia and the EEC were viewed also from this angle, a more intensive cooperation would inevitably take place in the domain of the movement of capital, i.e., financial and technological transactions, and thereby also more significant increase in the exchange of goods between Yugoslavia and the EEC countries. This may also encourage the joint appearance of Yugoslav and EEC enterprises on the markets of third countries and the cooperation as a whole would obtain new dimensions from the aspect of both an abundance of forms, and new time dimensions, as well as stability and durability.

First experience from the application of the new Trade Agreement between the SFRY and the EEC seem to justify the view that the new five-year Agreement is broad enough and at the same time enables operative reaction of the parties concerned if and when need be. Under Art. 6 of the Agreement, the Mixed Commission may "formulate and submit to the competent organs the proposals

contributing to the realization of the aims of the Agreement, and especially to the harmonious development of mutual trade". In view of the marked orientation of Yugoslav agricultural exports towards the EEC area, it is understandable that to Yugoslavia's economy, it is very important that the conditions governing the access to the EEC countries' market of agricultural products should be as stable as possible. Within the framework of Yugoslav agricultural exports, of special importance is the beef sector and all measures of the EEC which contribute to reducing the sale of beef from Yugoslavia, may adversely affect also the Yugoslav exports as a whole. Special quality of young beef and fresh chilled meat (baby beef) has its effect also on the possibility of covering a definite segment of demand at an adequate, higher level of prices. Thus the limited possibility of exporting this sort of meat causes disturbances on the EEC market, especially in view of the fact that this market has been in short supply in the whole sector of cattle and beef for some time now. Besides this, Yugoslav exporters approach these deliveries in an organized manner, through the Fund for the Promotion of the Production of Livestock and Products. This precisely is the reason why the ban on the export to some EEC countries of fresh and chilled meat has negative effects on not only the interests of certain organizations, but also the entire productive orientation in Yugoslavia's livestock farming. In view of the higher prices of fodder in the EEC, the slowed-down pace of consumption and the higher domestic supply of meat due to the increased slaughter of cattle, it can hardly be concluded that the disturbances are a result of outside causes, and this raises the question of whether the import ban is logical. The temporary ban on the import was described as a measure of protection against disturbances on the market owing to a disparity between the prices at home and abroad. The effects of inflation have depreciated the so-called approximate price of the EEC and made more difficult the application of surcharges. The abolition of the import ban on April 1, 1974 was connected with an increase in the approximate price of the EEC and the introduction of obligatory import certificates for all sorts of beef and live cattle. The increased approximate (protective) price resulted in a changed ratio between it and the market price, which enabled the application of intervention measures such as export subsidies, stopping allowance and 100-per-cent surcharge.*

Those well acquainted with this problem believe that this situation may last until the beginning or middle of June and that the effects of the process of diminishing reserves are growing demand at the start of full tourist season will be felt then. So far as the Yugoslav cattle and beef exports are concerned, it is important that the market price increase up to 98 per cent of the approximate price, this being the condition for applying the reduced surcharge on the import of baby beef.

* M. Žiberna: "Beef — The Key Subject", *Privredni pregled*, Beograd, April 15, 1974.

CHANGES IN PRICES AND SURCHARGES AS FROM APRIL, 1974

	In account units per 100 kg.	
	Week of	
	March 25—31	April 1—7
Market price	87.402	87.627
Approximate price	86.200	96.500
Level of the market price in relation to the approximate one	101.39	90.81
Application of surcharge	75%	100%

This is only one example illustrating the high level of organized systematic intervention on the common market of agricultural products and at the same time all the sensitiveness of the effects which may be borne by countries with the size and pattern of exports like those of Yugoslavia.

The past results in the development of the Yugoslav economy, the growing tendency of stepped up participation by Yugoslavia in the international division of labour and the development of various forms of her economic cooperation with the EEC countries — indicate the existence of substantial possibilities for the further expansion of economic cooperation.

Dr. LJUBIŠA S. ADAMOVIĆ

Dr. Ljubiša S. Adamović, born December 7, 1928 at Zemun, suburb of Beograd. Graduated at the School of Journalism and Diplomacy in Beograd, 1952. Postgraduate studies and M.B.A. degree received from Ohio University, Athens, Ohio U.S.A. Awarded Ph. D. (economics) at the University of Beograd 1961.

From June 1963 Lecturer and from 1967 Associate Professor at the University of Beograd (School of Economics). Since 1972 Professor of Economics and Chairman of the Department of International Economics.

Professional experience: foreign trade, professional journalism, economic research and university teaching.

Associations: Yugoslav Economic Association, American Economic Association.

Listings: "Who is Who in World Finance and Industry", "Who is Who in Yugoslavia".

Professor L. S. Adamović has intensively travelled and lectured abroad: 1961/62 and 1970/71 academic years visiting professor at Florida State University, Lehigh University, 1973/74 at the Bologna Center of the John Hopkins University; occasional lecturing at the University of Moscow, Harvard, M.I.T., University of California Berkeley, and many other universities in the United States, Western and Eastern Europe.

Research Associations: Institute of International Politics and Economics in Beograd since 1957 and now Senior Fellow; Member, Board of Directors of the Institute of International Law and Economic Development in Washington, D.C.

Publications: several books and dozens of articles published in Yugoslavia, U.S.S.R., U.S.A., Italy, Lebanon, Belgium, etc. dealing with several aspects of international economic relations.

During his career professor Adamović has participated intensively in internal and international life of Yugoslavia as member of various professional and political bodies at home and abroad including United Nations. Since 1966 he is Yugoslav representative at the Committee for Scientific Cooperation of the COMECON.

Dr. Najdan PAŠIĆ

*Dean of the Faculty of Political Sciences of the University
of Beograd*

THE LEAGUE OF COMMUNISTS AND OTHER SOCIO-POLITICAL ORGANIZATIONS IN THE SYSTEM OF SELF-MANAGEMENT SOCIALIST DEMOCRACY

For every socialist revolution — in order that revolutionist possibilities might be transformed into real revolutionary actions and into the conscious alteration of basic social relationships — the existence and influence of organized socialistically determined social forces are indispensable. Social emancipation of labor (which is the essence of the socialist transformation of society) must be a part of the working class itself, but of a working class which is organized and ideologically directed, having a political avant-garde which excels in its familiarity of the objective conditions and laws of social movement, and which is capable of directing the revolutionary movement of the masses according to social goals defined beforehand.

This law concerning the development of contemporary society which was already discovered by the founders and ideological leaders of the modern workers' movement, Marx and Engels, was also fully confirmed in the socialist revolution which took place in Yugoslavia during the Second World War and which is being continued in the conscious struggle for the development of a socialist self-managing social system.

The Old Yugoslavian Kingdom was a relatively lagging and under-developed country plagued by great social contradictions. Relationships of national inequality and oppression, merciless economic exploitation and deprivation of the political rights of the working masses were sources of great weakness in the old social order. However, the possibility of a revolutionary coup could not have been actualized in the moment when old Yugoslavia fell hopelessly under the attack of fascist aggression, had not the Yugoslav League of Communists appeared as an organized political and ideological power capable and prepared to place itself at the head of the rebellious national masses in their struggle for personal, national and social emancipation.

The development of the socio-political system in socialist Yugoslavia was all the while — from its very beginning during armed revolution and to this very day — aware of the guiding process. The development of a socialist social structure and particularly the transformation of self-management into a complete system of social organization would not have been possible without politically organized working people, without the initiative and activities they created through socio-political organizations (the League of Communists, the Socialist Alliance of Working People, the Federation of Labor Unions, etc.), and without those forms of democratic struggle for the common and long-term interests of socialist development. The advocates of this system are the ideological and political avant-garde of the working class — the League of Communists.

During the War of National Liberation the YLC adopted the position of the leading ideological and political power with vast prestige among the masses, while its influence on all military and political decisions which dealt with leading and directing the War of National Liberation was indisputable and decisive. To be brief, the Party had the opportunity to consciously direct and completely control the entire process of building a new state and a new political system from its very beginning. Its leaders and experienced personnel stood behind every significant decision. The strategy and tactics of the War of National Liberation, even later during socialist development were totally the deeds of the Communist Party. Due to this fact, it was possible for the War of National Liberation to acquire the direction and content of an authentic socialist revolution, and in spite of many unfavorable circumstances and persistent attempts of outside interventions, for the working class character of the new state power to be and to remain indisputable.

In all phases of the struggle, during all stages in the development of a new social order, the Party had its concept for the political organization of society — those types of organizations which would in specified conditions and in fixed power relationships best suit Marx's demand to function as "that finally discovered political form which makes possible carrying out the emancipation of labor." This concept could not be static because the conditions of the revolutionary struggle changed quickly and radically, while the Party itself came upon new experiences and new ideological-political and theoretical knowledge. But the point of departure for the ideological-theoretical basis of this concept was and still remains in essence one and the same: this is the decision to select a type of state power structure and those types of institutional forms comprising the entire political decision-making mechanism, which would make room for the greatest revolutionary initiative on the part of the basic masses, firstly, of the working class, which induce, direct, and imitate this initiative, providing at the same time, that upon confrontation with various desires and interests (conditioned by the heterogeneous social

structure) the decisive preponderance will belong to the long-term historical interests of the working class, that is, to the socialist interests of associated labor tied all the more consistently to the socialization of the entire reproduction process of social life.

The place held by the Yugoslav League of Communists in Yugoslavia's socio-political system — its role as the leading ideological and political power — therefore represents a natural and legitimate result of the very course of the socialist revolution and the entire further development of socio-economic and political relationships. The League of Communists was in the position to carry out the function of the guiding ideological-political power in the revolutionary transformation of Yugoslav society, because it faithfully and consistently expressed the long-term historical interests of the working class in all phases of revolutionary struggle and in this way subordinated its entire organization and all activities.

"The Communist Party of Yugoslavia", states the YLC Program, "was always a faithful expression of the interests and desires of the working class which also suit the objective interests of all other working strata in Yugoslavia. The Yugoslav League of Communists was and remains, even in today's conditions, representative of the interests and desires of the working class and all working people in Yugoslavia.

"The leading social role of the working class is based on the fact that its class interest is identical to the interests of human progress in general, and that as such, it represents the primary promoter of the most progressive social movements."

The same opinion, concerning the social position of the League of Communists and its relationship to the working class and its desires, was very clearly formulated by Comrade Tito in his report to the ceremonial conference of the CC YLC, held in celebration of the 40th anniversary of the YCP, its founding and its work:

"Yugoslav communists have successfully carried out and continue to carry out the leadership tasks in the process of the revolutionary transformation of our society, because they have always striven to express the interests and desires of the working class, and in this way are linked historically to the most progressive social powers for the purpose of carrying out the mission of transference from a class society to one that is classless. Thanks to this they were always able to find and basically formulate the proper answers for the movement towards socialism which would suit given historical conditions. Found in the consistency of these activities is the answer which explains the success of the socialist struggle in Yugoslavia thus far. There is also found a guarantee for the legality and political success of the Yugoslav League of Communists."

The Communist Party, that is, the Yugoslav League of Communists belongs to the Marxist-Leninist type of revolutionary workers' party. This is the type of party which is being developed and acts as the revolutionary avant-garde of the working class — and at the same time as the advocate of class consciousness in

its general ideological and scientific-theoretical expression, and also as the headquarters for revolutionary activities which directly guide practical socio-political activities and the struggle of the working class and those working strata of society which gather around it. The basic principle upon which is based the organization of this type of party is democratic centralism, which likewise assumes obligations and strict discipline when putting into effect democratically accepted and established party politics. The same is also the basis for the ability of the party not only to define the goals of social activities, but to itself assume direct responsibility for the execution of these goals in life.

In the brutal conditions of illegal battle and armed revolution, the framework and core of party organization was composed of a relatively small group of professional revolutionaries who personally identified themselves, on an exceptionally high degree with the dilemmas and goals of the revolution. After the victory of the revolution, the Party which now ruled, very quickly grew in number; however by inertia the key positions of professional party workers continued to maintain themselves, so that in a particular way they became even stronger. In order to successfully guide the state power apparatus whose administrative-management function spreads across all fields of social life, the Party created its own vast and influential apparatus, which strengthened the position of the centers of political decision-making at the head of the apparatus.

Even in changed conditions, when the situation develops into far-reaching democratization of the institutional organs of the political system, centralized decision-making, the powerful position of the professional leadership composition, and the one-way course of directives from the "top" towards the "base" will long remain characteristic for Party organization and performance. From this emerges the key meaning of the question: how to develop democratic centralism as a condition for creating the leading ideological-political role of the Party, while at the same time controlling the ever-present tendency of its degeneration into bureaucratic centralism.

The manner in which the League of Communists is creating its role as the conscious guiding force of Yugoslav socialist social development has a decisive meaning for the character and development of the political system as a whole.

Solutions for the most important problems in the further development of socialist social relationships, material progress and development of self-management social structures, are most directly tied to the discovery and affirmation of new consistently effective democratic methods for the work of the League of Communists, as the leading conscious power and most responsible political factor. In this field there is being carried on a decisive battle, both in hidden and open bureaucratic resistance of self-management within the League of Communists and from without, and also with various manifestations of those attitudes which equalize democracy with the absence of any conscious guideline

for social movements. On the basis of all this brought into question is the role of the League of Communists.

The basic political meaning for the reorganization of the League of Communists (by which the performance core of this organ would be transferred from direct action by state power to ideological-political directing) is to surpass the relationships and institutions of indirect representative democracy and the creation of conditions whereby working people directly have a decisive influence on the entire process of political decision-making.

A change in the basic production relationships, which are expressed through the development of self-management, through direct decision-making by working people concerning production and the social products of their associated labor, provokes a change in the contents of the political process, in the conditions and hypotheses of conscious political solutions for social contradictions, and in the clash of interests in both narrower and wider social communities. In order to truly perform a progressive role in society, in order to service the goals and needs of the socio-economic liberation of labor, all institutions and organs of the political-legal superstructure must be constituted so as to ease and aid in strengthening the social position and influence of the working man, who in the development of self-management is liberated from his subordinated social position as a merely hired working force.

When considered from this standpoint, the development of the Yugoslav political system must pass through two phases. In the first phase revolutionary changes in social relationships in the interest of the working class are created with the help of state power taken over by armed revolution. By establishing state ownership of the basic means of production, abolished is the economic basis of the social power of the exploiting class, as the state has directly taken over the management and distribution of production. This type of concentration of economic and political power in the new organs of the revolutionary government suit the life interests of the working class who in that given moment demanded that the resistance of anti-revolutionary forces be effectively weakened and that there be provided for, in a country economically under-developed and demolished by war, quicker development of material production forces. This is the historical moment when the Communist Party unites its political and ideological authority, as the representative and advocate of the historical interests of the working class with the authority of state power. Established in this way is a political party monopoly in the new political system. This monopoly is a concretely-historical fact: the length of its existence and the specific form of its creation depend on many historical conditions (the existing level of socio-economic development, the arrangement and relationships of basic class power, the cultural level of citizens, political traditions, etc.). However, the monopoly is a legitimate consequence of the revolution itself, which demands and makes possible a period in which organized state forces eliminate the economic

and political hypotheses of the government and the socio-economic dominance of the exploiting class.

But the creation of this type of system has its inertia force. It unavoidably creates forces which strive to make it permanent, which strive to find justification for its existence even when the system is no longer practical and is historically surpassed. Subordinating all of social life to state regulation and control unavoidably leads to very serious negative consequences from the standpoint of the development of socialist social relationships.

Stabilization of the new social order and the achievement of a higher level of material development makes possible and demands transference into the second phase, which is characterized by the development of self-management, firstly in the production sphere, then in other fields of social activity. In the place of direct state management of the basic social processes in the name of the working class, the government apparatus limits itself more to providing the general conditions for more and more independent levels of self-management relationships and for all the more free creative activity of working people on the basis of direct management of the social means of production. The administrative method of managing public affairs and settling social conflicts is replaced on a wider field by the process of free speech and direct-democracy confrontations and the reconciliation of various social interests and needs.

These courses and directions in social development are not products of elemental movement, but are the results of the consistent efforts of conscious socialist forces to provide a socialist trend and contents for social transformation and to eliminate those obstacles that would hinder the affirmation and strengthening of socialist relationships. In this light, the most important role belonged and still belongs to the Communist Party, that is, to the League of Communists, as the organizational ideological-political force which can best understand and most consistently defend and represent the historical interests of the social liberation of the working class.

However, in order that it might be capable of successfully carrying out its function, in order that it might remain faithful to its program goals and historical tasks, the League of Communists must develop and perfect its own organization, its contents and methods of work in accord with the demands which are imposed on each phase of development by revolutionary practice, existing relationships between social forces, and firstly, changes in the social beings which compose the working class.

In the phase of revolutionary etatism, when the state government apparatus was the main instrument for changing social relations and when the rights to political decisions were concentrated at the top of the hierarchically developed power structure, the League of Communists created its leadership role firstly, through directly executing state power, by managing the state. The factual hierarchical supremacy of party leadership in relation to the state apparatus and the center which forms state politics was

also suited for the role of basic party organizations and party membership. Its basic task in that period was to provide for the support of party-state politics and its development according to the directives and instructions of higher party forums.

In the phase of already developed self-management relations in the economy and other fields of social life, the manner in which the League of Communists creates its revolutionary program changes essentially. The basic task of the leading political force of the working class now becomes the creation of a socio-political transformation system which will provide:

a) that the new social position of the working man as manager of the production process and distribution in the framework of his labor organization within the economic system and outside of its realm strengthens and consolidates as much as possible.

b) That this position is adequately expressed on the political plan in general, in the process of political decision-making within wider social communities, from the community to the Federation.

In other words, the basic task of the League of Communists in this phase of development is to consciously organize ideological and political actions with the goal of affirming these new production relationships of the socio-economic liberation of labor as the framework of the economic and socio-political system as a whole. This in fact means transforming rule in the name of the working people into the rule of the working people, transforming individual representative democracy into direct socialist democracy based on self-management. Now appears an historical moment when the League of Communists should in practice show that they relate to their own political power as to a means, and not to an end.

In the phase of struggle for direct democracy, the League of Communists can further carry out its role as the basic political tool of the working class only if in all its activity it makes possible and contributes to the elimination of elements of indirect rule in the name of the working class and in this way opens the road to the free performance of associated producers not only in the production sphere, but also in the sphere of management of all affairs concerning the wider social community. This demands that the League of Communists rejects the monopoly of social management from the position of power and that it eliminates in its own organization and method of performance all elements of rule in the name of the working class. Only in this way can it remain faithful to its role — to the role of the legitimate representative of the historical interests of the working class.

Not because of the renouncement of its leadership role in the guiding of social development towards a classless society, but precisely so that it could further successfully perform that role, the League of Communists must transfer the focus of its activities from the sphere of political rule to the sphere of self-management decision-making. This is an historical reason and the basis of its own transformation.

The socialization process of politics is carried out in conditions when there still exist social conflicts of a political nature and

when there exists the need for state-legal regulations for social relationships. Varying material positions of independent social strata and groups, and specific sections of the working class itself condition the appearance of varying interests which frequently differ and come into conflict among themselves. The mechanism of social self-management makes possible the free expression of social contradictions and that these various interests and attitudes come into open democratic confrontation. This is also the path to discovering the most socially acceptable solutions, those types of solutions whose realization calls for the least outer force and pressure.

However, that in no way means that the reproduction of socialist social relationships as a whole, becomes a spontaneous process and that the movement of society along these lines towards further humanistic progress is provided for within itself. Nor can automatization or any kind of spontaneous flow replace the factor of conscious direction of social movements.

Solutions for objective social contradictions along the lines of further social progress can be provided for only if the most progressive social consciousness (the consciousness of those social powers whose historical existence is objectively linked to the most advanced methods of production) have the opportunity to effectively express themselves, to be an ever-present factor in the process of solving social conflicts and to have a decisive influence on the ideological life of society as a whole.

This is not in contradiction to the system of direct socialist democracy, but is rather its assumption. In the interest of the development of self-management, direct democracy organization for managing society, the League of Communists renounces the monopoly of directly exercising state power in the character of the ruling party which has influence through the commanding positions in the government apparatus. In that same interest it retains and develops its role as the legitimate ideological-political representative and advocate of long-term historical interests and the social aspirations of the working class which gives them a special position in the socio-political system. That position is one that makes possible, for the League of Communists, a decisive influence on the general direction of social movement. Without the provision of this type of conscious guiding of social development, no type of democracy, regardless of how perfect its form would offer in the way of creating those humanistic goals which represent the meaning of the liberation struggle of the working class — this is the constant movement forward towards a communist society.

Nor in this phase of development, nor earlier, is the form of the political organization of society (in this case direct democracy) some class and socially neutral institutional mechanism which represents a goal in itself (because independent of the actual contents of socio-economic relationships, it represents the creation of the permanent ideals of complete political equality and freedom). The system of direct democracy based on self-

management is no longer either a multi-party nor a one-party rule, but a new historical form of non-partisan democracy. But this democracy is not deprived of class traits because — due to the ideological-political function performed by the League of Communists — it made possible and consciously preserved the superiority and creation of historical interests and desires of the working man in associated labor on the public means of production.

The development of direct democracy does not destroy the dominance of social desires and interests tied to the most advanced socialist production relationships and to the working class as its advocate. That domination is strengthening and consolidating itself. On the plan of the common organization for managing society and the conscious guiding of social movements, it is expressed, first of all, in the position and function held by the League of Communists, that is in the role of the leading ideological-political force which it creates. However, the material basis of this domination is no longer primarily state power, but a new production relationship which is expressed by society's self-management.

Stating precisely the position of the League of Communists in the political system as a whole, the YLC Program emphasized that "the social role of Yugoslav communists is not the superior role of an élite separate from the people, but an equal sector of the working mass". In order for the League of Communists to be capable of efficiently creating its social function on this basis, the existence of organizational and political hypotheses are necessary for the inclusion of all working people and citizens, due to direct democracy, in political life and the process of political decision-making. These conditions are provided for with the existence and activities of the Socialist Alliance of Working People which represent a "voluntary and democratic front of working people and citizens and all organizational socialist forces headed by the Communist Party, that is to say the League of Communists". The Socialist Alliance provides the widest base for the socio-political activity of all socialistically guided social forces in the socialist self-management system.

The League of Communists as the leading ideological-political power in our society, creates its role by performing in the wide framework of democratic organization in the Socialist Alliance, with a platform which is open and accessible to every citizen and, from the position of program activity, which directly engages politically millions of working people. In this way are created conditions so that in the very process of free confrontation and the struggle of opinions, in the democratic procedures which form political views and decisions, are merged and linked the ideological orientations and the line of political action of the League of Communists with experiences and attitudes which emerge directly out of creative self-management practice of all working people, communist and non-communist.

The relationship which is established on this basis, between the League of Communists and the Socialist Alliance is of key

importance for the character of the entire political system and the perspectives of its future development in the direction of an increasingly more consistent creation of direct socialist democracy. This is not the relationship of a leadership personnel organization and its mass base, its "transmission", nor the relationship of two independent equal organizations between which exists looser or tighter ties of political alliances and organized collaboration. In its program and in its practical-political performance the League of Communists disassociates itself from aspirations of monopoly regarding the representing and interpreting of the interests of the working class and society, and it does not assume, nor does it wish to assume, that type of position in the structure of political organization and the ruling mechanism which would provide for it the right to, with its decisions and attitudes, obligate organs of power, self-management organs or other socio-political organizations.

And in relationship to the Socialist Alliance, the League of Communists does not appear either as an organization which manages from the outside with its activities, nor as a narrower organization within a wider one, with the characteristic of a separate leadership core. The influence and effect of the League of Communists on the Socialist Alliance are based on democratic principles which do not bring into question the independence of either of the two organizations. This influence is created in a way so that members of the League of Communists, equal to other citizens, work in the organizations and forums of the Socialist Alliance, make declarations on its platform and politically fight for their positions and attitudes using the power of argumentation and personal examples. Precisely this makes possible for the Socialist Alliance, by adopting the YLC Program as the ideological and program base for its socialist orientation, preservation in full measure of its organizational and activity independence. So in the very process of democratic formation and the execution of politics within the Socialist Alliance, it merges and links the leading role of conscious socialist forces from direct democracy and political self-management.

In explaining what the relationship of the League of Communists and the Socialist Alliance is and what it should be Comrade Tito emphasizes:

"In all of social life, in the process of all movements in our country, precisely the most conscious section of our wide national masses participate, the Socialist Alliance and communists who are in the Socialist Alliance as its ideological-political force. I would like to take this opportunity to say that there exists one thing which at times astonishes a man, that is that it was thought that these two organizations deprive one another of their competence. It appears that this was not adequately cleared up by some members of the Socialist Alliance, nor even by some communists. There is no dualism here. It is very well-known that the League of Communists is the ideological and political guideline of our social life. This guiding takes place within the Socialist Alliance

itself. The League of Communists does have a leadership role, because the communists themselves in the Socialist Alliance learn with daily practice. The fertilization of Marxism-Leninism is continuously carried on and perfected in the daily practice of developing socialism. Therefore, one can not speak here of organizations which are in opposition to one another, or interfere in one another's competence, but rather of a whole." (VI Congress of the SSRNY, "Kultura", p. 8).

In the historical development of the Socialist Alliance and the role which it is supposed to carry out today, expressed in the greatest detail are some of the essential and specific details characteristic of the developmental path of the entire political structure of Yugoslav socialism. In regards to this two moments are of particular significance:

(i) Through the Socialist Alliance are expressed and created new historical possibilities for the formation of lasting common national political organizations, which in essence differ from class parties and party coalitions. Far-reaching regrouping of social forces created in the process of socialist revolutions was attained on the Peoples Front and afterwards in the Socialist Alliance as its adequate political expression. Herein are contained the basic socio-political hypotheses for the development of direct socialist democracy.

(ii) The Socialist Alliance was and still is that form of political organization which makes it possible, with the development of direct democracy, to exceed elements of transmissional relationships between the League of Communists as a leading ideological-political force and other subjects and factors of political life, and in this way the process of political decision-making is liberated from elements of monopolistic and bureaucratic subjectivism. In this way "the Socialist Alliance can not be a sector for the work of individual communists, but rather a place for the activities of all members of the League of Communists as a whole".*

"The Socialist Alliance of the Working People of Yugoslavia", states the YLC Program, "represents the further development — under the conditions in which socialism is built — of those forms of common national gathering which, under the leadership of the Communist Party of Yugoslavia, have been created during the course of the struggle against anti-revolutionary regimes in bourgeois Yugoslavia, but it developed and consolidated during the armed battle against fascist occupants and those collaborators from the ranks of domestic reactionaries, and therefore played an exceptionally significant role in the post-war period of the country's rehabilitation, and during the first phase of the building of socialism. The direct predecessor of the Socialist Alliance of the Working People of Yugoslavia is the Yugoslav National Front, as the first political-organizational form of the class alliance of the widest strata of working people, united by common in-

* Report of Josip Broz Tito at the Anniversary of the 20th Conference of Zagreb's League of Communists, March 20, 1968.

terests, the liquidation of those outmoded relationships, and the building of new socialist social relationships.

"The Socialist Alliance of the Working People of Yugoslavia has been — under the conditions of the building of socialism — transformed into a socialist parliament, representing the most adequate form for politically linking actual socialist advocates of socialist democracy in Yugoslavia."

Under the conditions when public power stood opposed to socialism as a force of outer compulsion which regulated the most important social relationships, the basic method of political activity was the adoption and execution of state power so that specific political goals might be realized with their help. Under the conditions which appear with the development of a united system of socialist self-management, the basic goals of democratic political forces in relationship to state power are as the tightest and most direct linkage of that power with organizations of socialist self-management as are possible, so that the desires and needs of working people might be expressed in their self-management practice, determining the direction and contents of state politics. The function which the Socialist Alliance has today in the voting system and in the democratic formation of political positions, therefore originates legitimately in the very nature of the political system.

Taking into consideration the importance of the function which the Socialist Alliance performs in the political system, these functions are also defined in the Constitution of the SFRY, in the constitutions of the republics, and in the constitutions of the autonomous provinces, in basic principles as well as in the normative sections.

Among the most significant political functions and activities of the Socialist Alliance the following should be specially mentioned:

- democratic discussion concerning all questions of social life, giving political initiative and suggestions, reconciling opinions and assuming positions which serve as guidelines for delegates in the socio-political communities, and assemblies, as well as a democratic basis for the entire process of political decision-making;

- the entire democratic system and its activities which concern the candidacy and voting of delegates in the basic self-management organizations and communities, including assembly delegates for socio-political communities. The Socialist Alliance has consolidated a program of social activity and criteria for the voting of delegates and delegations, discussion of questions of personnel and the leading of political organizations as well as the selection of personnel;

- democratic supervision and criticism of the work of the organs of power, organs of management, and the advocates of self-management public and other social functions.

- informing of working people and citizens and providing conditions for the democratic role of the press and other means of mass communications;

— striving to open for younger generations the widest path for participation in the self-management and political life in general.

As a separate task and goal for which the Socialist Alliance is struggling, one should emphasize the development of human social relationships, the strengthening of socialist consciousness, as well as the building and consolidating of the norms of socialist self-management behavior.

For the functioning of the political system, based on self-management, of great significance are other socio-political organizations, first of all the Federation of Labor Unions, as the widest voluntary organization of the working class, followed by the Youth League and the Federation of World War II Veterans' Organizations.

By expressing in its program and in the entirety of all its activities thus far, the common interests of the working class and socialism as the social liberation of labor, political organizations take on the role of the main factor in the moral-political and ideological integration of society. As a member of these organizations, the advocate of activities and initiative in the creation of this program, the working man gains that organizational and ideological platform from which he comes forward to make statements, and to socially act, not only as an advocate of self-management in a specific social function, but as a member of the wider socialist community whose common interests are at the same time his personal interests.

"In the last few years", as stated in one of the Resolutions of the II Congress of Self-Managers, "parallel with changes in the socio-economic and political system and democratization of social relationships, the League of Communists, the Federation of Labor Unions, the Socialist Alliance of Working People, the Youth League, and the Federation of War Veterans, are making an obvious effort to transfer the focus of their influence from the mechanism of the state onto the course of self-management organizations and decision-making. In that process these socio-political organizations affirm themselves all the more as the inner promoters of the forces of the development of self-management socio-political systems, as the factor for solving social contradiction and creating social unity. For working men and citizens they are irreplaceable instruments of organizational expression and the synthesis of basic interests and needs, powerful weapons in the struggle for creating this interest and socialist social relationship — on the basis of self-management distribution according to the results of work and solidarity."

The position and role of socio-political organizations have been defined and consolidated in the Constitution. The Constitution which is not only the largest state-legal record concerning the organizations and methods of executing state power, but rather the basic social document concerning self-management organization of the society as a whole, and which is not in lesser or greater measure capable of being a faithful normative expression and

fixation of existing conditions and relationships, but rather an instrument of great importance in the frequently changing social relationships and in the planning and directing of social development — this type of Constitution obviously can not ignore the major role which the organizational forces of socialist consciousness had and still have, represented in the League of Communists, the Socialist Alliance, and the Federation of Labor Unions. If it were to act in this way, the Constitution would be leaving in the dark one of the most important aspects of political life and the process of transformation into a self-management society and would break one of the basic links which tie the constitutional principles and norms with actual trends in social life. And in this way the value of the Constitution would undoubtedly be decreased, as an instrument for the conscious performance in social reality for the benefit of the working class and the creation of its long-terms historical interests and goals.

In constitutions dating from the end of the 18th and the first half of the 19th centuries, including those most well-known, which present to the world those legal-political constitutional systems of bourgeois democracy and "representative government", as well as in many contemporary constitutions, the question of political parties and similar organizations was totally ignored: in spite of the key position in the process of political decision-making and the execution of power, political parties, labor unions, and other similar organizations were left as *extra-constitutional institutions* because they do not fit into the formal individualistic concept of social democracy. Due to this, in the Constitution itself are expressed and consolidated essential differences in normative social order and the actual political life.

In the contents of socialist constitutions, firstly in the 1936 Constitution of the USSR, as well as in some contemporary constitutions, a place was found and decrees were made which speak of political parties and their roles. However, these decrees are restricted, as a rule, to very short primary constitutions.

In the Constitution of the SFRY the question of socio-political organizations (their function and responsibility in the social development of society and their tasks and effect on the system of socialist self-management democracy) are treated more thoroughly and concretely than in any other constitution. This applies to a separate section (VIII) of Constitutional Principles, as well as to decrees in the normative section of the Constitution which apply to institutions of self-management agreement and to the process of socially coming to terms, the candidacy process, and selection of delegates for the assemblies and of delegations of socio-political communities and particularly to the formation of socio-political chambers.

And the new assembly system, which on the delegate principle directly ties the basic cells of self-management organizations of working people with the associations of all socio-political communities, which are the centers for political decision-making, provides for direct inclusion of socio-political organizations in the

struggle and work of the assemblies. In addition to the Chamber of Associated Labor and the Chamber of Local Communities, that is community chambers, in the assemblies exist socio-political chambers "as chambers of delegates of working people and citizens organized in socio-political organizations" (Article 144, Constitution of the SFRY).

One of the most important aspects of the self-management and political organization of working people is arrived at by the method of directing expression itself through the contents and work of the assemblies. And in this way, simultaneously, the very significant and key role of socio-political organizations in the process of self-management in the transformation of the political system and the socialization of politics have their constitutional-legal expression and confirmation.

Dr. NAJDAN PAŠIĆ

Dr. Najdan Pašić, professor at the Faculty of Political Sciences in Beograd, Editor-in-Chief of the review "Socijalizam", and a Member of the Council of Peoples of the Federal Assembly. Born in 1922, in Skoplje. Graduate of the Faculty of Law in Beograd, diploma 1949; post-graduate studies from 1949—1951 at the Institute of Social Sciences in Beograd.

Professor Pašić began lecturing at the Faculty of Law in Beograd, in 1951, and in 1956 obtained his Doctoral Degree in the field of public corporations in the United Kingdom. From 1960 on at the School of Political Sciences in Beograd, as one of its first lecturers; full-time Professor at the Faculty of Political Sciences; as from 1965 Editor-in-Chief of the "Socijalizam".

Professor Pašić is actively engaged in the publishing activity and in journalism; as early as 1951, he started the magazine NIN and was its first Editor-in-Chief.

As one of the most active Yugoslav contemporary theoreticians in the field of political science he particularly concentrated his attention to the following problems: the theory of a modern state and the etatization of social life; comparative political systems; problems of self-managing society.

His publishing activity includes: several essays on national question and on federalism; more than a hundred articles, as well as five books (Public corporations in the United Kingdom, 1957; Contemporary state, 1960; Comparative political system, 1962; The social classes and the politics, 1968; and Political education of the self-managing society, 1970). For his book The social classes and the politics he was awarded the 1969 October Prize.

Some of Professor Pašić's articles and essays are translated into foreign languages.

AU LIEU DE LA REPLIQUE

Le Centre universitaire international des sciences sociales de l'Université de Belgrade a édité en 1969 le premier recueil des conférences tenues aux séminaires du Centre au cours des dix premières sessions. Cependant, dans ce recueil, qui par mégarde n'est pas marqué comme premier, ne figurent pas toutes les conférences des dix premières sessions: on a fait une sélection, en donnant la préférence aux conférences de la X-ème session.

A la différence du présent recueil, le premier ne contenait pas une liste complète des auditeurs, car il ne s'agissait pas d'une seule session, mais d'une sélection des conférences tenues au cours des dix sessions précédentes du Centre.

Le premier recueil a été envoyé par le Centre aux rectorats des universités en Yougoslavie et à l'étranger, ainsi qu'aux instituts des sciences sociales et à d'autres institutions.

Le Secrétaire du Centre,
Dragiša Stijović

CONSEIL DU CENTRE UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL
DES SCIENCES SOCIALES

Membres du Conseil:

Predrag ALEKSIĆ, Professeur à la Faculté des Sciences Economiques

Vida ČOK, Chercheuse scientifique supérieure à l'Institut de Droit Comparé

Radomir DJUROVIĆ, Professeur à la Faculté de Droit

Jovan GLIGORIJEVIĆ, Recteur de l'Université de Beograd, Professeur à la Faculté des Sciences Vétérinaires

Dejan MEDAKOVIĆ, Doyen de la Faculté de Philosophie, Membre de l'Académie Serbe des Sciences et des Arts

Pavle NIKOLIĆ, Professeur à la Faculté de Droit

Najdan PAŠIĆ, Doyen de la Faculté des Sciences Politiques

Aleksandar PERIĆ, Professeur à la Faculté des Sciences Economiques

Mihailo POPOVIĆ, Professeur à la Faculté de Philosophie

Miroslav POPOVIĆ, Vice-recteur de l'Université de Beograd, Professeur à la Faculté des Sciences Economiques

Branko PRIBIĆEVIĆ, Professeur à la Faculté des Sciences Politiques

Dimitrije PRODANOVIĆ, Collaborateur Scientifique de l'Institut des Sciences Sociales

Dragiša STIJOVIĆ, Chef du Département des Relations Internationales de l'Université de Beograd

Milan ŠAHOVIĆ, Directeur de l'Institut de la Politique et de l'Economie Internationales

Branislav ŠOŠKIĆ, Professeur à la Faculté des Sciences Economiques

Novica VOJINOVIC, Collaborateur Scientifique de l'Institut du
Mouvement Ouvrier International

Président du Conseil:

Branislav ŠOŠKIĆ, Professeur à la Faculté des Sciences Eco-
nomiques

Directeur du Centre:

Pavle NIKOLIĆ, Professeur à la Faculté de Droit

Secrétaire du Centre:

Dragiša STIJOVIĆ, chef du Département des Relations Internatio-
nales de l'Université de Beograd

LISTE DES PARTICIPANTS

ALLEMAGNE (REP. DEM.)

Dr. Lothar Striebing
Professeur
Université technique de Dresde
DRESDE

Dr. Ley Hermann
Professeur
Université de Humboldt
BERLIN

ALLEMAGNE (REP. FED.)

Dr. Roland Schaller
Assistant à l'Université de Hamburg
2 HAMBURG 70
Auf dem Königslande 41

Dr. Wolfgang Geierhos
Assistant à l'Université de Hamburg
2 HAMBURG 20
Breitenfelderstr. 13c

Dr. Wolfgang Stork
Chargé de cours à l'Université de Göttingen
34 GÖTTINGEN
Elbingerstr. 8

Armin Büschel
Assistant à l'Université de Regensburg
84 REGENSBURG
Th. Körnerstr. 16

BELGIQUE

Dr. Jozef M. C. Van Kerkhoven
Rechercheur à l'Institut de sociologie
Université de Louvain
30 Rode Kruisstraat
2410 HERENTALS

BULGARIE

Dr Koljo Jotov Tomčev
Maître de conférence
Vice-Recteur de l'Université «Kliment Ohridski» de Sofia
SOFIA

Stefan Petkov Stojčev
Candidat des sciences juridiques
Assistant principal
Université «Kliment Ohridski» de Sofia
SOFIA

CANADA

Serge Boisvert
Avocat
AMOS, Québec

Dr. James Patric Harrison
Assistant Professor
Department of Political Science
St. Francis Xavier University
ANTIGONISH, Nova Scotia

CUBA

Hugo Vazquez Via
Graduate in political science
21 809 apt. 302, Vedado
HABANA

DANEMARK

Brita Schultz
Stud. mag., Department of Political Economy
Institute of Modern History
University of Aarhus
10, Laurvisgade
8200 AARHUS IV

Uffe Østergard
Adjunkt
Department of Political Economy
Institute of Modern History
10, Laurvisgade
8200 AARHUS

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Carol Bullock
M. A. Candidate in Center for Slavic and East European Studies
Florida State University
Post Office Box 335
TALLAHASSEE, FL 32302

Karl W. Ryavec
Associate Professor
Department of Political Science
Thompson Hall
University of Massachusetts
AMHERST, MA 01002

Michael D. Zahn, Master's Degree Candidate
406 E. Stoughton 7
CHAMPAIGN, IL 61820

Dr. Joseph E. O'Connor
Associate Professor of History
History Department
Wittenberg University
SPRINGFIELD, Ohio 45501

Moses Lukaczer
Ph. D. (Economics)
3607 Stewart Drive
N. Chevy Chase, MD 20015

Lilian O. Lukaczer
Assistant Professor, Political Science
3607 Stewart Drive
N. Chevy Chase, MD 20015

Dr. William Buscemi
Associate Professor
Department of Political Science
Wittenberg University
SPRINGFIELD, Ohio 45504

FRANCE

Gérard Loiseau
Maître en philosophie et en sciences politiques
55, boulevard Jourdan
75690 PARIS CEDEX

Dr. Robert Charvin
Agrégé des facultés de droit
Villa l'Ebaudière
Corn' d'Or
VILLEFRANCHE-SUR-MER

Hervé Michaut
Licencié d'histoire et de droit
61, rue Port de Paris
78460 CHEVREUSE

Emile Sicard
Professeur
Vice-Président de l'Université de Bordeaux II
Directeur de l'U.E.R. «Institut des Sciences Humaines
Appliqués»
20, cours Pasteur
33076 BORDEAUX CEDEX

Gérard Perreau-Bezouille
Candidat au doctorat
49 rue Paul Vaillant Couturier
92000 NANTERRE

GRECE

Iacovos Samiotakis
Licencié en droit
Roufou, 9
Canée, Crète

IRAK

Dr. Mahmud Khidhayir
Chargé de cours
Hay Al Yamea 95/2/36
Al Yarmouk
BAGHDAD

ITALIE

Daniele Franco
Etudiant
Via S. Lorenzo 5
32100 BELLUNO

LYBIE

Abdulmonem Bhairi
Lecturer
Faculty of Economics and Commerce
University of Benghazi
BENGHAZI

MEXIQUE

Dr. Ignacio Millan
Professeur
Faculté des sciences politiques et sociales
Torre de Humanidades, 5° Piso
Ciudad Universitaria, Coyoacan 21, D. F.

Dr Francisco del Villar
Collaborateur scientifique de l'Institut de recherches sociales
Cedros 117—401
MEXICO 20 D. F.

NIGERIA

Stephen Olugbemi
Lecturer of Political Science
Faculty of Social Sciences
University of Lagos
LAGOS

NORVEGE

Jan R. Lyngstad
Student of Social Sciences
F-435 Stud. by Fantoft
5036 FANTOFT

PAYS-BAS

Henk Van Harten
Maître de conférences
Université d'Utrecht
BERGWEG 65
ZEIST

Egbert de Weert
Etudiant
Eyerdijk 52
HATTEM

PEROU

Victor Javier Tantalean Arbulu
Economiste, candidat au doctorat
Guido Gazellelaan 7 app. 1
3200 KESSEL 10, Belgique

Juan Carlos Diaz Perez
Ingénieur agronome
Etudiant postgradué en économie rurale
6 Mechelse Vest
3000 LOUVAIN, Belgique

Jorge Dionisio Carrasco Angulo
Economiste
Etudiant postgradué
6 Mechelse Vest
3000 LOUVAIN, Belgique

Marco Antonio Corcuera Rodriguez
Ingénieur agronome
Etudiant postgradué en sciences économiques
Cité universitaire 11/302
Tervurursevest 103
3030 HEVERLEE, Belgique

Luis Mori-Sanchez
Candidat au Doctorat d'Economie
Résidence Universitaire J. ZAY
F-111
92160 Antony, France

POLOGNE

Dr. Hubert Kolecki
Assistant à la Faculté de droit
Université «Adam Mickiewicz» de Poznan
Osiedle Piastowskie 23 m. 66
61—148 POZNAN

Marian Bebenek
Colaborateur scientifique
Ul. Ziaji 5
KRAKOW

Jacek Mazur
Assistant
Ul. Siennicka 36a m. 21
04—393 WARSZAWA

Janusz Mordwilko
Assistant à la Faculté de droit
Candidat au doctorat
Université de Varsovie
WARSZAWA

Jolanta Supinska — Modzelewska
Assistante à l'Institut des sciences politiques
Université de Varsovie
Ul. Staffa 7 m. 90
01—891 WARSZAWA

Dr. Maciej Bokun
Maître de conférences
Zachodnia 45/5
53—643 WROCLAW

ROUMANIE

Dr. Ioan Busuioc
Professeur
Soc. Stefan cel Mare nr. 25, et. VII, ap. 31
BUCAREST II

ROYAUME-UNI

Andrew Seton
Student
3 Staverton Road
OXFORD OX2 6XH

SUISSE

Nocera Cosimo
Etudiant
1605 CHEXBRES, Pierremont

TUNISIE

Dr. Abdelwahab Hechiche
Assistant Professor
University of South-Florida
2620 Carrolllake Street
TAMPA, Florida 33618, U.S.A.

Khaled El Manoubi
Assistant
Faculté de droit
Université de Tunis
TUNIS

VEZUELA

Jose Juan Rivas Belandria
Docteur en Droit
Professeur à la Faculté de droit
Université de Merida
Urb. «Santa Maria»-Calle
Aragüaney No 0—52
MERIDA

YOUOSLAVIE

Svetozar Popović
Chargé de cours
Université de Niš
Blaže Dumovića 8/A
37000 KRUSEVAC

Mirjana Tomić
Assistante
Université de Novi Sad
21000 NOVI SAD

Marijana Pajvančić
Assistante
Université de Novi Sad
21000 NOVI SAD

EMAR - EASDALE
EMEK ARASTIRMALARI
VAKFI KITAPLIGI
2 0 1 5

